La mobilisation sociale en Europe de l'Est depuis la crise financière de 2008 : une analyse comparative de l'évolution des réseaux militants en Hongrie et en Roumanie

Henry Rammelt

▶ **To cite this version:**

Henry Rammelt. La mobilisation sociale en Europe de l'Est depuis la crise financière de 2008 : une analyse comparative de l'évolution des réseaux militants en Hongrie et en Roumanie. Science politique. Université de Lyon, 2016. Français. NNT : 2016LYSE2168 . tel-01652444

HAL Id: tel-01652444
https://theses.hal.science/tel-01652444

Submitted on 30 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N°d'ordre NNT : 2016LYSE2168

THESE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Opérée au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 483 Sciences sociales

Discipline : Science politique

Soutenue publiquement le 14 décembre 2016, par :

Jonathan SAMBUGARO

La mobilisation sociale en Europe de l'Est depuis la crise financière de 2008

Devant le jury composé de :

Frédéric ROYALL, Senior Lecturer, Université Limerick (Irlande), Président

Marco GIUGNI, Professeur d'université, Université de Genève, Rapporteur

Manlio CINALLI, Directeur de recherches, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Rapporteur

Fabrice BARDET, Directeur de recherches, Ecole Nationale des Travaux public de l'Etat, Examinateur

Didier CHABANET, Chargé de recherche HDR, Ecole Normale Supérieure de Lyon, Directeur de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « **Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification** » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

Université Lumière Lyon 2

ED 483 ScSo (Histoire, géographie, aménagement, urbanisme, archéologie, architecture, sciences politiques, sociologie, anthropologie, ergonomie)

La mobilisation sociale en Europe de l'Est depuis la crise financière de 2008.

Une analyse comparative de l'évolution des réseaux militants en Hongrie et en Roumanie.

Henry Rammelt

Science Politique

Sous la direction de Monsieur Didier Chabanet

Présentée et soutenue publiquement le 14 décembre 2016

Composition du Jury :

M. Didier Chabanet, Chercheur HDR à Triangle, UMR 5206 du CNRS (Directeur)

M. Marco Giugni, Professeur à l'Université de Genève (Rapporteur)

M. Manlio Cinalli, Directeur de recherches à Sciences Po-Cevipof (Rapporteur)

M. Fabrice Bardet, Directeur de recherches à l'ENTPE (Examinateur)

M. Frédéric Royall, Senior Lecturer à l'Université de Limerick (Examinateur)

Remerciements

Je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements à Monsieur Didier Chabanet, qui a été un directeur de thèse très attentif et impliqué. De façon à la fois exigeante et responsable, il m'a soutenu tout au long de ce travail. Merci également aux rapporteurs et aux autres examinateurs pour avoir accepté de faire partie du jury.

J'exprime ma gratitude à toutes les personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de cette thèse, notamment Monsieur Radu Toma, le directeur de l'École Doctorale Francophone en Sciences Sociales de l'Université de Bucarest et Monsieur Sorin Cace, de l'Académie Roumaine, qui m'ont permis d'effectuer mes recherches en Hongrie et en Roumanie dans les meilleures conditions.

Je remercie également les experts que j'ai consultés ainsi que les activistes qui ont partagé avec moi leurs expériences. Je voudrai mentionner en particulier Simina Guga, Claudiu Craciun et Nandor Ersek-Obadovics qui m'ont ouvert les portes des réseaux militants en Roumanie et en Hongrie et qui sont devenus de bons amis.

Je terminerai en adressant des remerciements à mes parents, qui m'ont toujours accompagné et soutenu, sans oublier mes amis sans lesquels la période de thèse aurait été une période de solitude parfois proche de l'anxiété.

Un grand merci, enfin et surtout, à ma partenaire dans la vie, Ruxandra Gubernat, qui m'a aidé à surmonter bien des obstacles et qui, à travers nos conversations continues et fructueuses autour de mon sujet, a partagé cette aventure.

Résumé

La crise financière a démystifié le système capitaliste aux yeux de larges segments de la population d'Europe de l'Est, exacerbant le décalage entre les attentes suscitées par le processus de démocratisation et la situation, souvent difficile, d'un nombre important de citoyens. Dans ce contexte, l'indignation que certains d'entre eux expriment s'est dirigée contre la classe politique, donnant naissance à de nouvelles formes de mobilisation.

Cette thèse analyse ces mobilisations dans un cadre comparatif incluant des réseaux militants en Hongrie et en Roumanie, sur la période 2008 - 2014. Quelles sont les caractéristiques des récentes vagues de protestations ? Ces protestations s'inscrivent-elles dans la continuité de répertoires d'action plus anciens ? Si la Roumanie et la Hongrie sont « en transition », quelles sont les mutations qui affectent les conditions de mobilisation ? Comment expliquer les différences de dynamiques que l'on observe dans les deux pays ?

Pour répondre à ces questions, nous avons essayé de bâtir des passerelles entre deux champs de recherche, celui de la transition démocratique et celui des mouvements sociaux. En Roumanie comme en Hongrie, la prise en compte des transformations systémiques induites par la transition semble en effet essentielle à la compréhension des phénomènes de mobilisation récents. L'analyse détaillée des processus d'accumulation de capital social relationnel et cognitif qui en résulte - à l'origine de l'émergence de nouvelles générations d'activistes – constitue l'apport principal de notre travail. La démarche diachronique que nous avons adoptée nous a par ailleurs permis d'identifier et de caractériser les influences qu'un réseau militant peut avoir sur un autre et l'impact d'une protestation sur la suivante.

Soucieux de produire des informations précises et circonstanciées sur l'environnement politique, économique et culturel dans lequel naissent les mobilisations étudiées, nous avons interrogé, à partir d'un sondage en ligne, des spécialistes de la société civile, des médias et de la vie politique des deux pays. Parallèlement, nous avons réalisé 26 entretiens approfondis avec des activistes en Hongrie et en Roumanie pour parvenir à définir les processus de mobilisation des ressources, les canaux de mobilisation utilisées, les caractéristiques des réseaux et des organisations en présence, mais aussi l'identité des activistes et, subséquemment, leur perception du contexte d'action dans lequel ils s'inscrivent. En prenant en compte l'ensemble de ces éléments, nous avons pu montrer comment l'accumulation d'expériences de mobilisations nourrissait les mouvements suivants, plus nombreux et plus visibles au fil du temps. Dans cette dynamique, les réseaux sociaux en ligne

jouent un rôle essentiel. La socialisation politique sur Facebook a notamment contribué au développement d'une identité commune et à la transformation de l'indignation personnelle en engagement collectif. La multiplication des interactions sociales, une certaine similitude de goûts et de visions du monde, ainsi qu'un effort de réseautage ont permis à l'activisme en ligne de se transformer en activisme de rue. La nature et l'intensité de cet engagement diffèrent selon les deux pays. En Roumanie, « un militantisme récréationnel » puisant ses racines dans la simultanéité de la consommation culturelle et de l'implication civique est observable. A l'inverse, en Hongrie l'enthousiasme civique semble s'essouffler. Confrontés à un pouvoir politique stable, soutenu par la majorité de la population et capable de s'opposer fermement aux initiatives de la société civile, les mouvements de contestation hongrois n'ont pas réussi à déstabiliser le pouvoir en place. Cet exemple montre qu'une culture de protestation relativement vivace ne débouche pas automatiquement sur un fort niveau de mobilisation citoyenne. Par contraste, le cas de la Roumanie suggère plutôt que l'absence d'une telle culture et l'inexpérience des acteurs protestataires mais aussi des pouvoirs publics fournit un espace de (re)négociation des règles de jeu, qui peut provoquer de profonds changements culturels et politiques.

Mots-clefs :
action collective, Europe de l'Est, Hongrie, protestations, mobilisation, mouvements sociaux, Roumanie, société civile.

Abstract

In Eastern Europe the financial crisis of 2008 highlighted the gap between expectations concerning the new configuration of liberal and capitalist states on the one hand, and the social realities on the other. Waves of contention followed, which were provoked especially by austerity measures implemented by the respective governments. These were in their majority directed against the post-communist elites, which were held responsible for the perceived slow progress regarding economic performance and the democratization process in the years before. With the purpose of analyzing new forms of collective action and protests that appeared following this crisis, this dissertation is dedicated to study, in a comparative manner, activist networks in Hungary and Romania between 2008 and 2014.

The following questions are in the center of the study: Are those recent waves of mobilization different from forms of protests prior to the crisis or can we observe a continuation of repertoires of contention? If Romania and Hungary are considered to be countries still located in the transition process, without having reached the "goal" of consolidated democracies, are the conditions and forms of collective action also undergoing profound transformations? If so, how can we explain the different dynamics in those two countries?

Given the fact, that the analysis of social movements is becoming a multicentric subfield of social sciences, the present study draws on a diversity of analytical angles, not only stemming from approaches to investigate social movements and regime change, but also including additional theoretical avenues, in order to answer these main questions. Taking into account the transformation background of Romania and Hungary seems the appropriate perspective to understand recent mobilizations. For this purpose, this study analyzes processes of the accumulation of cognitive and relational social capital, shaping a new generation of activists. By doing so, the emphasis could be put on observing the effects of protests on subsequent mobilizations and the spillover/ interaction between activist networks over time. In a first step, I gathered comparable data on the political, economic and social environment, in which these networks arose, by carrying out expert on-line surveys in both countries. For a better understanding of mechanisms of resource mobilization, mobilization channels, network characteristics and organizational features, I conducted 26 in-depth interviews with activists from both countries. As a result, I was able to highlight the significance of protest-specific experiences for future mobilizations. Online social networks appear to play a key role in this

dynamic in contemporary social movements, mainly through their capacity of generating a collective identity and transforming personal indignation into collective action. The nature and the intensity of this dynamic vary in the two countries. While I observed a growth of, what I called “recreational activism” in Romania, resulting from the concomitance of patterns of cultural consumption and civic involvement, a certain protest fatigue can be attested for the first years after the crisis in Hungary. Confronted with stable political configurations and a government that is widely supported by the electorate, movements contesting the power of Fidesz were not able to destabilize existing power structures in Hungary. Hence, this study shows that a longstanding culture of protest and of civic engagement does not necessarily lead, in different circumstances, to high levels of political activism of challengers to political power. Furthermore, the Romanian case suggests that rather the absence of such a culture, combined with a lack of precedent and experiences for both, engaged citizens and authorities can open spaces for renegotiating rules and provoke (lasting) political and cultural changes.

Keywords:
Collective Action, Protests, Social Movements, Civil Society, Eastern Europe, Romania and Hungary.

La mobilisation sociale en Europe de l'Est depuis la crise financière de 2008.

Une analyse comparative de l’évolution des réseaux militants en Hongrie et en Roumanie.

Henry Rammelt

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE 15

I. CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES 25

1. Les mouvements sociaux 25

Englober les trois concepts de la recherche sur des mouvements sociaux 26

1.1. Les structures d'opportunités 26

1.2. La mobilisation des ressources 27

1.3. L'analyse de cadre et l'encadrement ('Frame analysis' et 'Framing') 28

1.4. La dynamique entre les approches et les interdépendances de leurs éléments 30

2. Le capital social 33

2.1 Le capital social structurel 33

2.1.1. Facteurs clefs 34

2.1.2. Mode opératoire de la conception 36

2.1.3. Les critiques envers la conception du capital social de Putnam 37

2.2 Le capital social relationnel 38

2.3. Le capital social cognitif 40

2.4 Liens entre le capital social et la mobilisation sociale/ les mouvements sociaux 42

3. La Transition démocratique 46

Lien entre transition démocratique et capital social : les effets de la dictature communiste. 52

II. PROBLÉMATIQUE 54

III. CHOIX DES MÉTHODES 57

1. L'analyse de cas 58

2. Les aspects qualitatifs 60

3. Positionnement épistémologique et logiques de recherche 62

4. Sélection des cas 64

5. La méthode 66

PREMIERE PARTIE 71

I. INTRODUCTION 72

II. DE LA « REFORMA PACTADA » À LA « RÉVOLUTION INACHEVÉE ». LES SENTIERS SINUEUX DU CHANGEMENT EN HONGRIE ET EN ROUMANIE 72

III. LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA MOBILISATION SOCIALE DEPUIS 2008. 79

1. Le chemin vers la consolidation démocratique 81

2. La société civile et la participation 83

3. L'activité des médias traditionnels dans les deux pays et leur apport à la participation 86

4. L'état actuel des mouvements sociaux en Roumanie et en Hongrie 88

4.1. Les principales mobilisations 88

4.2. Les conditions de mobilisation 89

4.3. Les structures d'opportunités politiques 89
4.4. Les structures d'opportunités culturelles 92
4.5. La mobilisation de ressources 94
4.6. L'analyse de cadre et l'encadrement 95
4.7. Le capital social 96
4.8. La culture politique 99
4.9. Différences régionales 100
4.9.1. Différences régionales en Hongrie 101
4.9.2. Différences régionales en Roumanie 103
4.10. Conclusion 114

DEUXIEME PARTIE 117

CHAPITRE I: L'APPARITION DE LA PREMIÈRE GÉNÉRATION D'ACTIVISTES ROUMAINS. LES PROTESTATIONS AUTOUR DU SOMMET DE L'OTAN DE 2008. 118
I. Contexte, événements et cadres de mobilisation *123*
II. Le cadre organisationnel et la perception des structures des opportunités *125*
III. La mobilisation des ressources et les canaux de mobilisation *130*
IV. Les Résultats des protestations *131*
1. L'accumulation du capital social relationnel et du capital social cognitif 132
2. L'accumulation des connaissances et des effets subséquents 135
V. Conclusion – la naissance d'une génération d'activistes *137*
CHAPITRE II: LA VAGUE DE PROTESTATIONS DE L'HIVER 2011/ 2012 EN ROUMANIE CONTRE LES MESURES D'AUSTÉRITÉ: CONSOLIDATION ET ÉLARGISSEMENT DES RÉSEAUX D'ACTIVISTES EXISTANTS. 139
I. Le contexte et les cadres de mobilisation *140*
II. Les activistes militants *142*
III. Le cadre organisationnel *145*
IV. La mobilisation des ressources *147*
1. Les canaux de mobilisation 148
2. Les relations intergroupes 151
V. Les structures d'opportunités *154*
1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques 155
2. L'alignement des élites et les possibilités d'engagement ou d'alliance 156
3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteurs des protestations 159
4. Les configurations de sécurité, le maintien de l'ordre et la répression 160
VI. Les résultats des protestations *162*
1. L'accumulation du capital social relationnel et du capital social cognitif 162
2. L'accumulation des connaissances et des effets subséquents 163
CHAPITRE III: LA VAGUE DE MOBILISATION DE « SALVATI ROSIA MONTANA ». 166
I. « Revolutia incepe la Rosia Montana »: le contexte et les cadres de mobilisation. *168*
II. Les activistes militantes *171*

III. Le cadre organisationnel *173*
IV. La mobilisation des ressources *175*
1. Les canaux de mobilisation 175
2. Les relations intergroupes 177
V. Les structures d'opportunités *179*
1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques 179
2. L'alignement des élites et les possibilités d'alliance 180
3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur des protestations 181
4. Le maintien de l'ordre et la répression 183
VI. Les Résultats des protestations *184*
1. L'accumulation du capital social relationnel et du capital social cognitif 185
2. L'accumulation des connaissances et ses effets 187
TROISIEME PARTIE 189
CHAPITRE I: LA HONGRIE ENTRE INSTITUTIONNALISATION DES MOUVEMENTS DE PROTESTATIONS ET FRACTURATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES RÉSEAUX MILITANTS. 190
I. Les préludes d'un système démocratique en chute. La mobilisation sociale dans la Hongrie pré-Fidesz. *191*
II. Le contexte des mobilisations sociales: la crise morale du système alimentée par les conflits internes entre les différentes sphères de l'arène politique. *193*
III. Une sous-culture militante. *197*
IV. Les principales protestations et leurs cadres de mobilisation. *199*
1. Le mouvement écologiste. 200
2. Les activistes militants. 201
V. Le cadre organisationnel. *202*
1. La mobilisation des ressources. 203
1.1. Les canaux de mobilisation. 203
1.2. Les relations intergroupes. 204
VI. Les structures d'opportunités. *205*
1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques. 205
2. Les possibilités d'engagement ou d'alliance en fonction de l'alignement des élites. 205
3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur des protestations. 206
4. Les configurations de sécurité, le maintien de l'ordre et la répression. 208
VII. Le résultat des protestations. *210*
1. L'accumulation de connaissances et de capital social relationnel et cognitif 210
2. La fondation de LMP et la prise de l'ampleur de Jobbik. 211
VIII. Conclusion – l'institutionnalisation politique des mouvements de protestations et les obstacles « idéologiques » à la coopération. *215*
CHAPITRE II: UNE « PUTINIZATION » DE LA HONGRIE ? FIDESZ ET LA RESTRUCTURATION DU SYSTÈME POLITIQUE. 218
I. Le contexte politique. *220*
1. Une remise en cause de la Constitution ? 221

2. Les conditions de la société civile et l'apparition des GONGO. 222
II. Les protestations 225
1. « Az alkotmány nem játék ! » (« La constitution n'est pas un jeu ! »). 227
2. Milla - un million pour la liberté de la presse en Hongrie. 229
3. Les protestations contre la « taxe internet ». 230
4. Le « réseau étudiant » et le « réseau d'élèves ». 231
III. Les activistes militants. 233
IV. Le cadre organisationnel. 235
V. La mobilisation des ressources. 238
1. Les canaux de mobilisation. 238
2. Les relations intergroupes. 243
VI. Les structures d'opportunités. 243
1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques. 243
2. Les possibilités d'engagement ou d'alliance en fonction de l'alignement des élites. 244
3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur des protestations. 246
4. « Kértek egy kis sósavat a pofátokba ? » ou une nouvelle forme du maintien de l'ordre. 249
VII. Le résultat des protestations – les stratégies de survie de la mobilisation sociale dans un état « autoritaire ». 251
VIII. Conclusion – l'engagement civique ou comment favoriser l'impact social dans un système politique fermé. 252
DISCUSSION CONCLUSIVE 255
CHAPITRE I: CONTRIBUTIONS AU CHAMP DE RECHERCHE 256
CHAPITRE II: LES LIGNES DIRECTRICES DE L'ACTION COLLECTIVE DANS LES DEUX PAYS 260
I. La restructuration de l'action collective 260
II. Le désenchantement de toute une génération à l'égard de la classe politique. 262
1. Le changement de style de vie. 263
2. Le pontage des cadres de mobilisation. 264
3. L'influence des réseaux sociaux en ligne sur la mobilisation sociale. 265
4. Les opportunités et les obstacles de la mobilisation sociale en Roumanie et en Hongrie. 267
4.1. Les autorités publiques et les revendications politico-sociales. 268
4.2. Les alliés au sein des élites, la société civile et les médias. 269
4.3. La réticence des forces de l'ordre. 271
4.4. Les obstacles culturels. 272
CHAPITRE III: SPÉCIFICITÉS ET DIFFÉRENCES DE MOBILISATION ENTRE LES DEUX PAYS. 277
I. Identité collective « englobante » versus fracturation idéologique. 277
II. La rue versus le système politique 278
III. Les générations d'activistes post-1989 et la re-autonomisation civique. 279
1. L'implication politique de la nouvelle génération d'activistes en Roumanie. 280
2. La simultanéité des générations de protestataires. 280

CONCLUSION GÉNÉRALE : PERSPECTIVES D'UNE ANALYSE COMPARATIVE DES RÉSEAUX MILITANTS EN ROUMANIE ET EN HONGRIE POUR LES PAYS D'EUROPE DE L'EST. 283
I. La détérioration des conditions démocratiques. *283*
II. Le caractère artificiel de la société civile. *284*
III. La corruption de la classe politique – les expressions massives de mécontentement et les vagues de protestations. *286*
IV. Les cultures de protestations en formation. *287*
V. La mobilisation en ligne. *289*
VI. L'accumulation du capital social. *290*
BIBLIOGRAPHIE 293
Bibliographie scientifique *293*
Médias, rapports politiques et productions militantes *319*
Médias fréquemment cités *326*
ANNEXES 326
Liste des sigles *326*
Sondage auprès des experts *329*
Conditions 329
Questionnaire (exemple de la Roumanie) 329
Liste des personnes interrogées *336*
Liste des bases de données et des indices utilisés *338*

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 - L'interdépendance des approches sur les mouvements sociaux 32

Figure 2: Evaluation du niveau de démocratie par pays 83

Figure 3 : Evaluation de la société civile par pays 85

Figure 4 : Evaluation de l'indépendence des médias par pays 87

Figure 5 : World Value Survey: Indicateur A 165 (On peut faire confiance à la plupart de gens) 97

Figure 6 : Facteurs expliquant le manque de capital social en Roumanie 98

Figure 7 : World Values Survey Wave 5: 2005-2009, Indicateur V92 (Participation aux manifestations non violentes) 102

Figure 8 : World Values Survey Wave 5: 2005-2009, Indicateur V 24 (On peut faire confiance à la plupart de gens) 103

Figure 9 : World Values Survey Wave 5: 2005-2009, Indicateur V 24 (On peut faire confiance à la plupart de gens) 105

Figure 10 - World Values Survey Wave 6: 2010-2014, Indicateur V 24 (On peut faire confiance à la plupart de gens) 105

Figure 11 : World Values Survey Wave 6: 2010-2014, Indicateur V92 (Participation aux manifestations non violentes) 107

Figure 12 : Répartition des protestations en Roumanie par régions à partir des données « EPCD » 15.01.1992-15.12.1995 108

Figure 13 : Répartition des protestations par région en Roumanie sur la base des données EPCD agrégées 15.01.1992-15.12.1995 109

Figure 14 : Fréquence des réunions publiques enregistrées en Roumanie par région sur la base des données d'« Apador-CH » 111

Figure 15 : Fréquence des tentatives pour enregistrer des réunions publiques en Roumanie par région sur la base de données d'« Apador-CH » 112

Figure 16 : Répartition des rassemblements publics enregistrés en Roumanie par région (données Apador-CH agrégées, à l'exclusion de Cluj et Ploiesti) 113

I. Introduction générale

« Occupy », « Indignados », mouvements sociaux et gouvernements populistes: la crise financière de 2008 a (re)mis en cause les principes de fonctionnement des sociétés « démocratiques-capitalistes ». Des citoyens européens révoltés et de plus en plus sceptiques politiquement ont ainsi rejoints des vagues de protestations extrêmement importantes au cours des dernières années. Les gouvernements de divers pays ont ainsi été confrontés non seulement aux défis de la crise en elle-même, mais également à l'intensification des manifestations d'insatisfaction de l'électorat à l'encontre des solutions avancées comme des sorties possibles de cette même crise. Suite aux mesures d'austérité prises dans de nombreux pays, l'Europe a connu une montée en puissance des manifestations de protestations, ainsi que des expressions populistes. En Europe de l'Est, les observateurs ont assisté à une hausse de la mobilisation sociale et à la (re)découverte d'un certain esprit civique. En même temps, l'idée que l'intégration européenne accompagnait la consolidation démocratique des pays postcommunistes était, une fois de plus, remise en cause et une tendance vers « l'autocratisation » de cette région semblait se dessiner. Dans ce contexte, la Hongrie et la Roumanie sont des cas extrêmement intéressant pour mener une recherche sur les effets de la crise financière en matière de mobilisation sociale. Les deux pays se sont éloignés du chemin de la consolidation démocratique et ont été frappés par des vagues successives de protestations, ainsi que par de nouvelles formes de mobilisation sociale. Comment se présente la situation des deux pays de ce point de vue ? Jusqu'à la vaque de protestations contre les mesures d'austérité de l'hiver 2011/2012, les seules mobilisations d'ampleur nationale, en Roumanie, ont été les « mineriades » du début des années 1990, initiées par la politique institutionnalisée[1], même si on a pu remarquer une hausse de la mobilisation non-institutionnalisée dans un second temps. Les « mineriades » sont le résultat d'une continuité d'activisme et de militantisme, avec une longue histoire de protestations, tandis que les événements des dernières années sont portés par une nouvelle génération d'activistes postcommunistes. Deux mouvements majeurs en Roumanie ont reçu une visibilité importante, non seulement dans les médias et les débats nationaux, mais également à l'étranger. Les

1 Il s'agit ici d'une dénomination désignant les mobilisations récurrentes des mineurs de Targu Jiu. Par l'utilisation du terme « politique institutionnalisée », nous ne négligeons nullement la longue tradition de syndicalisme et de militantisme de ce mouvement (notamment une grève majeure en 1977), mais nous désignons la politique menée par exemple par Iliescu.

manifestations contre les mesures d'austérité dénonçaient la précarité sociale et l'accroissement de la pauvreté et réclamaient la libéralisation et la moralisation de la vie publique. Ces actions de protestation ont été généralement perçues comme « un choc, dans ce pays où la société civile semblait frappée d'apathie », affirme le quotidien Le Monde.[2] Ces protestations contre les mesures d'austérité coïncidaient, temporellement, avec d'autres mouvements en Europe et aux États Unis, notamment ceux des « indignados » ou des versions locales / régionales du mouvement de « Occupy » (en suivant l'original de « Occupy Wall Street »). Notre analyste va permettre d'identifier des différences aussi bien que des similitudes avec les mouvements en provenance de l'Ouest, nés à la suite de la crise financière. Outre le fait qu'il s'agit d'un mouvement plutôt populaire, qui ne résulte pas de l'action préméditée d'un groupe d'activistes, on constate d'autres différences au niveau programmatique, notamment l'absence d'une rhétorique anticapitaliste. Le discours idéologique contre la mondialisation a été peu développé, tandis que florissaient des demandes plus concrètes, dirigées contre les autorités politiques, ce qui amène Nicolescu a comparer les protestations contre les mesures d'austérité en Roumanie aux « révolutions des couleurs » (surtout en Ukraine) et au « printemps arabe » plutôt qu'aux éruptions de protestations qui surgissent à la même période à l'Ouest.[3] La raison de cette proximité entre les protestations en Roumanie et celles en Ukraine, dans la République de Moldavie, ou dans les pays du Maghreb - et la distance avec les équivalents de « occupy » ou « indignados » - résulte selon cet auteur d'une corrélation entre un même niveau de démocratisation et les formes de protestations.[4]

Un autre mouvement apparu en août 2013 – la mobilisation contre l'exploitation des mines d'or de Rosia Montana – a réussi à rassembler le plus grand nombre de manifestants que l'histoire récente des mouvements sociaux roumains n'a jamais enregistré. L'événement a fait les titres du journal Al Jazeera, où un article de novembre 2013 explique que la mobilisation de Rosia Montana est la plus grande depuis la révolution. Comme dans l'article du Monde sur les manifestations anti-austérité, celui d'Al Jazeera souligne le fait qu'il s'agit de protestations émises par des jeunes souvent considérés comme apathiques et individualistes.

2 Plantade, Yidir, En Roumanie, manifestations contre l'austérité, les privatisations et le gouvernement. Le Monde, 17 janvier 2012.

3 Nicolescu, Valentin Quintus (2012): Occupying a Post-Communist Country. The Case of Romania, dans: European Journal of Science and Theology, Vol. 8, No. 4, pp 97-106, p. 103 et suivantes. Nicolescu soutient que plusieurs tentatives d'organisation d'un mouvement inspiré par « occupy » ont échoué en Roumanie. (Ibid., p. 104).

4 Ibid.

En partie inspirée par les mouvements de « Occupy » de l'automne 2013 une « foule peu probable pour une manifestation en Roumanie: un mélange coloré de jeunes et de personnes hautement éduquées » semble s'être réveillée.[5] Il faut souligner que le mouvement de Rosia Montana est le fruit d'un activisme de base (« grass-root activism ») vieux de plus de 15 ans, qui a su transcender son cercle militant traditionnel (notamment des anciens écologistes ainsi que des paysans de la région) et son implantation locale (avec un foyer principal sur la région de Rosia Montana), pour se déplacer et s'étendre peu à peu à toute la Roumanie, en particulier à Bucarest. Dans ce contexte, la presse internationale l'a comparé au printemps arabe, parfois même en l'appelant « l'automne Roumain ».[6] Dans la sphère académique, Rosia Montana a suscité un intérêt scientifique inhabituel, puisqu'un nombre important de thèses de doctorat lui a été dédié, que ce soit en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord.[7] Comme dans le cas des protestations contre les mesures d'austérité, le mouvement de « Salvati Rosia Montana », a été perçu, par les médias, ainsi que par les activistes, comme un événement exceptionnel au regard du niveau de la mobilisation, qui tranche avec la faible implication civique de la Roumanie postcommuniste.[8]

Entre-temps, cette génération d'activistes a participé, surtout dans la capitale roumaine, à plusieurs autres manifestations (plutôt à petite échelle), parmi lesquelles les manifestations pour l'autonomie de l'Institut Culturel Roumain et celles contre l'application de l'Accord Commercial Anti-Contrefaçon (ACTA).

Plus loin dans le passé récent, une autre mobilisation a eu lieu: en avril 2008, la Roumanie a accueilli le 20eme sommet de l'OTAN, le plus grand dans l'histoire de l'organisation.[9] Considéré par les autorités roumaines comme le plus grand événement de politique extérieure jamais organisé en Roumanie - et à ce titre largement célébré par les affaires étrangères et par une grande partie des médias généralistes, le Sommet a également

5 Ursulean, Vlad (2013): Stopping Europe's biggest gold mine. After ten weeks of nationwide protests, Romanian senators rejected bill to open the mega-mine. Al Jazeera, le 27 novembre 2013 (http: / /www.aljazeera.com /indepth /features /2013 /11 /stopping-europe-biggest-gold-mine-20131117102859516331.html).

6 Cf: Besliu, Raluca: 'The Arab Spring, The Turkish Summer, The Romanian Autumn': Romanian protests as a model of peacefull demonstration. 6 septembre 2013, cnn ireport. (http: / /ireport.cnn.com /docs /DOC-1032434)

7 Branea identifie quatre thèses de doctorat traitant de Rosia Montana en 2013. (Branea, Cristian (2013): Politics of Green / Gold. Environmental Justice and Social Movements in Romania. These de Doctorat, SNSPA Bucharest, RezumatEng, p. 5.).

8 Maftei, Stefan-Sebastian (2014): The Paradigm Shift ? Rosia Montana between Industrialization and Post-Industrialization, dans: International Journal of Industrial Engineering and Management (IJIEM), Vol. 5, No. 1, pp. 23-28, p. 23.

9 Selon le ministère roumain des affaires étrangères (http: / /www.mae.ro /en /node /2079).

été la cible d'une mobilisation sociale de petite échelle. Des activistes - étrangers et nationaux - issus de différentes sphères militantes, en particulier anti-guerre et antimondialisation, ont ainsi appelé à la protestation.

Il est remarquable qu'un petit nombre de personnes ait participé activement à toutes les protestations mentionnées, organisant les événements et mobilisant les participants. Il s'agit ici d'activistes, dont l'âge varie entre 28 et 40 ans, bien éduqués, issus de milieux politiques diverses, qui se connaissent entre eux et qui s'identifient comme la première génération d'activistes:

> « Parfois, on peut se battre pour une cause commune, mais tes points de vue sont complètement différents de l'autre. Mais c'est ça la Roumanie en ce moment, nous cherchons tous à trouver notre chemin, les choses ne sont pas très claires pour l'instant. La scène (militante) est très petite, je veux dire qu'elle est apparue au cours des dernières années .... À bien des égards, nous étions comme des pionniers, comme si nous ouvrions les portes dans divers domaines de l'activisme, toujours faire le premier événement ou protester sur tous les types de ce que nous percevions comme des questions problématiques en Roumanie ».[10]

Mais pourquoi ces acteurs se sont-ils perçus comme la première génération d'activistes ? Comment expliquer l'écart entre cette génération et les mobilisations sociales précédentes du début des années 1990 ? Un premier point de repère vient du développement politico-social du pays: la Roumanie connaît un changement de régime vers la démocratie. Pour la génération montante d'activistes, cette transition se caractérise par l'évolution d'un pays sans activité citoyenne publique et par une apathie conditionnée par le communisme, vers une plus grande effervescence de la société civile et une attitude d'une partie de la population plus propice à la revendication. Chiara Milan fait la même observation en soulignant l'émergence d'une conscience politique plus forte parmi la nouvelle génération.[11]

La Hongrie a vécu une évolution différente depuis la chute du régime communiste.

10 M., de l'ONG Komunitas [entretien].

11 Entretien avec Chiara Milan realisé par Daniela Mogavero (Mogavero, Daniela (2014): Romania: il capitale sociale, dans: Osservatorio Balcani e Caucaso (http: / /www.balcanicaucaso.org /aree /Romania /Romania-il-capitale-sociale-150724).

Si en Roumanie la mobilisation sociale peut prétendre à la nouveauté, dans un contexte caractérisé auparavant par une quasi-absence d'activisme civique et d'implication des citoyens, en Hongrie une scène de dissidence politique, vivante à l'échelle nationale, active contre le régime politique au pouvoir et poursuivant des buts en phase avec les nouveaux mouvements sociaux de l'Ouest (par exemple sur les enjeux écologiques), existait déjà dans la phase pré-démocratique. La dynamique de mobilisation sociale s'est pourtant affaiblie au fur et à mesure de la mise en place du nouveau régime « démocratique et capitaliste ». L'année 2006, deux ans donc avant le début de la crise économique mondiale, marque de ce point de vue un tournant: suite á la diffusion d'un enregistrement dans lequel Ferenc Gyurcsány, le premier ministre de la Hongrie entre 2004 et 2009, reconnaissait publiquement que son parti (le MSZP – parti socialiste hongrois) avait délibérément menti à son électorat,[12] des protestations de grande échelle sont apparues et un processus d'indignation de la population visant la sphère politique institutionnalisée a débuté. Par la suite, le parti politique Fidesz – dont le leader est Victor Orban et qui se présentait comme une alternative à la politique menée par les anciennes élites corrompues – est arrivé au gouvernement, discréditant en quelques années la légitimité que la Hongrie détenait jusqu'alors en matière de consolidation démocratique. Parallèlement, les observateurs ont pu noter une renaissance de l'esprit civique et de l'activité militante. C'est surtout la droite qui a su profiter de telles tendances, au travers de mobilisations en faveur du gouvernement Orban, de protestations anti-européennes ou critiques à l'égard de « l'immixtion » de l'Union Européenne (UE) dans des affaires nationales. La droite radicale, notamment Jobbik, a bénéficié de ce climat. Mais c'est aussi l'opposition contre le gouvernement de Fidesz qui a (re)gagné en force. Milla, les manifestations de masse contre la « taxe d'internet » ou encore les protestations organisées par les « réseaux étudiants » ont non seulement fait la une de la presse de l'Ouest, mais ils ont également eu un caractère symbolique. Elles signifiaient en effet que les hongrois redécouvraient leur esprit critique envers le système politique - les tendances de droitisation en faisant aussi partie – et manifestaient leur empressement de s'engager politiquement. Si ce mouvement d'opposition contre Fidesz a pu bénéficier d'un soutien de la part des anciennes élites socialistes-libérales, comme en Roumanie, une *nouvelle génération d'activistes* a vu le jour en Hongrie:

12 Voir BBC: Excerpt: Hungarian 'lies' speech. BBC, le 19 septembre 2006 (http: / /news.bbc.co.uk /2 /hi /europe /5359546.stm).

> « Il y a eu une rupture générationnelle très importante. Je dirais que c'est une troisième vague. Dans les années 80 il y avait une forte vague anti-régime, dans les années 90 il y avait cette élite basée à l'étranger ou à l'Ouest, qui a conduit ou soutenu des projets essentiellement libéraux, dirigés par Budapest, et la troisième vague, c'est nous, ma génération, basée à Budapest, donc aussi des intellectuels, qui ont été très inspirés par le mouvement altermondialiste. ».[13]

Ces activistes sont, comme en Roumanie, la première génération de manifestants postcommunistes. Notre thèse porte, dans ces deux pays, sur les mécanismes de mobilisation sociale dans un contexte de transition politique, ou au moins de profondes transformations. Cette situation permet d'étudier la genèse d'une nouvelle culture protestataire, portée par une nouvelle génération d'activistes. Quelques caractéristiques générales propres à la Hongrie et à la Roumanie, méritent ici d'être soulignées:

1. Au niveau constitutionnel, on observe une montée des gouvernements que les élites de l'UE, ainsi que nombre d'analystes, qualifient de plus en plus d'autoritaire.
2. Au niveau de la mobilisation sociale, on remarque une baisse de l'activité civique et militante consécutive au changement de régime et une résurgence des protestations après 2010.
3. Au niveau des acteurs, un nouveau groupe de jeunes activistes, généralement bien éduqués, participe activement aux protestations.

Concernant le premier point, il faut souligner l'écart entre les attentes que le processus de démocratisation dans les pays de l'Est a suscité et ses réalisations. Même si les nouvelles formes de démocratie est-européennes ont toujours été scrutées, examinées, ou critiquées au regard du décalage avec leur modèle de référence – celui des démocraties libérales de l'Ouest – ce qu'exprime bien le paradigme de la « transition », en tant que processus graduel inscrit dans une temporalité difficile à prévoir, dans l'ensemble les élites politiques européennes et les chercheurs ont été raisonnablement confiants dans la capacité des pays anciennement communistes à se convertir à la démocratie dans un avenir proche et de façon durable. Au fil du temps cependant, plus les pays concernés restaient dans une période de transition, sans que l'on perçoive la fin de cette étape, plus les analyses se sont

13 Kristof du mouvement ecologique et membre du LMP [entretien].

focalisées sur le passé autocratique de ces pays et la difficulté à voir advenir une démocratie accomplie.

Les développements politiques des dernières années des nouveaux pays membres de l'UE ont fortement stimulé ce type de discours, qui s'est développé, dans les médias, autour de l'idée de l'avènement d'une nouvelle forme d'autocratisme en Europe.[14] La question des valeurs démocratiques européennes, plus ou moins corrompues par les pays de l'ancien bloc communiste – notamment la Hongrie et la Roumanie – a réussi à s'installer dans les médias, mais aussi dans le discours des dirigeants européens, qui ont exprimé de façon croissante leur méfiance envers le chemin choisi, à la suite notamment des décisions politiques prises dans ces pays au cours de la dernière décennie. Les logiques d'argumentations sont multiples. Au niveau politique, les analyses évoquent souvent un retour à « l'autoritarisme », perceptible au travers des mesures plutôt « non-démocratiques » du gouvernement Orbàn, en Hongrie. Il en est de même à propos de la Roumanie, où l'on évoque des « manœuvres abusives » contraire au bon fonctionnement de « l'Etat de droit », prises pendant la tentative gouvernementale sociale-démocrate de suspension du président Traian Basescu, en 2012.[15] Les « convictions démocratiques » du gouvernement Orbàn ont été ouvertement mises en doute par les médias depuis son installation en 2010.[16] Mais ce sont les mesures prises par ce même gouvernement fin 2012 - début 2013, après que le Parlement ait voté une loi menaçant la séparation des pouvoirs entre les sphères exécutives, législatives et judiciaire,[17] qui ont provoqué de fortes critiques non seulement de la part des dirigeants européens mais également d'une partie de l'opinion publique, qui ont dénoncé « l'installation d'une dictature »[18]. Dans le cas de la Roumanie, la crise politique de l'été 2012 a mobilisé toute l'élite du pays mais aussi l'UE, qui a dénoncé le « reniement des valeurs européennes opéré par Basescu »[19]. Des représentants de la Commission européenne et du Parlement européen ont ainsi fait part de leur inquiétude concernant les « évolutions politiques non-démocratiques » du pays. Dans le domaine

14 Voir Traynor, Ian: Eastern European autocrats pose new test for democracy. The Guardian, 13 août 2013 (http: / /www.theguardian.com /world /2013 /aug /13 /eastern-europe-autocrats-return-test-democracy).

15 Comme ont été critiquées à plusieurs reprises les initiatives du gouvernement de PSD, notamment par Vivian Redding ou Manuel Barroso au nom de la Commission européenne, ou de la part de membres du Parlement européen, parmi lesquelles Joseph Daul et Elmar Brok.

16 Voir Profile: Hungarian Prime Minister Victor Orban. BBC, 3 janvier 2013 (http: / /www.bbc.co.uk /news /world-europe-16390574).

17 Voir Berly, Max: Victor Orbans Dismantling of Hungarian Democracy. Bloomberg, 13 mars 2013 (http: / /www.bloomberg.com /news /2013-03-13 /viktor-orban-s-dismantling-of-hungarian-democracy.html).

18 Voir Pop, Valentina, Hungarian Leader accused of 'dictatorship' over new constitution. Euobserver, le 3 janvier 2013 (http: / /euobserver.com /political /114746).

19 Interview du journaliste Robert Turcescu avec le président Traian Basescu, le 10 juillet 2012 (chaîne B1TV).

économique également, des doutes ont été formulés à propos de la capacité du système à faire face aux exigences de la globalisation, en particulier après la crise financière de 2008. Il faut souligner que ces mécontentements, exprimés par les élites (notamment externes), n'a guère été relayé par les citoyens roumains, qui n'ont émis que des critiques sporadiques.

Suite à la crise économique de 2008, une vague de mobilisation sociale a touché nombre de pays européens, y compris parmi ceux nouvellement démocratiques. Malgré le fait que le niveau de protestation dans les pays de l'Est est traditionnellement plus bas que dans les pays de l'Ouest, une hausse de mobilisation en Hongrie et en Roumanie ainsi que dans nombre d'autres pays de la région a été constatée. Les pays de l'Est, dont la Roumanie et la Hongrie, partagent des défis relativement similaires, qui font suite aux problèmes engendrées par le processus de démocratisation[20] et à la difficulté de répondre aux demandes des citoyens qui souhaitent que les institutions fonctionnent selon les normes des pays de l'Ouest. Dans ce contexte, la montée de l'esprit civique et de la culture de protestation depuis 2010 ne semblent nullement être une coïncidence: la contemporanéité des protestations au sein des « deux Europes », ainsi que les similitudes observées dans les formes d'organisation mises en œuvre, permettent d'évoquer un élan commun et de parler des « mouvements des années 2010 »[21]. Ces nouvelles vagues de protestations suscitent une série d'interrogations, au niveau méso, comme:

- Les protestations récentes s'inscrivent-elles dans la continuité des répertoires plus anciens et de leur contexte socio-historique ?
- Assiste-t-on, au contraire, à un changement de répertoires ?
- Quels sont les facteurs historiques et culturels concrets qui influent sur l'action collective des deux sociétés analysées ?

Ce que nous avons pu observer dans le cas de la Hongrie et de la Roumanie et qui caractérise, globalement, les mouvements de 2010 correspond à une tendance à « l'individualisation de l'engagement »[22], ainsi qu'à l'importance croissante de l'accumulation

20 Voir Ganev, Evelin I. (2013) Post-Accession Hooliganism: Democratic Governance in Bulgaria and Romania after 2007, dans: East European Politics and Societies, Vol. 27, No. 3. pp. 26-44.

21 Pleyers, Geoffrey (2015): Les mouvements des années 2010: au delà de la nouveautéet des spécificités nationales, dans: Lojkine, Jean (Ed.): Nouveaux mouvements sociaux, partis politiques et syndicats: une nouvelle donne. Paris: Gabriel Peri, pp. 123-136).

22 Ibid., p. 132.

d'expérience.[23] Il nous semble en ce sens que les vagues de protestations dans les deux pays et la création des réseaux militants ont suivi plusieurs étapes sur la période 2008-2015. Ces vagues de protestation que nous allons analyser dans ce travail correspondent à plusieurs égards à ce que Tarrow a nommé « des cycles de contention »[24], notamment en ce qui concerne l'évolution des cadres et l'avantage que les « challengeurs » accumulent face aux États lorsque la dynamique de mobilisations est positive. Dans une telle configuration, le « cycle » de protestations a des effets positifs sur ces mêmes mobilisations. Oliver (1989) souligne l'effet des interactions pendant la mobilisation sur le cycle de protestations, lorsqu'elles entrainent un changement des croyances ou l'acquisition de connaissances.[25] La création des réseaux militants peut également être comprise comme un résultat des protestations, comme l'a montré della Porta ('effects of eventful protests')[26], ou encore comme une conséquence souvent non-intentionnelle de la mobilisation sociale, dans le sens de Giugni ('unintended consequences of social movements')[27].

Si la Hongrie et la Roumanie sont des pays qui sont toujours considérées comme étant dans une période de changement de régime, l'état de la mobilisation sociale se situe aussi dans une phase intermédiaire. Ce travail a donc pour but d'étudier les réseaux militants constitués dans les deux pays entre 2008 et 2015, dans une période de post-transition, sans consolidation achevée. Nous allons argumenter que l'apparition, l'évolution et le maintien de leurs activités dans des réseaux militants est le résultat d'un processus d'accumulation de « capital social ». Ce concept « a été identifié depuis longtemps à la fois comme une ressource importante facilitant la mobilisation des mouvements sociaux et comme un résultat significatif produit par les activités des mouvements sociaux »[28]. En attribuant une accumulation de capital social aux deux sociétés étudiées ainsi qu'aux réseaux de militants respectifs, et en considérant que ce concept permet d'expliquer les phénomènes de mobilisations sociales nous nous référons à Van Stekelenburg / Klandermans, qui estiment

23 Pleyers qualifie les mouvements de 2010, en citant Mc Donald 2006, de « mouvements d'expérience ». (Ibid. p. 124).

24 Tarrow, Sidney (1998): Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics. 2nd edition. Cambridge: Cambridge University Press, p. 142.

25 Ibid., p. 143.

26 della Porta, Donatella (2008): Eventful Protests, Global Conflicts, dans: Distinktion, No. 17, pp. 27-56.

27 Giugni, Marco (1999): Introduction. How Social Movements Matter: Past Research, Present Problems, Future Developments, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (Eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. Xiii-xxxiii.

28 Edwards, Bob (2013): Social Capital and Social Movements, dans: Snow, David / della Porta, Donatella / Klandermans, Bert / McAdam, Doug (Eds.): The Blackwell Encyclopeda of Social & Political Movements. Oxford, UK: Blackwell Publishing, pp. 1173-1176, p. 1173.

que le capital social est une variable clef dans l'analyse de « l'enchâssement social » et, par conséquent, de la participation aux mouvements sociaux.[29] En se basant sur les travaux de Nahpiet / Ghosal (1998), les deux auteurs distinguent trois composantes de capital social: une composante structurelle, proche de la conception de Putnam ; une composante relationnelle, influencée notamment par Bourdieu et Lin ; et une composante cognitive.[30] Notre compréhension du capital social se distingue des interprétations concentrées sur un seul niveau d'analyse (soit macro, soit micro) ou sur un seul paradigme (comme dans la tradition de Bourdieu, Lin ou Putnam), pour privilégier des approches, de plus en plus nombreuses, qui attribuent au capital social des effets sur les deux niveaux, micro et macro.[31] Une faiblesse du capital social structurel a été observée par nombre d'analystes dans les anciens pays communistes.[32] Cependant, concernant la Roumanie, une augmentation des indicateurs de capital social structurel, ou une accumulation de ce type de capital social au niveau macro ont progressivement été observées. Il s'agit ici des effets positifs souvent attribués au développement de la société civile dans certaines sociétés post-communistes. Il est vrai qu'en Roumanie une augmentation des indicateurs de capital social structurel ainsi qu'une consolidation croissante de la société civile sont des phénomènes remarquables. Dans les deux pays, la première génération d'activistes post-communistes fait preuve d'une accumulation de capital social. Au niveau micro, la création des réseaux militants ainsi que l'accumulation de contacts en sont l'illustration. Dans ce travail, nous voulons comprendre les processus qui aboutissent à cette augmentation de contacts, c'est-à-dire à l'élargissement de la population mobilisée. Pour cela, nous allons suivre la perspective proposée par Lin, même si ses études sont surtout concentrées sur les effets du capital social relationnel sur le marché de travail. Par capital social cognitif, nous entendons les résultats de l'interaction des activistes et qui sont souvent désignés dans la littérature scientifique comme « les dimensions symboliques des

29 Van Stekelenburg, Jaquelien / Klandermans, Bert (2010): The social psychology of protest, dans: sociopedia.isa, http: / /www.surrey.ac.uk /politics /research /researchareasofstaff /isppsummeracademy /instructors /Social%20Psychology%20of%20Protest,%20Van%20Stekelenburg%20%26%20Klandermans.pdf.

30 Se référant à Nahpiet / Ghoshal, 1998, Van Stekelenburg / Klandermans distinguent trois composantes du capital social, pertinents pour la participation à un mouvement social: une structurelle, une relationnelle et une cognitive (Ibid..).

31 Voir Van der Gaag, Martin / Snijders, Tom (2004): Proposals for the measurment of individual social capital, dans: Flap, Henk / Völker, Beate (Eds.): Creation and Returns of Social Capital. A new research project. London: Routledge, pp. 154-169.

32 Paldam / Svendsen. (Paldam, M. / Svendsen, G. T. (2001): Missing Social Capital and the Transition in Eastern Europe, dans: Journal for Institutional Innovation, Development and Transition, Vol. 5, 21-34.

mouvements sociaux » ou encore « les dimensions symboliques de l'action collective »[33]. Si le capital social structurel se développe au niveau macro, grâce à une amélioration des conditions de coopération sociale, et si le capital social relationnel est le résultat d'un élargissement du cercle des contacts et d'une facilitation de la coopération au niveau personnel (micro), la spécificité du capital social cognitif se trouve dans le fait qu'il s'agit d'un phénomène de groupe (niveau méso). La création d'une identité collective et le partage de sentiments de solidarité sont rendues possibles par une coopération continue. Ce qui est commun aux trois aspects du capital social, c'est leur temporalité: les analystes du capital social structurel, notamment Putnam, soulignent constamment qu'il s'agit d'un développement à long-terme. La création, l'intensification et le maintien des liens sociaux et d'un réseau social sont des processus au long cours. L'identité collective, à son tour, se développe à fur et à mesure que les interactions sociales perdurent.

I. Considérations théoriques et méthodologiques.

Même si notre analyse n'est pas conduite par une approche purement théorique, mais est plutôt guidée par l'investigation du terrain, certaines orientations conceptuelles du chercheur influent, soit intentionnellement, soit intuitivement, sur la manière dont le travail est mené, ainsi que sur l'interprétation des phénomènes observés. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous voulons intégrer, combiner et contextualiser les éléments clef de la recherche pour le cadre de cette étude.

1. Les mouvements sociaux

L'analyse des mouvements sociaux tend à devenir un sous-domaine multi-centrique, bénéficiant d'une diversité d'angles analytique.[34] Le but de ce travail est donc aussi de

33 della Porta, Donatella / Diani, Mario (1999): Social Movements: An Introduction. Oxford: Blackwell, p. 73.

34 Voir Fillieule, Olivier / Agrikoliansky, Eric / Sommier, Isabelle (2010): Introduction, dans: Fillieule, Olivier / Agrikoliansky, Eric / Sommier, Isabelle (Eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, Paris: La Decouverte, pp. 7-18.

s'inscrire dans un dialogue stimulant sur l'usage des courants de pensées et paradigmes disponibles, en s'appuyant sur un large éventail de directions théoriques. Le point de départ est constitué par la reprise des trois grandes écoles classiques anglo-américaines de l'analyse des mouvements sociaux. Ces derniers peuvent être définis comme des réseaux informels avec des idées communes et un sentiment de solidarité, qui mobilisent selon des questions controversées et qui utilisent souvent comme forme de manifestation la protestation[35]. En suivant Neidhardt, nous comprenons les mouvements sociaux non pas comme des organisations, mais comme « des réseaux mobilisés des réseaux »[36]. Tarrow les considère, en suivant Tilly (1986) comme des « défis collectifs, fondés sur des objectifs communs et des solidarités sociales, en interaction continue avec des élites, des opposants et des autorités ».[37]

Englober les trois concepts de la recherche sur des mouvements sociaux

1.1. Les structures d'opportunités

Les structures d'opportunités ont été principalement comprises, par la recherche sur les mouvements sociaux, comme des structures politiques (Political Oportunity Structures, POS). Elles désignent « le degré selon lequel des groupes sont capables de gagner l'accès au pouvoir et d'influencer le système politique ».[38] L'idée centrale est que les mouvements agissent toujours dans un certain environnement sociétal, qui influence – positivement ou négativement – *les possibilités d'*actions collectives. La littérature leur accorde un pouvoir d'explication élevé dans l'émergence des mouvements sociaux, tandis que d'autres facteurs deviennent importants une fois le mouvement établi.[39] A travers notre recherche, nous comprenons les structures d'opportunités non seulement dans leur dimension politique (les

35 della Porta / Diani, 1999, op. cit., p. 16 et suivantes.

36 Neidhardt, Friedhelm (1985): Einige Ideen zu einer allgemeinen Theorie sozialer Bewegungen, dans: Hradil, Stefan (ed.): Sozialstruktur im Umbruch. Leverkusen: Leske + Budrich, pp. 193-204, p. 193.

37 Tarrow, Sidney (2003): Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics, second edition, Cambridge: Cambridge University Press, p. 4.

38 McAdam, Doug (1996): Conceptual origins, current problems, future directions, dans: McAdam, Doug / McCarthy, John D. / Zald, Mayer N. (Eds.), 1996: Comparative Perspectives on Social Movements: Political Op-portunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings. Cambridge: Cambridge University Press, p. 23.

39 McAdam, Doug / McCarty, John D. / Zald, Mayer N. (1996): Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements, dans: McAdam / McCarthy / Zald (eds.), op. cit., pp. 1-20.

POS), mais nous allons distinguer également entre les POS et les COS (les structures d'opportunités culturelles).

Les variables constitutives des POS sont l'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques ; l'instabilité ou la stabilité des alignements des élites ; la présence ou l'absence d'alliés politiques ; la capacité ou l'incapacité et la volonté ou la réticence de l'État à recourir à des moyens de répression[40]. Du point de vue du mouvement social, ces éléments sont interprétés comme des codes de préférence, même s'il s'agit plutôt d'un continuum. Le concept de COS – qui décrit le climat culturel – intègre, lui aussi, quatre dimensions: la dramatisation d'une contradiction entre une valeur culturelle et des pratiques sociales ; des motifs de mécontentements nouveaux ; la mise en scène de la vulnérabilité ou de l'illégitimité d'un système ; l'existence d'un « cadre interprétatif global » au sein duquel les plaintes et les demandes exprimées prennent sens[41]. Il faut ajouter, ici, une autre composante influant les capacités de mobilisation des mouvements sociaux, qui est la valorisation sociale des activités politiques.[42] Les concepts dédiés aux structures d'opportunités visent à mettre à disposition des outils pour l'analyse des conditions plutôt « externes » aux mouvements, c'est-à-dire les configurations de l'environnement qui influent sur l'activité des mouvements. Deux autres concepts importants dans le domaine de recherche des mouvements sociaux concernent les mécanismes « internes ». Il s'agit du courant de la mobilisation des ressources et de l'analyse de cadres et de l'encadrement.

1.2. La mobilisation des ressources

L'approche de la mobilisation des ressources (« ressource mobilisation ») valorise la composante rationnelle des mouvements sociaux et, en concordance avec cet aspect, le rôle des entrepreneurs de mobilisation et des organisations. Pour être capable d'agir stratégiquement, un mouvement doit, premièrement, disposer des ressources nécessaires. La

40 McAdam, 1996, op. cit., p. 27.
41 Ibid., p. 25.
42 Voir Fillieule, Olivier / Pudal, Bernard (2010): Sociologie du militantisme. Problématisation et déplacement des méthodes d'enquête, dans: Fillieule, Olivier / Agrikoliansky, Eric / Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétes contemporaines, Paris: La Decouverte, p. 178.

ressource la plus importante provient des activistes et du temps qu'ils accordent au mouvement. Rucht et Neidhardt distinguent quatre sphères d'implication: les sympathisants et les supporteurs – qui font partie de l'environnement du mouvement et qui ont une attitude positive envers le mouvement – et les activistes et les participants – qui ont une importance constitutive pour le mouvement.[43] Par ailleurs, on distingue généralement les ressources matérielles – l'argent, les ressources technologiques, l'accès aux informations privilégiées – et les ressources immatérielles – les ressources humaines, l'autorité et la réputation ainsi que le répertoire stratégique et le répertoire de protestation.[44] Les mouvements accumulent des ressources au travers de structures de mobilisation, c'est-à-dire « des moyens collectifs, […] par lesquels les gens sont mobilisés et par lesquels ils participent aux actions collectives ».[45] Nous distinguons quatre types de structures de mobilisation, selon deux axes: les structures localisées au sein des mouvements ou en dehors du mouvement et les structures formelles ou informelles.[46] La participation aux activités d'un mouvement se déroule en quatre étapes: il faut 1) trouver un sympathisant, 2) qui doit être contacté par le mouvement, 3) doit être motivé pour participer, 4) et participer. [47] Dans ce processus, le mouvement offre des stimuli collectifs et sélectifs.

1.3. L'analyse de cadre et l'encadrement ('Frame analysis' et 'Framing')

Ce concept souligne l'importance de l'attribution de sens, comme base de l'acte social. Dans le cas de l'analyse de la mobilisation sociale, on considère à la suite des travaux de Snow et Benford (1988) que les mouvements sociaux agissent en tant que porteurs de croyances.[48] Cette perspective est notamment inspirée par l'interactionnisme symbolique, en particulier par la sociologie d'Erving Goffman. Selon ce dernier, les cadres (frames) désignent des schémas

43 Rucht, Dieter / Neidhardt, Friedhelm (2001): Soziale Bewegungen und kollektive Aktionen, dans: Joas, Hans (Ed..): Lehrbuch der Soziologie. Frankfurt / Main: Campus, p. 540.
44 della Porta / Diani, 1999, op. cit., p. 8.
45 McAdam / McCarthy / Zald, 1996, op. cit., p. 3.
46 McCarthy, John D. (1996): Constraints and opportunities in adopting, adapting and inventing, dans: McAdam / McCarthy / Zald, 1996, op. cit., pp. 141-151.
47 Klandermans, Bert (1997): The social Psychology of Protest. Oxford: Blackwell, p. 77.
48 Snow, David A. / Robert D. Benford (1988): Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization, dans: Klandermans, Bert / Kriesi, Hanspeter / Tarrow, Sidney (Eds.): From Structure to Action: Social Movement Participation Across Cultures. Greenwich: JAI Press, pp. 197-217.

d'interprétation et de signification, qui permettent à celui qui les utilise, « la localisation, la perception, l'identification et la dénomination du nombre apparemment illimité d'événements concrets, qui sont définis au sens de cadre »[49].

La recherche des mouvements sociaux distingue trois sous-types de cadres (subframes): les cadres diagnostiques (« diagnostic frames »), qui fournissent notamment une définition du mal, en dénonçant certaines situations et ceux qui en sont responsables de manière à légitimer la protestation; les cadres d'identité (« identity frames »), qui créent un sentiment d'appartenance à une communauté, ce qui différencie un « nous » de n'importe quel « vous »; et les cadres pronostiques (« prognostic frames »), qui déterminent les tactiques, les stratégies et les buts d'un mouvement et qui ont pour fonction d'encourager les membres à s'engager.[50] La construction d'une identité collective est souvent considérée, par exemple par Tilly, comme la plus importante tache interne des mouvements sociaux.[51] Nous parlons de l'encadrement (« framing ») pour souligner le fait que les cadres sont des produits de l'activité des individus. Les mouvements sociaux construisent ces cadres pour favoriser la mobilisation, mais ils doivent prêter attention au fait que ces derniers soient bien orientés vers le groupe ciblé pour la mobilisation.[52]

Cinq aspects du processus d'encadrement doivent être soulignés ici: le fond culturel, qui fonctionne comme une « boite à outils » pour la construction du cadre; l'effort stratégique de l'encadrement des mouvements sociaux; la compétition entre des mouvements sociaux et d'autres acteurs collectifs pour la « domination » et la « manipulation » des cadres; le rôle des médias et les résultats de la modification éventuelle de la « boite à outils » culturelle à disposition des mouvements sociaux.[53] Il faut souligner que la modification de la « boite à outils » est généralement graduelle et qu'elle prend du temps.[54]

---

49 Goffman, Erving, 1980: Rahmen-Analyse. Ein Versuch über die Organisation von Alltagserfahrungen. Frankfurt / Main: Suhrkamp, p. 31.

50 Rucht / Neidhardt, 1999, op. cit., p. 551.

51 Tilly, Charles (1999): Conclusion: From Interactions to Outcomes in Social Movements, dans: Giugni, Marco G. / Mc Adam, Doug / Tilly, Charles (Eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. 253-270, p. 262.

52 Voir: Snow, David E. / Rochford Jr., E. Burke / Worden, Steven K. / Benford, Robert D. (1997): Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation, in: McAdam, Doug / Snow, David E. (Eds.): Social Movements: Readings on their Emergence, Mobilization, and Dynamics. Los Angeles: Roxbury, pp. 235-251.

53 McAdam / McCarthy / Zald, 1996, op. cit., p. 19.

54 C'est l'un des enseignements majeurs des travaux de Tilly (voir la discussion sur les répertoires de la mobilisation, dans: Tarrow, Sidney, 2003, op. cit., p. 29 et suivantes).

1.4. La dynamique entre les approches et les interdépendances de leurs éléments

Dans le cadre de notre recherche, nous ne voulons pas utiliser les trois concepts en question de manière isolée, mais, plutôt en interdépendance – c'est déjà le cas de COS et POS qui ne sont souvent distingués que de façon analytique: le premier met en valeur des aspects symboliques tandis que l'autre fait ressortir des aspects matériels. Un mouvement n'agit pas sur la base de structures d'opportunités « objectives », mais plutôt sur la base d'une situation perçue: le couple 'facilitation/répression' décrit les coûts estimés pour les actions collectives du mouvement, tandis que le couple 'opportunité/contrainte' décrit le développement attendu en dehors du mouvement. Dans tous les cas, les chances de succès du mouvement dépendent des anticipations faites des calculs susmentionnés.[55]

Les POS doivent être encadrées, ce qui signifie que ce n'est pas seulement l'existence des structures qui est en jeu, mais leur utilisation.[56] Ce travail se fait au travers des cadres pronostiques. Les POS influencent les efforts d'encadrement.[57] De la même manière, les COS doivent être encadrées par les cadres diagnostiques et cela semble encore plus important que l'encadrement des POS. Autrement dit, les COS déterminent les possibilités d'encadrement du mouvement.[58] Par ailleurs, les structures de mobilisation sont fortement influencées par l'encadrement – surtout par le cadre d'identité –, car seuls les individus qui sont devenus des sympathisants du mouvement grâce à l'encadrement sont mobilisables.[59] Symétriquement, la capacité de l'encadrement est profondément déterminée par les ressources existantes et son succès est dépendant des structures de mobilisation. La mobilisation des ressources, de son côté, est influencée par la COS de telle façon qu'elle facilite (ou pas) l'accès aux canaux de mobilisation en dehors du mouvement[60]. De même, les structures de mobilisation ont une influence sur la perception des COS en raison du principe de « préférence pour la

55 Kriesi, Hanspeter / Koopmans, Ruud / Duyvendak, Jan W. / Giugni, Marco G. (1997): New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe, dans: McAdam, Doug / Snow, David A. (Eds.): Social Movements: Readings on their Emergence, Mobilization and Dynamics. Los Angeles: Roxbury, pp. 52-65.

56 Gamson, William A. / Meyer, David S. (1996): Framing political opportunity, dans: McAdam / McCarthy / Zald (Eds.), 1996, op. cit., pp. 275-290.

57 McAdam / McCarthy / Zald, 1996, op. cit., p. 8.

58 McAdam, 1996, op. cit., p. 25 et suivantes.

59 Klandermanns, 1997, op. cit., p. 65.

60 McCarthy, John D. (1996): Constraints and opportunities in adopting, adapting and inventing, dans: McAdam / McCarthy / Zald, 1996, op. cit., pp. 141-151.

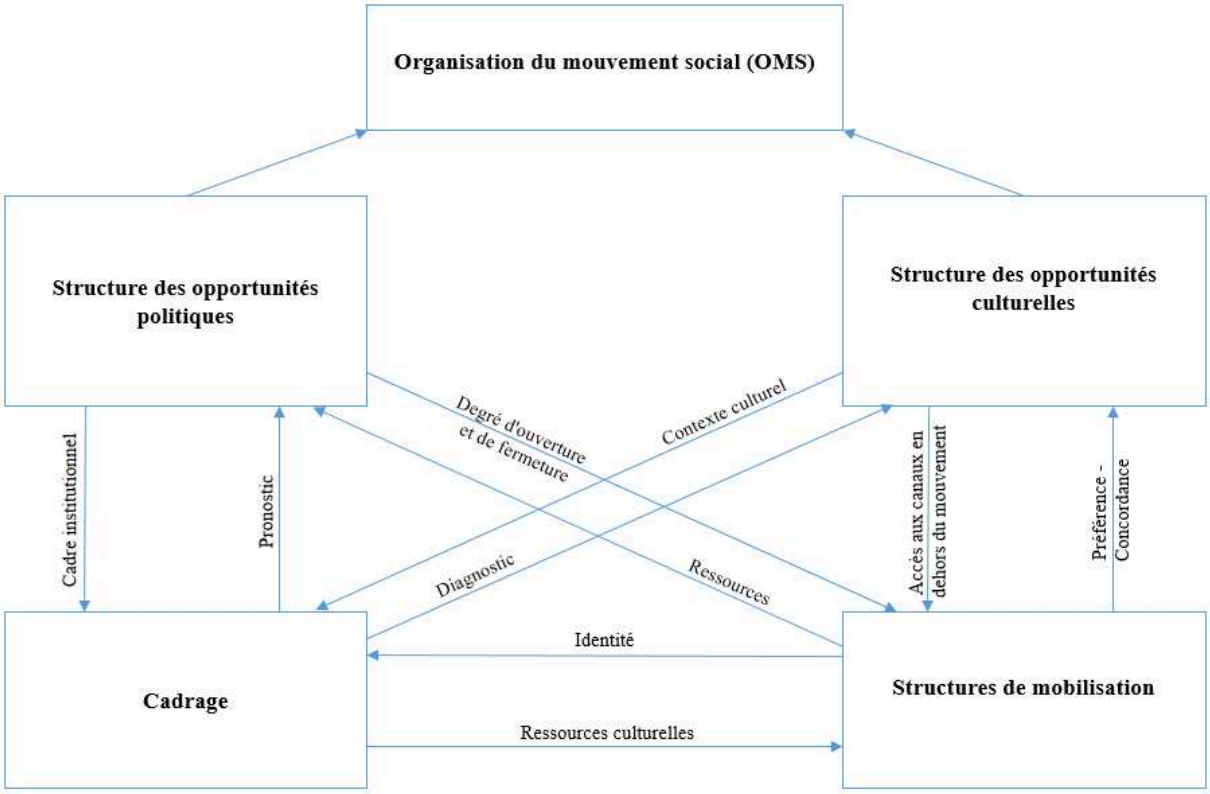
concordance » dans les situations d'interactions[61]. Enfin, les POS agissent sur les canaux de mobilisation qui appartiennent au mouvement, tandis que ces dernières influencent les POS par les demandes de réceptivité[62]. Même si les réseaux sont souvent analysés à travers leur rôle en tant que structure de mobilisation, il semble qu'ils créent également des opportunités.[63] Enfin, comprendre les mouvements sociaux seulement d'une façon statique, réduirait le foyer d'analyse. Ils doivent être appréhendés dans une interaction continue avec l'environnement. La figure suivante résume cette approche dynamique.

61 En se référant aux résultats de l'analyse de conversation de la tradition ethnométhodologie, comme ceux de Sacks 1987 (Voir Schneider, Wolfgang Ludwig (2002): Grundlagen der Soziologischen Theorie. Band 2: Garfinkel – RC – Habermas – Luhmann. Wiesbaden: Westdeutscher Verlag, p. 70).

62 McCarthy, 1996, op. cit., p. 150.

63 Voir Osa, Maryjane / Corduneanu-Huci, Cristina (2003): Running Uphill: Political Opportunity in Non-democracies, dans: Comparative Sociology, Vol. 2, No. 4, pp. 605-629.

Figure 1 - L'interdépendance des approches sur les mouvements sociaux



2. Le capital social

Comme indiqué plus haut, le capital social comporte trois composantes. Si les aspects du capital social structurel décrivent les conditions pour la coopération au niveau macro (sui generis), ce qui ne dépend pas forcement des individus, les autres deux composantes, à savoir le capital social relationnel et le capital social cognitif sont le résultat de l'action de ces derniers, dans notre cas des militants qui se trouvent à la base de réseaux d'activistes. Il peut s'agir soit des résultats d'actions délibérés (des actions stratégiques) ou des résultats non intentionnels d'une construction d'identité et de réseau. A ce sujet, nous reprenons le débat autour de l'influence des protestations sur les acteurs protestataires eux même, engagé notamment par della Porta à propos des 'manifestations mouvementées' (« eventful protests ») et des réseaux en action' (« networking in action »[1]), ou encore les réflexions autour des conséquences (involontaires) de l'action collective menées par Giugni.[2]

2.1 Le capital social structurel

Quand nous parlons de capital social structurel, nous nous referons, notamment, aux travaux de Putnam. Selon lui, « le capital social nous fait plus intelligent, plus sains, plus riche et plus capables de gouverner une démocratie juste et stable ».[3] Dans cette thèse, nous voulons comprendre comment le capital social structurel, c'est-à-dire des « caractéristiques de la vie sociale – des réseaux, des normes et la confiance généralisée - permettent aux participants d'agir ensemble plus efficacement pour atteindre des objectifs communs ».[4] Cette approche met l'accent non pas sur des organisations ou des valeurs, ni sur le positionnement des individus dans la société, mais, plus simplement, sur la participation en générale. Dans le cadre d'activités participatives communes, des individus sui generis génèrent de la confiance,

1 della Porta, Eventful Protests, p. 34.
2 Giugni, Marco, 1999, op. cit.
3 Putnam, Robert (2000): Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community. New York: Simon + Schuster, p. 290.
4 Putnam, Robert (1993): Making Democracy Work. Civic Traditons in modern Italy. Princeton, NJ, p. 664.

élément clef pour le bon fonctionnement de la démocratie selon Putnam. [5]

Compte tenu du fait que notre thèse ne porte pas (uniquement) sur le fonctionnement de la démocratie, mais plutôt sur la capacité de contestation d'une société et la propension des citoyens à la mobilisation, l'intérêt de la conception du capital social de Putnam est qu'il permet de contourner le problème de l'action collective, tel qu'introduit dans le débat en sciences sociales par Mancur Olson.[6] La coopération sociale semble donc possible uniquement dans des sociétés possédant déjà des « provisions » de capital social.[7] Dans ce qui suit, nous allons résumer 1) les facteurs clef de la conception de Putnam, 2) donner la parole aux critiques de Putnam, 3) réfléchir aux liens entre capital social et mobilisation sociale.

2.1.1. Facteurs clefs

Par réseaux, Putnam comprend différents types de regroupements collectifs, qu'il s'agisse des associations de quartier, des clubs de sports (les clubs de Bowling sont important pour Putnam, comme l'indique le titre de son livre « Bowling alone »). Il indique que ces associations sont la forme essentielle du capital social: « Plus ces réseaux sont denses dans une communauté, plus il est probable que les citoyens seront en mesure de coopérer pour un bénéfice mutuel »[8]. En effet, ils augmentent les coûts de la non-coopération, ils cultivent les normes de la réciprocité sociale, ils encouragent la communication et, subséquemment, ils élèvent l'interdépendance des individus entre eux au travers de flux d'information, et, finalement, ils mettent à disposition des modèles pour de futures coopérations.[9] Plus précisément, Putnam distingue analytiquement deux types de réseaux sociaux, en fonction des critères d'homogénéité de leurs parties constitutives: des réseaux horizontaux, rassemblant des gens de statuts similaires, et des réseaux verticaux, caractérisés par des conditions de rassemblement asymétriques et par des liens hiérarchiques et de dépendances entre individus. Le premier type de réseaux permet surtout le développement de la confiance par l'interaction directe entre les participants: « Je te fais confiance car je fais confiance à elle, qui m'assure

5 Peters, Guy (2002): Comparative Politics: Theory and Method. Basingtonstoke: Palgrade, p. 132.
6 Voir Voicu, B. (2005): Social Capital: Bonding or Bridging Europe, dans: Rusu, H. / Voicu, B. (Eds.): EU Integration Process from EAST to EAST: Civil Society and Ethnic Minorities in a Changing World. Sibiu: Psihomedia, pp. 77-98.
7 Ibid. p. 167
8 Putnam, Robert, 1995, op. cit. p. 173.
9 Ibid. p. 173 et suivantes.

qu'elle te fait confiance».[10] A cet égard, l'argumentation de Putnam semble convaincante en ce qui concerne la corrélation positive entre l'association horizontale et la coopération sociale, ce que reconnait même un auteur plutôt critique comme Jean Cohen.[11] Les réseaux facilitent également la production de normes, notamment la norme de la réciprocité. Les normes se constituent, selon Putnam, parce qu'elles diminuent les coûts de transaction et qu'elles facilitent la coopération. L'auteur distingue ici entre des normes caractérisées par une contemporanéité de l'échange, et des normes généralisées, qui peuvent être séparées du moment de l'échange. Un exemple de coopération sociale basée sur des normes généralisées, donné par Putnam, est celui des associations tontinières' ('rotating credit associations'), dont les origines remontent aux sociétés prémodernes.[12] Un autre élément essentiel est celui de la confiance, qui provient dans le cadre d'une société moderne de deux sources connectées: les normes de réciprocité et les réseaux.[13] La confiance permet d'atteindre des objectifs (collectifs) qui ne seraient pas réalisables en son absence. Elle est à la fois une qualité émergente de la société et un attribut personnel. A son tour, la confiance est liée à une augmentation de la quantité et de la qualité d'activités sociales, ainsi qu'à la conformité des gens aux normes. Or, pour reprendre une citation d'Uslaner, la confiance généralisée dans la théorie du capital social permet de créer une communauté dynamique et vertueuse, « dans laquelle les gens connaissent leurs voisins, où ils se regroupent dans des associations bénévoles, donnent d'eux-mêmes, et éludent les codes moraux ».[14] Concernant la réciprocité de la confiance, Putnam distingue également deux cas de figure: la confiance équilibrée, plutôt orientée vers les individus d'un groupe (Uslaner parle ici de la confiance particularisée)[15] et la confiance dans les membres de la société en général. Selon Yamagishi / Yamagishi (1994), Putnam part du principe que la confiance équilibrée se développe particulièrement quand les gens dépendent étroitement des membres de la famille et des

10 Ibid. p.169.

11 « Il [Putnam] soutient de façon convaincante que les associations volontaires horizontales sont daantage susceptibles de stimuler de la coopération sociale, de renforcer les normes de réciprocité, et donc de «faire fonctionner la démocratie» que les organisations segmentaires hiérarchiques ou structurées d'une facon clientéliste » (Cohen, Jean (1999): Trust, voluntary association and workable democracy: the contemporary American discourse of civil society, dans: Warren, Mark E. (1999) Democracy and Trust. Cambridge: Cambridge University Press, p. 217.

12 Putnam, Robert, 1995, op. cit. p. 168.

13 « La confiance sociale dans un cadre moderne complexe peut provenir de deux sources connexes: les normes de réciprocité et les réseaux d'engagement civique.» (Ibid. p. 171.).

14 Uslaner, Eric M. (1999): Democracy and social capital, dans: Warren, Mark E. (1999): Democracy and Trust. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 121-150.

15 Ibid. p. 123 et suivantes.

confident(e)s. Les deux auteurs se servent de cette idée pour préciser leur théorie de l'émancipation de la confiance (emancipation theory of trust)[16], selon laquelle l'absolutisme de groupe empêche le développement de la réciprocité généralisée en survalorisant une perception du monde organisée autour de l'opposition entre « nous » et « vous ».

2.1.2. Mode opératoire de la conception

Les trois composantes du capital social chez Putnam interagissent entre elles: les normes généralisées réciproques et les réseaux de l'engagement civil cultivent la confiance sociale généralisée et encouragent la coopération. Putnam évoque ici un cercle vertueux, ou tous les éléments se renforcent, sans ordre causal particulier:

> « Les stocks de capital social, tels que la confiance, les normes et les réseaux, ont tendance se renforcer mutuellement et à être cumulatifs. Des cercles vertueux se traduisent par des équilibres sociaux avec des niveaux élevés de coopération, de confiance, de réciprocité, d'engagement civique et de bien-être collectif. Ces caractéristiques définissent la communauté civique. A l'inverse, leur absence dans une communauté non civique produit des effets qui se renforcent également. » [17]

Les trois composantes du capital social se développent par utilisation et diminuent par non-utilisation.[18] A partir de cette logique, Putnam associe alors des aspects structurels, notamment l'élément clef de sa compréhension du capital social, les réseaux, avec des dimensions culturelles, à savoir la confiance généralisée et les normes de réciprocité.[19]

16 Yamagishi, Toshio / Yamagishi, Midori (1994): Trust and Commitment in the United States and Japan, dans: Motivation and Emotion, No. 18, pp. 129-166.
17 Putnam, 1993, op. cit. p. 177.
18 Ibid. p. 170
19 Voir Kunz, Volker (2002): Vergleichende Sozialkapitalforschung. In: Lauth, Hans-Joachim (2006): Vergleichende Regierungslehre. Eine Einführung., Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, pp. 332-352.

2.1.3. Les critiques envers la conception du capital social de Putnam

Les critiques envers les travaux de Putnam sont extrêmement diversifiées et viennent de directions multiples. Elles émanent de politologues ou de chercheurs en sciences sociales réputés, parmi lesquels des spécialistes dans le domaine de l'analyse des mouvements sociaux (notamment Edwards, Cohen et Tarrow). Nous voulons brièvement présenter les arguments de ceux qui ne voient pas la validité de l'approche (presque holistique) de Putnam, pour pouvoir ensuite au moins en partie répondre à ces objections. Les critiques sont d'abord méthodologiques. Cohen souligne en ce sens que la réalisation des études de Putnam n'est méthodologiquement pas satisfaisante[20]. Dans la même veine, Newton avance que Putnam crée des relations entre des aspects de la vie sociale où il n'est pas possible d'en trouver[21]. D'autres trouvent qu'il englobe beaucoup trop d'aspects de la vie sociale – « expliquant trop avec peu »[22] – ce qui mène à une simplification abusive des phénomènes étudiés.[23] Edwards estime, pour sa part, que la théorie de Putnam est un ré-étiquetage d'anciennes approches, notamment sur la culture politique. [24] Certains pensent que Putnam renverse les résultats et les causes,[25] et considèrent même parfois que les explications sont circulaires ou tautologique.[26] La critique la plus connue de Putnam a sans doute été formulée par Sidney Tarrow, qui insiste sur des fautes analytiques de l'auteur tout au long de sa démarche.[27]

---

20 Cohen, Jean (1999): op. cit. p. 217.

21 Newton, Kenneth (1999): Social and Political Trust in Established Democracies, dans: Norris, Pippa (Ed.): Critical Citizens: Global Support for Democratic Governance. Oxford: Oxford University Press, pp. 169-187.

22 Woolcock, Michael (1998): Social capital and economic development: Toward a theoretical synthesis and policy framework, dans: Theory and Society, Vol. 27, No. 2, pp. 151-208, p. 155, cité par: Keyes, Langley C. (2005): Housing, Social Capital, and Poor Communities, dans: Saegert, Susan / Thompson, J. Phillip / Warren, Mark (2005): Social Capital and Poor Communities, New York: Russel Sage Foundation, p. 162, ntb 2.

23 Voir, parmi d'autres, Fine, Ben / Green, Francis (2000): Economics, Social Capital, and the Colonization of the Social Sciences, dans: Baron, Stephen / Field, John / Schuller, Tom (2000): Social Capital. Critical Perspectives. Oxford: Oxford University Press, pp. 78-93.

24 Edwards, 2013, op. cit. Pour une argumentation similaire, voir à propos d'aspects connus dans la litterature spécialisée sous le paradigm de reseaux ('social network research'): Borgatti, Stephen P. / Foster, Pacey C. (2003): The Network Paradigm in Organizational Research: A Review and Typology, dans: Journal of Management, Vol. 29, No. 6, pp. 991-1013. Pour des aspects relatifs à l'evaluation de performance economique et aux perspectives pour la consolidation de la démocratie, vertue civile etc.), voir Portes, Alejandro (1998): Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Society, dans: Annual Review of Sociology, Vol. 24, pp. 1-24.

25 Foley, Michael W. / Edwards, Bob (1996): The Paradox of Civil Society, dans: Journal of Democracy, Vol. 7, No. 3, pp. 38-52.

26 Voir Pope, Jeanette (2003): Social capital and social capital indicators: A reading list. Public Health Information Development Unit, Working Paper Series No. 1. Egalement, Portes, Alejandro, 1998, op. cit.

27 Tarrow, Sidney (1996): Making Social Science work across Time and Space, dans: The American Political Science Review, Vol. 90, No. 2, p. 389-397. Les points principaux de sa critique se dirigent vers la

Un autre type de critiques porte sur les origines du capital social chez Putnam et le fait que son approche serait réductionniste et ne couvrirait pas exhaustivement les origines du capital social, même si la conception de Putnam a cette ambition.[28] A cet égard, beaucoup regrettent que Putnam semble sous-estimer l'importance d'autres formes de participation[29], notamment les mouvements sociaux[30], ou différentes sortes d'engagements informels, et privilégient excessivement le rôle des associations civiques, considérées comme centrales dans sa conception des réseaux. Enfin, une dernière catégorie de critiques dirigée contre Putnam, mais qui s'adresse aussi à toutes les théories du capital social en général, se concentre sur la faiblesse des tests et de la validation empiriques: il est souvent avancé que l'imprécision des conceptions est un obstacle à la vérification empirique[31] et produit de graves incohérences[32].
Au vu du nombre et de la sévérité des critiques qu'essuient les travaux de Putnam sur le capital social structurel, nous allons compléter et renforcer cette approche par deux autres composants du capital social.

2.2 Le capital social relationnel

Analytiquement, le capital social structurel se localise au niveau « macro » de la société et est approprié à la compréhension des conditions de la mobilisation sociale. Nous voulons cependant aller plus loin en nous tournant maintenant vers les aspects plus « micro », plus proches des porteurs de cette mobilisation, c'est-à-dire, des individus. Stekelenburg et

reconstruction simplifiée de l'histoire de l'Italie (p. 391 et suivantes) et « l'absence d'une perspective structurelle avec laquelle interpréter ce qu'il a trouvé » (p.396).

28 Voir Cohen, Jean, op. cit. 218. ; Selle, Per / Stromsnes, Kristin (2001): Membership and Democracy, dans: Dekker, Paul / Uslaner, Erik M. (2001): Social Capital and Participation in Everyday Life. New York: Routledge, pp. 134-147.

29 Voir Norris, Pippa (1999): Conclusions: The Growth of Critial Citizens and its Consequences, dans: Norris, Pippa (1999): Critical Citizens: Global Support for Democratic Government. Oxford: Oxford University Press, p. 257-272. Egalement, Cohen, op. cit., p. 41.

30 Voir Foley, Michael W. / Edwards, Bob (1996): The Paradox of Civil Society, dans: Journal of Democracy, Vol. 7, No. 3, pp. 38-52.

31 Durlauf, Stephen N. (2002): On the Empirics of Social Capital., dans: The Economic Journal, Vol. 112, pp. 459-479. Egalement, Paxton, Pamela (1999): Is Social Capital Declining in the United States? A Multiple Indicator Assessment, dans: American Journal of Sociology, Vol. 105, No. 1, pp. 88-127; Cavaye, Jim (2004): Social Capital: a Commentary on Issues, Understanding and Measurement. Observatory PASCAL, Hot Topics Paper May 2004, pp. 1-27.

32 Voir Liu, Amy Q. / Besser, Terry (2003): Social Capital and Participation in Community Improvement Activites by elderly Residents in Small Towns and Rural Communities, dans: Rural Sociology, Vol. 68, No. 3, pp. 343-365.

Klandermans[33] relèvent en ce sens que la deuxième composante du capital social en jeu dans les phénomènes de mobilisations concerne le réseau social des activistes. A la suite de ces travaux, nous considérons qu'une accumulation du capital social relationnel (contacts, liens sociaux, etc.) est un résultat ou un sous-produit d'une activité militante ou protestataire, au travers de laquelle des individus interagissent les uns avec les autres sur une période indéterminée. En insistant sur le réseau social des activistes, nous reprenons à notre compte l'idée selon laquelle le capital social est essentiellement basé sur des réseaux ; prémisse partagée selon Lin par tous les auteurs qui contribuent à ce domaine de recherches (y compris Bourdieu et Coleman)[34.] Par voie de conséquence, Lin entend par capital social l'ensemble des ressources incorporées aux réseaux sociaux d'une personne donnée.[35] Concernant la productivité de cette forme du capital social, Lin dirige notre intérêt vers la question de l'accès aux ressources, c'est-à-dire du dégrée d'accessibilité à partir du réseau aux acteurs de ce réseau.[36] Bref, les réseaux sont la clef d'accès aux ressources incorporés.[37]

Un autre auteur de ce courant du capital social, proche de Nan Lin, est Henk Flap. Inspiré lui aussi par Granovetter,[38] il identifie trois dimensions du capital social relationnel: la quantité de personnes appartenant au réseau social de l'individu, leur capacité plus ou moins grande à lui venir en aide et les ressources disponibles.[39]

Il semble opportun d'ajouter que toutes ces considérations sur le capital social relationnel ne se font pas au dehors de la société. Lin souligne à plusieurs reprises l'importance de l'environnement social dans le fonctionnement des réseaux, au travers par exemple de biens collectifs, comme la confiance et les normes[40] (éléments inclus dans la conception du capital social structurel de Putnam), ou encore le degré d'ouverture de la

33 Voir van Stekelenburg, Jaquelien / Klandermans, Bert (2010): The social psychology of protest, dans: sociopedia.isa. (http: / /www.surrey.ac.uk /politics /research /researchareasofstaff /isppsummeracademy /instructors /Social%20Psychology%20of%20Protest,%20Van%20Stekelenburg%20%26%20Klandermans.pdf.).

34 Lin, Nan (2008): A Network Theory of Social Capital, dans: Castiglione, Dario / van Deth, Jan / Wolleb, Guglielmo (Eds.): Handbook on Social Capital. Oxford: Oxford University Press, pp. 50-69.

35 Ibid.

36 Ibid. 53.

37 Ibid. 59.

38 Granovetter, Mark (1983): The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited, dans: Sociological Theory Vol. 1, pp. 201–233.

39 Flap, Henk (2002): No man is an island: The research programme of a social capital theory, dans: Favereau, Olivier / Lazega, Emmanual (Eds.): Conventions and Structures in Economic Organization. Markets, Networks and Hierarchies. Northampton: Edgar Elgar Publishing. Egalement, van der Gaag / Snijders, op. cit. p. 157.

40 Lin, Nan (1999): Building a Network Theory of Social Capital, dans: Connections 22 (1), pp. 28-51.

collectivité[41].

Outre ces considérations théoriques, se référer aux réseaux nous permet concrètement de trouver des indices pour évaluer le positionnement des acteurs mobilisés et d'identifier les structures générales de la mobilisation à partir d'une perspective relationnelle[42] mieux adaptée à l'analyse des mouvements hétérogènes et peu organisés. L'objectif est ainsi de comprendre la « fréquente multipositionnalité des acteurs des mouvements sociaux, généralement actifs dans la défense d'un ensemble diversifié de causes », qui fasse ressortir « les connexions que ces militants « multicartes » sont à même d'opérer entre sites de mobilisation distincts et qui contribuent largement à l'impulsion des dynamiques contestataires ».[43] Dans cette perspective, les leaders d'opinion, ou encore les entrepreneurs des mouvements jouent évidemment un rôle essentiel dans la création et la maintenance de ces réseaux.

2.3. Le capital social cognitif

Etroitement liée à l'établissement d'un groupe d'activistes, souvent même considérée comme une résultante des interactions qui se nouent en son sein, la création – ou la construction si on veut accorder une dimension stratégique à l'effort des activistes - d'une identité de groupe et le développement d'une solidarité interne sont des éléments décisifs. Pour Giugni et al., l'apparition d'une telle identité, ou encore la création de nouvelles identités parmi les membres du cercle des activistes[44], ainsi que le renforcement de la solidarité interne, sont un résultat involontaire de l'activité des mouvements.[45] Les auteurs attribuent souvent beaucoup d'importance aux expériences individuelle ou collectives qui se déroulent pendant les protestations, non pas pour l'apparition des groupes mais pour leur consolidation. Tilly, dans le même tome, souligne ainsi les effets positifs pour le groupe d'une histoire assez longue

41 Lin, 2008, op. cit. p. 61.
42 Voir Diani, Mario (2003): Introduction: Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks: 'From Metaphor to Substance'?, dans: Diani, Mario / McAdam, Doug (eds.): Relational Approaches to Collective Action. Oxford: Oxford University Press, p. 4.
43 Mathieu, Lilian (2007): L'espace des mouvements sociaux, dans: Politix, No. 77, p. 137.
44 Voir Amenta, Edwin / Young, Michael P. (1999): Making an Impact: Conceptual and Methodological Implications of the Collective Goods Criterion, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter, Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. 22-41.
45 Voir: Giugni, Marco, 1999, op. cit.., p. xiii.

faites d'actions collectives.[46] On peut mentionner également les effets de l'interaction avec un 'ennemi' (la police, l'État, les corporations etc.) qui contribuent énormément à la consolidation d'une identité collective. La diffusion des histoires ou des récits relatifs à des événements concrets, à la vie militante des membres du groupe, ou encore le culte des héros militants relie les individus encore plus intensément. Comme l'a montré la théorie de l'apprentissage, les participants acquièrent des connaissances spécifiques et un savoir-faire au travers des actions collectives. Ils apprennent la façon dont les protestations s'effectuent, comment les organiser, comment se comporter, comment déposer des plaintes contre la police ou les autorités locales, etc. Par conséquent, ils acquièrent des compétences organisationnelles nécessaires à l'activité militante. La diffusion de ces compétences dans le cercle des militants devient ensuite un enjeu majeur, qui intensifie les liens interpersonnels et structure une identité collective. On perçoit l'importance de ces éléments dans les « biographies militantes » de personnes liées entre elles par des objectifs et des sentiments de solidarité communs, et pour lesquelles l'activité militante devient une partie centrale de leur vie quotidienne.

Dans une approche épistémologique, nous pouvons distinguer entre les réseaux d'individus et les réseaux de signification.[47] Ces derniers désignent « un travail collectif d'attribution de catégories sociales et de définition de situations sociales »[48]. Autrement dit, il y a une relation entre les réseaux sociaux et les schémas de compréhension aux travers desquels les acteurs donnent du sens au social, catégorisent leur environnement et se placent dans cet environnement.[49] La distinction entre ces deux types de réseau est analytique, puisque « les réseaux de relation entre individus et organisations qui sont impliqués dans les dynamiques de sensibilisation, de mobilisation et de recrutement sont aussi des réseaux de signification, qui créent des affinités interpersonnelles, des perspectives congruentes, des intérêts partagés, des coordinations stratégiques »[50.] La multipositionnalité des acteurs et, plus encore, la « multiplicité de lieux de l'espace social » oblige les participants à un mouvement social à se plier à différentes normes, règles et logiques.[51] Pour que des individus deviennent

46 Tilly, Charles (1999): Conclusion. From Interations to Outcomes in Social Movements, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter, Minneapolis: University of Minnesota Press, p. 263.

47 Voir Cefai, Daniel (2007): Pourqui se mobilise-t-on? Les theories de l'action collective. Paris: La Decouverte, p. 366 et suivantes.

48 Ibid. p. 391.

49 Voir Diani, 2003, op. cit., p. 5.

50 Cefai, 2007, op. cit., p. 402.

51 Fillieule, Olivier / Pudal, Bernard (2010): Sociologie du militantisme. Problematisations et deplacement des methodes d'enquete, dans: Fillieule, Olivier / Agrikoliansky, Eric / Sommier, Isabelle (eds.): Penser les

militants, l'attribution de sens et la définition d'une situation sociale partagée deviennent d'autant plus importantes si les activités ne sont pas coordonnées au sein d'une seule et même organisation. En l'absence de règles codifiées, les interactions entre les participants (potentiels), de même que la sensibilisation commune à tel ou tel objectif et la création d'un sentiment de « nous » commun, basées sur une compréhension partagée du social, sont des clefs de succès des mobilisations.

2.4 Liens entre le capital social et la mobilisation sociale/ les mouvements sociaux

Le concept de « capital social structurel » vise à expliquer l'engagement civique à partir d'une réflexion sur les conditions historiques de son développement. Dans sa version analytique, il postule une faiblesse de l'engagement civique dans les pays d'Europe de l'Est, en raison de leur passé communiste. Ne serait-il pas alors utile aussi pour l'analyse de l'engagement en termes de mobilisation sociale ? Si ce concept explique la participation dans des associations civiques, il pourrait également constituer une base de clarification de la participation aux protestations ou dans des réseaux de mobilisation ? Le capital social semble faciliter la mobilisation sociale, que ce soit au niveau micro ou macro. Nous voulons nous intéresser à son impact dans le processus de mobilisation des ressources qui conduit aux mouvements sociaux. Compte tenu du fait qu'un des principaux effets attendus du capital social est de faciliter la coopération, ce qui est souvent présenté comme le moyen de surmonter le paradoxe de l'action collective identifié par Mancur Olson, nous postulons l'existence d'un lien entre capital social et mobilisation sociale.

Les définitions du capital social structurel postulent une connexion entre la participation sociale et la participation politique. En effet, l'activité sociale crée un contexte dans lequel les individus acquièrent des compétences et des ressources nécessaires à l'activité politique. Les gens se socialisent à des valeurs et des normes communes, qui motivent leur participation politique, et ont la possibilité de faire connaissance avec d'autres personnes

mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines. Paris: La Decouverte, 2010, p. 172.

politiquement impliqués, ce qui stimule leur propre engagement.[52] La Due Lake/ Huckfeldt (1998) affirment que la participation dans des réseaux crée ce qu'ils appellent « le capital social politiquement pertinent », qui augmente la propension des citoyens à s'impliquer politiquement.[53] Sans l'appeler « capital social » ou « réseaux », Verba/ Schlozman/ Brady (1995) argumentent pour leur part que les explications à une implication politique sont souvent à chercher dans le contexte personnel des gens, notamment dans leur cercle d'amis.[54] Dans les recherches sur les mouvements sociaux, des aspects comme les normes, les réseaux (spécialement les réseaux préexistants), ainsi que des éléments proches de la notion de confiance de Putnam - comme la solidarité de groupe dans les approches sur l'identité collective - sont pris en compte depuis longtemps, mais jusqu'à récemment, ils n'ont pas été dénommés « capital social ».[55] En particulier, l'importance d'une organisation préexistante (même si elle est informelle, à l'image de certains réseaux) a été soulignée pour expliquer la capacité de mobilisation, notamment au travers des analyses traitants des structures de mobilisation.[56] Même si les approches relationnelles de l'analyse des mouvements sociaux (« networking approaches to social movements »)[57] n'ont pas pu faire état d'une relation systématique entre l'existence des réseaux et l'action collective[58] les liens entre les participants sont considérés comme essentiels aux mouvements sociaux. C'est une question qui est discutée notamment à travers la notion d'« enchâssement » ('social embeddedness') des mouvements sociaux. Klandermans et. al. argumentent que la participation associative influe positivement sur l'action collective, en général, et sur les mouvements sociaux en particulier.[59] Stekelenburg/ Klandermans affirment dans le même sens que le capital social

52 Voir Kunz, Volker: Vergleichende Sozialkapitalforschung, dans: Lauth, Hans-Joachim (2002): Vergleichende Regierungslehre. Eine Einfuhrung., pp. 332-352.

53 La Due Lake, Ronald / Huckfeldt, Robert (1998): Social Capital, Social Networks, and Political Participation, dans: Political Psychology, Vol. 18, No. 3, p. 581 et suivantes.

54 Verba, Sidney / Schlozman, Kay Lehman / Brady, Henry (1995): Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics. Cambridge: Harvard University Press, p. 41.

55 Voir Edwards, Bob, 2013, op. cit; sur le la relation entre les liens collectifs, les réseaux et la participation dans des mouvements sociaux, voir Passy, Florence / Giugni, Marco (2001): Social Networks and Individual Perceptions: Explaining Differential Participation in Social Movements, dans: Sociological Forum 16: 123-153 ; sur la relation entre l'appartenance aux reseaux et la probabilité de mobilisation, voir Klandermans, Bert / Oegema, Dirk (1987): Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps Towards Participation in Social Movements, dans: American Sociological Review, Vol. 52, No. 4, pp. 519-531.

56 Edwards, Bob, 2013, bid.

57 Voir Diani, Mario / Mc Adam, Doug (2003): Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action. New York: Oxford University Press.

58 Voir Diani, Mario (2003): Introduction: Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks: 'From Metaphor to Substance'?, dans: Diani / Mc Adam (2003), op. cit., p. 2.

59 Klandermans, Bert / van Stekelenburg, Jaquelien / van der Toorn, Jonanneke (2008): Embeddedness and Identity: How Immigrants Turn Grievances into Action, dans: American Sociological Review, Vol. 73, No. 6,

structurel (pour distinguer spécifiquement la conception de Putnam de celles qui comprennent le capital social plutôt comme une ressource relationnelle, à l'image de Lin et Bourdieu par exemple)[60] encourage la coopération entre les gens, facilitant, par conséquent, la participation et la mobilisation.[61] Des liens plus denses entre individus, ainsi que l'existence de réseaux, facilitent l'accès aux ressources et offrent des canaux de mobilisation supplémentaires.[62] Dans un contexte d'action collective contre un régime oppressif, Paxton soutient que « de hauts niveaux de capital social fournissent des ressources pour l'organisation des mouvements d'opposition »[63]. Sans que la situation ne soit identique, cette observation peut sans doute s'appliquer dans le cadre des premières phases de la transition démocratique des pays d'Europe de l'Est. Mayer/ Favre/ Fillieule ont souligné l'importance de l'intégration dans des réseaux d'interconnaissances ou d'amitiés dans la décision de participer aux manifestations ou non.[64] C'est ce que nous allons appeler la facilité d'accès aux canaux de mobilisation externes au mouvement en lui-même. Compte tenu du fait qu'une des caractéristiques principales attribuée au capital social réside dans cette capacité de surmonter le paradoxe de l'action collective[65] en favorisant la coopération, il semble logique d'anticiper que l'existence de ce capital social influe sur les aspects pris en compte dans les approches sur la mobilisation de ressources et les structures de mobilisation. A cet égard, Klandermans/van Stekelenburg/van der Toorn ont bien montré que le courant de la mobilisation des ressources est fortement lié à l'existence du capital social.[66] Ce dernier diminue les coûts de transaction, amplifie les possibilités d'organiser collectivement des motifs de mécontentement, augmente les perspectives de coopération au sein du mouvement et entre plusieurs mouvements. La

p. 996.

60 Edwards estime lui aussi que le capital social est important pour les mouvements sociaux en tant que ressource « Les acteurs des mouvements sociaux peuvent être considérés comme des possesseurs de capital social lorsque leurs ressources sont à la fois présentes et accessibles, en d'autres termes quand elles sont effectivement disponibles pour être utilisées. » (2013, op. cit., p. 3).

61 Van Stekelenburg, Jaquelien / Klandermans, Bert (2013): The social psychology of protest. In: Current Sociology, cité selon la version en ligne avant l'impression ('published online before print March 15, 2013' http: / /www.academia.edu /2591063 /The_social_psychology_of_protest), pp. 1-20.

62 Edwards, Bob, 2013, op. cit. p. 2.

63 Paxton, Pamela (2002): Social Capital and Democracy: An Interdependent Relationship, dans: American Sociological Review, Vol. 67, No. 2, pp. 254-277.

64 Mayer, Nonna / Favre, Pierre / Fillieule, Olivier (1997): La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants: fondements théoriques et solutions techniques, dans: Revue française de science politique. Vol. 47, No. 1, p.17. Même si leur article est principalement consacré à des considérations méthodologiques, les auteurs avancent que les réseaux deviennent cruciaux quand ils sont utilisés comme canal de mobilisation (réseaux de recrutement). Or, les réseaux constituent effectivement une ressource de mobilisation, mais aussi le cadre de socialisation (politique) plus ou moins permanent des individus.

65 Voir Peters, Guy (2002): Comparative Politics: Theory and Method. Basingtonstoke: Palgrade. p. 132.

66 Klandermans / van Stekelenburg / van der Toorn, 2008, op. cit., p. 1009.

confiance généralisée peut être non seulement un résultat de cette coopération, mais également une condition indispensable à la participation, non seulement dans des associations, mais aussi dans des mouvements sociaux. Nombre d'études ont souligné l'influence positive de la confiance sur la mobilisation sociale: Machado et. al. ont trouvé une corrélation positive entre la confiance interpersonnelle et l'engagement dans un mouvement de protestations.[67] Benson et Rochon ont démontré que la confiance, notamment interpersonnelle, jouait un rôle important dans le processus amenant à décider de participer à une mobilisation, en induisant une diminution des coûts de participation anticipés.[68] Valencia et. al. vont jusqu'à formaliser un cercle vertueux entre la confiance et la participation dans des mouvements sociaux.[69] La mobilisation pour des biens communs semble moins probable si la confiance généralisée dans la société est faible, ou lorsque la confiance particulière attribuée seulement aux membres d'un groupe proche, la famille par exemple, est trop forte. Par ailleurs, les normes de réciprocité diminuent les coûts prévus de la participation à la mobilisation. Mais l'importance du capital social ne se limite pas à la question de la mobilisation des ressources. Elle touche aussi à des aspects identitaires à travers ses trois composants: l'influence sur la décision de participation[70], sur la création de sentiments partagés ainsi que sur le développement de la solidarité et de l'identité collective. Le fonctionnement de « réseaux de réseaux »[71] est alors facilité, ou rendu plus efficace, lorsque le stock de capital social dans la société est élevé. Au-delà des effets mentionnés dans la littérature spécialisée, les trois aspects du capital social semblent diminuer le problème du « passager clandestin »: l'interaction des gens[72], la confiance généralisée et les normes de réciprocité se traduisent par une raréfaction des comportements de « profiteur » et, à l'inverse, une propension au respect de l'effort d'autrui.

67 Machado, Fabiana / Scartascini, Carlos / Tommasi, Mariano (2011): Political Institutions and Street Protests in Latin America, dans: Journal of Conflict Resolution, Vol. 55, No. 3, p. 349.

68 Benson, Michelle / Rochon, Thomas R, (2004): Interpersonal trust and the magnitude of protest, dans: Comparative Political Studies, Vol. 37, No. 4, pp. 435-457.

69 Valencia, Jose F. / Cohen, Erik H. / Hermosilla, Daniel (2010): Social Trust and Political Protest. The mediating role of the value of Power Distance, dans: Psicología Política, No. 40, p. 77.

70 van Stekelenburg / Klandermans, op. cit. p. 9.

71 Neidhardt, 1985, op. cit., p. 153.

72 Il est raisonnable de penser que les réseaux d'amitié ou d'inter-connaissance avec un haut degré d'interaction, sont plus importants, pour les individus concernés, que l'action stratégique au sens où l'entend Habermas, qui distingue des « réseaux de communication non-institutionnalisés » qui ne suivent pas la logique du monde rationalisé (voir Ulrich, Dirk Claas (2016): Chimäre einer Globalen Öffentlichkeit. Internationale Medienberichterstattung und die Legitimationskrise der Vereinigten Nationen. Bielefeld: transcript Verlag, p. 95.).

3. La Transition démocratique

Sans vouloir se lancer dans un grand débat sur les théories consacrées aux transformations des sociétés, il nous semble utile de présenter quelques éléments de réflexion sur le développement des pays anciennement communistes dans le contexte de la transition vers la démocratie. C'est dans ce cadre, bien évidemment, que s'inscrivent les conditions générales du système politique de la Hongrie et de la Roumanie ainsi que l'activité de leurs citoyens. Pour cela, nous allons examiner les théories de la transition, notamment celles qui mettent l'accent sur le rôle des citoyens.

En ce qui concerne l'utilisation du terme de « transition », nous allons suivre la ligne d'argumentation d'O'Donnell/ Schmitter/ Whitehead (1986). Même si O'Donnell insiste pour dire que leur compréhension de la « transition » ne se limite pas à la transformation vers la démocratie[1], ce terme s'est progressivement imposé dans ce sens, décrivant la mutation des systèmes politiques dans une seule direction, celle de la démocratisation.[2] Dans la littérature sur les transformations politiques, notamment les transitions en Europe de l'Est, on analyse généralement ce processus en trois temps: la phase de chute du système autocratique, la phase de transition vers le nouveau système et la phase de consolidation. Un nombre considérable d'observateurs accorde une forte importance aux caractéristiques du système pré-démocratique[3] . Dans une logique de dépendance de sentier[4], l'idée est que le poids de l'histoire structure les marges de manœuvre du futur. Le champ de recherche du processus de transformation se focalise sur des horizons temporels proches de la situation actuelle, ne remontant pas au-delà du système mis en place avant l'établissement du pouvoir autocrate. Merkel et. al, par exemple, affirment en ce sens que la probabilité de démocratisation

1 « Les transitions sont délimitées, d'une part, par le lancement du processus de dissolution d'un régime autoritaire et, d'autre part, par l'installation d'une certaine forme de démocratie, le retour d'une certaine forme de régime autoritaire, ou l'émergence d'une alternative révolutionnaire ». (O'Donnell, Guillermo (1986): Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies. Baltimore: Johns Hopkins University Press. p. 6.)

2 Merkel, Wolfgang (1999):Systemtransformation. Opladen: Leske + Budrich. p. 75.

3 Linz, Juan / Stepan, Alfred (1996): Problems of Democratic Transition, Baltimore: Johns Hopkins University Press, p. 55 et suivantes.

4 « La dépendance de sentier signifie que l'histoire compte. » (North, Douglas C. (1990): Institutions, Institutional Change, and Economic Performance. Cambridge: Cambridge University Press, p. 100.) Pour l'étudier, Pierson propose une liste concrète de facteurs à considérer (Pierson, Paul (2004): Politics in Time: History, Institutions and Social Analysis, Princeton: Princeton University Press).

augmente si la société en question a eu des expériences démocratiques avant l'autocratisme.[5] Concernant la phase de la chute du système autocratique, il y a un consensus parmi les auteurs pour considérer que les caractéristiques et la configuration politique de ce dernier structurent le processus de transformation, en déterminant les sentiers de démocratisation possibles.[6] Sur ce point, ils accordent une forte importance aux négociations entre les nouvelles élites démocratiques et l'ancienne Nomenclature. La description de ce phénomène s'étend de la simple organisation des élections [7] jusqu'à une analyse fine et complexe des changements de la vie politique, souvent comprise comme une situation dans laquelle la démocratie est le seul modus operandi.[8]

Certains analysent les transformations vers la démocratie dans une perspective dahlienne[9] ou eastonienne[10], tandis que d'autres proposent des grilles de compréhension surpassant la pure nécessité des élections ou des institutions politiques, en incluant le rôle des citoyens dans la société civile.[11] Merkel propose ainsi un schéma d'analyse pour les démocraties en processus de consolidation, qui met en exergue le rôle continu des citoyens et de la société civile dans le nouveau système démocratique.[12] Considérant que la démocratie a

5 Merkel, Wolfgang / Puhle, Hans-Jürgen (1999): Von der Diktatur zur Demokratie: Transformationen, Erfolgsbedinungen, Entwicklungspfade. Wiesbaden: Westdeutscher Verlag, p. 80 et suivantes.

6 Przeworski, Adam (1991): Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America, Cambridge: Cambridge University Press, p. 50 et suivantes ; également, Linz / Stepan, 1996, op. cit. Chapitre 3.

7 Par exemple Huntington: Huntington, Samuel P. (1992): The Third Wave. Democratization in the late twentieth Century, Oklahoma: University of Oklamoma Press.

8 Voir la courte definition d'une democratie consolidé chez Linz / Stepan: « Pour l'essentiel, nous entendons par démocratie consolidée, une situation dans laquelle [...] la démocratie est devenue "le seul enjeu en ville". » (Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 4 ; pour des typologies soulignant les différences entre consolidation réussie et echouée, voir Merkel, Wolfgang / Croissant, Aurel (2004b): Conclusion: Good and Defective Democracies, dans: Democratization Vol. 11 No. 5, pp. 199-213 ; également, Merkel, Wolfgang / Croissant, Aurel (2000): Formale und informale Institutionen in defekten Demokratien, dans: Politische Vierteljahresschrift, Vol. 41, No. 1, pp. 3-30.

9 Nous entendons par là une perspective qui suit la logique polyarchique de Robert A. Dahl et, qui met, en ce qui concerne la consolidation démocratique, insiste sur le rôle des élections démocratiques. Przeworski est l'un des représentants les plus connus de cette tradition, que l'on rétrouve également dans les travaux de Huntington.

10 Comme Pridham lorsqu'il distingue consolidation positive et négative, insistant sur l'importance du soutien des élites et des citoyens. (Pridham, Geoffrey (1995): The International Context of Democratic Consolidation: Southern Europe in Comparative Perspective, dans: Gunther, Richard / Diamandouros, Nikiforos P. / Puhle, Hans-Jürgen (eds.): The Politics of Democratic Consolidation. Southern Europe in Comparative Perspective, Baltimore: Johns Hopkins University Press, pp. 166-203, p. 168.)

11 Voir Croissant, Aurel / Lauth, Hans-Joachim / Merkel, Wolfgang (2000): Zivilgesellschaft und Transformation: ein internationaler Vergleich, dans: Merkel, Wolfgang (2000): Zivilgesellschaft und Transformation, Opladen: Leske + Budrich, p. 36 et suivantes.

12 Merkel, Wolfgang (1998): The consolidation of post-autocratic democracies: A multi-level model, dans: Democratization, Vol. 5, No. 3, pp. 33-67; Lauth, Hans-Joachim / Merkel, Wolfgang: Zivilgesellschaft und Transformation. Ein Diskussionsbeitrag in revisionisticher Absicht dans: Forschungsjournal Neue Soziale Bewegungen, Jg. 10, Heft 1, pp. 15-49; Merkel, Wofgang (1996): Institutionalisierung und Konsolidierung

besoin de s'appuyer sur un ensemble de valeurs et d'orientations, comme la tolérance, la participation et la civilité,[13] certains auteurs soulignent l'importance d'une culture politique appropriée à la consolidation de la démocratie.[14] Diamond cherche à objectiver le lien fondamental entre consolidation démocratique et valeurs des citoyens, en montrant que les élites politiques ont une importance cruciale durant les premières années après la chute du système autocratique, mais qu'à long-terme les attitudes civiques deviennent décisives.[15] Ce type d'approche a l'avantage d'inclure la société civile dans l'analyse de la consolidation démocratique. Son rôle, dans les phases de la transformation du système, est souvent décrit de façon globale: créer des alternatives politiques, surveiller l'État et le gouvernement, rendre possible la transition, empêcher les rechutes, ou encore participer à l'approfondissement de la démocratie. La société civile joue par conséquent un rôle inestimable dans toutes les phases du processus de démocratisation.[16] Si la concentration de la plupart des études sur les élites politiques a été récemment contestée[17] et si la place des citoyens et des acteurs non-étatiques, notamment la société civile, est reconnue dans la littérature sur la transition[18], il reste que le rôle des mouvements sociaux dans les transformations récentes en Europe de l'Est reste peu étudié[19], soit en raison du manque d'intérêt des spécialistes des mouvements sociaux pour la question de la démocratisation, soit en raison du manque d'intérêt des spécialistes de la

---

der Demokratie in Ostmitteleuropa, dans: Merkel, Wolfgang / Sandschneider, Eberhard / Segert, Dieter (1996): Systemtransformation, Opladen: Leske + Budrich, pp. 73-112.

13 Voir Diamond, Larry (1999): Developing Democracy. Toward Consolidation.Baltimore: The Johns Hopkins University Press, p. 161.

14 Diamond, Larry / Linz, Juan / Lipset, Seymour Martin (1988 /89): Introduction, dans: Diamond, Larry / Linz, Juan / Lipset, Seymor Martin (eds.): Politics in developing Countries. Comparing Experiences with Democracy, Boulder Col. /London: Lynne Rienner Publishers, p. 16.

15 Diamond, Larry, 1999, p. 173. Egalement, Diamond, Larry (1994): Causes and Effects, dans: Diamond, Larry et. al. (eds.): Political Culture and Democracy in developing countries. Boulder Col. / London: Lynne Rienner Publishers, p. 239.

16 Voir l'importance accordée à la société civile par Linz / Stepan: « À toutes les étapes du processus de démocratisation, l'apport de la société civile vivante et indépendante est inestimable. » (Linz / Stepan, 1996, op. cit. p. 18.).

17 Voir: Tarrow, 1998, op. cit. p. 159.

18 Concernant les transformations en Amérique Latine, citons les études menées sur l'institutionnalisation des mouvements sociaux après l'établissement de la démocratie (voir, par exemple, Hipsher, Patricia L. (1998): Democratic Transitions as Protest Cycles: Social Movement Dynamics in Democratizing Latin America, dans: Meyer, David S. / Tarrow, Sydney G. (eds.): The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century. Oxford: Rowman & Littlefield Publisher Inc., pp. 153-172.). Pour une analyse es cycles de protestations / vagues d'actions collectives en Europe, on se réfèrera notamment les travaux de Tilly.

19 Voir Grzegorz, Ekiert / Kubik, Jan (1998): Contentious Politics in New Democracies: East Germany, Hungary, Poland, and Slovakia, 1989-93, dans: World Politics, Vol. 50, No. 4, pp. 547-581. Mercea constate surtout un manque d'analyses empiriques consacrées à la participation aux protestations en Europe de l'Est. (Mercea, Dan (2014) Towards a Conceptualization of Casual Protest Participation: Parsing a Case from the Save Roşia Montană Campaign, dans: East European Politics & Societies, Published online before print January 31, 2014.).

démocratisation pour les mouvements sociaux.[20] Il faut rappeler ici que les protestations de rue, les discussions collectives, différentes formes d'actions collectives et de mobilisations ont joué un rôle clef dans la chute des régimes et le transfert de pouvoir.[21] Ces mouvements de protestations varient, évidement, de pays à pays, et ne se laissent pas expliquer par un seul cadre théorique, comme Grzegorz/ Kubik le rappellent, mais demandent au contraire une combinaison de schèmes explicatifs.[22]

Quant à la vague de démocratisation en Europe de l'Est, ou la troisièmement vague de démocratisation, pour reprendre la formule de Huntington, qui la considérait comme un succès irrésistible,[23] nombre d'auteurs soulignent aujourd'hui qu'il s'agit plutôt d'une histoire beaucoup plus incertaine et chaotique, évoquant même des démocraties défectueuses[24] voire la fin du paradigme des transitions démocratiques.[25]

A cette étape de notre présentation, nous voudrions familiariser brièvement le lecteur avec les principaux débats sur la transition démocratique, en accordant une attention particulière aux approches centrées sur le rôle des citoyens et de la société civile. Parmi les courants les plus influents se trouve la tradition de la théorie de la modernisation, esquissée notamment par Lipset, qui l'un des premiers a souligné l'importance des prérequis fonctionnels de la démocratie.[26] Le postulat principal qui préside à cette approche est que la naissance et le maintien d'un système démocratique dépendent essentiellement du développement économique du pays concerné. L'affirmation de Lipset selon laquelle « plus

20 Voir Rossi, Frederico M. / della Porta, Donatella (2009): Social Movements, Trade Unions, and Advocacy Networks, dans: Haerpfer, Christian W. / Bernhagen, Patrick / Ingelhart, Ronald F. / Welzel, Christian (eds.): Democratization. Oxford: Oxford University Press, pp. 172-185.

21 Voir Kubik, Jan (1998): Institutionalization of Protest during Democratic Consolidation in Central Europe, dans: Meyer, David S. / Tarrow, Sidney (1998): The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century. London: Rowman & Littlefield, pp. 131-152.

22 Grzegorz, Ekiert / Kubik, Jan (1998): Contentious Politics in New Democracies: East Germany, Hungary, Poland, and Slovakia, 1989-93, dans: World Politics, Vol. 50, No. 4, p. 581.

23 Huntington, Samuel. P., 1992, op. cit. p. 21. Il semble utile de renvoyer également à Kopstein / Reilly (2000), qui soulignent, encore plus que Huntington les aspects géographiques du pénomène: Puisque la démocratie se diffuse, la propension au développement démocratique dans un État augmente en fonction de la proximité avec d'autres États démocratiques et/ou prospères. (Kopstein, Jeffrey S. / Reilly, David A. (2000): Geographic Diffusion and the Transformation of the Post-Communist World, dans: World Politics, Vol. 53, No. 1, pp. 1-37.)

24 Merkel, Wolfgang / Croissant, Aurel (2000): Formale und informale Institutionen in defekten Demokratien, dans: Politische Vierteljahresschrift, Vol. 41, No. 1, p. 3-30, p. 4.; soit Diamond, Larry, 1999, op. cit. p. 8 et suivantes. Egalement, Merkel, Wolfgang / Croissant, Aurel (2004a): Introduction: Democratization in the early twenty-first century, dans: Democratization Vol. 11 No. 5, pp. 1-9.

25 Carothers, Thomas (2002): The end of the transition paradigm, dans Journal of Democracy Vol. 13 No. 1, pp. 5-21.

26 Schmidt, Manfred (1995): Demokratietheorien. Eine Enführung, Opladen: Leske + Budrich, p. 438.

une nation est prospère, plus elle soutiendra un régime démocratique »[27] est à cet égard significative. Les effets les plus importants de la prospérité économique pour la démocratie seraient les suivants: croissance de la classe moyenne, hausse du niveau d'éducation, développement de structures de classe plus ouvertes et d'un système de valeurs relativement égalitaire. Lipset postule ici un lien entre le développement économique et les valeurs des citoyens qui influe ensuite sur le type de gouvernement.[28] Dans une acception large, cette théorie englobe d'autres facteurs que ceux de nature strictement économique, que ce soit des éléments culturels[29] (notamment les traditions religieuses[30]), des aspects hérités de l'histoire coloniale[31], ainsi que des caractéristiques de la société civile.[32] Cette théorie a été vivement critiquée, notamment par un cercle de chercheurs regroupés autour d'Adam Przeworski, qui réfute à la fois les postulats de base ainsi que les résultats de la théorie de la modernisation et qui ne trouve pas de liens entre le type de régime et le niveau de développement économique.[33] Przeworski estime qu'il est erroné d'affirmer que les pays deviennent plus démocratiques quand leur niveau de développement augmente.[34] Il rejette du même coup le nom de cette théorie, énonçant qu'il n'y a pas des preuves à l'appui du postulat selon lequel la modernisation mène, tendanciellement, à la démocratie.[35] Des critiques similaires proviennent d'O'Donnell (1973) et Collier (1979) qui décèlent une tendance à l'autocratie dans des pays en voie de modernisation.[36] Mais certains chercheurs soutiennent la théorie de Lipset, à l'image notamment de Goldstone, Bates et Diamond.[37]

---

27 Lipset, Seymor Martin (1981): Political Man. The social Basis of Politics. Baltimore: Hohns Hopkins University Press, p. 31.
28 Merkel, Wolfgang, 1999, op. cit. p. 85.
29 Lipset (1994) estime même que l'importance des aspects culturels surpasse celle des aspects économiques. (Lipset, Seymore Martin (1994): The Social Prerequisites of Democracy Revisited., dans: ASR Vol. 59, February, p. 5.)
30 Ibid. p. 7.
31 Ibid. p. 5.
32 Ibid. p. 13f.
33 Przeworski, Adam / Alvarez, Michael E. / Cheibub, Jose Antonio / Limongi, Fernando (2000): Democracy and development. Political Institutions and Well-being in the World, 1950-1990. Cambridge: Cambridge University Press.
34 « Przeworski, Adam (2003): Capitalism, Democracy and Science. Interview with Adam Przeworski (http: / /as.nyu.edu /docs /IO /2800 /munck.pdf)
35 Przeworski critique également d'autres aspects de la théorie de la modernisation, notamment l'influence du protestantisme ou de l'histoire (Przeworski, Adam (2004): Democracy and economic development, dans: Mansfield, Edward D. / Sisson, Richard (eds.): The evolution of political knowledge: Democracy, Autonomy and the conflict in comparative and international politics. Ohio: Thomson-Shore, pp. 300-324 cité dans la version en ligne: http://politics.as.nyu.edu/docs/IO/2800/sisson.pdf. p. 7 et suivantes).
36 O'Donnell, Guillermo (1973): Modernization and Bureaucratic Authoritarianism. Berkley: University of California; Collier, David (1979): Overview of the Bureaucratic-Authoritarian Model, dans:Collier, David (ed.): The new Authoritarianism in Latin America. New Jersey: Princeton University Press, pp. 19-32.
37 Voir Epstein, David / Bates, Robert / Goldstone , Jack / Kristensen, Ida / O'Halloran, Sharyn (2006):

Un autre type d'approche s'est structuré autour des théories structurelles, qui mettent l'accent sur l'influence à long-terme des changements dans les structures de pouvoir sur les chances de démocratisation et leur consolidation.[38] Barrington Moore est l'un des tenants les plus reconnu de ce courant, selon lequel « pas de bourgeoisie, pas de démocratie », pointant l'importance capitale d'une bourgeoisie/classe moyenne forte et relativement indépendante.[39] Les explications conformes à la théorie du choix rationnel supposent que les conditions structurelles – économiques ou politiques - influent uniquement sur les possibilités d'une transition, mais que les résultats dépendent de l'action des acteurs, notamment des élites pré-démocratiques. Un des aspects clef ici est la présupposition que les réformes démocratiques n'auraient jamais eu lieu si les acteurs politiques du système pré-démocratique n'avaient pas perçu un avantage dans ces réformes.[40] Les nouvelles institutions sont, par conséquent, le résultat de pactes entre élites, avec une prise en compte forte des intérêts de la Nomenclature.[41] Sur un plan empirique, la majorité des explications prend en compte des facteurs mis en exergue par une pluralité de théories et essayent de les intégrer. Parmi d'autres, Larry Diamond, l'un des spécialistes de la démocratisation, témoigne de cette volonté en utilisant à la fois des arguments de la théorie des structures, soulignant en ce sens les conditions préalables à l'instauration de la démocratie, des éléments basés sur les décisions des élites, comme le suggère la théorie du choix rationnel, ainsi que des approches plutôt culturelles, en soulignant l'importance des acteurs de la société civile.[42]

Democratic Transitions, dans: American Journal of Political Science, Vol. 50, No. 3, pp. 551-569. ; Diamond, Larry (2003): Can the whole world become democratic? Democracy, Development and international Policies. Paper 03-05, Center for the study of Democracy, University of California, Irvine (http: / /repositories.cdlib.org /csd /03-05 /) p. 14.

38 Merkel, Wolfgang, 1999, op. cit. p. 90.

39 Moore, Barrington (1966): Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World, Harmondsworth, p. 418.

40 Przeworski, Adam (1988): Democracy as a contingent outcome of conflicts, dans: Elster, Jon / Slagstad, Rune (eds.): Constitutionalism and Democracy. Cambridge: Cambridge University Press, p. 79.

41 Merkel, Wofgang (1996): Institutionalisierung und Konsolidierung der Demokratie in Ostmitteleuropa, dans: Merkel, Wolfgang / Sandschneider, Eberhard / Segert, Dieter (1996): Systemwechsel 2: Die Institutionalisierung der Demokratie. Opladen: Leske + Budrich, pp. 73-112.

42 « Democracy is not achieved simply by the hidden process of socioeconomic development bringing a country to a point where it has the necessary 'prerequisites' for it. [...] And neither is it the result of the divisions, strategies, tactics, negotiations and settlements of contending elites. Political scientists who conceive of democratic transitions simply in this way miss an important element. That element is struggle, personal risk-taking, mobilization and sustained, imaginative organization on the part of a large number of citizens » (Diamond, Larry (1992): The democratic Revolution. Struggles for freedom and pluralism in the developing world, New York: Freedom House, p. 5 et suivantes. C'est nous qui ajoutons les italiques.

Lien entre transition démocratique et capital social : les effets de la dictature communiste.

L'étude fréquemment citée de Paldam/ Svendsen (2001) conclue que le communisme (comme n'importe quelle autre dictature) a détruit le capital social des pays dans lequel il a été appliqué[43], argumentant que ce sont surtout les difficultés économiques qui sont responsables des faibles niveaux d'engagement et de confiance. Le marché noir et les réseaux gris, induits par la pénurie[44], se transforment après le changement de système en réseaux informels, ou en « capital social négatif », comme le dit Rose (1999)[45], et se traduisent par une situation sociale caractérisée par un manque de confiance généralisée. L'argument sous-jacent est que les réseaux restent fonctionnels dans le système post-communiste, en suivant des méthodes et des principes dont ils se sont servis pendant le communisme et en utilisant les contacts établis pendant cette même période, mais leur marge de manœuvre ne se limite plus au marché.[46] Le lien entre l'économie de pénurie et l'existence des réseaux informels est aussi établi par di Palma, qui soutient que les sociétés communistes ont « volé » une ressource importante des citoyens: le temps. Celui-ci leur manquait en effet puisqu'ils devaient quotidiennement s'occuper de la question de l'accès aux biens de consommation courante.[47] Un constat similaire est fait par Howard dans son étude comparative sur l'engagement des citoyens en Russie et en Allemagne de l'Est, quand il montre que la persistance des réseaux d'amis est le résultat des réseaux gris constitués à cause de l'économie de pénurie.[48] Le fait ces réseaux d'amis perdurent aboutit à une distinction extrêmement forte et rigide entre morale privée et

43 « Communist states – as all other dictatorships – destroyed social capital ». Paldam, Martin / Svendsen, Gert Tinggaard (2001): Missing Social Capital and the Transition in Eastern Europe., dans: Journal for Institutional Innovation, Development and Transition, Vol 5, p. 30.

44 Nous ne voulons pas nous limiter aux aspects économiques et ajouter une autre fonction aux réseaux gris, celle de protéger les individus du régime communiste, comme Sadowski l'indique à juste titre. (Sadowski, Christine M. (1994): Autonomous Groups as Agents of democratic change in communist and post-communist Eastern Europe, dans: Diamond, Larry et. al. (eds.): Political Culture and Democracy in developing Countries, op. cit., p. 159 et suivantes)

45 Rose, Richard (1999): Getting things done in an Antimodern Society: Social Capital Networks in Russia. Worldbank: Social Capital Initiative Working Paper No. 6.

46 Ibid.

47 di Palma, Giuseppe (1991): Legitimation from the Top to Civil Society: Politico-Cultural Change in Eastern Europe, dans: World Politics Vol. 44, No. 1, pp. 9-80.

48 Howard, Marc Morje (2003): The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe, Cambridge: Cambridge University Press, p. 29. L'auteur affirme que le fonctionnement de ces réseaux gris en Russie est la conséquence d'une situation économique comparable à l'économie de pénurie communiste. (Ibid. 131.)

publique[49] - et à un absolutisme de groupe - qui constitue une entrave à l'émergence d'une confiance généralisée et de normes de réciprocité.[50] Un autre aspect qui nous semble intéressant pour notre thèse vient de Howard, qui explique les faibles taux de participation et d'engagement des citoyens par la méfiance qu'ils éprouvaient envers les organisations communistes.[51] Si cette méfiance influe toujours sur la participation, il nous semble raisonnable de faire l'hypothèse qu'elle se traduit également par de bas niveaux de confiance généralisée, ainsi que par une faiblesse des normes de réciprocité. Howard insiste aussi sur le fait que les citoyens des deux pays inclus dans son analyse, l'Allemange de l'Est et la Russie, se replient sur la sphère privée lorsqu'ils sont déçus par la situation et les résultats qui résultent de la chute du communisme.[52] Wiesenthal fait aussi sien cet argument en affirmant que la déception et l'insécurité causées par la transformation du régime aboutissent à une prédominance des intérêts personnels au détriment des intérêts communs, ce qui complique l'action collective.[53] Une retraite vers le privé ou une préoccupation exclusive pour des affaires personnelles ne semblent pas constituer une bonne base pour des mobilisations dont le but est de lutter pour un bien commun.

49 Ibid. p. 135.
50 Voir le chapitre 'Le capital social' dans ce travail.
51 Howard, 2003, op. cit., p. 105 et suivantes.
52 Ibid. p. 142ff.
53 Wiesenthal, Helmuth (1999): Interessenverbaende in Ostmitteleuropa – Startbedinungen und Entwicklungsprobleme, dans: Merkel, Wolfgang / Sandschneider, Eberhard (eds.):Systemwechsel 4: Die Rolle von Verbänden im Transformationprozess, Opladen: Leske&Budrich, pp. 83-112, p. 89-100.

II. Problématique

La problématique de ce travail a évolué tout au long de son écriture. Les hypothèses ont été changées, rectifiées et adaptées au fur et à mesure des démarches empiriques. L'élargissement du cadre conceptuel, pendant et après le travail de terrain, est généralement un atout de la recherche qualitative ; c'est ce que nous avons fait, en prenant en considération l'apport du terrain, pour reconsidérer nos perceptions de la réalité, de même que la représentation scientifique et la conception de notre travail. Les hypothèses ont évolué jusqu'à la phase de l'écriture finale. Si l'ambition initiale de cette recherche était d'expliquer la faiblesse de la mobilisation sociale en Roumanie - à travers des indicateurs négatifs du capital social structurel, aspects tirés de la conception de Putnam – nous nous sommes progressivement orientés vers une explication contraire, celle de la hausse de la mobilisation en raison de la croissance du capital social (surtout relationnel et cognitif). Plusieurs raisons à ce renversement de perspective peuvent être avancées : jusqu'au milieu de notre travail empirique, c'est-à-dire jusqu'à la fin 2012, le discours analytique et/ ou médiatique, ainsi que celui des militants eux-mêmes, a été concentré sur l'apathie de la société civile roumaine et le manque de contestation sociale. Les chercheurs constataient une faiblesse de la mobilisation sociale, tandis que les activistes pointaient l'absence de moyens (humains et matériels) pour organiser des protestations ou simplement populariser des thèmes de discussions critiques visant la classe politique. L'état de la société civile semblait correspondre à la perspective plutôt négative qu'en font les travaux sur la consolidation démocratique en général et en particulier en Europe de l'Est. Les ombres du passé paraissaient condamner les perspectives du présent: la destruction de tout esprit civique, le legs d'un système répressif et totalitaire, ou encore la marginalisation des dissidents ou du samizdat pendant la période pré-démocratique, semblaient empêcher le développement d'une société civile active, critique et constructive.

Le changement de régime avait prévu, peut-être, de nouvelles conditions et règles plus favorables à la mobilisation sociale, mais les individus devaient prendre confiance en eux-mêmes et faire l'expérience du partage de leurs problèmes sociaux, d'abord avec d'autres personnes de confiance, ensuite dans la sphère publique, pour qu'une société civile digne de ce nom voit le jour. Les mesures d'austérité qui ont frappé la Roumanie fin 2011 ont suscité une première vague de protestations. La quantité et l'intensité des mécontentements ont surpris les activistes comme les observateurs, qui ne s'attendaient pas du tout à une

mobilisation importante. La surprise a également été de mise à l'automne 2013, quand une autre vague de manifestations de rue a eu lieu. En Hongrie, la situation présente des caractéristiques globalement inverses, avec une société civile pré-démocratique assez forte, qui a connu une énorme baisse d'activité après le changement de régime. La mobilisation sociale est réapparue plus tard, après l'installation du régime d'Orban, souvent décrit comme (quasi)autoritaire. Nombre de réseaux militants sont réapparus depuis 2010 et ont été à l'initiative de manifestations impressionnantes. Ces vagues de protestations, en Roumanie et en Hongrie, traduisent l'émergence de nouvelles attentes politiques et sociales, encore diffuses, mais qui brisent le discours fataliste des années 1990, et qui redonnent aux individus la possibilité de devenir des acteurs de la vie publique, à la fois individuellement et collectivement. En ce sens, ces mouvements sociaux ont apporté avec eux la promesse d'espaces d'action, de solidarité et de confiance, à partir desquels ils tentent de (re-)construire des liens sociaux, minés par des années d'apathie. Ces processus récents de socialisation et de protestation ont donné lieu à de nouvelles formes d'espaces de contestation, qui croisent plusieurs dimensions. Il s'agit pour nous de comprendre comment ces mobilisations émergent, se développent et contribuent, le cas échéant, à la production d'identités nouvelles. La question de l'articulation entre des parcours individuels et des formes d'action collective, tant dans le cadre de la formation d'une nouvelle identité collective que dans le processus de changement de régime dans son ensemble, se pose avec une acuité particulière.

L'étude de ces nouveaux mouvements sociaux est appréhendée ici à partir de l'identification d'un premier réseau d'activistes qui, grâce à leur travail militant, ont accumulé des liens sociaux, ainsi que des connaissances spécifiques qui leur ont permis d'agir ensemble. Le corpus de recherche est ainsi délimité, non par le chercheur uniquement, mais aussi par le champ de mobilisation lui-même. De même, le choix des concepts, qui s'est avéré difficile à effectuer, a été fortement influencé par les contingences du terrain. Le raisonnement sur l'influence du capital social a notamment été inscrit dans une perspective large, qui prenne en compte l'évolution du réseau à un niveau micro et méso. Inspiré par Stekelenburg/ Klandermans, nous avons ainsi intégré une analyse en termes de capital social relationnel et de capital social cognitif au cadre de recherche. Ce faisant, l'évolution de la coopération entre les militants est devenue plus visible. Les réflexions sur « l'identité collective » et sur les dynamiques d'enchâssement social, en particulier la création de liens durables par les participants pendant la mobilisation, sont parties prenantes de cette perspective sur l'accumulation du capital social. Une telle approche est d'autant plus pertinente à propos de

réseaux que nous avons qualifiés plus haut de « mouvements d'expérience » ou encore de « mouvements de 2010 », dans lesquels « l'expérience vécue et l'expérimentation […] occupent une place centrale », comme le dit Pleyers.[1]

Pour enrichir notre analyse, nous avons voulu l'inscrire dans un cadre résolument comparatif. Nous allons donc étudier les conditions de mobilisation, ainsi que le fonctionnement spécifique des réseaux d'activistes, en Roumanie et en Hongrie, deux cas qui nous semblent illustrer les conditions de mobilisation sociale en Europe de l'Est. Cela nous permet à la fois de nous focaliser sur les détails ou les particularités de chaque réseau national et de les contraster l'un au regard de l'autre.

L'hypothèse centrale de ce travail est que l'augmentation de la capacité de mobilisation politique non-institutionnalisée, s'explique par une accumulation de capital social. Elle nécessite plusieurs sous-hypothèses:

A. L'arrivée de nouvelles générations d'activistes est fortement liée à l'apparition et à la consolidation d'un réseau dont le but proclamé est de mobiliser pour le changement social.

A.1. L'apparition et la consolidation de ces réseaux ont suivi plusieurs étapes, qui chacune conditionne l'émergence de la suivante.

A.2. L'augmentation du capital social structurel a défini les paramètres de base nécessaires à la mobilisation au niveau macro.

A.3. L'accumulation de contacts entre activistes a enrichi les capacités de mobilisation et a produit des effets sur l'identité collective.

A.3.i. Les processus d'interconnexion entre les activistes et les participants potentiels ont contribué à établir un espace de mobilisation (réseaux d'activistes + personnes mobilisables).

A.4. La constitution d'un sentiment d'appartenance commun a fortifié le réseau et soudé les personnes mobilisables.

B. Les tendances à la « déconsolidation démocratique » en Europe de l'Est s'accompagnent d'un (ré)veil de l'engagement civique.

1 Pleyers, 2015, op. cit., p. 124.

III. Choix des méthodes

Après avoir explicité le corpus théorique de notre travail, nous voulons, dans la partie qui suit, nous dédier aux réflexions méthodologiques. Il est important de préciser les conditions opératoires de l'observation lors des principales étapes de la recherche. Nous voulons également lancer quelques pistes de réflexion sur la congruence entre théorie et méthode et, par conséquent, sur l'impact des préférences théoriques sur les choix méthodologiques. Le nombre de travaux qui sont des études de cas et qui utilisent des méthodes qualitatives a particulièrement augmenté au cours des dernières années à la suite du succès du « Designing social inquiry » de King/ Keohane/ Verba, que ce soit dans le domaine de l'analyse des mouvements sociaux ou dans d'autres[1]. Par ailleurs, un autre développement remarquable dans le positionnement épistémologique de la communauté des chercheurs réside dans la propension à privilégier une perspective comparative. Dans le champ qui nous intéresse, della Porta parle même de 'comparative social movements'.[2]

Notre travail s'inscrit dans cette double tendance, puisque nous procédons à deux études de cas, en faisant usage de méthodes diverses - qualitatives et quantitatives – dans une perspective comparative, en essayant « d'extraire de nouvelles idées à courte portée », pour paraphraser un défi central pour la recherche sur les mouvements sociaux, souligné par Collier.[3]

1 Voir Levy, Jack S. (2007): Qualitative Methods and Cross-Method Dialogue in Political Science, dans: Comparative Political Studies, Vol. 40, No. 2, pp. 196-214.

2 della Porta, Donatella (2002): Comparative Politics and Social Movements, dans: Klandermans, Bert / Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, p. 308.

3 Collier, David (1999): Data, Field Work and Extracting New Ideas at Close Range, dans: Newsletter of the Organized Section in Comparative Politics of the American Political Science Association, Vol. 10, No. 1, pp. 1-6.

1. L'analyse de cas

Depuis des siècles la communauté scientifique se lance dans des débats épistémologiques sur les meilleures méthodes, la nécessité d'appliquer des méthodes qualitatives ou quantitatives, ou sur l'utilité de l'analyse de cas pour mieux comprendre la réalité sociale. Dans ce sous-chapitre, nous allons d'abord présenter les principales lignes de controverse concernant l'analyse de cas, pour, ensuite, exposer ce qui selon nous constitue les avantages de ce type d'analyse. Au préalable, avant de nous lancer dans une controverse sur la pertinence d'une telle entreprise, il faut délimiter le sujet de cette même controverse. La personne intéressée par le sujet trouvera dans des manuels[4] une multitude d'informations sur l'objet de l'étude et le comportement du chercheur, ainsi que sur les aspects concrets de la réalisation d'un travail de recherche: Yin (1994) souligne les aspects méthodiques spécifiques à l'étude de cas[5], tandis que Stake (1998)[6] essaye de définir cette dernière non pas par des méthodes appliquées, mais par l'intérêt du chercheur. Nous allons plutôt suivre ce dernier raisonnement. L'hétérogénéité des définitions et des délimitations de l'étude de cas trouve son origine dans l'irrésolution des chercheurs ou dans la concurrence des idées sur la question de savoir si l'analyse de cas est une méthode ou plutôt une perspective, quelle est sa valeur explicative et comment procéder à la collecte des données. Compte tenu des désaccords récurrents sur des enjeux aussi essentiels, nous voulons essentiellement contribuer à la discussion sur l'usage des analyses de « courte portée »[7].

Si Beveridge, en 1957, insiste sur l'énorme potentiel des études de cas pour l'enrichissement de la compréhension de la réalité sociale, en raison de la focalisation du chercheur sur un aspect de la vie sociale très limité, sur une population souvent petite et une observation détaillée,[8] d'autres prétendent l'inverse. Ainsi, Verba affirmait en 1967 que les analyses de cas étaient peu propices à l'accumulation du savoir, notamment pour les enquêtes

4 Pour un historique assez court, voir Johansson, Rolf (2003): Case Study Methodology, key note speech, Royal Institute of Technology, Stockholm.).

5 Yin, Robert K. (1994): Case study research: Design and methods (2nd ed.). Thousand Oaks, CA: Sage Publishing.

6 Stake, Robert. (1998): Case Studies, dans: Denzin, Norman / Lincoln, Yvonna. (eds.): Strategies of Qualitative Inquiry. Thousand Oaks, London, New Delhi: Sage. ; similaire les réflexions de Flyvberg (Flyvberg, Bent (2006): Five Misunderstandings About Case-Study Research., dans: Qualitative Inquiry, Vol. 12, No. 2, 219-245.).

7 Collier, David (1999): Data, Field work and Extracting New Ideas at Close Range, dans: Newsletter of the Organized Section in Comparative Politics of the American Political Science Association, Vol. 10, No. 1, pp. 1-6.

8 Beveridge, William I. B. (1957): The Art of Scientific Investigation. New York: Norton, pp. 101 et suivantes.

comparatives en sciences sociales.[9] Douze ans plus tard, en 1979, George reprenait cette critique, en soutenant que l'analyse de cas ne pouvait pas contribuer à la construction d'une théorie.[10] A la même période, Lijphart considérait que l'analyse de cas pouvait surtout être utile comme une analyse partielle incluse dans un design de recherche comparative.[11] C'est surtout dans les derniers trente/ quarante ans, que l'analyse de cas a commencé à accéder au statut de méthode ou d'approche autonome en sciences sociales. Deux auteurs parmi les plus célèbres, Becker et Ragin, le premier connu pour sa contribution à l'avancement de la pensée sociologique « micro », le second pour sa contribution au comparatiste, énoncent en effet en 1992 que l'étude de cas est *un moyen autonome d'analyse sociale*, de même niveau que d'autres moyens/ méthodes/ approches utilisés plus souvent.[12] Depuis, de nombreux auteurs ont eu des prises de position allant dans le même sens.[13] L'étude de cas ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique, mais elle est globalement bien tolérée maintenant et elle s'est développée comme moyen d'analyse légitime pour fournir des connaissances contextuelles (dotées dans ce cadre d'un véritable pouvoir explicatif), et est souvent considérée comme incontournable dans les protocoles de recherches qualitatifs.[14] C'est cette voie que nous voudrions suivre, en envisageant notre travail plutôt comme un élément d'un puzzle, dans lequel plusieurs pièces sont nécessaires afin de voir l'ensemble, c'est-à-dire la « réalité », pour reprendre l'expression d'Howard Becker.[15] Au cours de la recherche, nous avons essayé de ne pas nous laisser guider par des « vérités » supposées ou des dogmes méthodologiques, même si nous sommes conscients de l'influence que peuvent exercer des stéréotypes ou des préférences théoriques sur les travaux d'un chercheur. C'est pour éviter cet écueil que nous avons fait transparents nos références théoriques et notre perception du social au début de ce chapitre. Au cours de notre recherche, nous avons essayé d'élargir notre perception de la réalité, de réviser nos hypothèses et d'adapter nos outils de conceptualisation

9 Verba, Sydney (1967): Some dilemmas in comparative research, dans: World Politics, Vol. 20, No. 1, pp. 111-127.
10 George, Alexander L. / Bennett, Andrew (1979): Case Study and Theory Development in the Social Sciences, Cambridge: MIT Press.
11 Lijphart, Arend (1971): Comparative Politics and the Comparative Method., dans: American Political Sciences Review, Vol. 65, No. 3, pp. 682-693.
12 Ragin, Charles / Becker, Howard S. (1992): What Is A Case? Exploring the Foundations of Social Inquiry. Cambridge: Cambridge University Press.
13 Flyvberg, 2006, op. cit., p. 220 et suivantes.
14 Brady, Henry E. / Collier, David (2004): Rethinking Social Inquiry: Diverse Tools, Shared Standards. Plymouth: Rowman & Littlefield Publishers.
15 Becker, Howard S. (1986): Writing for Social Scientists: How to Start and Finish Your Thesis, Book, or Article. Chicago: University of Chicago Press.

à notre terrain, autant de conseils sur lesquels Wieviorka insiste.[16] C'est la raison pour laquelle notre cadre de notre recherche a évolué au fur et à mesure de notre travail empirique.[17]

En ce qui concerne l'étude de cas de mouvements sociaux comme dans d'autres domaines également, il est souvent opportun de trouver une triangulation et une combinaison des méthodes et techniques[18] Comme énoncé plus haut, notre travail se veut une analyse de cas comparative avec un design de recherche méthodologiquement pluriel. Dans le prochain sous chapitre, nous allons maintenant présenter notre compréhension de l'usage des méthodes qualitatives pour pouvoir, ensuite, expliciter le design et les méthodes utilisés.

2. Les aspects qualitatifs

Comme pour l'étude de cas, l'analyse qualitative en sciences sociales a suscité des discussions énormes et parfois fortement engagées. Les controverses ont notamment opposées des chercheurs ayant des stratégies de recherche dirigées vers l'analyse intensive d'un petit nombre de cas à d'autres qui utilisaient des techniques quantitatives sur un nombre de cas plus élevés,19. Ce clivage recoupe souvent celui entre les chercheurs orientés vers le cas et les chercheurs orientés vers les variables, pour utiliser la distinction de « case oriented versus variable oriented » de Ragin (1987), ou encore celui entre les chercheurs intéressés à la connaissance très détaillée et parfois même contradictoire (« in depth-knowledge ») et ceux qui veulent construire des théories avec un pouvoir explicatif large et qui considèrent les données contradictoires plutôt comme des entraves à la construction théorique.[20] Nous ne

16 Voir Wieviorka, Michel (1992): Case studies: History or sociology?, dans: Ragin, Charles / Becker, Howard S. (eds.): What is a case? Exploring the foundations of social Inquiry. Cambridge, UK: Cambridge University Press, pp. 159-172.

17 C'est sont les observations empiriques qui doivent inspirer les changements theoriques, comme Dubois / Gadde l'affirment. (Dubois, Anna / Gadde, Lars-Erik (2002): Systematic Combining: an abductive approach to case research, dans: Journal of Business Research, Vol. 55, p. 558).

18 Snow, David A. / Trom, Danny (2002): The Case Study and the Study of Social Movements., dans: Klandermans, Bert / Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, p. 147 et suivantes.

19 Timberlake, Michael (1989): Review on: Ragin, Charles: The Comparative Method: Moving Beyond Qualitative and Quantitativ Strategies., dans: Social Forces, Vol. 67, No. 3, pp. 827-829.

20 Levy, Jack S. (2007): Qualitative Methods and Cross-Method Dialoque in Political Science., dans: Comparative Political Studies, Volume 40, No. 2, 2007, p. 203.

voulons pas reprendre cette discussion, comme nous ne voulons pas non plus faire l'histoire du développement des méthodes « qualitatives » en sciences sociales. D'autres l'ont fait et la majorité des manuels incluent des chapitres consacrés à ces questions.[21] Mais, nous ne voulons pas non plus nous abstenir de faire référence à l'œuvre de King/ Keohane/ Verba qui a stimulé une vague de travaux qualitatifs et qui a eu un impact considérable sur la communauté scientifique.[22] L'antagonisme entre les méthodes qualitatives et les méthodes quantitatives semble avoir fait place à une situation de concurrence vivante, même si les analyses qualitatives sont - encore - minoritaires.[23] Sans vouloir prendre position dans ce débat, il nous semble plus opportun de combiner une étude qualitative et une étude quantitative plutôt que d'avoir seulement deux études qualitatives ou deux études quantitatives, comme Shively le souligne.[24] Avant de présenter notre méthodologie propre, il nous faut brièvement rappeler les principales caractéristiques des analyses qualitatives selon Mayring: 1) la concentration sur le sujet (‘*Subjektbezogenheit’*), 2) l'impartialité ou l'ouverture d'esprit envers les questions, les réponses et les méthodes et 3) la capacité à analyser des situations de la vie quotidienne.[25] Les objectifs de la recherche qualitative se trouvent par la suite dans 1) la description des faits empiriques et des processus sociaux, 2) la génération des classifications ou des typologies avec l'objectif de 3) générer des hypothèses sur la base des données empiriques, ou 4) de tester des hypothèses de recherche.[26]

21 Pour un historique des periodes de développement de l'analyse qualitative, voir Denzin, Norman K. / Lincoln, Yvonna S. (2011): Introduction. The Discipline and Practice of Qualitative Research., dans: Norman K. Denzin / Lincoln, Yvonna S. (eds.): The SAGE Handbook of Qualitative Research, Thousand Oaks: SAGE Publications, Inc., pp. 1-32.

22 Mahoney, James (2007): Qualitative Methodology and Comparative Politics., dans: Comparative Political Studies, Volume 40, No. 2, pp. 122-144.

23 La préférence souvent accordée, dans des revues de référence, aux méthodes quantitatives, joue évidemment un rôle dans cette situation. Voir: Piersson, Paul (2007): The Costs of Marginalization: Qualitative Methods in the Study of American Politics., dans: Comparative Political Studies, Vol. 40, No. 2, pp. 145-169).

24 Shively, Philips W. / Mezey, Michael (1995): Review on: King, Gary / Keohane, Robert O. / Verba, Sidney (1994): Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Social Research, dans: Journal of Politics, Vol. 57, No. 4, p. 1193.

25 Selon Diekmann, Andreas (2001): Empirische Sozialforschung. Grundlagen, Methoden, Anwendungen. Reinbeck: Rowohlt Taschenbuch Verlag, p. 444.

26 Glaser, Barney G. / Strauss, Anselm L. (1967): The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research. New York: Aldine, cité selon: Diekmann, 2001, op. cit., p. 444.

3. Positionnement épistémologique et logiques de recherche

Notre étude se situe donc dans l'univers des études de cas. Dans l'analyse qualitative en général et dans l'analyse de cas en particulier, un autre développement plus ou moins récent semble se confirmer: l'utilisation de plusieurs méthodes dans une même étude, et surtout la valorisation croissante des approches multi-méthodes.[27] Von Zweck et al. estiment qu'il s'agit là d'une manière intéressante pour répondre pleinement à tous les aspects d'une question de recherche.[28] Concernant l'analyse des mouvements sociaux, les approches multi-méthodes sont fortement encouragées par Klandermans/ Staggenborg.[29] De même, Snow/ Trom prônent, dans le même manuel, l'utilité de la triangulation des méthodes pour l'analyse de mouvements sociaux.[30] Dans leur plaidoyer, ils soulignent « la complexité de la réalité sociale et les limites de toutes les méthodologies de recherche ».[31] En faisant référence à Snow/ Anderson, leur argument central est que la réalité sociale est « trop complexe et multiforme pour être adéquatement saisie par une seule méthode ».[32] De fait, dans le domaine de l'analyse des mouvements sociaux, un grand nombre de chercheurs utilisent une combinaison de techniques de collectes des données.[33] L'usage de différentes modalités visant à saisir la réalité est une caractéristique majeure des designs pluri-méthodes: La triangulation des sources ou des techniques de collecte des données, ainsi que la triangulation des méthodes *d'interprétation*, peuvent être entendues comme des tentatives d'obtenir une compréhension plus profonde et kaléidoscopique du sujet.[34] Aussi, dans les domaines de la politique internationale ou de la politique comparée, nombre de chercheurs ont commencé à utiliser à la fois des méthodes quantitatives/statistiques et des études de cas, considérées comme des modalités de production d'inférences causales.[35] Si des dimensions qualitatives enrichissent des analyses formelles, elles peuvent aussi parfois être comprises comme intrinsèquement

27 Levy, Jack S., op. cit. p. 197.
28 Von Zweck, Claudia / Paterson, Margo / Pentland, Wendy (2008): The Use of Hermeneutics in a Mixed Method Design., dans: The Qualitative Report, Vol. 13, No. 1, pp. 116-134.
29 Klandermans / Staggenborg, op. cit., p. xv.
30 Snow / Trom, 2002, op. cit. p. 147.
31 Ibid.
32 Snow, David A. / Anderson, Leno (1991): Researching the Homeless: The Characteristic Features and Virtues of the Case Study., dans: Feagin, Joe R. / Orum, Anthony M. / Sjoberg, Gideon (eds.): A Case for the Case Study, Chapel Hill: University of North Carolina Press., p. 158.
33 Blee, Kathleen M. / Taylor, Verta (2002): Semi-Structured Interviewing in Social Movement Research., dans: Klandermans / Staggenborg, op. cit., p. 111.
34 Voir Denzin / Lincoln, op. cit.
35 Voir Levy , op. cit., p. 200. Egalement, Mahoney, op. cit. p. 123.

pluri-méthodes[36], tant dans leur conception que dans la manière d'analyser le sujet. Ainsi, le 'design multi-méthode' est caractérisé par l'usage de plusieurs approches investigatrices et, par conséquent, par la collection de plusieurs types de données[37], souvent provenant de paradigmes philosophiques, épistémologiques et ontologiques différentes.

Pour les raisons mentionnées et en accord avec notre interprétation du monde social en général et de notre sujet d'étude en particulier, nous croyons que l'usage de sources différentes et de techniques multiples est indiqué pour l'analyse de notre terrain. Nous avons donc construit un design d'analyse utilisant à la fois des méthodes formelles, statistiques et quantitatives et des méthodes qualitatives, permettant de nous interroger sur des réalités objectivement observables mais aussi subjectives, dépendant de la perception des activistes. L'analyse des mouvements sociaux se caractérise par une forte diversité des approches. Utiliser des idées et concepts d'écoles de recherche différentes nous semblent être une démarche adéquate pour ne pas succomber à un dogmatisme méthodologique quelconque[38]. Cela nous permet de concentrer notre attention sur le cas, et non pas sur la théorie suivie ou sur des moyens méthodologiques**.** Récemment, la recherche sur les mouvements sociaux a avancée en combinant des méthodes diverses et en utilisant des théories non-exhaustives. Les chercheurs ont également fait la preuve d'une certaine réceptivité envers leur sujet d'études, rendant possible un enrichissement de l'analyse par les mouvements sociaux eux-mêmes.[39] Dans des enquêtes sur l'altermondialisme, les méthodes qualitatives (entretiens, observation participative, approches ethnographiques) sont très souvent utilisées.[40] Le « quanti » semble spécialement utile pour l'analyse de populations dites « particulières »[41] qui sont peu analysables avec des méthodes statistiques. Nombre d'études (classiques) dans l'analyse des mouvements sociaux ont fait usage du qualitatif. Il suffit de penser aux travaux ; de Goldstone 2003, McAdam/Tarrow/ Tilly 2001 et Tarrow 1994, parmi bien d'autres. C'est cette diversité d'approches et cette ouverture vers des horizons théoriques nouveaux qui font que ce champ de recherche est aussi dynamique et intéressant, notamment en France. Une thèse menée dans

36 Flick, Uwe (2002): An Introduction to Qualitative Research., London: Sage Publishing, pp. 226 et suivantes, cité par: Denzin / Lincoln, op. cit. p. 5.
37 Morse, Janice M. / Richards, Lyn (2002): Readme First for a User's Guide to Qualitative Methods. Thousand Oaks, London, New Delhi: Sage, pp. 101 et suivantes.
38 Klandermanns / Staggenborg, 2002, op. cit., p. xii.
39 Klandermanns, Bert / Staggenborg, Suzanne / Tarrow, Sidney (2002): Conclusion: Blending Methods and Building Theories in Social Movement Research, dans: Klandermans, Bert / Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 314-350.
40 Fillieule / Agrikoliansky / Sommier, 2010, op. cit., p. 10.
41 Häder, Michael (2006): Empirische Sozialforschung. Eine Einführung. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften., p. 259.

une institution académique française semble de ce point de vue bénéficier de conditions favorables. Si l'absence de dogmatisme méthodologique et la diversité des approches caractérisent le champ de la recherche en général, la France se démarque par une immense inventivité ou par la profusion d'idées en ce qui concerne la manière dont les études sont menées et les questions posées. La recherche sur les mouvements sociaux en France se singularise par l'inventivité des approches en général et, plus spécifiquement, par la place accordée aux analyses de cas et aux approches qualitatives, mais aussi par l'importance accordée aux perspectives historiques, des méthodes.[42]

Tout au long de ce travail, nous avons tenté de trouver un équilibre entre une recherche inconsciente, qui ne prend pas en compte les considérations méthodologiques, et une recherche sur-consciente, seulement concentrée sur les méthodes, pour reprendre les termes d'un débat lancé par Sartori en 1970. Les méthodes ont été utilisées en lien avec les questions que nous nous posions et ont même parfois été adaptées à la suite de l'observation de la réalité ; elles n'ont pas été prédéterminées par des considérations théoriques. Comme un « bricoleur »[43], nous nous sommes servis de perspectives et de techniques diverses dès lors qu'elles nous semblaient adaptées.

4. Sélection des cas

Une des tâches les plus délicates pour une analyse de cas réside dans l'identification de ce dernier. La sélection se fait souvent sur des critères théoriques[44] ou en fonction de considérations stratégiques, ce qui signifie que les cas ne sont pas choisis aléatoirement.[45] En ce qui nous concerne, nous avons choisi d'analyser la mobilisation sociale dans deux pays et, ensuite, de procéder à une analyse appelé « paired comparisons » par della Porta.[46] Une des conditions à respecter est celle de la comparabilité des cas: les populations à analyser doivent

42 Fillieule / Agrikoliansky / Sommier, 2010, op. cit., p. 9.
43 Denzin / Lincoln, 2011, op. cit., p. 6.
44 Levy , 2007, op. cit., p. 200.
45 Ragin 1992, op. cit., p. 172ff
46 della Porta, Donatella (2002): Comparative politics and social movements, dans: Klandermans / Staggenborg, 2002, op. cit., p. 297.

être assez bien délimitées et présenter des similitudes suffisantes.[47]

Le choix de la Roumanie et la Hongrie se légitime par plusieurs facteurs: proximité géographique et appartenance à une même région, positionnement géopolitique similaire – nous nous referons ici à l'intégration dans l'UE, dans l'OTAN et à l'histoire récente de ces deux pays, relativement comparable même si elle n'est pas analogue. En nous fondant sur des indices statistiques, comme le 'Bertelsmann Transformation Index' ou le 'Nations in transition index' de la Freedom House, nous avons pu mettre en évidence une certaine similitude dans des domaines clefs comme: la 'gouvernance', la situation économique, le fonctionnement de l'administration etc. Conformément à l'idée de la « généralisation par abduction », dans le sens de R. Stake (1995)[48], nous avons considéré que si deux entités sont semblables sur plusieurs dimensions elles le seront également sous d'autres aspects. Compte tenu du fait que la Hongrie et la Roumanie possèdent des similitudes importantes et que la mondialisation à tendance à niveler les conditions de vie et les structures à l'intérieur des sociétés affectées, ce qui à son tour accroît les similitudes (politiques, sociales, culturelles ou économiques)[49], nous pourrions nous attendre à ce que les trois grandes écoles de l'analyse des mouvements concluent à un niveau de contestation relativement similaire dans des sociétés confrontées au même type de développement.

En disant cela, nous nous rapprochons au courant des « area studies », qui analyse et compare des pays appartenant à la même région géographique, partageant des traditions historiques proches et qui ont un niveau de développent économique semblable.[50] Notre étude se veut donc une analyse de cas comparative, ayant une forte composante qualitative, qui s'intéresse dans les deux pays aux processus de mobilisation, aux perceptions des activistes et à leurs dynamiques de collaboration.

47 Mahoney, 2007, op. cit., p. 129.
48 Stake, Robert E. (1995): The Art of Case Study Research, UK: Sage Publications, p. 3.
49 Voir Giugni, Marco G. (2002): Explaining Cross-National Similarities among Social Movements, dans: Smith, Jackie / Johnston, Hank (eds.): Globalization & Resistance: Transnational Dimensions of Social Movements. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, Inc., pp. 13-30.
50 della Porta, 2002, op. cit., p. 302.

5. La méthode

Nous nous sommes intéressés, dans un premier temps, à l'école des structures d'opportunités[51], pour tenter de mieux comprendre la nature de l'environnement des mouvements, mais aussi à au courant de la mobilisation des ressources, notamment à la structure des mouvements, pour évaluer leurs possibilités de financement général et le processus de sélection des leaders. Pour cela, nous avons révisé les grands index comparatifs – Bertelsmann Transformation Index, Freedom House et Democracy Barometer – et nous avons mis en place en ligne un sondage quantitatif[52], conçu selon les indications de Don Dillman[53] et envoyé à des « experts »[54]. Nous avons à cette fin ciblé un groupe de personnes bénéficiant d'un accès à l'information privilégié[55], notamment des spécialistes de mobilisations sociales, de la société civile, des médias et/ ou de la vie politique en Hongrie et en Roumanie. Notre démarche était motivée par la volonté d'acquérir des informations générales sur *l'environnement de*s mobilisations dans les deux pays concernés et sur les conditions globales du fonctionnement des mouvements qui nous intéressent. Les experts ont été choisis selon les critères suivants: leur degré de connaissance du sujet, leurs champs de recherche et leur disponibilité. L'échantillonnage des experts s'est effectué selon le principe de la « boule-de-neige », très souvent utilisé dans ce type d'enquêtes.[56] Le questionnaire comportait des questions de choix sociométriques ('socio metric choice questions'), demandant aux personnes interrogées d'identifier trois autres experts, leur domaine d'excellence et leur adresse email. Même si Klandermans et Smith ont des taux de réponse faibles pour leurs enquêtes en ligne[57], nous avons décidé de poursuivre ainsi, notamment pour

51 Nous nous referons surtout aux opportunités politiques et aux opportunités culturelles.

52 Voir en annexe.

53 Dillman, Don (2007): Mail and Interview Surveys. The tailored design method 2007 update with new internet, visual, and mixed-mode guide. Hoboken, New Jersey: John Wiley & Sons, Inc.

54 Interroger « un petit nombre d'experts (Fachleute) bien informés sur un domaine d'analyse » est spécialement suggéré par Vogel (1995) pour des travaux de master ou de thèse. Concernant l'échelle d'interprétation, cette enquête a pour but d'obtenir des informations descriptives. En 1991, Meuser / Nagel énonçaient que cette méthode semblait être un bon moyen pour analyser des groupes peu connus (Meuser, Michael / Nagel, Ulrike (1991): ExpertInneninterviews - vielfach erprobt, wenig bedacht: ein Beitrag zur qualitativen Methodendiskussion, dans: Garz, Detlef / Kraimer, Klaus (eds.): Qualitativ-empirische Sozialforschung: Konzepte, Methoden, Analysen. Opladen: Westdeutscher Verlag, pp. 441-471).

55 Voir: Meuser / Nagel, 1991, op. cit., p. 443.

56 Voir Beutelmeyer, Werner / Kaplitze, Gabriele: Sekundäranalyse, dans: Roth, Erwin (Ed.): Sozialwissenschaftliche Methoden. Lehr- und Handbuch für Forschung und Praxis. München / Wien: R. Oldenbourg Verlag, p. 308.

57 Klandermans, Bert / Smith, Jackie (2002): Survey Research: A Case for Comparative Designs, dans: Klandermans, Bert / Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 3-32, p. 17.

des raisons financières.[58] Ainsi, nous avons pris en compte les indications des mêmes deux auteurs, qui consistent à insister sur des taux de réponse plus élevées et non pas sur la largeur de l'échantillon.[59] Comme nous procédons à une comparaison dans l'espace – entre deux mouvements situés dans des localités différentes - nous avons particulièrement fait attention aux exigences de comparabilité, suivant en cela les conseils de Klandermans/ Smith[60]: les deux populations d'experts partagent de grandes similitudes et leur hétérogénéité a pu être assurée dans les deux cas ; par ailleurs, le questionnaire était le même pour les deux pays, à l'exception de certaines spécificités locales. La question de la traduction attentive[61] ne se posait alors pas.

Compte tenu du fait que notre principal point d'intérêt porte sur des mobilisations sociales, la description par les experts de l'environnement dans lequel elles émergent est un élément de connaissance important. Outre la lecture de la littérature disponible sur ces phénomènes, ce sont ces éléments d'information qui nous ont aidés à formuler les pistes d'interrogation que nous avons ensuite développées plus en profondeur lors des entretiens avec les activistes. Lors de cette deuxième étape de notre travail empirique, le problème initial qui s'est posé a consisté à sélectionner ces derniers. Nous avons d'abord essayé d'identifier – aussi par le principe de boule-de-neige – les personnes les plus intégrées au réseau, participant le plus activement à l'organisation des événements militants et à la création des productions militantes. En Hongrie comme en Roumanie, cette phase de notre travail a été lente et difficile: en effet, pour pouvoir a peu près délimiter notre population, il fallait trouver un point d'entrée, c'est-à-dire entrer en contact avec une ou deux personne(s), permettant d'accéder au réseau, d'identifier d'autres activistes, voire de faciliter la rencontre avec eux. Blee et Taylor énoncent que « les études [sur les mouvements sociaux] basées sur des entretiens semi-directifs s'appuient, en général, sur un nombre assez limité d'entretiens »[62]. Nous n'avons pas cherché à couvrir la population entière pertinente pour notre recherche, mais plutôt à constituer un échantillon globalement représentatif au regard des critères de visibilité des activistes interrogés, de l'impact de leur travail militant et des noms cités par les personnes interviewées). Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, quinze entretiens avec des

58 Même si nous avons pu obtenir plusieurs bourses de recherche, des entretiens en face à face avec les experts, auraient demandé un nombre important de déplacements qui n'a pas pu être financés.
59 Ibid. p. 22.
60 Ibid. p. 9.
61 Ibid. p. 11.
62 Blee / Taylor, 2002, op. cit., p. 110.

activistes roumains ont été menés entre avril 2012 et juin 2014 et onze auprès d'activistes hongrois entre janvier 2013 et janvier 2015. La période durant laquelle les entretiens ont été réalisés en Roumanie a coïncidé avec une crise politique profonde que le pays traversait à l'époque, ce qui a suscité une mobilisation plus soutenue. C'était aussi le cas en Hongrie, où les changements constitutionnels de mars 2013 ont déclenché une forte contestation du pouvoir politique. Ces deux situations d'effervescence et, dans une certaine mesure, de détresse sociale, ont fortement stimulé la mémoire et la conscience des récits militants. Les entretiens sont d'une durée qui varie entre 30 minutes et plus de deux heures. Ils se sont déroulés dans une ambiance conviviale et dans un climat de confiance, souvent à la terrasse d'un café. Le guide d'entretien a pu être adapté aux sujets qui semblaient tenir le plus à cœur aux activistes, même si nous essayé à chaque fois de poser la totalité de nos questions.

Ici, il faut rappeler deux des critères majeurs de réussite d'un entretien, à savoir le niveau de connaissance de la personne interrogée (plus précisément en l'occurrence son implication dans le mouvement étudié) et sa volonté de communiquer avec le chercheur[63]. Blee/ Taylor énoncent, à juste titre, que les entretiens avec des activistes constituent un moyen très utilisé pour l'investigation des questions de recherche formulées après la réflexion théorique[64]. Nous-mêmes avons construit le guide d'entretien en concordance avec nos réflexions théoriques, ainsi qu'avec les résultats du questionnaire rempli par les experts. Pour autant, le guide n'a pas entièrement structuré la communication et certaines questions ont été adaptées à la façon de répondre des interviewés et à leurs préoccupations[65]. Pendant l'entretien, la communication a intégré les réactions de la personne interrogée, de manière à lui donner la possibilité de faire état de ses perceptions, de ses impressions et de sa subjectivité, autant de facteurs que permet une démarche qualitative fondée sur des entretiens semi-structurés[66]. Pour assurer la meilleure communication possible pendant l'entretien, celui-ci s'est déroulé dans un environnent proche des personnes interrogées et les questions ont été formulées de façon simple, dans un style proche du langage quotidien. Bref, en un mot comme en cent, nous nous sommes efforcés de créer une situation la plus ouverte possible. Il s'agissait ainsi de comprendre le monde des militants, d'atteindre un niveau de connaissance et de perception fin et détaillé de l'engagement de l'activiste avec lequel l'entretien avait

63 Ibid. p. 105.
64 Ibid., p. 93.
65 Voir aussi Meuser / Nagel, 1991, op. cit., p. 449, qui soulignent l'importance de ne pas être prisonnier du guide.
66 Häder, 2006, op. cit., p. 259.

lieu.[67] Le fait d'adapter le guide à chaque entretien a facilité cet objectif, en nous permettant de parler en toute confiance avec les activistes et en nous intéressant à leur vécu et à leur expérience, pas nécessairement conformes aux attentes du chercheur.

Plus précisément, les entretiens ont eu pour but essentiel d'investiguer des variables clefs de l'analyse de la mobilisation des ressources, comme les canaux de mobilisation, les caractéristiques organisationnelles, mais aussi l'identité collective des activistes, leur compréhension du monde social et, subséquemment, leur perception du contexte d'action dans lequel ils s'inscrivent, c'est-à-dire les structures d'opportunité et tous les autres éléments susceptibles d'influer sur les conditions de la mobilisation. Le fait que les structures d'opportunités politiques (SOP) n'aient pas d'effets mécaniques et homogènes sur la contestation[68], en raison notamment du fait qu'elles doivent être perçues comme opportunités, implique que nous tenions compte de la perception du contexte par les activistes, ainsi que la compréhension qu'ils ont de leur propre activité. C'est pour cette raison que nous avons voulu contraster l'évaluation que les experts font des SOP avec les perceptions et les interprétations qu'en ont les activistes.

Dans la continuité des travaux de Capek[69], nous avons voulu identifier au travers des entretiens les « master-frames » perçus et construits par les activistes. Compte tenu de l'étroite relation entre les réseaux sociaux et les schémas de compréhension au travers desquels les acteurs donnent du sens au social, à leur environnement et se situent par rapport à lui, nous avons également inclus dans l'analyse des éléments ayant trait aux liens et aux interactions sociales[70], ou encore à la question de la densité de liens quotidiens de sociabilité[71]. Lin nous rappelle qu'il est difficile de s'appuyer sur des données précises relatives au capital social, car il n'existe pas de méthode parfaite pour mesurer l'ensemble des éléments d'un réseau et, par

67 Ryen, Anne (2002): Det Kvalitative Intervjuet: fra Vitenskapsteori til Feltarbeid, Bergen: Fagbokforl. p. 85, cité par: Folkestad, Bjarte (2008): Analysing interview data: Possibilities and challenges, dans: Eurosphère online Working Paper Series, Working Paper No.13.

68 Voir: Mathieu, Lilian (2010): Contexte politique et opportunités, dans: Fillieule / Agrikoliansky / Sommier, op. cit. pp. 39-54.

69 VJohnston, Hank (2002): Verification and Proof in Frame and Discourse Analysis, dans: Klandermans, Bert / Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 62-91.

70 Voir Diani, Mario (2003): Introduction: Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks: 'From Metaphor to Substance'? dans: Diani, Mario / McAdam, Doug (eds.): Relational Approaches to Collective Action. Oxford: Oxford University Press, 2003, p. 1-20.

71 Voir: Simeant, Johanna (2010): La Transnationalisation de l'action collective, dans: Fillieule, Olivier / Agrikoliansky, Eric / Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines. Paris: La Decouverte, pp. 121-144, p. 133.

conséquent, son bassin de ressources.[72] Les deux techniques qu'il a proposées en 1999 sont problématiques pour notre cas: l'enquête de saturation ('saturation survey'), dont le but est de créer une cartographie complète d'une population étudiée[73] s'avère difficile à appliquer lorsque cette dernière est réticente à l'analyse et rechigne à dévoiler son réseau en entier (une raison parmi d'autres peut-être la peur de la police). Quant à l'enquête basée sur la production de liens ('name generator'), elle tend à mettre en exergue des relations très fortes. Dans cette recherche, inspirée par nombre d'études sur la recherche d'emploi, nous avons adapté certaines questions typiques de ce champ d'étude de la façon suivante: « avec qui est-ce que vous discutez normalement de la mise en pratique de vos actions de protestations ? » ; « à part les activistes déjà cités, avec qui vous avez des liens forts, est-ce qu'il y a d'autre personnes avec lesquelles vous interagissez dans le cadre de vos activités militantes ? ».

En ce qui concerne l'interprétation des données, nous avons voulu accentuer la réflexivité entre le chercheur et son objet: au fur et à mesure de la réalisation des entretiens, la connaissance que nous avons accumulée a influencé la façon de mener les entretiens suivants. En ce sens, l'interprétation qualitative des données discursives dépend non seulement de l'évaluation du chercheur[74], mais cette évaluation dépend également des données enregistrées.

72 Lin, 2008, op. cit. p. 54.
73 Lin, 1999, op. cit. p. 38
74 Comme énoncé, à juste titre, par Johnston. 2002, op. cit., p. 69.

PREMIERE PARTIE

Les paramètres structurants de la mobilisation dans les deux pays: les conditions sociétales, les structures d'opportunités et les interactions entre le système politique et les mouvements sociaux.

I. Introduction

La compréhension des logiques et des mécanismes qui ont menés à l'acquisition et à la mise en application d'un savoir-faire spécifique aux mobilisations ne peut être séparée des changements sociaux qui interviennent dans le processus de création de ces mouvements sociaux. Ainsi, ce premier chapitre vise à examiner les conditions globales de la mobilisation sociale et du fonctionnement des mouvements sociaux en Hongrie et en Roumanie.

Cette thèse se propose d'analyser des réseaux d'activistes dans deux pays qui ont récemment attiré l'attention de l'opinion publique européenne, dont les défis sont généralement considérés comme relativement semblables, dans une région partageant une histoire et des caractéristiques communes. L'analyse comparative cherchera à identifier non seulement les similitudes mais aussi les différences de la mobilisation sociale en Hongrie et en Roumanie. Ce travail est résolument pluridisciplinaire et se situe plus précisément encore à l'intersection de plusieurs grands champs d'analyse: la transition vers la démocratie / la consolidation démocratique (en éliminant les éléments portant sur la transformation économique au profit d'une analyse du rôle de la société civile), les mouvements sociaux et le capital social. Avant d'entrer dans le détail de notre sujet, nous faisons le point sur la littérature spécialisée existante sur chacun de ces thèmes dans les deux pays qui nous intéressent.

II. De la « reforma pactada » à la « révolution inachevée ». Les sentiers sinueux du changement en Hongrie et en Roumanie.

D'emblée, il faut souligner le déséquilibre relatif à la littérature disponible dans les deux pays, celle portant sur la Roumanie étant sensiblement moins importante que celle sur la Hongrie[1]. De même, la plupart des observateurs ont souligné que les conditions pour une

1 Mungiu-Pippidi va jusqu'à affirmer que la phase post-communiste en Roumanie est presque un point aveugle du travail des politologues (Mungiu-Pippidi, Alina (2002): The Romanian Postcommunist Parties: A Story of Success, dans: Bozóki, András / Ishiyama, John T (eds.): The Communist Successor Parties of Central and Eastern Europe. New York: M. E. Sharp Inc.pp. pp. 188-205, p. 188.). De même, Cuglesan et al. constatent que la littérature consacrée à la société civile roumaine est très limitée (Voir: Cugleşan, Natalia / Nicula, Alin / Herbel, Mihaela (2011): The politics of deliberative space in Romania. Social movements in the context of governance changes. Paper presented at Central European Political Science Association (CEPSA) Annual

consolidation démocratique n'étaient pas réunies de la même façon dans les deux pays, ce qui laisse augurer des perspectives encore plus dissonantes dans la phase d'achèvement de cette consolidation. Plus en détail, les analyses convergent pour montrer que les préconditions favorables à la consolidation sont plus favorables en Hongrie (caractère du système post-totalitaire)[2] qu'en Roumanie (caractère du système totalitaire-sultanique)[3].

Le cheminement de la transformation serait à la fois plus doux et plus profond en Hongrie (« révolution négociée »[4] ou reforma pactada), alors qu'il serait plus compliqué et imparfait en Roumanie (« révolution capturée » / consolidation non-achevée[5] ou révolution inachevée[6]). Dans les deux cas, nous allons maintenant décrire et caractériser la configuration du système autocratique, puis analyser le sentier de changement, avant d'en arriver à l'étude de la société civile et des mouvements sociaux. Le système totalitaire en Roumanie avait ceci de spécifique qu'il pénétrait profondément la société et était sous le contrôle arbitraire du détenteur du pouvoir et des services secrets[7]. La relation entre le pouvoir d'État et l'autonomie de la société était la moins ouverte de tous les pays de l'Europe de l'Est.[8] Par contraste, la situation de la Hongrie correspondait à une configuration politique dite « post-totalitaire », caractérisée par un contrôle moins fort du pouvoir communiste, tant sur le plan idéologique, économique que politique depuis les années 1960.[9]

Plusieurs facteurs expliquent que la transformation du régime en Hongrie ait été encore plus rapide et plus aboutie qu'en Pologne, en particulier une composition nationale et religieuse assez homogène, qui est le résultat d'un Etat national historiquement forte, à même de proposer une définition claire de l'identité nationale[10] et d'être porteur d'une tradition civique et d'un corpus de droits qui est l'une des marques de fabrique de la culture politique

---

Conference 2011, Vienna Multilevel Politics: Intra- and Inter-level Comparative Perspectives 27-29 October 2011, Vienna.).

2 Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 297 et suivantes.

3 Ibid. p. 344 et suivantes.

4 Toka, Gabor (2004): Hungary, dans: Berglund, Sten / Ekman, Joakim / Aarebrot, Frank H. (eds.): The Handbook of Political Change in Eastern Europe. Northhampton: Edward Elgar Publishing Inc., pp. 289-336.

5 Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 358 et suivantes.

6 Gabanyi, Anneli Ute (1990): Die unvollendete Revolution. Rumänien zwischen Diktatur und Demokratie. München: Piper.

7 Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 349 et suivantes.

8 Mungiu-Pippidi, Alina (2010): Twenty Years of Postcommunism. The Other Transition, dans: Journal of Democracy, Volume 21, Number 1, pp. 120-127.

9 Voir Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 298 et suivantes.

10 Voir Bunce, Valerie (2002): The Return of the Left and Democratic Consolidation in Poland and Hungary. pp. 303-322 dans: Bozoki, Andras / Ishiyama, John T. (eds.): The Communist Successor Parties of Central and Eastern Europe. New York: M. E. Sharp Inc., pp. 303-322.

hongroise, contribuant à un constitutionnalisme stable.[11] Pour toutes ces raisons, la Hongrie a été en pointe de la course pour la consolidation démocratique en Europe postcommuniste[12], profitant d'un attachement élevé de sa population et plus spécifiquement de ses élites politiques et économiques pour la démocratie.[13] Par contraste, la Roumanie, dans sa phase postcommuniste, a été considérée par Linz/ Stepan en 1996 comme le pays le plus éloigné d'une démocratie consolidée.[14] Si la culture politique de la Hongrie semble donc propice à la démocratie, la plupart des auteurs affirment le contraire pour la Roumanie, à l'image de Mungiu-Pippidi qui explique que des attitudes communistes résiduelles en décalage avec les sociétés modernisées existent encore dans ce pays[15].

Les différences entre la Hongrie et la Roumanie, que nous avons présentées ici de façon synthétique, ont évidemment un impact sur le processus de consolidation démocratique. En Hongrie, la transformation négociée – soutenue[16] par des protestations de rue et sans intervention de l'armée – s'est joué, dans une manière de table ronde, entre les anciennes élites communistes et l'opposition (plus ou moins) unifiée et, déjà, bien intégrée à l'arène politique.[17] Par la suite, la Hongrie a surtout fait la une de l'actualité en Allemagne, en mai 1989, pour avoir ouvert sa frontière avec l'Autriche, avoir ratifié une nouvelle Constitution en octobre 1989 et décidé d'élections libres et démocratiques en mai 1990[18]. Le gouvernement en place a alors cédé la place à la nouvelle majorité, avant que les élections de 1994 ne voient la victoire des successeurs de l'ancien parti communiste – ce que Huntington a appelé le

11 Szabó, Máté (2005): Hungary between the last elections and the New Government (2002-2004) dans: Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös Nominatae Sectio Iuridica, Tomus XLVI, Annus 2005, pp. 157-180.

12 Voir: Haerpfer, Christian W. (2006): Hungary. Structure and Dynamics of Democratic Consolidation, dans: Klingemann, Hans-Dieter / Fuchs, Dieter / Zielonka, Jan (eds.): Democracy and Political Culture in Eastern Europe. New York: Routledge, pp. 148-171.

13 Ibid., p. 169 et suivantes.

14 Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 364. A l'inverse, Mungiu-Pippidi, arrive en se référant à la définition de la démocratie de Dahl, à la conclusion que la Roumanie est une démocratie consolidée. (Mungiu-Pippidi, Alina (2002b): Romania's End of Transition Deconstructed., in: Romanian Journal of Political Science, Bucuresti, p. 187).

15 Mungiu-Pippidi, Alina (2006): Romania. Fatalistic political cultures revisited, dans: Klingemann, Hans-Dieter / Fuchs, Dieter / Zielonka, Jan (eds.): Democracy and Political Culture in Eastern Europe. New York: Routledge, p. 316 et suivantes.

16 Nous parlons de « soutien » ici pour souligner la différence entre les événements en Hongrie et ceux qui interviennent dans d'autres pays, par exemple en RDA, pays dans lequel les protestations ont été une des forces majeures du changement de régime. Pour la Hongrie, les protestations politiques ont été moins au coeur du processus de démocratisation. (Voir: Szabó, Máté (2000): External Help and the Transformation of Civic Activism in Hungary, dans: The Public, Vol. 7, Issue 1, pp. 55-70, p. 56.).

17 Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 307 et suivantes.

18 Przeworski et. al., 2000, op. cit., p. 50.

« two turnover test »[19]. Il s'en est alors suivi plusieurs changements de gouvernement (notamment entre Fidesz et MSzP). En Roumanie, la transformation s'est déroulée d'une manière plus violente: le dictateur (« Conducatorul iubit » - le leader bien-aimé, comme il se faisait appeler dans les communications publiques), ou le sultan, pour reprendre la dénomination de Linz et Stepan, a été exécuté et des affrontements armés ont eu lieu, provoquant la mort de plus de mille personnes, y compris à la suite de tirs sur la foule.[20] Au final, la victoire de la révolution n'a pas pu être considérée comme une victoire de la démocratie.[21] L'ancienne « Nomenklatura » (et tous les groupes relevant de la problématique des « tortionnaires et prétoriens » définie par Huntington[22]) a réussi à conserver un rôle essentiel dans tous les domaines de la vie sociale. Comme le souligne Mungiu-Pippidi, « l'influence durable du passé »[23] est constitutive de « l'exception roumaine » et de la manière dont la transition politique a été gérée par les anciennes élites.[24] Au vu de ces circonstances, le succès de la transition dépendait, encore plus que dans d'autres pays, d'un environnement externe qui devait nécessairement être très favorable.[25]

Depuis l'accession à l'UE, stimulée par l'environnement international,[26] la société civile hongroise est, avec la Pologne, l'une des plus dynamiques des anciens pays communistes[27], même si son rôle de chien de garde est limité[28] et si elle est beaucoup plus présente dans la capitale qu'en province.[29]. Compte tenu de ces caractéristiques, certains auteurs ont considéré que la création de la société civile hongroise au début des années 1990

19 Huntington, 1991, op. cit., p. 267.
20 Des auteurs insistent sur les éléments importants d'une révolution non-violente essentiellement sur Timisoara. Voir Smithey, Lee / Kurtz, Lester R. (1999): 'We have bare hands': Nonviolent social movements in the Soviet Bloc, dans: Zunes, Stephen / Kurtz, Lester R. / Asher, Sarah Beth (eds.): Nonviolent Social Movements: A geographic perspective. Malden: Blackwell, pp. 96-124.
21 Linz / Stepan, 1996, op. cit., p. 359.
22 Huntington, 1991, op. cit., p. 211.
23 Mungiu-Pippidi, Alina (2002): The Romanian Postcommunist Parties: A Story of Success. pp. 188-205, p. 203 et suivantes.
24 Mungiu-Pippidi, 2006, op. cit., p. 314.
25 Gallagher, Tom (2001): Building Democracy in Romania. Internal Shortcomings and External Neglect, dans: Zielonka, Jan / Pravda, Alex (eds.): Democratic Consolidation in Eastern Europe. Volume 2. International and Transnational Factors. Oxford: Oxford University Press. pp. 383-412.
26 Voir Szabó, 2000, op. cit.
27 Pickvance, Katy (2003): The diversity of Eastern European social movements: urban movements, new social movements and nationalist movements in post-socialist societies, dans: Hamel, Pierre / Lustiger-Thaler, Henri / Mayer, Margit (eds.): Urban Movements in a Globalising World. New York: Routledge, p. 206.
28 Szabó, Máté (2005): Hungary between the last elections and the New Government (2002-2004) dans: Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös Nominatae Sectio Iuridica, Tomus XLVI, Annus 2005, p. 164.
29 Rose-Ackermann, Susan (2005): From Elections to Democarcy. Building Accountable Government in Hungary and Poland. Cambridge: Cambridge University Press, p. 116 et suivantes.

était un processus quelque peu artificiel[30], impulsé par les élites.[31] Dans la même veine, Janos, en 2011, pointe les ambiguïtés et les limites de la société civile hongroise, en montrant qu'elle est très dépendante des partis politiques institutionnalisés et du jeu politique.[32] Malgré ces imperfections, la société civile hongroise bénéficie de plusieurs atouts. Elle est solidement ancrée dans les milieux populaires, grâce notamment au soutien de l'Eglise catholique, qui a réussi dès la période communiste à intervenir dans l'espace public en tant que protecteur de ses membres[33]. Par ailleurs, l'esprit civique se développe et donne lieu à de nouvelles formes de comportements politiques, là aussi dès la chute du communisme, comme en témoigne Szabó en 1988.[34]

A l'inverse, la société civile roumaine ne bénéficie ni du soutien (soutenu et continu) de l'Eglise, ni d'un esprit civique élevé. Et si « l'activisme et la protestation [étaient] des éléments intégraux de la culture civique hongroise post-1989 »[35], la population roumaine est globalement restée politiquement découragée et désintéressée[36]. Voicu/ Basina évoquent même à ce sujet une « culture non-participative ».[37] Dans une étude de 2004, Eric Uslaner arrive à la même conclusion, en ajoutant que les roumains sont encore très loin d'une culture participative.[38] En 2012, Presada soutient dans le même sens qu'il faudra beaucoup de temps pour qu'une culture d'activisme et de de protestation puisse se développer en Roumanie.[39]

En raison des particularités de son passé, la Roumanie est souvent considérée comme

30 Ibid.
31 Piotrowski, Grzegorz (2009): Civil society, un-civil society and the social movements, dans: Interface: a journal for and about social movements, Volume 1, No. 2, pp. 166 – 189, p. 176.
32 Simon, János (2011): Mass Political Culture and Participation in Hungary, dans: A 50 Anos de la Cultura Cívica. Pensamientos y reflexiones. En honor al Prof. Sidney Verba. Seminario Internacional. Flores Dávila, Julia I. (coord.) Mexico, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM-Tribunal, pp. 233-282, p. 271.
33 Voir Kamarás, István (2001): Civil Society and Religion in Post-Communist Hungary, dans: Journal of Interdisciplinary Studies. 2001. Vo. 13. No. 1 /2. pp. 117-134.
34 Szabó, Máté (1988): New Factors in the Political Socialization of Youth in Hungary: The Alternative Social Movements and Subcultures, dans: PRAXIS International, Issue: 1 / 1988, pp. 26-33, p. 27.
35 Szabó, Máté (1998): New Social Movements in Hungary, dans: soundings, issue 9 (http: / /banmarchive.org.uk /collections /soundings /index_frame.htm, p. 9).
36 Stan, Lavinia (2010): Romania: in the Shadow of the Past, dans: Ramet, Sabrina (eds.): Central and Southeast European Politics since 1989. New York: Cambridge University Press (http: / /www.faithineurope.org.uk /stan.pdf, p. 15).
37 Voicu, Bogdan / Basina, Tania (2005b): Social capital and civic participation in Ukraine and Romania, dans: Rusu, Horatiu / Voicu, Bogdan (eds.): EU Integration Process from EAST to EAST: Civil Society and Ethnic Minorities in a Changing World. Sibiu: Psihomedia, p. 81.
38 Uslaner, Eric M. (2004): Bowling Almost Alone. Political Participation in a New Democracy. Paper prepared for presentation at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Emerging Repertoires of Political Action: Toward a Systematic Study of Postconventional Forms of Participation, Uppsala, Sweden, April 13-18, p. 20.
39 Presada, Florina (2012): Case study on the Romanian protests. The Resource Center for Public Participation, CeRe, September, 2012, p. 1.

l'« archétype du pays post-communiste dont la société civile reste faible »[40]. A l'instar de l'argument sur l'évolution artificielle de la société civile hongroise, nombre d'auteurs insistent sur le fait que les formes d'activisme émergentes sont suscitées par des ONG, et non pas par des citoyen ; Preda évoque ainsi un « activisme en col blanc » (« white collar activism »)[41], qui pèse sur le développement de la société civile [42] et plus largement sur les conditions de la mobilisation sociale. La quasi-disparition du sens de la collectivité et la répression qui s'est abattue sur la société roumaine empêchent toute activité indépendante[43] – Preda parle à ce sujet d'une culture d'obéissance[44] – et constituent des handicaps lourds à l'esprit de cohésion sociale qui aurait pu naître après la chute du communisme. Les manifestations et la formulation de demandes politiques émanant de mouvements sociaux restent ainsi presque inexistantes, en tout cas extrêmement faibles en Roumanie.[45] La plupart des revendications politiques se concentrent en fait sur des problèmes très concrets, qui renvoient à des motivations spécifiques, sans grand rapport avec une action militante de portée générale.[46]

Un autre facteur sur duquel les analystes insistent concerne les effets d'un discours nationaliste très présent au sein de la société civile.[47]. La prégnance de ce dernier est observable dans les deux pays. Nous ne faisons pas référence ici uniquement aux mouvements radicaux, qui constituent la « face sombre » de la société civile (pour emprunter à l'expression de Kopecky/ Mudde[48]), mais également à l'ensemble de la société civile en tant que telle, notamment dans le domaine de la défense de l'environnement, qui a recours dans sa critique

40 Crowther, William (2004): Romania, dans: Berglund, Sten / Ekman, Joakim / Aarebrot, Frank H. (eds.): The Handbook of Political Change in Eastern Europe. Northhampton: Edward Elgar Publishing Inc., p. 363.

41 Preda, Oana (2011): New Paths to Activism – an overview about activism in Romania. The Resource Center for Public Participation, CeRe, November 2011, Bucharest p. 4.

42 Pour une analyse de la société civile des années 90 en Roumanie, voir Roissard de Bellet, Marc (2001): La "societe civile' roumaine des annees 90. Un rapport ambigu au politique, dans: Transitions 2001-2, pp. 99-110.

43 Sadowski, Christine M. (1994): Autonomous Groups as Agents of democratic change in communist and post-communist eastern europe, dans: Diamond, Larry (ed.): Political Culture and democracy in developing countries. Boulder: Lynne Rienner Publishers, pp. 155-187.

44 Preda, 2011, op. cit., p. 7.

45 Pitulac, Tudor (2011): Common Economic Challenges, Similar Political Solutions, Different Social Reactions in Times of Crises. Barriers Against the Structured Social Movements in Romania, dans: Anuarul Universitatii „Petre Andrei" din Iasi / Year-Book „Petre Andrei" University from Iasi, Fascicula: Asistenta Sociala, Sociologie, Psihologie / Fascicle: Social Work, Sociology, Psychology, Issue 7, pp. 41-60. ; Sadowski 1994, op. cit.; Uslaner, 2004, op. cit., p. 20.

46 Preda, 2011, op. cit., p. 7.

47 Mitchell O. Hopkins (2012): Romania's Civil Society and its Moral Underpinnings: The Symbolic Discourse of a Post-Socialist State, dans: Multilingual Discourses, Vol. 1.1, pp. 21-32.

48 Mudde, Cas (2003): Civil Society in Post-Communist Europe: Lessons from the 'Dark side', dans: Kopecky, Petr / Mudde, Cas (eds.): Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe. London: Routledge, pp. 157-185. ; Voir: Kopecky, Petr / Mudde, Cas (2003): Rethinking Civil Society, dans: Democratization, Vol. 10, No. 3, pp. 1-14.

de la mondialisation, des multinationales et de l'épuisement des ressources naturelles, a un registre argumentatif dont les connotations localistes et nationalistes sont fortes.[49]

Dans les deux pays, les mouvements sociaux ne sont pas des éléments centraux de la vie politique aujourd'hui. Cette situation s'explique par un processus de démobilisation et d'institutionnalisation[50] du mécontentement social, observable dans la plupart des sociétés d'Europe de l'Est après la fin du système pré-démocratique.[51] Une continuité flagrante mérite à cet égard d'être mentionnée entre le mouvement de grève des mineurs de la vallée de Jiu, qui a fait sensation en 1977 et s'est singularisé par des protestations virulentes et même violentes rarement rencontrées dans la Roumanie pré-démocratique et le mouvement des minériades, apparu au cours des années dans la période post-socialiste. Outre ses aspects identitaires et sa filiation avec une tradition de militantisme et d'activisme syndical, ce mouvement exceptionnel a été rendue possible grâce à la densité des réseaux sociaux mobilisés,[52] ce qui le distingue des autres mobilisations et renforce la pertinence d'une analyse axée sur la notion de capital social structurel.

En passant en revue les travaux sur les différentes vagues de mobilisations récentes en Roumanie, il est intéressant de noter la différence d'importance accordée au sujet par les milieux scientifiques et journalistiques. A l'exception du mouvement de Rosia Montana, à qui plusieurs thèses ont récemment été consacrées, que ce soit en sociologie des conflits environnementaux ou sous l'angle de son traitement communicationnel et linguistique, les événements de 2011/ 2012, ou encore le sommeil de l'OTAN en 2008, n'ont pas été étudiés par des chercheurs mais par des journalistes.

En ce qui concerne la question du capital social, nombre d'analystes montrent que les indicateurs sont plus faibles en Roumanie que dans des autres pays d'Europe de l'Est, y

49 Botcheva, Liliana (1996): Focus and Effectiveness of Environmental Activism in Eastern Europe: A Comparative Study of Social Movements in Bulgaria, Hungary, Slovakia and Romania, dans: The Journal of Environment Development, Vol. 5, No. 3, pp- 292-308. ; Harper, Krista (1999): Citizens or Consumers?:Environmentalism and the Public Sphere in Postsocialist Hungary, dans: RADICAL HISTORY REVIEW No. 74, pp. 96-111.

50 Kubik, 1998, op. cit.; Rossi, Frederico M. (2012 /2013): From the Coup to the Escalation of Violence: the Transition to Democracy in Romania. COSMOS Working Papers [http: / /cosmos.eui.eu /Documents /Publications /WorkingPapers /2012WP13COSMOS.pdf, p. 18; Szabó, 2000, op. cit., p. 57 et suivantes.

51 Grzegorz / Kubik, 1998, op. cit., p. 580.

52 Vasi, Ion Bogdan (2004): The Fist of the Working Class: The Social Movements of Jiu Valley Miners in Post-Socialist Romania, dans: East European Politics & Society, Vol 18, No. 1, pp. 132-157 ; Osa, Maryjane / Corduneanu-Huci, Cristina expliquent la haute densité de réseaux sociaux par l'habitat commun imposé aux mineurs par le gouvernement, ce qui génère augmentation du capital social à travers un resserrement des relations interpersonnelles ('bonding'). (Osa, Maryjane / Corduneanu-Huci, Cristina (2003): Running Uphill: Political Opportunity in Non-democracies, dans: Comparative Sociology, Vol. 2, No. 4, p. 608 et suivantes.

compris la Hongrie. C'est le cas à propos du bénévolat, de l'appartenance associative, de la confiance et des interactions sociales ('bridging ties').[53] Sans vouloir déflorer l'argumentation que nous développerons dans la partie analytique de notre travail, quelques éléments explicatifs peuvent être avancés: le manque d'expérience en matière de et d'engagement civique des citoyens;[54] le contexte socio-économique, notamment le bas niveau des salaires ainsi que le manque de temps;[55] les déménagements forcés, ainsi que la 'roumanisation' des régions comportant une forte minorité hongroise;[56] l'héritage de l'urbanisme communiste qui entrave les interactions entre les gens;[57] et l'influence ottomane sur un « comportement byzantin »[58]. Une analogie avec le sentier de changement peut être également observée concernant la société civile, considérée comme l'une des plus fortes des Balkans, derrière d'autres pays d'Europe de l'Est, mais favorisée par l'accession à l'UE.[59]

III. Les conditions générales de la mobilisation sociale depuis 2008.

Comme nous l'avons évoqué dans la partie consacrée à la présentation de la littérature disponible ainsi que dans celle consacrée au développement de notre cadre théorique, l'évolution de l'activisme et de la mobilisation sociale dans les nouveaux pays postcommunistes est inséparable de leur développement démocratique:

1) Une culture participative ou une culture de protestation insuffisante est souvent considérée comme l'une des caractéristiques du système ou de la société pré-démocratique;

53 Mondak, Jeffrey J. / Gearing, Aadam F. (1998): Civic Engagement in a Post-Communist State, dans: Political Psychology, Vol. 19, No. 3, pp. 615-637.; Mungiu-Pippidi, Alina (2005): Deconstructing Balkan Particularism: The Ambiguous Social Capital Of Southeastern Europe, dans: Southeast European and Black Sea Studies, Vol. 5, No. 1, pp. 49-68.; Badescu, Gabriel / Sum, Paul E. / Uslaner, Erik M. (2004): Civil Society Development and Democratic Values in Romania and Moldova, dans: East European Politics & Societies, Vol. 18, No. 2, pp. 316-341.; Voicu, Bogdan (2008): Riscurile politicilor de dezvoltare bazate pe formarea capitalului social, dans: Sociologie Românească, No. 1 / 2008, pp.11-25.

54 Sadowski, 1994, op. cit.; Badescu / Sum / Uslaner, 2004, op. cit.; Mondak / Gearing, 1998, op. cit.

55 Voir: Badescu / Sum / Uslaner, 2004, op. cit.; Mungiu-Pippidi, 2005, op. cit.

56 Marius, Julian (2004): Remarks on cultural transition and civil society after the fall of communism in Romania, dans: Studia Universitalis Babes-Bolyai Studia Europea, Vol. XLIX, pp. 17-50. ; Mondak / Gearing, 1998, op. cit.

57 Mondak / Gearing, 1998, op. cit.

58 Mungiu-Pippidi, Alina (2005b): Democratization Without Decommunization. The Balkans Unfinished revolutions in: The Romanian Journal of Political Sciences, Bucuresti, pp. 1-15. ; Mungiu-Pippidi, 2005, op. cit.

59 Parau, Chrisina Elena (2003): Impaling Dracula: How EU Accession Empowered Civil Society in Romania, dans: West European Politics, Vol. 32, Issue 1, pp. 119-141.

2) Dans l'explication de la faiblesse des indicateurs du capital social, les auteurs que nous avons évoqués prennent également en compte la situation sociale pré-démocratique, ainsi que des éléments de la transformation démocratique et des changements qu'elle a pu produire ;

3) Les théories sur la mobilisation sociale ont, dans la plupart des cas, été conçues pour analyser les mouvements sociaux des sociétés de l'Ouest, c'est-à-dire des démocraties libérales. Si nous voulons analyser les conditions d'activisme et de militantisme dans deux pays d'Europe de l'Est, nouvellement démocratiques, nous devons prendre en compte les questions qui relèvent du paradigme de « l'avancement de la démocratie » ou du chemin vers la consolidation démocratique. Pour cela, nous utiliserons les principaux indices disponibles, notamment du Freedom House ('Nations in Transit', NiT), 'Bertelsmann Transformation Index' (BTI), de même que plusieurs documents moins visibles mais très utilisés dans les domaines de la science politique et de la sociologie, à savoir des rapports sur l'élargissement de l'UE et tirés de 'L'Economist Intelligence Unit' (« The Economist's Intelligence Unit »). Nous avons décidé de nous intéresser principalement aux indices concernant les rapports avec l'UE. Ce choix se justifie au regard de la prépondérance des enjeux relatifs à la jurisprudence européenne et aux mesures anti-corruption décidées, notamment sur les questions de mécanismes de coopération et de vérification. Notre attention se concentrant plutôt sur les conditions générales qui président à l'organisation de la société civile, ou à la mobilisation sociale, nous avons essentiellement tenu compte des indices qui permettent une analyse fine et nuancée de ces enjeux. Le BTI et le NiT ont tous les deux pour but d'étudier les attentes en termes de gouvernance démocratique durable, notamment sous l'angle de l'efficacité et de la pénétration démocratique de la société. Ces études étant longitudinales et comparatives, elles présentent l'avantage de produire des données concernant l'évolution de la démocratie en soi et des aspects clefs de la participation, en particulier de la société civile. Nous ne cherchons pas à développer une analyse purement concentrée sur la question de la consolidation/ déconsolidation démocratique, qui occupent pourtant une place centrale dans le domaine de la politique comparée et, plus spécifiquement, dans les analyses consacrées à la transition en Europe de l'Est. Nous allons simplement utiliser de façon ponctuelle les travaux disponibles sur le sujet pour élaborer un tableau descriptif des paramètres cadre de la mobilisation dans les deux pays. Cette démarche semble d'autant plus opportune que nous allons poursuivre l'analyse de ces éléments en mettant l'accent sur les structures d'opportunités identifiées et discutées par les experts que nous avons sondés.

1. Le chemin vers la consolidation démocratique

Comme précisé dans l'introduction, les deux pays analysés sont devenus des sujets de débats publics essentiellement dans la période qui a suivi la crise financière de 2008. L'hypothèse d'une irréversibilité des réformes démocratiques, ou encore d'un cheminement « transitologique » ('Transitology'), c'est-à-dire d'une transformation ayant débuté sous le régime autoritaire et qui se poursuit jusqu'à l'établissement d'une démocratie consolidée, a été remise en question, au regard notamment des développements récents des deux pays. Aujourd'hui, ni la Hongrie ni la Roumanie ne peuvent être qualifiées de démocraties consolidées. Si un rapport d'information du Sénat français, en 2012, arrive à la conclusion que la Roumanie se trouve encore dans une phase de transition[60], la politique du gouvernement Orban est souvent critiquée au motif qu'elle représenterait une « violation grave […] des valeurs fondamentales de l'Union européenne ».[61] Les orientations prises par la Hongrie depuis quelques années se sont traduites par une détérioration de ses relations avec l'UE, cette dernière dénonçant une incompatibilité entre la politique mise en œuvre et les valeurs démocratiques qu'elle cherche à promouvoir.[62]

Dans les indices consultés, la Hongrie - un des pays considérés comme les plus démocratiques jusqu'à la prise de pouvoir d'Orban – a sensiblement régressé et se retrouve proche de la Roumanie, perdant son titre de démocratie consolidée.[63] Ce déclin montre qu'une trajectoire positive en terme de développement démocratique ne peut jamais être tenue pour acquise[64]. L'idée selon laquelle les transformations démocratiques sont irréversibles ne semble donc pas confirmée[65] Le cas de la Hongrie a soulevé la question de la vulnérabilité des

60 Sutour, Simon / Billout, Michel / Bourzai, Bernadette / Humbert, Jean-François / Morin-Desailly, Catherine (Sénateurs): Rapport d'information (n°717 2011-2012), Commission des affaires européennes (1) sur la Bulgarie et la Roumanie: la transition inachevée, Sénat, Session Extraordinaire de 2011-2012, Enregistré à la Présidence du Sénat le 26 juillet 2012.

61 Piras, M. Bernard (Sénateur): Rapport d'information (n° 684 2011-2012), Commission des affaires européennes: Démocratie, finances, Europe: les déficits hongrois, Sénat, 19 juillet 2012.

62 Billout, Michel M. (Sénateur): Rapport d'information (n°406 2013-2014), Commission des affaires européennes (1) sur les relations entre la Hongrie et l'Union européenne, Sénat, Session ordinaire de 2013-2014, Enregistré à la Présidence du Sénat le 26 février 2014.

63 Walker, Christopher / Habdank-Kolaczkowska, Sylvana (2012): Fragile Frontier. Democracy's growing vulnerability in central and southeastern Europe. Freedom House: Nations in Transit, p. 6.

64 Walker, Christopher (2011): The Authoritarian Dead End: The Arab Spring's Implications for the former Soviet Union. Freedom House, Nations in Transit, p. 7; Walker, 2012, op. cit., p. 6.

65 Walker, 2012, op. cit., p. 8. Habdank-Kolaczkowska, Sylvana (2014): Nations in Transit 2014: Eurasia's Rupture with Democracy. Freedom House: Nations in Transit, p. 5.

jeunes démocraties de la région.[66] Le cas de la Hongrie comme de la Roumanie souligne que l'adhésion à l'UE n'est pas une garantie absolue contre un mouvement de déconsolidation de la démocratie.[67] En raison de la transformation politique des deux pays, des atteintes au principe de la séparation des pouvoirs et du mépris des principes constitutionnels,[68] le BTI estime en 2014 que la Hongrie et la Roumanie (comme la Serbie) sont des démocraties défectueuses.[69] En ce qui concerne la Hongrie, cette évaluation fait suite à la crise transitoire que le BTI observe depuis plusieurs années.[70] Cependant pour le NiT, la Hongrie est toujours une démocratie consolidée et la Roumanie une démocratie semi-consolidée.[71]

Plusieurs similitudes sont observables concernant la consolidation du pouvoir du gouvernement Orban en Hongrie et du gouvernement Ponta en Roumanie, notamment le démantèlement des contrepoids constitutionnels et l'emprise du pouvoir politique sur le judiciaire. Depuis 2010, le gouvernement Orban a poursuivi un programme antilibéral[72], qui est qualifié par le NiT 2012 de « Putinization » du pays.[73] Cette expression renvoi aux pressions directes qui s'exercent sur les Cours de justice[74], à l'affaiblissement ou à l'élimination des contrepoids constitutionnels,[75] à l'augmentation du contrôle politique sur nombre d'institutions démocratiques clés,[76] et à la poursuite d'une politique culturelle au service du pouvoir en place.[77] De son côté, le gouvernement Ponta a également pris des mesures pour affirmer son influence sur les institutions de l'État.[78] En Roumanie, des mesures visant à s'affranchir des normes constitutionnelles ont aussi été observées.[79] L'ensemble des évaluations portant sur la consolidation démocratique, globalement négatives, sont synthétisés dans des indicateurs de qualité de la démocratie produits par le NiT. Si les résultats de la Roumanie sont faibles mais stables, ceux de la Hongrie sont en chute libre:

66 Ibid., p. 1.
67 Brusis, Martin (2014): BTI 2014 - Regionalbericht Ostmittel- und Südeuropa. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, p. 16 et suivantes.
68 Ibid., p. 3 et suivantes.
69 Ibid., p. 2.
70 Bertelsmann Stiftung (2012): BTI 2012 - Hungary Country Report. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, p. 4.
71 Habdank-Kolaczkowska, 2014, op. cit., p. 10.
72 Habdank-Kolaczkowska, Sylvana (2013): Nations in Transit 2013: Authoritarian Agression and the Pressures of Austerity. Freedom House: Nations in Transit, p. 3.
73 Walker / Habdank-Kolaczkowska, 2012, op. cit., p. 2.
74 Ibid., p. 3.
75 Bertelsmann Stiftung, 2012 Hungary, op. cit., p. 8.
76 Kovacs, Balazs Aron (2013): Nations in Transit 2013. Country profile Hungary. Freedom House: Nations in Transit, p. 249. Similaire: Habdank-Kolaczkowska, 2013, op. cit., p. 6.
77 Kocacs, 2013, op. cit., p. 249.
78 Habdank-Kolaczkowska, 2013, op. cit., p. 6.
79 Wagner, Andrea / Iancu, Bogdan / Dimulescu, Valentina (2013): Nations in Transit 2013. Country profile Romania. Freedom House: Nations in Transit, p. 439.

Figure 2: Evaluation du niveau de démocratie par pays

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Tendance
Bulgarie	3.18	2.93	2.89	2.86	3.04	3.04	3.07	3.14	3.18	3.25	↓
République Tchèque	2.29	2.25	2.25	2.14	2.18	2.21	2.18	2.18	2.14	2.25	↓
Estonie	1.96	1.96	1.96	1.93	1.93	1.96	1.93	1.93	1.96	1.96	↓
Hongrie	1 .96	2.00	2.14	2.14	2.29	2.39	2.61	2.86	2.89	2.96	
Lettonie	2.14	2.07	2.07	2.07	2.18	2.18	2.14	2.11	2.07	2.07	↓
Lituanie	2.21	2.21	2.29	2.25	2.29	2.25	2.25	2.29	2.32	2.36	
Pologne	2.00	2.14	2.36	2.39	2.25	2.32	2.21	2.14	2.18	2.18	
Roumanie	3.39	3.39	3.29	3.36	3.36	3.46	3.43	3.43	3.50	3.46	↑
Slovaquie	2.00	1.96	2.14	2.29	2.46	2.68	2.54	2.50	2.57	2.61	↓
Slovénie	1.68	1.75	1.82	1.86	1.93	1.93	1.93	1.89	1.89	1.93	↓
Moyenne	2.28	2.27	2.23	2.33	2.39	2.44	2.43	2.45	2.47	2.50	
Médian	2.07	2.11	2.20	2.20	2.27	2.29	2.23	2.24	2.25	2.31	

(Source: Freedom House (2014): Nations in Transit 2014).

2. La société civile et la participation

Après cette courte évaluation de l'état de la démocratie, basée sur les développements politiques les plus récents dans les deux pays, il nous faut mieux caractériser leur société civile et les formes de participation à l'œuvre. En ce qui concerne le premier point, les rapports pointent des similitudes entre les deux pays. En Hongrie[80] comme en Roumanie[81], le cadre juridique est généralement favorable à la société civile, mais les mêmes problèmes se posent: la liberté d'association et de réunion en Roumanie est entravée par des contraintes administratives et les activités des ONG critiques à l'égard du gouvernement sont empêchées au niveau local et national[82]. En Hongrie, les mêmes phénomènes sont observables, le gouvernement plaçant ses partisans à la tête des associations les plus influentes.[83]. Le BTI 2014 note à ce sujet que de « nombreuses associations et organisations qui semblent

80 Kovacz, 2013, op. cit., p. 254.

81 Preda, Oana / Olteanu, Sinziana / Presada, Florina (2007): Public Participation in Romania – Reality or Fairy Tale? Public Participation between legislation and efficiency, The Resource Center for Public Participation, CeRe, p. 6. À l'exception d'une loi « problématique » remontant a l'année 1991, qui interdit le rassemblement des groupes de personnes sans autorisation d'autorités locaux (Voir: Wagner et al., 2013, op. cit., p. 447.)

82 Bertelsmann Stiftung (2012): BTI 2012 — Romania Country Report. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, p. 8. Similaire: Bertelsmann Stiftung (2014): BTI 2014 — Romania Country Report. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, p. 8.

83 Bertelsmann Stiftung, 2012 Hungary, op. cit. p. 6.

appartenir à la société civile sont, si l'on regarde bien, éloignées des activités de terrain et sont extrêmement proches des cercles de pouvoir, des autorités de l'État ou des agents similaires. » Dans tous les deux pays, le gouvernement ne semble pas vouloir nouer un véritable dialogue politique avec les organisations de la société civile.[84] En Roumanie, le gouvernement Ponta a soumis des ONG à des restrictions antidémocratiques, estime le NiT Romania 2013.[85] Une autre mesure commune aux gouvernements des deux pays réside dans l'exercice d'une pression par des moyens financiers. En Hongrie, le financement des ONG est complètement sous le contrôle du gouvernement,[86] ce qui fait que la société civile hongroise est moins capable d'exercer un contrôle sur le pouvoir politique.[87] Le NiT 2013 souligne que des fonds publics sont (souvent) utilisés pour soutenir des groupes civiques liés au gouvernement par des liens personnels ou idéologiques.[88] Selon le rapport, « les subventions les plus importantes ont été accordées à des organisations qui ne sont pas seulement engagées autour des idées de Fidesz, comme le nationalisme ou les valeurs chrétiennes conservatrices, mais qui ont souvent des liens personnels directs avec le gouvernement. »[89] En Roumanie, le travail des ONG est fortement limité par l'insuffisance continue des moyens de financement, ce qui met en danger leur indépendance et, du coup, les expose à des attaques concernant leur légitimité.[90] Globalement, les sociétés civiles des deux pays sont loin des idéaux-types de la société civile consolidée dans une démocratie achevée.[91] A propos de la participation civique il faut également souligner la faiblesse de l'engagement dans la vie publique et politique des deux pays.[92] Ici aussi, les notes attribuées à la société civile par NiT sont en baisse sévère pour la Hongrie et stagnent à un faible niveau pour la Roumanie:

84 Voir pour la Roumanie: Bertelsmann Stiftung, 2012 Romania, op. cit., p. 19. Pour la Hongrie: Bertelsmann Stiftung, 2012 Hungary, op. cit., p. 24.
85 Wagner et al., 2013, op. cit., p. 439.
86 Bertelsmann Stiftung, 2012 Hungary, op. cit. 6.
87 Kovacz, Balasz Aron (2014): Nations in Transit 2014. Country profile Hungary, Freedom House: Nations in Transit, p. 276.
88 Habdank-Kolaczkowska, 2013, op. cit., p. 2. Egaleent, Kovacs, 2013, op. cit., p. 249.
89 Kovacs, 2013, op. cit., p. 255.
90 Dimulescu, Valentina / Iordache, Adriana / Lupea, Ioana (2014): Nations in Transit 2014. Country profile Romania. Freedom House: Nations in Transit, p. 491ff.
91 Pour la Roumanie, Surtout et al. parlent d'une anesthésie de la société civile (Surtout et al., 2012, op. cit., p. 39.).
92 Bertelsmann Stiftung, 2012 Romania, op. cit., p. 19; Bertelsmann Stiftung, 2014 Romania, op. cit., p. 19 pour la Roumanie. Bertelsmann Stiftung, 2014 Hungary, op. cit., p. 15ff. pour la Hongrie.

Figure 3 : Evaluation de la société civile par pays

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Tendance
Bulgarie	2.75	2.75	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.25	↑
République Tchèque	2.00	2.00	1.75	1.75	1.50	1.50	1.25	1.25	1.25	1.25	
Estonie	2.00	2.00	2.00	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	
Hongrie	1.25	1.25	1.50	1.50	1.75	1.75	2.00	2.00	2.25	2.25	
Lettonie	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	
Lituanie	1.50	1.50	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	
Pologne	1.25	1.25	1.50	1.25	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	
Roumanie	2.25	2.25	2.25	2.25	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	
Slovaquie	1.25	1.25	1.50	1.50	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	
Slovénie	1.75	1.75	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00	
Moyenne	1.78	1.78	1.85	1.80	1.88	1.88	1.88	1.88	1.90	1.88	
Médian	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	

(Source: Freedom House (2014): Nations in Transit 2014)

Un indice supplémentaire de l'aggravation des conditions de participation civique peut être trouvé dans les indicateurs de « democracybarometer.org », qui mesurent l'efficacité et l'égalité de la participation politique institutionnalisée (notamment lors des élections) et de la participation non-institutionnalisée. Pour les deux pays, les indicateurs sont en baisse continue depuis les années 2000. Une hausse partielle après 2006 (au moment des grandes manifestations violentes qui ont suivi le discours de Gyurcsány), succède à un niveau de participation extrêmement faible depuis 2010 en Hongrie, tandis qu'en Roumanie l'année 2011 (qui correspond à l'apparition d'une vague de protestations contre les mesures d'austérité) semble marquer un changement de paradigme.[93]

93 Voir Democracy Barometer 2014 : Indicateur PAR_EQPA et PAR_EFPA pour la Roumanie et la Hongrie.

3. L'activité des médias traditionnels dans les deux pays et leur apport à la participation

A propos des tendances à la déconsolidation en Hongrie et en Roumanie, un aspect particulièrement critiqué, notamment par l'UE, a été la réorganisation du cadre légal des médias. Compte tenu de l'influence des médias sur les mouvements sociaux[1], il est nécessaire de bien comprendre leur fonctionnement dans les deux pays. Les rapports NiT indiquent que l'indépendance des medias a chuté et que les conditions dans lesquelles ils exercent leur mission d'information se sont détériorées dans tous les pays de l'Europe de l'Est, en particulier en Hongrie.[2] Cette dégradation résulterait de l'« empiétement sur l'indépendance de la télévision et de la radio publique et la mise en place d'un nouvel organisme de réglementation contrôlé par le gouvernement ».[3] Le contexte médiatique est moins favorable du fait d'une augmentation des pressions politiques et économiques induits par des changements législatifs successifs.[4] Ces transformations se traduisent par la prédominance des discours pro-gouvernementaux dans les médias traditionnels.[5] Même si l'environnement médiatique a toujours été fortement influencé par les gouvernements respectifs depuis 2010, il est aujourd'hui sous le contrôle étroit d'entreprises proches du gouvernement de Fidesz.[6] De la même façon, en Roumanie le gouvernement de Ponta a considéré que « le mécontentement d'une partie de la population à l'égard du président Traian Băsescu et de son parti justifiait d'intimider les médias critiques »[7] et a essayé d'utiliser la législation pour avoir la maîtrise de l'information,[8] même si la tutelle de la classe politique est moins forte qu'en Hongrie. Dans le cas de la Roumanie, il s'agit plutôt d'une situation de politisation indirecte continue de l'information, qui est le résultat de l'influence exercée par les propriétaires des médias.[9] Les normes déontologiques et professionnelles des journalistes sont souvent mises à mal par les

1 Balme / Chabanet considèrent que le rôle des médias pour les mouvements sociaux est si déterminant, qu'ils ont décidé de l'inclure dans l'analyse des structures d'opportunité (Balme / Chabanet, op. cit., p. 31.).
2 Walker, 2011, op. cit., p. 3.
3 Ibid., p. 7.
4 Walker / Habdank-Kolaczkowska, 2012, op. cit., p. 3 et suivantes.
5 Kovacs, 2013, op. cit., p. 250.
6 Kovacs, 2014, op. cit., p. 270 et suivantes.
7 Habdank-Kolaczkowska, 2013, op. cit., p. 1.
8 Ibid., p. 6.
9 Dimulescu et al., 2014, op. cit., p. 491.

intérêts économiques et les obédiences politiques de ces derniers.[10] Par voie de conséquence, les notes évaluant l'indépendance des médias, attribuées par NiT, se dégradent pour les deux pays:

Figure 4 : Evaluation de l'indépendence des médias par pays

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Tendance
Bulgarie	3.50	3.25	3.50	3.50	3.75	3.75	3.75	3.75	4.00	4.00	↑
République Tchèque	2.00	2.00	2.25	2.25	2.25	2.50	2.50	2.50	2.50	2.75	↓
Estonie	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	
Hongrie	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.75	3.25	3.50	3.50	3.50	
Lettonie	1.50	1.50	1.50	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	2.00	↓
Lituanie	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	1.75	2.00	2.00	2.25	↓
Pologne	1.50	1.75	2.25	2.25	2.00	2.25	2.25	2.25	2.50	2.50	
Roumanie	4.00	4.00	3.75	3.75	3.75	4.00	4.00	4.00	4.25	4.25	
Slovaquie	2.25	2.25	2.25	2.50	2.75	3.00	3.00	2.75	2.75	2.75	
Slovénie	1.50	1.75	2.00	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	
Moyenne	2.20	2.23	2.33	2.40	2.43	2.55	2.60	2.63	2.70	2.78	
Médian	1.88	1.88	2.25	2.25	2.25	2.38	2.38	2.38	2.50	2.63	

(Source: Freedom House (2014): Nations in Transit 2014)

10 Bertelsmann Stiftung, 2012 Romania, op. cit., p. 8. Egalement, Dimulescu et al., 2014, op. cit., p. 498.

4. L'état actuel des mouvements sociaux en Roumanie et en Hongrie

Avant de passer à l'analyse détaillée de l'environnement de la mobilisation sociale en Hongrie et en Roumanie, il est nécessaire de procéder à une courte description des événements qui sont intervenus au cours des dernières années.

4.1. Les principales mobilisations

L'arrivée au pouvoir de Fidesz en Hongrie a provoqué des mobilisations sociales et la « résistance contre les efforts autoritaires du gouvernement a revitalisé et remobilisé la société civile ».[1] Depuis 2010, cet effort de mobilisation sociale est porté notamment par des cercles intellectuels[2], des strates urbaines et des étudiants[3]. En 2013, un renforcement de la protestation a été constaté.[4] En Roumanie, le mécontentement s'est accru avec la politique menée par le gouvernement Boc et, plus spécifiquement, avec les mesures d'austérité qu'il a imposé, provoquant en février 2012 une énorme vague de mobilisation. Ces velléités de protestations n'ont cependant pas généré un mouvement politique durable, même si certains « manifestants jeunes et urbains ont réussi à préserver une partie de l'élan du mouvement ».[5] Cette effervescence a contribué au développement d'une deuxième vague de mobilisation en 2013, autour de l'opposition contre le projet d'exploitation des gisements d'or à « Roșia Montană ». Ces manifestations, souvent appelées « l'automne roumain », en référence au « printemps arabe » étaient les plus importantes depuis 1990, même si elles ont souvent été délégitimées par la classe politique, les médias et le grand public.[6]

1 Bertelsmann Stiftung, 2012 Hungary, op. cit., p. 19.
2 Bertelsmann Stiftung, 2014 Hungary, op. cit., p. 26.
3 Kovacs, 2013, op. cit., p. 256.
4 Kovacs, 2014, op. cit., p. 257.
5 Dimulescu et al., op. cit., p. 445 et suivantes.
6 Ibid., p. 496 et suivantes.

4.2. Les conditions de mobilisation

Pour parvenir à une compréhension plus fine des conditions de mobilisation dans les deux pays analysés, nous avons effectué un sondage en ligne auprès d'un certain nombre d'experts du sujet. Les résultats obtenus nous permettent de reconstituer un tableau descriptif détaillé et informé de la situation. Comme dans la partie consacrée à la société civile, nous commençons par procéder à une évaluation des deux libertés constitutives de la mobilisation sociale, à savoir: la liberté d'association et la liberté d'expression ou de communication. Les experts ont eu la possibilité d'évaluer le degré selon lequel ces libertés sont légalement existantes, avec une valeur maximale de '5' lorsque « la liberté est entièrement garantie » (fully provided) et un minimum de '1' lorsqu'elle est « à peine existante » (hardly existant).

Concernant la liberté d'association, la situation semble légalement satisfaisante: la grande majorité des experts interrogés estiment que les conditions légales de son exercice sont parfaitement ou presque parfaitement réunies en Hongrie et en Roumanie. Les réponses négatives sont excessivement rares. Ces résultats sont cohérents avec ceux des indexes cités précédemment. En revanche, une différence d'appréciation très nette porte sur la liberté de communication et d'expression. Presque tous les experts jugent qu'elle est suffisante en Roumanie et un quart d'entre eux pense même qu'elle est presque parfaitement respectée. Une très grande majorité d'experts hongrois considère que le cadre légal qui gouverne cette liberté est non propice à l'objectif visé. Ce résultat n'est guère surprenant compte tenu de l'influence que le pouvoir politique exerce sur les médias en Hongrie, bien plus qu'en Roumanie, ce qui très probablement influence la perception des experts sur la liberté de communication en général. Questionnés sur les acteurs appartenant à l'élite hongroise et ayant un impact sur l'action des mouvements sociaux, nombre d'experts mentionnent des membres du parti dont est issu le gouvernement Fidesz.

4.3. Les structures d'opportunités politiques

Les experts ont également été interrogés sur certaines dimensions constitutives des structures de mobilisation (conformément à ce qui est exposé dans le chapitre « Considérations théoriques et méthodologiques »). Un premier enjeu concerne le degré

d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques envers les demandes des mouvements sociaux. En pratique, la question a été formulée ainsi: « En laissant de côté les questions sur la diversité des réponses du gouvernement aux demandes sociales, pouvez-vous noter le degré moyen d'accès institutionnel au système politique ? ». Les possibilités de réponse variaient de '1' à '5', l'affirmation selon laquelle « les conditions ne sont pas du tout favorables à l'activité des mouvements sociaux » correspondant à la valeur maximale et celle selon laquelle « les conditions sont complètement favorables à l'activité des mouvements sociaux » à la valeur minimale.

Sur cette question, des différences notables apparaissent: tandis que la majorité des experts des deux pays considèrent que les conditions sont presque parfaitement ouvertes aux demandes des mouvements sociaux, un quart des experts hongrois affirme que le degré d'ouverture des instituons politiques n'est pas du tout favorable. Plus spécifiquement encore, ils estiment qu'il n'y a pas beaucoup de différences de ce point de vue en fonction du type de mobilisation, à l'exception des mouvements dont l'idéologie est nationaliste pour qui le système est un peu plus accessible. En Roumanie, les experts soulignent que les mouvements en faveur des droits des homosexuels notamment, mais aussi le mouvement pour la paix ont des problèmes d'accès aux institutions.

Un deuxième enjeu porte sur la stabilité ou l'instabilité relative de l'alignement des élites: « En ce qui concerne l'alignement des élites politiques, diriez-vous les alignements sont « entièrement statiques avec aucune possibilité de repositionnement et de négociation » ou « très volatiles et sujettes à une négociation politique permanente »? ». Les réponses suggèrent que l'alignement des élites en Roumanie n'est pas trop rigide, puisqu'un tiers des experts le trouve très ou assez volatile. Les partis politiques roumains ne sont pas structurés en fonction d'idéologies claires. Même si certains membres peuvent éventuellement être dotés d'un corpus de valeurs solidement établi, les partis politiques n'ont pas de véritables délimitations programmatiques. Un indice de l'absence d'alignements politiques stables est le fait que nombre de fonctionnaires dans l'administration changent de parti politique selon les résultats électoraux, phénomène connu sous le terme de « pesederizare ». En Hongrie, le système est plus statique, deux-tiers des répondants estimant que les alignements sont complètement ou assez stables, ce qui signifie qu'il est beaucoup plus difficile aux mouvements sociaux de trouver des alliés au sein des élites politiques, a fortiori s'ils ne sont pas proches des forces politiques établies.

Compte tenu de leur perception du degré d'ouverture (ou de fermeture) du système

politique et de la stabilité (ou de l'instabilité) de l'alignement des élites, les experts considèrent qu'il est difficile pour n'importe quel mouvement social qui n'est pas proche idéologiquement du parti politique au pouvoir de trouver des alliés. Seuls les mouvements nationalistes échappent à cette règle. Evidemment, les obstacles sont d'autant plus grands que le mouvement se montre critique à l'égard du gouvernement en place. En Roumanie, une diversité plus importante de situations peut être observée: les mouvements pour les droits des homosexuels, ainsi que les mouvements altermondialistes sont ceux qui ont le plus de difficultés à trouver des alliés au sein des élites. Mais ces dernières sont disponibles pour soutenir des objectifs ou des causes qui sont compatibles avec l'agenda politique, ce qui est par exemple le cas des mouvements pour l'approfondissement de la démocratie ou de l'État de droit/de la justice. Les mouvements environnementaux et nationalistes sont aussi relativement bien acceptés. Dans l'ensemble, cependant, les experts estiment qu'il est malaisé pour les mouvements sociaux en général de trouver des alliés parmi les élites.

Le troisième enjeu se réfère à la capacité et à la volonté (ou pas) de l'État de recourir à des moyens de répression. Pour évaluer cette dimension, les experts ont répondu à la question suivante: « Pouvez-vous noter la tendance moyenne de l'État à recourir à la répression ? » Les réponses allaient de « fortement capable ou prêt à utiliser la répression», correspondant à la valeur '5', jusqu'à « pas capable ou prêt à utiliser la répression », correspondant à la valeur '1'.

Même si nous pouvons constater des différences de degré dans les réponses, aucun des deux pays n'est considéré comme répressif. En d'autres termes, cette sous-dimension des structures d'opportunités n'est pas défavorable à l'activité des mouvements sociaux en Hongrie comme en Roumanie. Evidemment, la propension de l'État à utiliser la force varie en fonction des buts des mouvements: en Roumanie, encore une fois, ce sont les mouvements altermondialistes ou de défense des droits des homosexuels qui sont le plus susceptibles d'être réprimés. En Hongrie, les mouvements nationalistes semblent bénéficient d'une tolérance toute particulière de la part de l'État.

En définitive, l'analyse des structures d'opportunités politiques par les experts fait ressortir des différences fortes entre les deux pays: l'emprise du gouvernement hongrois sur toutes les dimensions prises en compte est remarquable. Le degré d'ouverture/ de fermeture du système politique, ainsi que les possibilités d'avoir des alliés au sein des élites sont très faibles, sauf pour les mouvements sociaux qui sont idéologiquement proches de Fidezs. En Roumanie, où le système politique n'est pas non plus très ouvert aux demandes des

mouvements sociaux, la situation semble plus complexe. En particulier, la volatilité des alignements permet aux mouvements de trouver des alliés plus facilement, ce qui diminue la probabilité d'une répression de l'Etat. Ici, les conditions sont plus volatiles, en fonction du but de chaque mouvement et de la configuration de la sphère politique institutionnalisée à un moment donné.

4.4. Les structures d'opportunités culturelles

Les SOC intègrent quatre dimensions, qui sont incluses dans le questionnaire soumis aux experts. La première d'entre-elles porte sur l'amplification de la contradiction entre une valeur culturelle appréciée et des pratiques sociales généralisées et elle a été analysée à travers la question suivante: « quelle est la relation entre les valeurs culturelles saillantes et les pratiques sociales traditionnelles. Diriez-vous qu'il existe « une contradiction claire entre les valeurs et les pratiques », ce qui correspond à la valeur '5', ou « pas de contradiction entre les valeurs et les pratiques », ce qui correspond à la valeur '1'. La perception d'une contradiction entre valeurs culturelles et pratiques semble plus élevée en Hongrie qu'en Roumanie. Ce résultat est sans doute lié au processus de transformation politique que le pays a connu, qui a engendré une tension entre le point de départ, c'est-à-dire le système pré-démocratique, la transition achevée, et les tendances de déconsolidation des dernières années. La promesse d'une démocratie libérale consolidée pour la société civile et les mouvements sociaux d'un côté, les tentatives du gouvernement Orban pour revenir sur ces attentes de l'autre, pèsent sur la relation valeur-pratique et fournit des conditions favorables à la mobilisation de ceux qui voudraient dénoncer ce décalage.

La deuxième dimension des SOC concerne la capacité des conflits à générer une mobilisation sociale. Nous avons posé aux experts la question suivante: « les conflits créent un cadre et un motif potentiel de mobilisation sociale. Diriez-vous que la situation actuelle se caractérise par un environnement dans lequel: » « seulement peu de conflits peuvent générer la mobilisation sociale », ce qui correspond à une valeur de '5', ou au contraire « un grand nombre de conflits peuvent générer une mobilisation sociale », ce qui correspond à une valeur de '1'. Ce que nous pouvons remarquer à ce sujet est que, dans les deux pays, la gamme des conflits qui peuvent susciter une mobilisation sociale semble limitée, plus encore en Hongrie

qu'en Roumanie. Pour avoir un diagnostic plus détaillé, nous avons demandé aux experts d'indiquer les causes qui pourraient mobiliser le plus facilement. En Hongrie, les experts considèrent, une fois de plus, qu'excepté pour les mouvements nationalistes, la mobilisation est difficile pour tous les autres types de mouvement, en particulier ceux qui appartiennent à la vaste catégorie des « nouveaux mouvements sociaux ». La situation est similaire en Roumanie, où les mouvements altermondialistes, féministes et en faveur des droits des homosexuels ont du mal à trouver un soutien pour leur cause. A l'inverse, la mobilisation est plus aisée pour les mouvements nationalistes et ceux qui militent pour l'approfondissement de la démocratie.

La troisième dimension des SOC est relative à la vulnérabilité ou l'illégitimité d'un système. Elle est appréhendée à partir de la question suivante: « En fonction de votre évaluation de la vulnérabilité ou de l'illégitimité du système politique, quelle tendance identifiez-vous ? » L'affirmation selon laquelle: « la vulnérabilité ou l'illégitimité du système a diminué considérablement pendant les dernières années » correspond à une valeur '5', tandis que l'affirmation selon laquelle « la vulnérabilité ou l'illégitimité du système a augmenté considérablement dans les dernières années », correspond à une valeur '1'. Cette dimension pose des problèmes car elle contient, en même temps, deux éléments qui contribuent dans la même mesure à la mobilisation sociale, mais qui jouent dans des sens opposés. Comme les indexes étudiés le montre, les mesures de consolidation du pouvoir du gouvernement hongrois ont fortement diminué la capacité de contestation des acteurs sociaux. Au regard de ces éléments, les résultats obtenus peuvent en l'occurrence être interprétés comme un indice de la diminution de la vulnérabilité du système, du fait des mesures prises par le gouvernement. En Roumanie, la question ne se pose pas vraiment, car 60% des experts considèrent qu'il n'y a pas eu de changement.

La quatrième dimension des SOC a trait à l'existence d'un « master frame » novateur, au travers duquel des acteurs contestataires pourraient formuler leurs plaintes et leurs demandes ; elle a été négligée dans le sondage, car elle ne semble pas être appropriée à l'analyse comparative d'un environnement (social) de mobilisation, mais plutôt aux conditions d'un mouvement spécifique. Dans les chapitres consacrés à l'étude empirique des mouvements hongrois et roumains, nous serons particulièrement attentifs à leurs objectifs et à leurs cadres, ainsi qu'à toute évolution en ce domaine. C'est un aspect que nous creuserons notamment quand nous nous intéresserons à la mobilisation de nouveaux participants, qui n'étaient pas affiliées antérieurement.

4.5. La mobilisation de ressources

En ce qui concerne la mobilisation de ressources, nous avons demandé aux experts d'évaluer un certain nombre de dimensions pragmatiques, à propos notamment de la disponibilité des entrepreneurs de mouvements et de leurs qualités. Les résultats enregistrés sont peu discriminants et convergent généralement vers une évaluation moyenne, ce qui peut être expliqué par l'évitement des catégories extrêmes. Cette tendance n'a pas été observée dans les autres parties du questionnaire. Bref, les réponses semblent plutôt indiquer une difficulté à évaluer le rôle des entrepreneurs. En suivant la littérature secondaire, nous pouvons affirmer que dans l'ensemble les organisations de la société civile opèrent d'une façon hautement professionnelle dans les deux pays et qu'elles sont capables de capter les financements de grands donneurs internationaux, ce qui suppose que des personnes motivées et bien instruites soient à l'œuvre. Il semble raisonnable de penser que le même constat s'applique pour les activistes des mouvements sociaux.

Notre perspective sur la mobilisation de ressources ne s'arrête pas aux leaders des mouvements. Nous nous interrogeons évidement également sur les autres ressources disponibles, c'est-à-dire celles apportées par les participants, notamment le temps qu'ils consacrent à la mobilisation et leurs moyens financières. A cet égard, l'évaluation des experts est très similaire dans les deux pays, deux-tiers des répondants considérant que les mouvements manquent de ressources financières, mais aussi d'activistes et de temps disponible. Le manque de financements nationaux est manifeste dans tous les deux pays, ce qui explique que nombre d'ONG fassent appel à des contributeurs étrangers. Dans un contexte de faible mobilisation sociale jusqu'en 2011, ces résultats peuvent être interprétés comme un signe du peu de disponibilité des activistes pour la mobilisation sociale. Nous verrons dans les chapitres qui suivent que sur ce point la situation a changé très récemment dans les deux pays.

Toujours au registre de la mobilisation de ressources, nous nous sommes interrogés sur les modalités d'organisation interne des initiatives civiques. Une première observation est que les organisations de la société civile et les mouvements sociaux apparaissent semblent suivre des règles de fonctionnement horizontales et « démocratiques », comme l'affirme dans les deux pays la majorité des experts. Cependant, en raison de la tendance à la professionnalisation des ONG en Roumanie, un-quart des experts estime que les organisations civiques répondent à des règles ou des procédures hiérarchiques et peu démocratiques. Cela ne semble pas être le cas en Hongrie, sans doute à cause d'une forte tradition de militantisme

de base ('grass root activism'), qui par contraste est résiduelle en Roumanie.[7]

Nombre d'experts mettent en avant un certain déséquilibre entre les buts promus par les organisations de la sphère civique ou les mouvements et leurs pratiques organisationnelles. Dans le cas de la Roumanie, trois experts estiment que ce déséquilibre trouve ses origines dans le mode d'organisation interne. L'engagement de base ('grassroots') au sein des mouvements et dans les organisations de la société civile reste peu visible des leaders, ou au moins des porte-paroles d'organisations dans lesquelles une minorité hautement diplômée et bien instruite gère les activités avec un haut degré de professionnalisme.[8] Comme nous allons le montrer par la suite, au moins jusqu'à la vague de protestations contre les mesures d'austérité, le débat public a surtout porté sur le rôle des leaders et non pas sur la masse des gens engagés ou des participants aux protestations.

4.6. L'analyse de cadre et l'encadrement

Pour aborder la question du processus de mobilisation et de l'analyse de cadre, nous commençons par étudier le mode opératoire au travers duquel des réseaux tentent de façonner le discours public. Nous mettons l'accent sur la manière dont les mouvements sociaux « font » l'agenda.

Nous observons une prépondérance des tentatives d'encadrer les revendications dans des sujets déjà problématisés dans le discours public. Dans les deux pays, une certaine absence de volonté (ou de capacité) d'imposer son propre discours peut donc être remarquée. Les mouvements en Roumanie semblent cependant un peu plus « novateurs ». Presque la moitié des experts estiment qu'ils essaient de façonner activement le discours public. Deux points semblent ici importants à souligner: d'abord, il faut se rappeler que la tradition d'activisme civique en Hongrie n'a pas son pendant en Roumanie. De ce fait, il est très probable que nombre de sujets abordés dans le discours public en Hongrie englobent déjà des revendications et un vocabulaire qui se nourrit de cette tradition. En revanche, en Roumanie, l'utilisation d'un vocabulaire militant, ou de revendications émises par la société civile, est une

7 Nous avons argumenté plus haut que les seuls mouvements « de base » sont le mouvement des mineurs de Targu Jiu et le mouvement de Rosia Montana.

8 Nous nous referons ici à ce que Preda qulifie d'« activisme en col blanc ».

nouveauté. Ensuite, en Hongrie, les mouvements sociaux et les réseaux se maintiennent grâce à des activistes engagés depuis longtemps, tandis que la majorité des activistes en Roumanie sont des « nouveaux arrivants », utilisant de nouvelles approches politiques et un type de vocabulaire que les partis politiques n'ont pas (encore) investis. En bref, l'activité des mouvements sociaux et l'inclusion de leurs revendications dans le discours public peuvent être considérées comme des éléments qui appartiennent à la normalité en Hongrie, alors qu'ils peuvent prétendre à la « nouveauté » et à l'« innovation » en Roumanie.

Les experts sont d'accord pour dire qu'en Hongrie les mouvements les plus visibles sont soit pro-gouvernementaux, soit nationalistes. Parmi les moins visibles, on trouve les « nouveaux mouvements sociaux », au premier rang desquels les mouvements féministes et LGBT. En Roumanie, les mouvements nationalistes se trouvent également en haut du classement, immédiatement après les mouvements écologistes, ce qui s'explique par la hausse des initiatives pro-écologistes qui ont suivies la mobilisation de Rosia Montana. Parmi les mouvements les moins visibles, on compte le mouvement altermondialiste et le mouvement pacifiste, puis le mouvement féministe et le mouvement LGBT. Il n'est pas surprenant que dans les deux pays les mouvements les moins visibles concernent les secteurs de la société civile et de l'activisme militant, les moins compétitifs. En Roumanie, le secteur le plus compétitif correspond au mouvement le plus visible, c'est-à-dire l'écologie.

Globalement, la grande majorité les experts (environ trois-quarts) jugent que les mouvements sociaux en Hongrie sont peu en compétition les uns avec les autres. Ils sont deux-tiers, c'est-à-dire à peine moins, à faire le même constat pour la Roumanie.

4.7. Le capital social

Nous avons argumenté, dans la partie conceptuelle de ce travail, qu'il y avait un lien entre les trois formes de capital social et l'engagement civique, ainsi qu'avec la participation aux mobilisations. Comme nous l'avons vu, les pays post-communistes sont caractérisés, au niveau macro, par une faiblesse du capital social structurel. Dans une perspective comparative et en nous basant sur les données du WVS, nous pouvons à cet égard observer une différence de degré entre la Roumanie et la Hongrie: dans le second cas en effet, les chiffres sont légèrement plus élevés pour la catégorie « se fier aux autres ». D'autres tendances sont plus

ou moins similaires dans les deux pays. Ainsi, de la vague 1994-1998 à la vague 1999-2004, la confiance dans les autres baisse avant de ré-augmenter par la suite. Dans la vague 2010-2014, les chiffres indiquent une énorme perte de confiance, en particulier en Roumanie.

Figure 5 : World Value Survey: Indicateur A 165 (On peut faire confiance à la plupart de gens)

Roumanie	1989-1993	1994-1998	1999-2004	2005-2009	2010-2014
On peut faire confiance à la plupart de gens	16%	18%	10%	18%	8%
Il faut faire preuve d'une grande prudence	82%	78%	87%	75%	91%
Pas de réponse	-	-	0%	4%	0%
Ne sais pas	2%	4%	2%	3%	1%
(N)	1103	1239	1146	3265	1500

Hongrie	1981-1984	1989-1993	1994-1998	1999-2004	2005-2009
On peut faire confiance à la plupart de gens	32%	24%	22%	21%	24%
Il faut faire preuve d'une grande prudence	64%	73%	76%	77%	75%
Pas de réponse	-4%	-0%	-	1%	0%
Ne sais pas	-	3%	1%	1%	1%
(N)	1464	999	650	1000	2520

(Tableau produit à partir des données du World Value Survey)

La littérature disponible met également l'accent sur le manque de confiance, surtout en Roumanie. Deux-tiers des experts roumains sont de cet avis et pensent qu'il y a un manque de capital social en Roumanie, tandis-que la plupart des experts hongrois réfutent un tel diagnostic pour leur pays. Seul un tiers d'entre eux affirme que l'existence de réseaux (d'amitié) constitués avant le changement de régime pose problème en Hongrie. Pour la Roumanie, en revanche, près de la moitié des experts considère que les réseaux pré-démocratiques sont un problème pour l'activité militante.

Compte tenu du fait que la majorité des experts roumains a identifié un manque de capital social, nous nous sommes intéressés aux causes de ce phénomène. Nous avons ainsi

établi une hiérarchie des causes mentionnées par les experts.[9]

Figure 6 : Facteurs expliquant le manque de capital social en Roumanie

	Notes	Rang
La corruption comme principale source de méfiance	72	1
La religion a fourni des modèles incompatibles avec l'engagement	48	2
L'inégalité comme principale source de méfiance	45	3
L'économie étatique a influencé le capital social d'une manière négative	35	4
L'arbitraire du régime sultanesque de Ceausescu a détruit le capital social	34	5
Securitate a détruit la confiance de la société	33	6
L'influence durable du despotisme ottoman	12	7

(Schéma produit à partir des données du sondage des experts)

Il est intéressant de noter la prépondérance des facteurs expliquant le manque de capital social dans la Roumanie actuelle, alors que Putnam insiste plutôt sur les facteurs passés dans son analyse de l'Italie. En tête du classement, la corruption - et son corollaire, la méfiance - a été identifiée comme le facteur explicatif essentiel de la faiblesse du capital social en Roumanie, devant d'autres causes liées à des pratiques religieuses orthodoxes et des phénomènes d'inégalité persistants. Les facteurs relatifs au passé pré-démocratique, notamment la manière dont l'économie a été organisée et plus précisément l'influence de l'économie étatique sur les citoyens, mais aussi l'arbitraire du régime sultanique ou l'activité des services secrets (appelés « Securitate ») semblent moins importants dans l'estimation des experts. Si Putnam fait remonter au onzième les origines de la distribution inégale du capital social entre les régions italiennes, les experts roumains n'accordent pas vraiment la même

9 Les experts ont été demandés d'identifier les trois plus importants facteurs qui expliquent le manque de capital social en Roumanie.

pertinence à l'histoire ancienne et ne remonte pas plus loin que le régime pré-démocratique. A leurs yeux, l'héritage de l'empire ottoman n'est pas décisif, ni l'influence exercée par les autres empires sur le territoire roumain.

4.8. La culture politique

En suivant les approches classiques du concept de culture politique, proposées notamment par Almond et Verba, nous avons demandé aux experts de définir le corpus de valeurs de la population dans les deux pays respectifs. Il est significatif qu'aucun des répondants n'ait opté pour la catégorie « culture participative », considérée par les chercheurs américains comme la plus favorable à l'implication politico-sociale et, par conséquent, à l'engagement civique. Almond et Verba attribuent à ce type de culture politique le plus haut degré d'implication des citoyens. Leur définition de la « culture civique », qu'ils associent au meilleur fonctionnement de la « démocratie », doit comporter un mélange d'éléments issus de trois sous-cultures. Seuls quelques experts hongrois et roumains estiment que dans l'un ou l'autre pays ces éléments sont parfois présents. Dans la Hongrie de Fidesz, plus de la majorité des experts considèrent que la culture politique de la population est une culture de sujétion, c'est-à-dire une culture de passivité et de soumission aux pouvoirs politiques. Une correspondance entre le type de régime et la culture politique peut être mise en évidence, conformément aux travaux d'Almond et Verba. En Roumanie, les experts voient surtout une prépondérance de la culture paroissiale, qui se caractérise par un intérêt limité envers la politique et le système politique.

Dans les deux cas, les cultures politiques ne sont favorables ni à l'engagement civique ou la participation politico-sociale, ni à la consolidation des valeurs démocratiques des citoyens ou de l'efficacité du système politique.

4.9. Différences régionales

Nombre d'experts roumains ont insisté sur l'importance des différences régionales en ce qui concerne la mobilisation sociale et le capital social. Ils soulignent notamment le clivage entre la capitale et la province, ainsi qu'entre le Nord-Ouest et le reste du pays. Nous allons nous intéresser, dans ce chapitre, aux différences régionales dans les deux pays, en mettant l'accent sur les indicateurs du capital social structural et sur la mobilisation sociale. Pour cela, nous allons utiliser des données statistiques régionales produites par le World Value Survey, en nous intéressant à la catégorie « on peut se fier à la plupart des gens » (A 165) et à la catégorie « participation aux actions politiques récentes, manifestations non-violentes et légales » (E221B). Si l'intérêt pour la dernière catégorie est évident, le choix de la première est légitimé par le fait que « la confiance dans les autres gens » est considérée par nombre d'auteurs, parmi lesquels Paldam/Svendsen, comme « la meilleure mesure du capital social disponible »[10]. Il convient de mentionner que la Hongrie n'a pas fait partie des pays sondés par la dernière vague du WVS. Nous nous sommes donc concentrés sur la vague 2005-2009 dans le cas de la Hongrie et sur les deux dernières vagues du WVS pour la Roumanie. Dans ce dernier cas, nous avons enrichi ces données avec des

Les différences régionales majeures en Roumanie selon les experts:

La mobilisation sociale

- « La majorité des événements de mobilisation sociales a lieu à Bucarest »
- « Une différence croissante entre le Nord et le Sud du pays »
- « Une plus haute mobilisation dans le centre et les parties de l'Ouest de la Roumanie »
- « Une plus forte mobilisation dans les régions « multi-ethniques » du Centre-Ouest »
- « Plus de mobilisation à Bucarest et dans les grandes villes de la Transylvanie, pas de mobilisation dans le reste du pays.
- « Bucarest et la Transylvanie sont plus actives »

Le capital social

- « Plus de capital social dans le Nord, moins dans le Sud »
- « Les régions les plus développées sont plus riches en capital social »
- « Le capital social est plus élevé dans le Nord-Ouest »
- « En Transylvanie le capital social est plus développé »
- « Bucarest et la Transylvanie ont plus de capital social »

10 Paldam, Martin / Svendsen, Gert Tinggaart (2001): Missing Social Capital and the Transition in Eastern Europe, dans: Journal for Institutional Innovation, Development and Transition, Vol. 5, 21-34 (http: / /www.hha.dk /nat /wper /00-5_gts.pdf, p. 12).

statistiques en provenance d'autres sources. Les données se laissent ensuite transformer en carte, selon la région où le sondage a été effectué.[11]

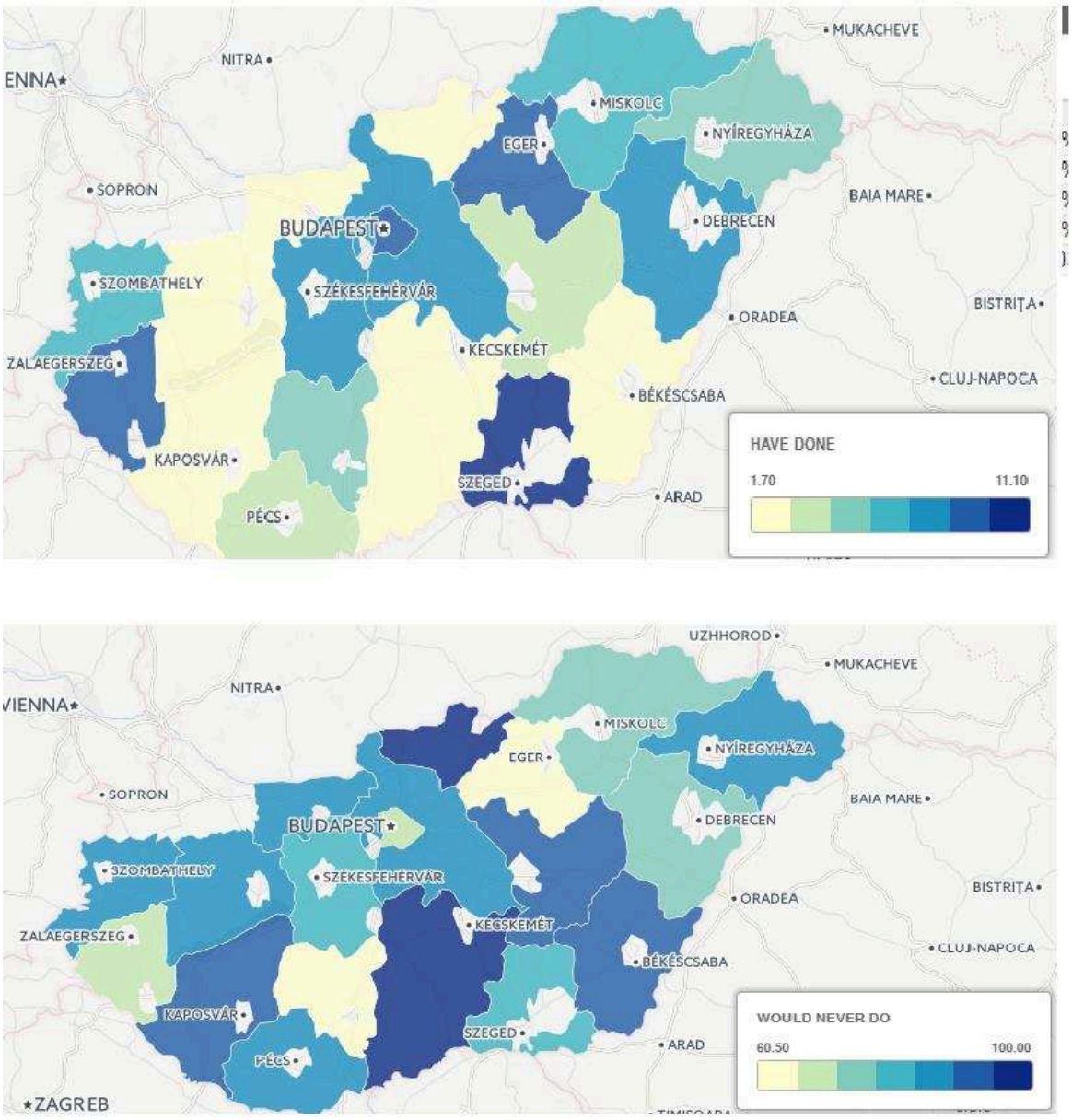
4.9.1. Différences régionales en Hongrie

Les différences régionales les plus remarquables en matière de mobilisation sociale ressortent des données sur les « actions politiques » du WVS 2005-2009 et concernent l'importance exceptionnelle de la capitale ainsi que de la région de Szeged (Csongrád). Cette région, connue pour son activisme civique, notamment sur les questions écologiques, enregistre les plus hauts scores dans la catégorie « ont fait » et les plus bas dans la catégorie « ne le ferait jamais ». Le deuxième pôle de mobilisation est constitué par la capitale hongroise, où la plupart des grandes manifestations (nationales) se déroulent. Suivent les régions de Heves et Zala qui enregistrent des chiffres élevés pour la participation civique et des chiffres assez bas pour la catégorie « ne le ferait jamais ». En ce qui concerne la mobilisation réelle, représentée par la catégorie « ont fait », on note une intensification de la participation dans les régions où se trouvent des villes assez peuplées. Les deux régions dont les chiffres indiquent une faible participation ainsi qu'un faible intérêt pour la participation sont situées dans l'extrême Nord de la Hongrie, dans la région de Nógrád, et dans le Centre-Ouest, dans la région de Bács-Kiskun. Nulle trace d'un clivage Est-Ouest, Nord-Sud, ou proximité aux voisins de l'Ouest, notamment la Autriche, ou aux voisins de l'Est, notamment la Roumanie, peut être observé.

11 Les différences régionales ont été prises en compte dans la sélection des activistes interrogés.

Figure 7 : World Values Survey Wave 5: 2005-2009, Indicateur V92 (Participation aux manifestations non violentes)

« Ont fait » et « Ne ferait jamais »

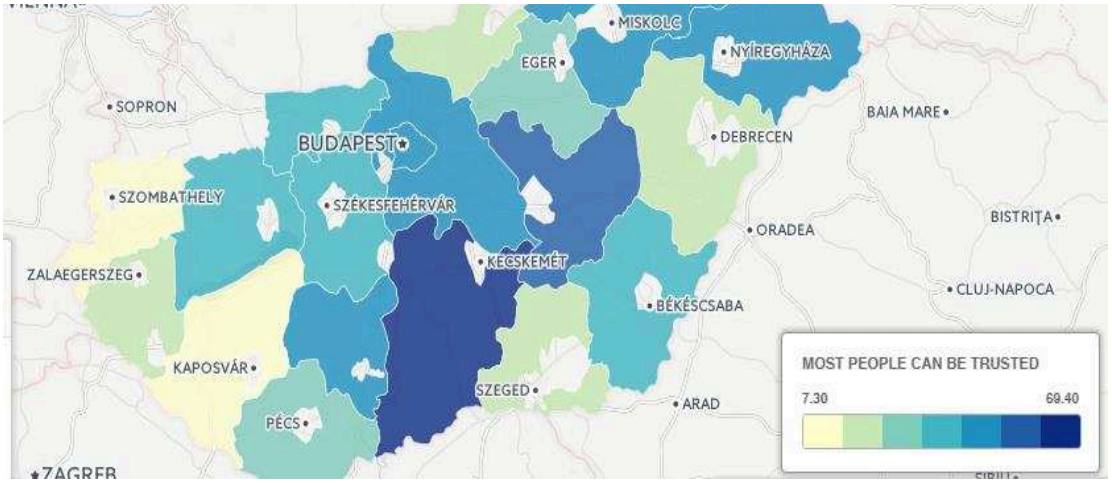


(Graphique produit à partir des données du World Value Survey) [12]

12 Dans ce type de graphique, nous avons utilisé les données de la variable et les contre-références avec la région de récolte de données. L'échelle de la légende est créée en fonction de la moyenne de l'indicateur de la variable qui nous intéresse. Ici, la moyenne de l'indicateur (« Have done », 'Ont fait') de la variable « Political action: Attending peaceful demonstrations » ('action politique: participation aux manifestations non-violents') s'élève à 4,4% tandis que la moyenne de l'indicateur « would never do » ('ne le ferais jamais') est de 76,4% dans toutes les régions. Pour pouvoir signaler des différences régionales, le maximum et le minimum de l'échelle se trouvent dans un intervalle proche de la moyenne de l'indicateur.

En ce qui concerne la mesure du capital social structurel, la catégorie « confiance aux autres gens » ne semble répondre à aucun modèle de distribution. Sauf pour la capitale, aucune concordance entre les catégories de l'action politique et la catégorie du capital social structurel ne peut être mise en évidence. Bács-Kiskun, région qui enregistre des chiffres peu prometteurs pour la mobilisation sociale est la région dont la population a la plus haute « confiance en autres gens ». Cette situation souligne le contraste entre une région provinciale plutôt rurale et des zones très peuplées en matière de participation aux protestations et de confiance aux autres.

Figure 8 : World Values Survey Wave 5: 2005-2009, Indicateur V 24 (On peut faire confiance à la plupart de gens)



(Graphique produit à partir des données du World Value Survey)

4.9.2. Différences régionales en Roumanie

En Roumanie, les tenants d'une analyse en terme de capital social structurel se trouvent confronté à un enjeu intéressant: les différences régionales, reportées par d'autres chercheurs. Badescu et. al. dénombrent plus d'associations volontaires en Transylvanie que dans d'autres régions de la Roumanie[13], ainsi que des indicateurs légèrement plus élevés de confiance

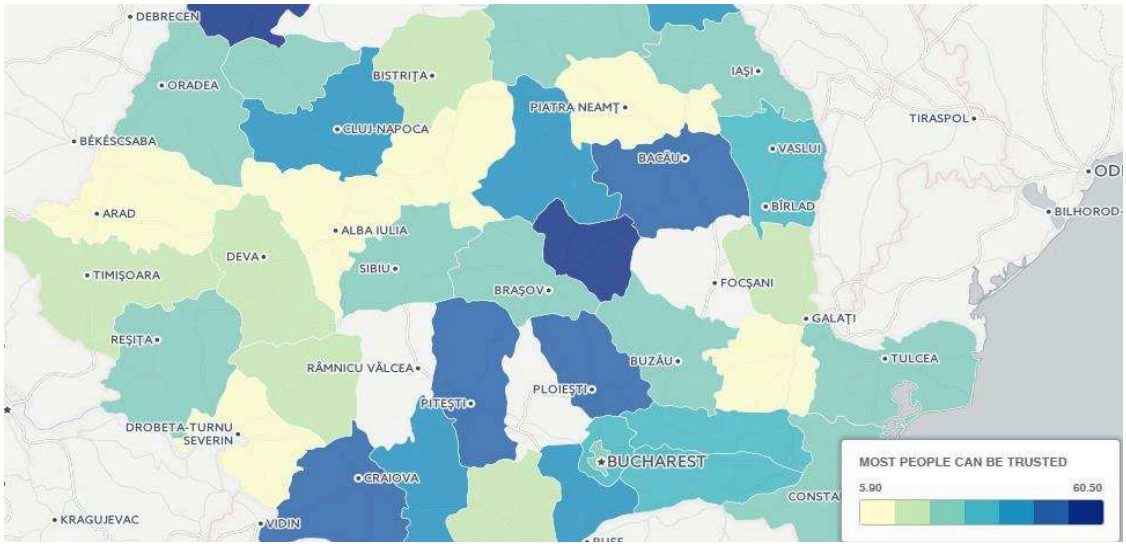
13 Badescu, G., 2006, op. cit.

agrégée[14]. Ils font valoir que la Transylvanie pourrait « bénéficier de réseaux sociaux plus denses, facilitant une plus grande communication et mobilisation »[15]. En outre, Marino souligne la « particularité de l'esprit critique et de la solidarité sociale dans la Valachie et la Moldavie »[16] – régions placées sous l'influence de l'Empire ottoman jusqu'en 1877 – par rapport à la Transylvanie – qui appartient à l'empire des Habsbourg jusqu'en 1918. Le même auteur souligne d'autres différences entre ces régions: la rigueur religieuse (catholique/ protestante) en Transylvanie opposé au manque d'autorité de l'Église orthodoxe en Valachie et en Moldavie; un pouvoir et un appareil administratif à l'écoute en Transylvanie, contre un pouvoir arbitraire (sultanique) dans d'autres endroits, qui affaiblit l'ordre centralisateur dans le Sud et l'Est, où « la loi a été souvent confondue avec la volonté du souverain »[17].

A partir des données du World Value Survey, nous avons comparé l'indicateur de confiance entre les régions roumaines. Contrairement aux résultats des chercheurs mentionnés auparavant, un modèle de distribution inégale entre d'un côté les régions ayant appartenu à l'empire austro-hongrois et le reste du pays n'est pas observable, en tout cas à partir de la catégorie « confiance aux autres », dans les deux vagues du WVS 2005-2009 et 2010-2014. La seule région dont les chiffres sont constamment élevés, Harghita, se trouve au Centre-Nord de la Roumanie et se caractérise par la présence d'une forte minorité hongroise. Une deuxième région, Dolj, dont le niveau de confiance est stabilisé à un haut niveau est située au Sud-ouest de la Roumanie, ce qui questionne la solidité des observations de Badescu et al.

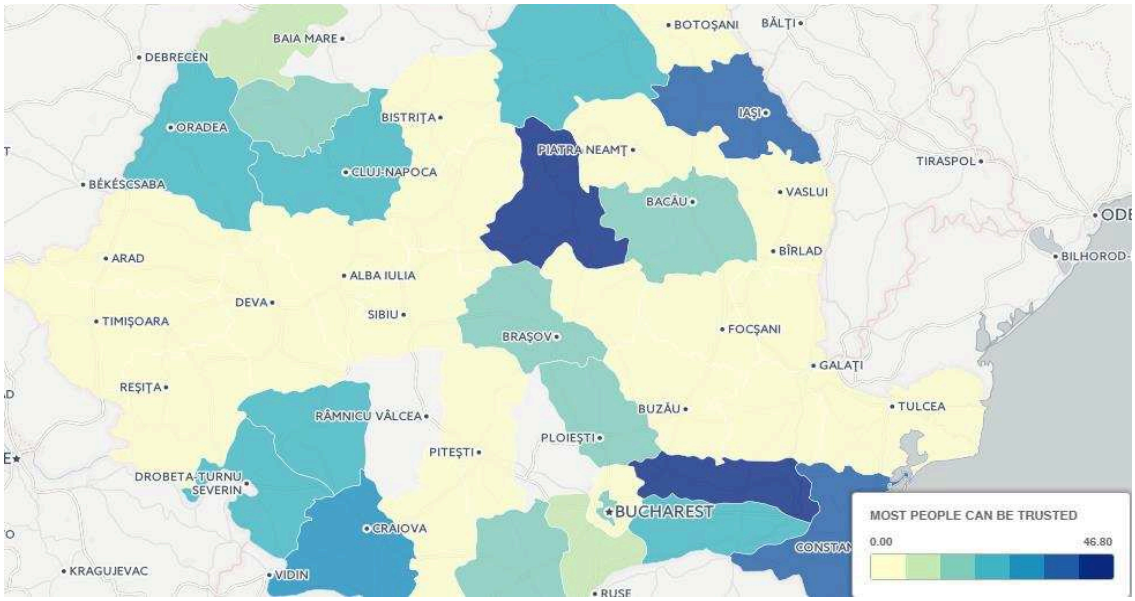
14 Badescu / Sum, 2003, op. cit.
15 Ibid., p. 19.
16 Marino, Adrian, 2005, op. cit.
17 Ibid., p. 164.

Figure 9 : World Values Survey Wave 5: 2005-2009, Indicateur V 24 (On peut faire confiance à la plupart de gens)



(Graphique produit à partir des données du World Value Survey)

Figure 10 - World Values Survey Wave 6: 2010-2014, Indicateur V 24 (On peut faire confiance à la plupart de gens)



(Graphique produit à partir des données du World Value Survey)

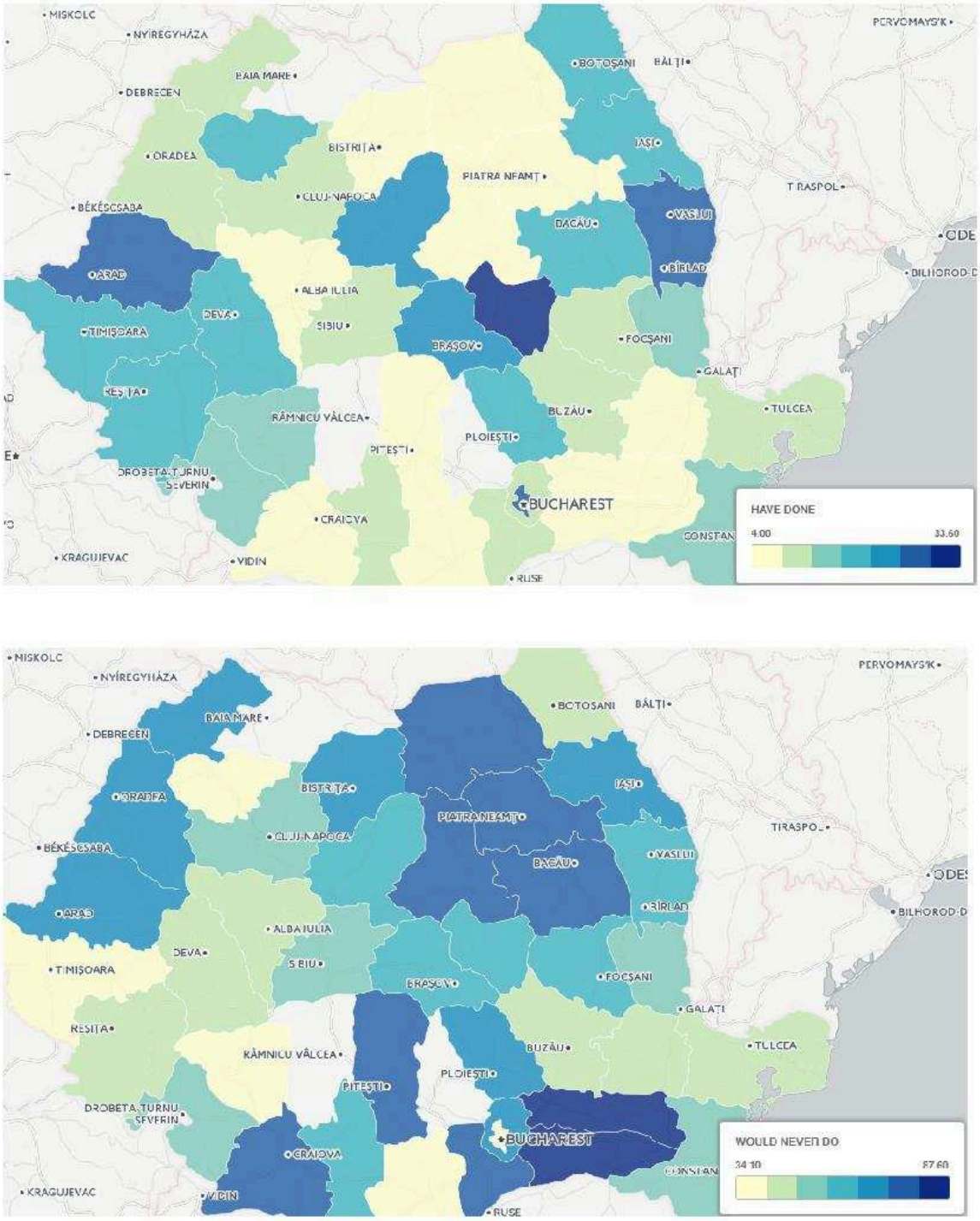
4.9.2.1. Analyse empirique des données statistiques concernant les différences de mobilisation par région

Même si les rapports mentionnés ci-dessus faisant état d'un niveau de capital social et de taux d'association volontaire élevés en Transylvanie ne sont pas corroborés par une analyse par région basée sur la catégorie « confiance aux autres » du WVS, nous ne voulons pas

rejeter leurs conclusions avant d'avoir effectué une analyse approfondie de la situation. Concernant la relation entre capital social et mobilisation sociale, nous voulons tester l'hypothèse que les taux les plus élevés de mobilisation sociale se trouveront dans les régions sous influence austro-hongroise. Dans un premier lieu, nous allons nous intéresser à la catégorie « participation aux actions politiques récentes, manifestations non-violentes et légales ». La capitale de la Roumanie semble être le pole central des manifestations de protestations. On note une petite différence entre les régions de l'Ouest – Caras Severin, Timis, Arad et Hunedoara – et le reste du pays, avec des niveaux de participation assez élevés et des taux assez bas dans la catégorie « ne le ferait jamais ». Mais dans l'ensemble, l'identification de différences régionales correspondant à l'influence historique de l'empire austro-hongrois n'est pas évidente.

Figure 11 : World Values Survey Wave 6: 2010-2014, Indicateur V92 (Participation aux manifestations non violentes)

« Ont fait » et « Ne ferait jamais »



(Graphique produit à partir des données du World Value Survey)

L'apparent désaccord entre une grande partie du discours scientifique sur les différences régionales et nos observations basées sur le WVS nécessite une analyse plus fine

et circonstanciée qui ne soit pas concentrée sur ces données. Afin de tester, indépendamment du WVS, s'il y a des taux plus élevés de mobilisation sociale en Transylvanie que dans le reste du pays, nous avons utilisé les données du projet « European Protest and Coercion Data » (EPCD).[18] Ces dernières résultent d'une « analyse des événements de protestation » (AEP), qui permet de cartographier les occurrences de protestations grâce à des méthodes d'analyse de contenu quantitatives[19]. L'attribution de protestations localisées (dans les villes principalement, mais aussi dans les régions) fournit une vision détaillée des mobilisations en Roumanie. Nous utilisons les données couvrant la période du 15 Janvier 1992 au 15 Décembre 1995, en ajoutant la variable « région », connue à partir du nom la ville mentionnée. Les manifestations qui ont eu lieu sans localisation précise ont été ignorées. La Figure 12 reconstitue, à partir des données EPCD, la répartition de protestations par région en Roumanie.

Figure 12 : Répartition des protestations en Roumanie par régions à partir des données « EPCD » - 15.01.1992-15.12.1995

Régions				
		Frequence	%	% Valable
Valable		1193	77,2	77,2
	Bucarest	160	10,3	10,3
	Centre	86	5,6	5,6
	Nord-Est	4	,3	,3
	Nord-Ouest	14	,9	,9
	Sud	2	,1	,1
	Sud-Est	13	,8	,8
	Sud-Ouest	10	,6	,6
	Ouest	64	4,1	4,1
	Total	1546	100,0	100,0

(Valable correspond au nombre de manifestations mentionnées, y compris celles qui ont touché

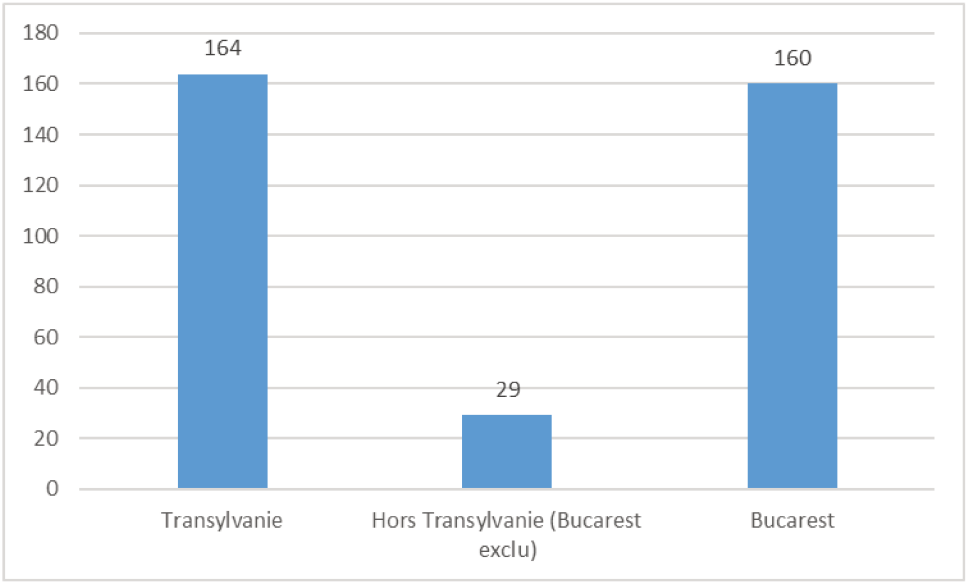
18 EPCD (European protest and coercion data) http: / /web.ku.edu /~ronfrand /data / (dernière visite le 15 juillet 2016).

19 Koopmans, Ruud and Rucht, Dieter (2002): Protest Event Analysis, dans: Klandermans, Bert / Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 231-259.

l'ensemble du pays ou dont la localisation n'est pas spécifiée.)

Les manifestations dans la région de Bucarest, qui est le centre administratif et politique d'un pays moyennement centralisé, sont beaucoup plus nombreuses que celles des autres régions. Le pourcentage de protestations dans le Nord-Est et le Sud notamment est faible. Comme nous sommes intéressés par les différences régionales entre la Transylvanie et le reste du pays, nous avons agrégé les données en distinguant trois grandes régions de la Transylvanie (le Nord-Ouest, le Centre et l'Ouest), Bucarest et le reste du pays. Avant de passer aux données agrégées, il est important de comprendre la structure démographique de la Roumanie sur la période analysée. Selon l'Institut Roumain de Statistique, la population totale du pays comprenait en 1992 22.811.392 personnes. 7.723.732 se trouvaient en Transylvanie (la macro-région 1 [le Nord-Ouest et le Centre] et l'Ouest) soit 34% de la population, 2.354.721 dans la région de Bucarest soit 10% de la population et 12.732.929 dans le reste du pays, soit 56%. Comme on le voit ci-dessus, avec 10% de la population la région de Bucarest occupe une place prépondérance dans les protestations. La figure 13 montre les données agrégées pour les trois régions.

Figure 13 : Répartition des protestations par région en Roumanie sur la base des données EPCD agrégées - 15.01.1992-15.12.1995



(Tableau produit à partir des données EPCD.)

En distinguant trois régions seulement, nous observons que la supériorité en nombre absolu de rassemblements publics dans la région de Bucarest est beaucoup moins évidente,

puisque les protestations sont maintenant réparties à parts égales entre la Transylvanie et la capitale roumaine. Les protestations dans le reste du pays sont très peu nombreuses. Avec 44% de la population roumaine, les deux régions de Bucarest et de la Transylvanie représentent plus de 90% des manifestations. Bucarest est le centre politique et il n'est donc guère surprenant que la majorité des manifestations d'ampleur nationale aient lieu dans la capitale. Pour affiner l'analyse, nous avons utilisé des données plus récentes (datant de juillet 2012) relatives à la répartition régionale des événements protestataires enregistrés (manifestations, rassemblements, réunions), fournies par l'ONG roumaine Apador-CH.[20] En dehors des statistiques que l'association fournit, il est très difficile de recueillir des données de ce type en Roumanie. Pour obtenir ces données, une demande de renseignements a été envoyée à toutes les municipalités roumaines. Selon Apador-CH, les données recueillies ne sont pas été complètes, puisque plusieurs municipalités ont refusé de divulguer ces informations, mais elles sont globalement représentatives puisque les municipalités non-répondantes sont réparties de manière presque égale dans toutes les régions. La figure 14 montre les événements protestataires enregistrés par région pour 2011 et 2012.

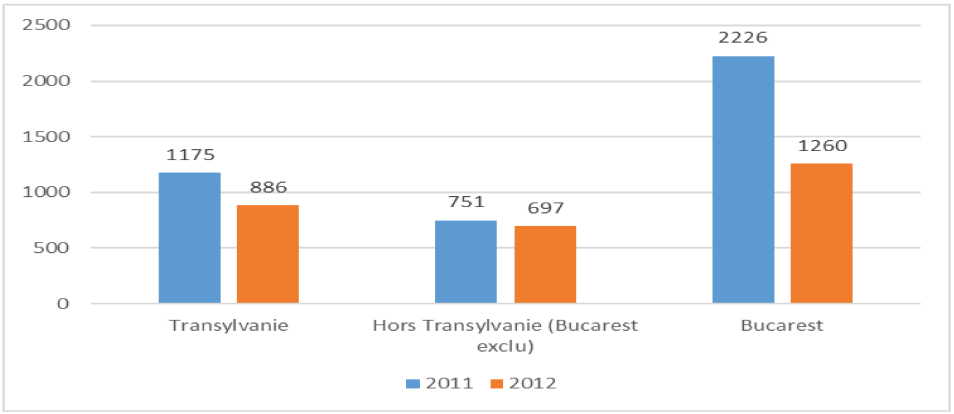
20 APADOR-CH (Association for the Defence of Human Rights in Romania – the Helsinki Committee) (http: / /www.apador.org /), données fournies à l'auteur par l'association.

Figure 14 : Fréquence des réunions publiques enregistrées en Roumanie par région sur la base des données d'« Apador-CH »

	2011		2012	
	Frequence	Pour cent	Frequence	Pour cent
Bucarest	2226	54%	1260	44%
Centre	328	8%	233	8%
Nord-Est	165	4%	249	9%
Nord-Ouest	542	13%	475	17%
Sud	453	11%	295	11%
Sud-Est	90	2%	93	3%
Sud-Ouest	43	1%	60	2%
Ouest	305	7%	178	6%
Total	4152	100%	2843	100%

Pour 2011 et 2012, les événements enregistrés sont particulièrement nombreux, une fois de plus, dans la région de Bucarest. Comme dans le tableau 1, les chiffres sont significativement plus faibles dans le Sud du pays. Dans les autres régions, la répartition est plus ou moins homogène. De nouveau, nous allons nous concentrer sur les résultats agrégés par région dans la figure 15.

Figure 15 : Fréquence des tentatives pour enregistrer des réunions publiques en Roumanie par région sur la base de données d'« Apador-CH »

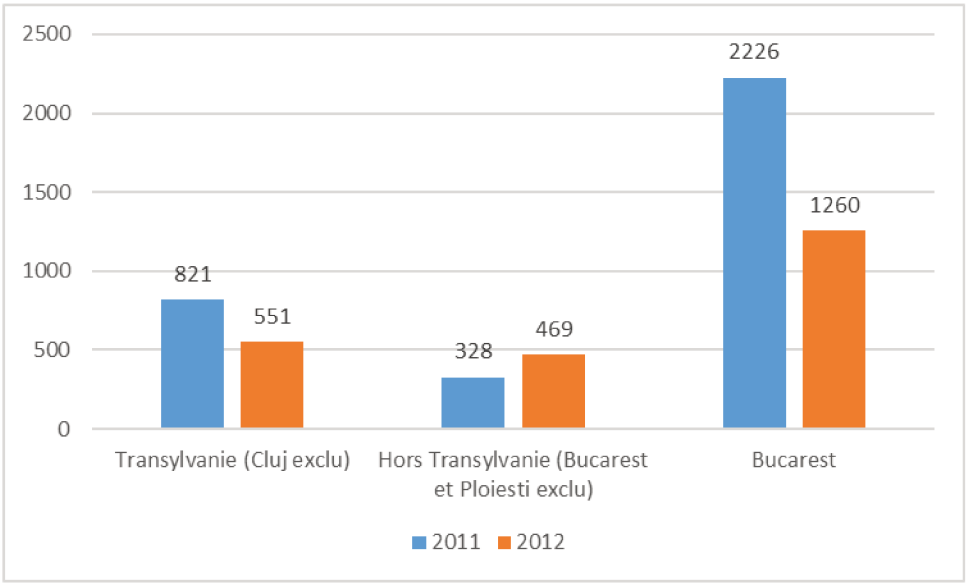


(Graphique produit à partir des données d'Apador-CH)

Les chiffres montrent clairement que le nombre de mobilisations enregistrées est plus élevé en Transylvanie que dans le reste du pays (à l'exclusion de Bucarest), même si cette différence a diminué en 2012. La région de Bucarest, en particulier en 2011, représente une majorité significative de manifestations enregistrées, tandis que la différence entre la Transylvanie et le reste du pays s'amoindrit quelque peu par rapport aux données « EPCD » récoltées sur la période 1992 - 1995. Une raison statistique expliquant la prépondérance de protestations à Bucarest par rapport au reste du pays tient peut-être au poids des réponses valides pour la municipalité de Bucarest et à l'absence de données complètes dans les autres régions. Par ailleurs, la Roumanie a été frappée à partir d'octobre 2011par des protestations contre les mesures d'austérité, pour l'essentiel concentrées à Bucarest. Il est possible que les manifestations contre le gouvernement national, situé à Bucarest, aient attiré des citoyens d'autres parties du pays, ce qui diminue le nombre de participants potentiels dans ces régions. La baisse des mobilisations enregistrées en 2012 pourrait être partiellement expliquée soit par le fait que les protestations aient été enregistrées fin 2011 pour début 2012, soit par un changement de la culture de protestation. Il est possible que les manifestants se soient affranchis de plus en plus des règles administratives en vigueur, en particulier lors des manifestations violentes de janvier et février 2012. Même si l'extrême disparité des données ECPD entre la Transylvanie et le reste de la Roumanie a diminué, la situation constatée pourrait être liée au fait que, après la fin de la série ECPD, le parti de la minorité hongroise (UDMR) a été inclut dans presque tous les gouvernements nationaux de coalition, canalisant certaines revendications politiques du système de parti. En dépit du fait que la différence entre

la Transylvanie et le reste du pays (à l'exclusion de Bucarest) a diminué en 2012, il y a encore une différence de 23% (33% contre 56%). Les chiffres pour Cluj (situé dans la grande région de Transylvanie) et Ploiesti (situé dans 'le reste du pays') sont extrêmement élevés. Ils représentent, ensemble, près d'un tiers des protestations enregistrées. Dans le graphique qui suit, nous allons les considérer comme des anomalies statistiques et les exclure.

Figure 16 : Répartition des rassemblements publics enregistrés en Roumanie par région (données Apador-CH agrégées, à l'exclusion de Cluj et Ploiesti)



(Graphique produit à partir des données Apador-CH)

Après avoir exclu les deux valeurs extrêmes, la différence entre le nombre de protestations enregistrées dans les deux régions devient plus évidente, notamment en 2011, avec des écarts de presque 1 à 3. Tout en témoignant d'une baisse globale, la figure 16 montre que ce nombre augmente dans les régions autres que la Transylvanie..

4.9.2.2. Les résultats

Une analyse qui se baserait uniquement sur le WVS, au moins en ce qui concerne la distribution des réponses par région, n'est pas suffisante pour faire remonter les différences régionales. L'hypothèse de l'influence de l'histoire et des traditions héritées des empires reste stimulante. En utilisant deux types de données indépendantes supplémentaires, nous avons trouvé des similitudes entre la distribution des protestations enregistrées et des indicateurs de capital social. Ce que certains pourraient considérer comme des « preuves circonstancielles »

relevant de coïncidences, pourrait au contraire être un indice de la corrélation entre capital social et mobilisation sociale.

Même si les effets de l'économie de pénurie et de la façon dont le communisme a façonné la société ont été enregistrés dans l'ensemble du pays, le régime pré-démocratique en Roumanie n'a pas totalement uniformisé la conflictualité sociale dans l'ensemble du pays. Comme l'indique Badescu, « l'héritage communiste ne peut pas expliquer les différences internes de mobilisation en Roumanie en termes simples »[21] en ce qui concerne les indicateurs de capital social. Il semble que le capital social n'aide pas seulement à la création d'une « communauté dynamique et vertueuse où les gens connaissent leurs voisins, se rejoignent dans des associations bénévoles, donnent d'eux-mêmes, et appliquent des codes moraux », comme le souligne Uslaner[22] mais qu'il favorise aussi la mobilisation sociale.

4.10. Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons tenté de comprendre l'environnent de la mobilisation sociale dans les deux pays, de manière à pouvoir établir le cadre d'interprétation de nos entretiens et à pouvoir mettre en contexte les formes de la mobilisation sociale. Cette réflexion a été nourrie principalement par l'enquête que nous avons conduite auprès des experts, complétée par les enseignements de la littérature secondaire et la prise en compte de diverses sources quantitatives. Il en ressort différents éléments concernant la période pré-démocratique et celle qui suit le changement de régime, en Roumanie et en Hongrie:

- si la situation de la Roumanie communiste est décrite comme un cas par excellence du « totalitarisme sultanique »[23], dans lequel la répression, le pouvoir arbitraire, et l'absence de voix critiques sont des caractéristiques prégnantes du système politique, la Hongrie a bénéficié d'une certaine ouverte de l'environnement politique, avec une économie qui s'approchait du modèle capitaliste-libéral et avec une dissidence active, dont le samizdat reste une des formes les plus reconnues dans les pays est-européens.
- A propos du changement de régime, des différences remarquables entre les deux cas

21 Badescu / Sum, 2003, op. it.., p. 9.
22 Uslaner, 1999, op. cit., p. 121.
23 La dénomination de Linz et Stepan est inspirée de Weber (Economie et société).

sont à souligner. La violence et la force armée ont constitué des éléments essentiels du changement en Roumanie, ce qui a suscité des réactions sceptiques de la part de la plupart des observateurs concernant les capacités et la volonté d'une vraie transformation structurelle. A l'inverse, la Hongrie a connu une transition à l'amiable où la consolidation démocratique semblait à portée.

- Pour la société civile, l'apathie et un capital social faible sont l'apanage du cas roumain, alors qu'elle est très active et critique en Hongrie, au début des années 1990.

Plus de vingt-cinq ans après la chute du communisme, la situation actuelle témoigne de certaines similitudes dans la trajectoire de développement des deux pays, marquées par une détérioration du chemin vers la démocratie et par une baisse graduelle des indicateurs de consolidation dans presque toutes les sphères sociales. Selon les experts, la politisation et la polarisation des médias en Hongrie et en Roumanie et, plus précisément, l'emprise des forces politiques sur les médias, contribuent à une culture politique peu propice aux mobilisations sociales, surtout dans le contexte d'un environnement enclin à l'autoritarisme en Hongrie, où les discours nationalistes dominent les débats politiques. Les entraves à la liberté de communication et les conditions d'accès au discours public limitent la capacité des mouvements à mobiliser pour des causes qui ne sont pas déjà valorisées et ne permettent guère d'attirer des alliés au sein des élites. Du côté roumain, les tentatives de mobilisation sont un nouveau phénomène de la sphère civique et ont réussi à influencer l'agenda politique et à mettre en question le fonctionnement des institutions publiques, surprises par l'activité et le comportement des citoyens. Dans le cas de la Roumanie, les problèmes se concentrent surtout sur la question du financement, mais aussi sur la capacité des mouvements de motiver et à mobiliser du personnel. Si les experts roumains considèrent que la société actuelle manque de capital social, les raisons ne sont pas à chercher dans le passé.

Par ailleurs, les experts insistent à propos du capital social sur les différences régionales, ainsi que de mobilisation sociale. La plupart des protestations ont lieu dans les deux capitales - Budapest et Bucarest mais, au-delà de ces deux pôles de mobilisation, la place d'autres régions est cruciale pour constituer un espace critique envers le pouvoir institutionnel. En Hongrie, la région de Szeged, située au Sud-Est du pays, ainsi que la région du Nord-Ouest, qui sont toutes les deux hautement urbanisées et prospères économiquement, se singularisent par une tendance élevée à la mobilisation sociale. En Roumanie, la région de la Transylvanie, située entre le Centre-Ouest et le Nord du pays, enregistre le plus grand

nombre de manifestations, les spécialistes attribuant cette attitude civique à des éléments explicatifs liés à l'historique, notamment à l'influence de l'empire austro-hongrois. Même si ce lien ne peut être confirmé au travers des statistiques du WVS, il ouvre des pistes à suivre si l'on veut analyser les comportements civiques actuels plutôt en terme de culture politique.

DEUXIEME PARTIE

La Roumanie entre l'apathie et l'autonomisation civique. Les étapes de la création des réseaux d'activistes.

CHAPITRE I: L'apparition *de la première génération d'*activistes roumains. Les protestations autour du sommet de l'OTAN de 2008.

En avril 2008, Bucarest - capitale de la Roumanie - a accueilli le vingtième sommet de l'OTAN, le plus grand sommet de son histoire[1]. Considéré par les autorités roumaines comme le principal événement de politique extérieure jamais organisé en Roumaine et largement célébré en tant que tel par une grande partie des médias roumains, le Sommet a également suscité, à petite échelle, une mobilisation sociale. Les militants – nationaux ou étrangers - issus de différentes sphères militantes, pacifistes et alter-mondialistes notamment, ont appelé à manifester. La perspective d'une mobilisation potentiellement importante a e reçu une forte attention des médias et des autorités publiques, qui ont mis en garde contre des « anarchistes étrangers attendus en Roumanie » et des « fauteurs de troubles » roumains. Ce type de discours a créé une situation dans laquelle tous les manifestants ont été associés à un risque de violence et d'extrémisme[2], comme le note l'agence « ActiveWatch ». Les militants ont perçu la campagne médiatique comme une « diabolisation de l'aile gauche du mouvement et des anarchistes-militants [qui a] préparé, de toute évidence, la répression de l'événement »[3] et/ou a découragé certains individus de faire usage de leur droit à la libre expression.[4] La couverture des médias ne s'est pourtant pas limitée au sommet de l'OTAN et s'est étendue progressivement à des questions liées aux manifestations en général, ce qui a pu nourrir le processus de mobilisation. L'attention des médias, ainsi que le haut degré de répression, constituent des facteurs favorables à la dynamique de mobilisation et à la création d'un réseau militant avant, pendant et après le Sommet. Pour la première fois, un groupe de militants roumains est réuni, que nous considérons comme la première génération de militants post-communistes[5].

1 Selon le ministère roumain des affaires étrangères (http: / /www.mae.ro /en /node /2079).
2 ActiveWatch / Agentia de Monitorizare a Presei (2008): Freeex Program. Media Freedom in Romania 2008, p. 14. Pour une description plus détaillée de la couverture médiatique, voir http: / /activewatch.ro /Assets /Upload /files /Freeexeng_2008_dtp(1).pdf.
3 Ruxi, militant roumain anti-OTAN [entretien].
4 Toma, Mircea, directeur d'ActiveWatch, dans un éditorial sur indymedia.org. (http: / /admin.romania.indymedia.org /ro /2008 /04 /2519.shtml)
5 Laissant de côté le mouvement des mineurs Targu Jiu, qui ne peut être considéré comme « post-révolutionaire » en raison de la continuité de son histoire de protestation (avec notamment l'organisation d'une grève importante en 1977) et du soutien syndical dont il a bénéficié avant 1990.

Dans ce chapitre, notre principal argument est que ces protestations constituent un moment décisif non seulement dans la naissance d'un réseau de militants mais également dans la transformation du discours public et de l'attitude des pouvoirs publics, ce que l'on pourrait appeler les « effets des manifestations mouvementées » (della Porta)[6] ou les « conséquences non intentionnelles des mouvements sociaux »(Giugni)[7]. Pour comprendre la dynamique de mobilisation et en particulier sa composante identité / solidarité, nous allons analyser deux événements ayant vocation à constituer une plate-forme critique du rôle de l'OTAN dans la politique mondiale: il s'agit des deux contre-sommets « Kiss your enemy - A day of creativity and action » et « Anti-NATO Days ». Le premier événement a, comme son nom l'indique, adopté une approche ludique, avec pour objectif de « recruter le plus grand nombre possible de personnes »[8] à travers des projections de films, des discussions, etc. Le second événement a suivi une ligne plus radicale, cherchant à faire entendue une « voix militante critique » et à « accueillir l'OTAN à sa façon »[9]. A l'origine, ces deux événements ne formaient pas une plate-forme commune et étaient plutôt en opposition, mais un rapprochement très net s'est opéré pendant le Sommet, se traduisant par des effets de synergie mutuellement bénéfiques.

Inspirés par des auteurs travaillant sur « les effets du mouvement social lui-même sur la protestation »[10], à l'instar de Giugni et de della Porta, nous allons nous concentrer sur les événements de 2008, qui ont fourni la base d'une activité militante soutenue. Certains enjeux clés du débat scientifique sur les conséquences des mobilisations, en particulier concernant les dimensions culturelles et symboliques, se retrouvent dans les manifestations de 2008. Nous considérons les résultats suivants comme étant les plus significatifs, les deux premiers à un niveau méso/personnel, le troisième au niveau macro:

1. On assiste à une accumulation du capital social, qu'il soit relationnel ou cognitif. Le premier facilite la création d'un réseau militant, grâce à une accumulation de contacts, tandis que le second permet la création (ou le renforcement) d'une identité collective et d'une solidarité interne ;
2. Le stock de connaissances spécifiques et de savoir-faire en matière de protestation

6 della Porta, Donatella (2008): Eventful Protests, Global Conflicts, dans Distinktion, No. 17, 2008, pp. 27-56.
7 Giugni, Marco (1999): Introduction. How Social Movements Matter: Past Research, Present Problems, Future Developments, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. Xiii-xxxiii.
8 Flori, militante de l'ONG roumaine Kommunitas, qui a fourni les ressources organisationnelles pour l'événement « Kiss your enemy - A day of creativity and action » [entretien].
9 Comme la bannière officielle et plusieurs dépliants l'ont indiqué (voir http: / /www.gipfelsoli.org /Home /Bukarest_2008 /4955.html)
10 della Porta, 2008, op. cit., p. 29.

s'accumule ;

3. Le discours public se transforme.

L'organisation de ce chapitre suit la logique de la partie théorique et part des facteurs explicatifs identifiés par les principaux courants d'analyse. Par « structures d'opportunité » nous entendons les voies par lesquelles les groupes ont la capacité d'accéder au pouvoir et d'influencer la prise de décision politique[11], autrement dit l'environnement social qui constitue les conditions plus ou moins favorables à la mobilisation sociale. Nous étudierons en particulier deux des quatre dimensions distinguées par McAdam[12], à savoir la « répression » et la « disponibilité des alliés au sein des élites », accordant moins d'attention à « l'ouverture relative du système politique » et à la « stabilité des alignements politiques ». Il est important de souligner que ces variables ne doivent pas être comprises comme des « structures d'opportunité objectives », mais plutôt comme des éléments utiles à la compréhension des préférences des acteurs: en d'autres termes, la façon dont ces structures influencent leurs décisions dépend de la façon dont les opportunités, plus ou moins ouvertes, sont perçues[13]. C'est bien cette dimension subjective qui nous intéresse au premier chef[14], plutôt qu'une analyse fondée sur des données objectives, en quelque sorte prédéterminées par le point de vue des spécialistes. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, les médias - ou plus exactement la manière dont les activistes perçoivent la couverture médiatique - influent fortement sur la construction de l'identité du groupe militant. Pour cette raison, nous inclurons aussi les médias dans les « structures d'opportunités », comme le suggèrent notamment Balme et Chabanet[15]. Le travail sur le sens de la mobilisation sera en particulier analysé à travers le paradigme de « cadrage », tandis que la question des canaux et des structures d'action sera traitée à travers celui de la « mobilisation des ressources », en insistant sur la composante rationnelle de l'action collective. Concernant le « cadrage », nous nous appuierons sur les trois

11 McAdam, Doug (1996): Conceptual origins, current problems, future directions, dans: McAdam, Doug / McCarthy John D. / Zald, Mayer N. (eds.): Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings. Cambridge: Cambridge University Press, p. 23.

12 Ibid. p. 27.

13 McAdam, Doug / Tarrow, Sidney / Tilly, Charles (2001): Dynamics of Contention. Cambridge: Cambridge University Press, p. 43; Chazel, Francois (2003): Du pouvoir à la contestation. Paris: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, p. 124.

14 Mathieu, Lilian (2010): Context politique et opportunites, dans: Fillieule, Olivier / Agrikoliansky, Eric / Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, Paris: La Decouverte, pp. 39-54.

15 Balme, Richard / Chabanet, Didier (2008): European Governance and Democracy. Power and Protest in the EU. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, p. 31.

cadres classiques[16]: le « cadre diagnostic » (définir et formaliser un problème), le « cadre d'identité » (créant le sentiment d'appartenance) et le « cadre pronostic » (articulant les objectifs et les perspectives pour résoudre le problème identifié).

Notre analyse porte principalement sur la construction de l'identité et la création d'un réseau d'activistes - le « réseautage en action » pour reprendre l'expression de della Porta[17] - pendant la mobilisation. Par conséquent, notre attention est orientée vers l'accumulation de capital social et de savoir-faire. Selon Bob Edwards[18], le capital social est un « concept sociologique qui a longtemps été identifié en tant que ressource importante pour faciliter la mobilisation des mouvements sociaux et un résultat significatif produit par les activités du mouvement social ». Avec Nahpiet/ Ghosal[19], nous considérons que le capital social est constitué de trois composantes principales ; une composante structurelle, importante en particulier au niveau macro-économique, une composante relationnelle, qui se joue surtout à un niveau micro et une composante cognitive, au niveau méso. Pour la présente analyse, nous considérons que le capital social cognitif et relationnel constitue une ressource essentielle pour la mobilisation, ressources produites pendant les événements entourant le sommet de l'OTAN à Bucarest et qui viennent renforcer la capacité de mobilisation des manifestants. La littérature spécifique sur les dimensions symboliques des mouvements sociaux, qui sont traitées notamment à travers la question du capital social cognitif, recouvre des sujets comme le renforcement de la solidarité interne et de l'identité[20], la création de nouvelles identités collectives entre militants[21], ou encore l'importance des expériences individuelles et collectives au cours des actions de protestation pour la consolidation du groupe. Sur ce dernier point, Tilly a fait valoir l'importance pour le groupe de se prévaloir d'une histoire

16 Rucht, Dieter / Neidhardt, Friedhelm (1999): Soziale Bewegungen und kollektive Aktionen, dans: Joas, Hans (ed.): Lehrbuch der Soziologie. Frankfurt / Main: Campus Verlag, pp. 533-556.

17 della Porta, 2008, op. cit., p. 34.

18 Edwards, Bob (2013): Social Capital and Social Movements, dans Snow, David / della Porta, Donatella / Klandermans, Bert / McAdam, Doug (eds.): The Wiley Blackwell Encyclopeida of Social & Political Movements. Oxford: Blackwell Publishing, p. 1173.

19 Se référant à Nahpiet / Ghoshal, 1998, van Stekelenburg / Klandermans distinguent trois composantes du capital social pertinents pour la participation: un structurel, un relationnel et une composante cognitive (van Stekelenburg, Jaquelien / Klandermans, Bert (2010): The social psychology of protest, dans: sociopedia.isa. (http: / /www.surrey.ac.uk /politics /research /researchareasofstaff /isppsummeracademy /instructors /Social%20Psychology%20of%20Protest,%20Van%20Stekelenburg%20%26%20Klandermans.pdf.).

20 Giugni, M., 1999, op. cit., p. xiii.

21 Amenta, Edwin / Young, Michael P. (1999): Making an Impact: Conceptual and Methodological Implications of the Collective Goods Criterion, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. 22-41, p. 34 et suivantes.

conflictuelle commune[22]. La diffusion des récits sur la répression des forces de l'ordre, combinée à une sorte de « culte du héros », semblent servir énormément la dynamique de mobilisation. Ces références communes stimulent l'indignation morale et sont constitutifs de ce que Gamson et al. appellent des « cadres de l'injustice »[23], ce qui entraîne souvent des discussions encore plus chargées d'émotion, en mettant « le feu dans le ventre et le fer dans l'âme »[24]. Les cadres d'injustice semblent être d'autant plus efficaces que la répression est sévère[25], ou du moins perçue comme telle. della Porta souligne la prégnance de ces cadres d'injustice lors des manifestations transnationales, quand « l'arrogance d'un pouvoir qui viole le principe même de la démocratie » est manifeste et se traduit par le refus de tolérer des manifestants aux frontières, l'instauration de périmètres de protection, etc.[26] En choisissant un grand sommet international, pour lequel les possibilités de protestations ont été restreintes (à Bucarest et aux frontières) et au sein duquel les participants étrangers ont été peu nombreux, nous nous rapprochons de telles circonstances. Nous considérons que l'accumulation de capital social relationnel – notamment les contacts et les liens sociaux - est un résultat de manifestations où un grand nombre d'individus, appartenant souvent à plusieurs cercles de militants, interagissent les uns avec les autres.

Dans une perspective inspirée de la théorie interactionniste de l'apprentissage, nous pensons que les participants acquièrent des connaissances et un savoir-faire spécifiques lors des actions de protestation. Ils apprennent ainsi à connaître la manière de procéder pendant les manifestations, à les enregistrer, mais aussi à déposer des plaintes contre la police ou les autorités locales lorsque la mobilisation prend fin. L'accumulation de capital social et de connaissances spécifiques relatives aux protestations se retrouvent dans les « biographies militantes » des personnes liées par des objectifs et des sentiments de solidarité et pour lesquelles les protestations deviennent une partie intégrante de leur vie quotidienne. Dans la partie analytique du chapitre, nous allons montrer comment un tel réseau militant se constitue

22 Tilly, Charles (1999): Conclusion. From Interations to Outcomes in Social Movements, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, p. 263.

23 Gamson, William / Fireman, Bruce / Rytina, Steven (1982): Encounters with Unjust Authority. Homewood: Dorsey Press.

24 Gamson, William (1992): Talking Politics. Cambridge: Cambridge University Press, p. 32 (cité par: Tarrow, Sidney (1998): Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics 2nd Edition. Cambridge: Cambridge University Press, p. 111).

25 della Porta, Donatella / Fillieule, Olivier (2004): Policing Social Protest, dans: Snow, David A / Soule, Sarah A. / Kriesi, Hanspeter (eds.): The Blackwell Compendium to Social Movements. Malden: Blackwell Publishing, p. 233.

26 della Porta, 2008, op. cit., p. 44.

pendant le sommet de l'OTAN à Bucarest.

Les médias jouent un rôle important dans la diffusion d'images d'injustice au niveau méso, mais ils contribuent aussi à la transformation du discours public. Les manifestations provoquent souvent des débats, à propos de la cause défendue[27], ou de sujets plus larges concernant le droit à la libre expression, de manifester, etc.[28]. Ces discussions augmentent toujours la visibilité et parfois même la saillance de l'action collective ou des objectifs de la mobilisation. La participation à la mobilisation sociale dépend de la valeur que la société lui attribue[29], puisque les « identités collectives exigent une ratification ou une affirmation externe »[30]. L'importance de cette dernière dans le processus qui a conduit à Bucarest à la maturation de la conscience militante des manifestants, à leur consolidation collective en tant que groupe et pour le développement de leur habitus radical[31], sera soulevée dans la partie analytique de ce chapitre.

I. Contexte, événements et cadres de mobilisation

Pour comprendre l'importance des manifestations de 2008 sur le contexte des mobilisations en Roumanie, il faut prendre en compte les conditions sociales qui rendent possible ou pas une action collective. Dix-neuf ans après la fin du régime de Ceausescu, la culture politique roumaine était encore largement influencée, ou même structurée, par le communisme, ce qui se traduisait par de faibles taux de participation, des indicateurs négatifs de capital social et une mobilisation sociale presque inexistante. Le sommet de l'OTAN de 2008 en Roumanie a eu lieu dans un contexte social caractérisé par un très faible intérêt pour la politique ; l'enquête

27 della Porta, Donatella (1999): Protest, Protesters, and Protest Policing: Public Discourses in Italy and Germany from the 1960s to the 1980, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, p. 68.

28 Marco Giugni, 1999, op. cit., p. xxi.

29 Fillieule, Olivier / Pudal, Bernard (2010): Sociologie du militantisme. Problématisation et déplacement des méthodes d'enquête, dans: Fillieule, Olivier / Agrikoliansky, Eric / Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines. Paris: La Decouverte, p. 179.

30 Amenta / Young, 1999, op. cit., p. 35.

31 Inspiré par Bourdieu, Crossley fait valoir que l'habitus des «activistes est structuré par leur implication dans des protestations et dans l'activisme; il est une structure structurée ». Cet habitus « conduit l'activiste à continuer dans l'activisme et à contribuer ainsi à la perpétuation de l'activisme comme une pratique sociale » (Crossley, Nick (2003): From Reproduction to Transformation: Social Movement Fields and the Radical Habitus, dans: Theory Culture Society Vol. 20, No. 6, p. 51.).

valeurs européennes (SVE) en 2006, par exemple, classe la Roumanie parmi les pays européens qui ne sont « pas du tout » « ou pas » intéressés à la politique, avec le plus haut pourcentage de répondants (41,3%)[32]. D'après une étude Gallup Roumanie, ils ne sont que 22% à manifester un intérêt pour la politique[33]. Et selon le baromètre d'opinion publique de Gallup Roumanie, plus de 70% des répondants ont rarement ou jamais parlé de sujets politiques.[34]

En ce qui concerne l'engagement civique, les études antérieures à 2008 mentionnent une faiblesse des indicateurs de capital social (bénévolat, appartenance associative, confiance et des liens (« bridging ties ») en Roumanie par rapport à d'autres anciens pays communistes. Il en est de même pour la « participation politique non conventionnelle », comme signer des pétitions, contacter des hommes politiques ou participer à des manifestations.[35] Mungiu-Pippidi soutient que la culture politique de la Roumanie est fortement influencée par des attitudes communistes résiduelles qui sont des entraves à sa modernisation.[36]

Les deux événements analysés ont eu lieu dans un environnement sociétal qui était loin d'être bénéfique pour la mobilisation sociale: les conditions étaient presque hostiles pour un mouvement antimilitariste, comme l'indique un organisateur de l'événement « Kiss your enemy »:

> « [...] être soldat, ici, c'est avoir un statut élevé, il y a des jeunes des régions pauvres et ils veulent devenir des soldats, le service militaire n'est plus obligatoire, alors les gens vont uniquement pour faire carrière, avoir beaucoup d'argent, on est un héros. Personne n'a jamais dit, ici, que la lutte contre une guerre ou qu'être soldat soit quelque chose de mauvais, il n'y a pas un débat public sur ce sujet. [...] Et puis, il ne nous concerne pas directement, nous ne

32 European Value Survey 2006, p. 11 (http: / /www.gesis.org /EN /data_service /evs /).

33 The Gallup Organization Romania (2004): Being Young in Romania. (www.gallup.ro /english /poll /releases /pr050418 /pr050418.html) p. 12

34 The Gallup Organization Romania (2006): Public Opinion Barometer (http: / /www.gallup.ro /english /poll /releases /pr060705 /pr060705.html) p. 56.

35 Mondak, Jeffrey J. / Gearing, Adam F. (1998): Civic Engagement in a Post-Communist State, dans: Political Psychology, Vol. 19, No. 3, pp. 615-637; Mungiu-Pippidi, Alina (2005): Deconstructing Balkan Particularism: The Ambiguous Social Capital Of Southeastern Europe, dans: Southeast European and Black Sea Studies, Vol. 5, No. 1, pp. 49-68; Badescu, Gabriel / Sum, Paul E. / Uslaner, Eric M. (2004): Civil Society Development and Democratic Values in Romania and Moldova, dans: East European Politics & Societies, Vol. 18, No. 2, pp. 316-341; Voicu, Bogdan (2008): Riscurile politicilor de dezvoltare bazate pe formarea capitalului social, dans: Sociologie Românească, No. 1 / 2008, pp.11-25.

36 Mungiu-Pippidi, Alina (2006): Romania. Fatalistic political cultures revisited, dans: Klingenmann, Hans-Dieter / Fuchs, Dieter / Zielonka, Jan (eds): Democracy and Political Culture in Eastern Europe.New York: Routledge, p. 316 et suivantes.

sommes pas en conflit ouvert avec tout le monde. Pourquoi dois-je veiller à ce que les gens meurent ailleurs ? » [37]

Le message principal que les deux événements portaient mettait en cause le principe même du militarisme et la militarisation des sociétés contemporaines. L'événement « Kiss your enemy » visait à étudier les possibilités de « solutions pacifiques pour résoudre les tensions politiques et économiques dans le contexte du monde d'aujourd'hui. Le principal objectif de cet événement était de sensibiliser [...] et d'encourager le débat sur le sujet, en particulier parmi les jeunes »[38]. L'événement « Anti-NATO Days » a mis l'accent sur « la mise en cause de la légitimité de la Roumanie à organiser le plus grand sommet de l'OTAN de l'histoire »[39]. Ici, c'est l'écart entre « le luxe des chefs d'État et des généraux » et les moyens déployés pour leur sécurité d'un côté, le parcours des gens dans la précarité de l'autre, qui est mis en exergue[40].

II. Le cadre organisationnel et la perception des structures des opportunités

L'événement « Kiss your enemy », qui a eu lieu dans une ancienne usine transformée en club, avait un caractère divertissant, accompagné d'un festival de musique, de plusieurs ateliers, de lectures publiques et de fêtes. Il a été géré par 15 personnes et en a attiré environ 250 si l'on excepte ceux qui sont venus uniquement pour la fête. En raison des restrictions de circulation mises en place par la police, la manifestation « Anti-NATO days » a été limitée au centre, dans le quartier deTimpuri Noi. Selon des militants, cet événement a mobilisé près de 50 organisateurs[41], et a réuni lui-aussi autour de 250 personnes. Le nombre de militants étrangers et nationaux très impliqués était d'environ 100 personnes, quelques-uns restant même pendant la nuit. Leurs principales activités, au cours de la journée, ont consisté à distribuer des prospectus et à tenter d'organiser des petits rassemblements.

37 Flori, activiste et organisateur de l'ONG « Komunitas » [entretien].
38 De la section « What we want » du blogue de « Kiss your enemy » http: / /www.kissyourenemy.blogspot.fr /
39 Section « Purpose » d'un des blogs de « Anti-Nato days ». http: / /contra-doxa.com
40 Radu Salahoru (le chef autoproclamé des manifestations, qui a, malheureusement, rejeté plusieurs invitations pour un entretien) sur http: / /contra-doxa.com .
41 Ici aussi, il convient de mentionner que le degré d'implication diffère fortement d'un militant à l'autre.

« Kiss your enemy » a réussi à obtenir le soutien de plusieurs alliés, y compris des ONG (parmi les organisateurs principaux, on trouve l'ONG Komunitas), des parlementaires, plusieurs artistes et musiciens et même un photographe du « Times » qui prenait des photos de l'événement. Aucun ne rencontra de répression de la part des autorités de l'État, même s'« il y a toujours eu un peu de tensions avec la mairie »[42], comme l'un des organisateurs l'a déclaré. A l'inverse, « Anti-NATO Days » n'a pas eu d'alliés, même si certains membres d'ONG ont participé de façon sporadique à l'événement. La principale raison tient au fait que ce dernier « a été créé par des groupes anarchistes. Nous aurions eu l'air suspect si nous avions été appuyé par un groupe politique ou organisé »[43]. Une ONG, la branche roumaine du Comité Helsinki Apador CH, s'est impliquée plus tardivement, par fournir une sorte d'aide juridique aux activistes et pour les conseiller en matière d'accès à la justice. Les « Anti-NATO Days » ont été fortement contrôlés, que ce soit physiquement ou par la mise sur écoute. Une personne a même été agressée physiquement et une descente violente de police sur le centre de convergence des militants a eu lieu. Ces incidents ainsi que la tonalité de la campagne dans les médias ont rappelé à certains militants l'époque pré-démocratique:

> « Je me sentais comme être de retour à l'époque de l'Union soviétique, avant la descente de police, il y avait la propagande dans la presse, sur les anarchistes en provenance de l'Allemagne, à Bucarest pour brûler des voitures, etc., Je regardais cela, et puis aussi plus tard quand les choses se sont passées, j'ai toujours pensé, 'ceci n'est pas possible', rien de tout cela n'aurait dû se passer; peut-être qu'ils voulaient créer un précédent. »[44]

Ou

> «Je ne vivais pas dans l'illusion d'une démocratie post-1989, mais je ne pensais pas que les choses allaient rester totalement inchangées. »[45]

La situation concernant à la fois les médias et les pouvoirs publics, a été considérée

42 Flori de Komunitas.
43 George un militant anti-OTAN et organisateur actif des « Anti-Nato Days » [entretien].
44 Ibid.
45 Ro., un activiste de « Anti-NATO Days » dans le documentaire Reconstruction: Anti-NATO days 56 min. 2009. Vidéo par Joanne Richardson & Nadia Len. Une collaboration entre D Media, Anti-NATO Initiative 2008 et h.arta.

par le directeur de l'« Agence roumaine de monitorage de la presse » comme une tentative d'attaquer la liberté d'expression et les rassemblements publiques:

> « Les excès de surveillance vidéo de la milice, combinés avec la campagne inconsciente dirigée par les dirigeants politiques et la presse, sont des actes terroristes: Ils terrifient tous citoyen qui veut parler librement contre l'OTAN. »[46]

La couverture médiatique du sommet de l'OTAN et de la force perturbatrice des « anarchistes » a été impressionnante. La présentation médiatique a été largement motivée par des considérations politiques ou économiques, et les médias grand public ont réussi à créer l'image d'un contexte très hostile, en exagérant les menaces potentielles à l'ordre public. Du coup, un événement divertissant comme « Kiss your enemy » a été presque totalement ignoré. En dehors de quelques annonces à la radio à l'occasion de la fête de la musique, « Kiss your enemy »n'a pas bénéficié de beaucoup d'espaces dans les médias. Aucun journaliste des médias traditionnels n'était d'ailleurs présent à la conférence de presse finale. En revanche, les militants les plus radicaux, souvent qualifiés d'« anarchistes », ont été analysés en détail, en particulier par les chaînes de télévision grand public: Certains militants soupçonnaient cependant un complot des médias et des services secrets: « ... Il était très clair qu'il y avait des gens des services secrets, très impliqués dans les équipes rédactionnelles »[47].

Les organisateurs et les militants de ces deux événements insistent sur le fait qu'il n'y a pas de voix critique en Roumanie, en particulier à propos des affaires extérieures et des questions militaire. C'est l'absence de médias « indépendants » et la collaboration entre médias et détenteurs de pouvoir qui constituent, selon nous, le cadre diagnostic principal:

> « ... En Roumanie, nous ne disposons pas d'une voix critique. Lorsque la Roumanie a rejoint l'Union Européenne, il n'y avait pas une seule voix critique, lorsque la Roumanie a rejoint l'OTAN, quand il a été proposé que le radar américain serait installé ici, il n'y avait aucune voix critique »[48]

---

46 Toma, Mircea (2008b): Terorismul antiterorismului, dans: indymedia, avril 2008 (http: / /lists.indymedia.org /pipermail /imc-romania /2008-April /0401-io.html).

47 Ruxi, activiste de « Anti-NATO days' » [entretien]. La participation des membres des services secrets roumains « SRI » à la production de nouvelles ne se limite pas aux événements de 2008.

48 Simina, une activiste de 'Anti-NATO days [entretien].

> « Le discours était: 'Wow, ils viennent, les Présidents de tous les pays, ils viennent ici, c'est génial ça, et ils viennent avec de belles voitures'. Bush était ici et tout le monde l'aimait, il y avait un arc en ciel le jour de son arrivée. »[49]

Comme mentionné au début de ce chapitre, les deux événements étaient distincts. Le festival « Kiss Your Enemy » marquait même sa distance avec « Anti-NATO Days » et son cadre d'identité:

> « ... Un groupe qui a organisé quelque chose dans une usine désaffectée, c'était avec des combats et des arrestations … Nous avons dit, nous ne voulons pas tout ça, nous voulons atteindre le plus grand nombre de personnes possible et transmettre notre message. »[50]

> « Quand ils ont organisé l'événement anti-OTAN, ils ne nous ont pas appelé. Je voulais vraiment participer et j'étais vraiment frustrée qu'ils ne nous aient pas contactés, nous avons été exclus parce que nous étions une ONG et ils ne voulaient pas travailler ensemble avec les ONG pour un tel événement. ... Je voulais être là car je suis active dans différentes arènes et ce mouvement a été un domaine complètement nouveau, comme l'antimilitarisme, nous avons d'ailleurs eu une histoire avec ces groupes [les organisateurs de « Anti-NATO Days »], mais ils ne nous incluent plus …. Nous étions tellement frustrées qu'ils nous ont laissés de côté, nous avons décidé d'organiser notre propre événement, en parallèle de la manifestation anarchiste. »[51]

Les organisateurs des « Anti-NATO Days » ont voulu souligner les effets d'un environnement entièrement hostile, en dénonçant le rôle des médias, du contre-mouvement et de la police, jetant les jalons d'une identité collective commune:

> « Il est devenu très commun, cinq à six jours avant le sommet de l'OTAN, de répandre des tracts, et la police venait directement nous chercher, en force, et nous amenait à la station de police. Et nous sommes restés là pendant des heures, et puis ils nous ont laissés aller, sans amende, sans rien. Donc, c'était

49 Flori, de 'Kommunitas.'
50 Ibid.
51 Miruna, activiste et organizateur de l'ONG « Kommunitas » [entretien].

> vraiment bizarre, si tu savais qu'une dizaine de tes amis distribuaient des tracts, tu pouvais être sûr qu'au moins cinq d'entre eux seraient à la station de police. Donc, pour nous, ceci fut la grande motivation, de nous opposer à tout cela, nous ne voulons pas avoir cette terreur. »[52]

> « Certaines personnes de l'extrême-droite ont commencé un site Web, appelé ANTIFA.ro. Ils utilisaient ce site pour nommer les personnes politiquement actives en Roumanie. C'est une tactique de l'aile droite en Roumanie, ils le faisaient également avec Indymedia, ils ont acheté le domaine Indymedia.ro, et ils ont essayé de discréditer l'Indymedia réel. [...] Ce site a été utilisé pour dénoncer certaines personnes qui étaient connues pour être des activistes, beaucoup d'entre elles d'Indymedia Roumanie. Je suis l'un d'eux. Et puis la presse, la presse grand public, ils prenaient en fait des infos, des données personnelles de ce site, autour des événements anti-OTAN, faisant les noms publiques, diffusaient de fausses informations, de la vraie merde, l'idée était que les jeunes qui ont été attaqués par les autorités n'étaient que des « fauteurs de troubles ».[53]

A partir des problèmes existants identifiés par les militants de ces deux événements, le cadre pronostic a été orienté pour montrer aux autres que la mobilisation est possible, même dans les endroits les moins probables:

> « Ma motivation était donc de montrer à ces pays qu'il y a, effectivement, une mobilisation contre cela, même en Roumanie, même en Roumanie, qui fait partie des pays qui sont perçus comme les moins actifs. [...] Je eu la chance de voir l'activisme dans de différents pays. Il y a une très grande différence entre la Roumanie et des pays comme l'Allemagne, la Grèce, la France ou l'Italie, où vous avez des taux élevés d'activisme, alors que dans les pays post-communistes l'activisme n'est pas répandu, raison pour laquelle les élites politiques peuvent facilement manipuler les gens. Ils créent une seule image de la réalité et il n'y a pas de gens qui disent 'cela peut être différent'. »[54]

52 Simina, « Anti-NATO days ».
53 Ruxi, « Anti-NATO days ».
54 George, 'Anti-NATO days'.

« L'espoir que d'autres vont se mobiliser pour organiser des actions similaires dans le futur. Nous avons besoin d'événements qui nous font réfléchir et qui nous encouragent à penser de manière critique et constructive ».[55]

III. La mobilisation des ressources et les canaux de mobilisation

En ce qui concerne les aspects de la « mobilisation des ressources », de grandes différences entre les deux événements sont à observer. D'un côté « Kiss your Enemy », organisé par des professionnels, implique un organisateur de festivals culturels (Yazee) et a réussi à mobiliser d'importants moyens financiers grâce aux revenus provenant de la vente de billets et à une forte proximité avec d'autres acteurs de la société civile. De l'autre, les « Anti-NATO Days » ont été essentiellement financés par des moyens personnels, qui ont notamment été utilisés pour payer le loyer du centre de convergence[56]. Ici, il n'y a pas vraiment d'organisation formelle, la plupart des discussions ont lieu en ligne, les décisions sont prises « horizontalement » et sont fondées sur un large consensus. Les réseaux d'activistes internationaux (allemands surtout) fournissent une partie des ressources. Alors que pour « Kiss your Enemy », nous pouvons identifier clairement les principaux organisateurs, qui bien souvent engagent leur responsabilité en prenant des décisions, il est presque impossible d'en faire de même pour « Anti-NATO Days », même si, bien sûr, des personnes s'impliquent de façon très variable. L'organisation informelle, l'inclusivité et la transparence sont les principales modalités de fonctionnement: « Nous avons essayé de le rendre aussi juridique et ouvert que possible [...]. Il n'a pas été conçu comme quelque chose pour un groupe fermé, il n'a pas du tout été exclusif ».[57] En bref, la combinaison involontaire de divertissements (des projections de films, des concerts, etc.) avec l'activisme politique (des ateliers, des débats, des rassemblements), couplés à une campagne médiatique et à un haut degré de répression, a transformé deux événements modestes et isolés en succès public et ont mené à une mobilisation politique remarquable.

55 Flori, de 'Komunitas'.

56 D'après l'agence de presse 'Mediafax', le loyer s'est élevé à 2800 Lei (environ 750 euros). (Mediafax: Anti-NATO Militants Lease Space In Bucharest Factory To Protest, Security Intervenes. Mediafax, le 2 avril 2008, http: / /www.mediafax.ro /english /anti-nato-militants-lease-space-in-bucharest-factory-to-protest-security-intervenes-2509282).

57 Simina, « Anti-NATO Days ».

IV. Les résultats des protestations

Un des résultats les plus évidents des protestations entourant le sommet de l'OTAN a trait à l'évolution de la coopération, qui peut être considérée comme la contrepartie empirique de « l'accumulation du capital relationnel ». L'implication croissante de l'ONG de défense des droits humains Apador-CH a été notable. En particulier après la descente de police dans le centre de convergence, les liens entre le réseau militant des Anti-NATO Days et Apador-CH ont augmenté très rapidement:

> « Apador-CH, la branche roumaine du Comité Helsinki, a été assez impliquée, ils avaient des gens qui les [les personnes arrêtés] visitaient tous les jours, et ils l'ont rendu public, et ils ont dit: OK, nous allons vous aider en vous montrant la façon de déposer une plainte, d'aller au tribunal pour dénoncer les amendes que vous avez reçues, contre l'institution concernée, la police, la gendarmerie, etc. »[58]

Cette aide juridique, ou au moins, l'avis juridique fourni par cette ONG, a également été prodiguée dans le cadre de Kiss Your Enemy, qui a été utilisé comme une plate-forme de cette coopération:

> « Des discussions ont eu lieu entre les gens qui ont été arrêtés et des défenseurs des droits de l'homme. [...] S. et M. [S. étant l'un des activistes les plus impliqués des Anti-NATO Days et M. l'un des organisateurs de Kiss Your Enemy et Komunitas] connaissaient chacun de leur des gens qui ont été arrêtés [...] Il y avait aussi des étrangers venus spécialement pour l'événement, qui ont été arrêtés. Nous avons organisé la conférence après ils aient été mis en liberté et ils ont appelé cet avocat d'une ONG des droits de l'homme, du Comité Helsinki, elle est aussi journaliste, qui collabore avec l'agence de monitorage de la presse [une autre ONG]. Ils étaient aussi l'un de nos contacts ».[59]

58 Ibid.
59 Flori, de Komunitas

1. L'accumulation du capital social relationnel et du capital social cognitif

Les deux groupes à l'origine des deux événements - les participants - se sont encouragés mutuellement, manifestant un véritable soutien pour autrui. Ils ont réussi à dépasser leur isolement apparent dans un environnement qui a été perçu comme hostile, illégitime et menaçant. Ainsi, les liens personnels et thématiques entre les deux événements présentés ont augmenté, entraînant des effets de synergie: de ce fait, le nombre de spectateurs et de participants au festival Kiss Your Enemy a augmenté en raison essentiellement de la forte couverture médiatique, surtout après la descente de police dans le centre de convergence. Par ailleurs, les militants des Anti-NATO Days ont bénéficié de la plate-forme fournie par Kiss Your Enemy, en leur donnant l'occasion de partager leurs histoires et de faire entendre leur voix devant un public bien plus large que celui déjà mobilisé par des participations directes. Au niveau micro, l'accumulation de contacts et l'accès au réseau constituent des changements impressionnants. Le nombre total de militants était (et est toujours) très faible en Roumanie[60] - nous parlons ici d'une petite dizaine d'activistes impliqués quotidiennement - la plupart d'entre eux se connaissant avant les événements que les citations suivantes des militants Anti-NATO Days illustrent:

> « Certains d'entre nous, nous nous connaissons depuis plusieurs actions de protestation, des concerts ou des forums internet traitant des questions auxquelles nous étions tous intéressés».[61]

> « La plupart de notre réseau est basé sur l'amitié et sur des relations avec les amis. Ce type de relation d'amitié [...] a été principalement basé sur ce genre de rapports, mais le thème commun était que tout le monde était contre le militarisme, nous étions là parce que nous étions contre la guerre ».[62]

Ces relations d'amitié se sont intensifiées en même temps que la solidarité du groupe, même si Simina « ne serait pas allée prendre une bière ou parler de ses problèmes personnels

60 Le noyau dur des activistes est estimé à environ 100 personnes, comme nous l'avos dit dans l'introduction de ce chapitre, dont un nombre important de militants étrangers. Ceux de nationalité roumaine sont une vingtaine.
61 R., dans le documentaire.
62 Simina [entretien].

avec la plupart des gens ».[63] Mais l''accumulation de capital social relationnel ne se limite pas aux liens affectifs ; le cercle et la diversité des contacts ont augmenté, conduisant à une expansion globale du réseau militant:

> « Nous nous connaissons, nous avons des activités communes, mais nous ne nous fréquentons pas les uns les autres comme des amis. [...] Ça se passe avec beaucoup de gens comme ça, la scène militante commence tout juste à se réunir, mais nous ne nous connaissons pas vraiment les uns avec les autres. La prochaine étape pour moi est de construire des ponts entre les groupes, de créer une scène d'activistes plus grande ».[64]

En outre, il convient de mentionner l'internationalisation sur court terme du réseau de protestation. L'accumulation de capital social relationnel a énormément bénéficié de l'accumulation de capital social cognitif; cet aspect montre à quel point le capital social peut être auto-renforçant. L'élément le plus crucial est, donc, le « cadre d'injustice » employé par les militants; son efficacité dans la construction de l'identité collective et la consolidation de la solidarité, combiné avec « l'arrogance du pouvoir » de della Porta. Le fait que les contrôles aux frontières ont été renforcés, que les militants étrangers ont été renvoyés à la frontière, et que les droits civils n'ont plus été appliqués dans le centre-ville, illustre, pour les militants, un état de l'hypocrisie dans laquelle le souverain ne respecte pas les idéaux dont il fait la promotion. Cette contradiction entre valeurs et pratiques a renforcé la perception des militants d'un état ignorant, arrogant et injuste des affaires:

> « Pour nous, ceux qui vivaient à Bucarest à ce moment-là, l'atmosphère était vraiment bizarre, avant le sommet de l'OTAN. A Bucarest, c'était horrible, on annonçait la fin du monde. Tout devait être vérifié tout le temps dans les endroits comme Unirii, Casa Poporului etc. La terreur régnait, c'était comme si tu ne pouvais plus vivre dans ta propre ville. Et nous avons pensé, ça c'est vraiment trop »….[65]

> « J'ai été choqué par l'atmosphère dans la ville [...] Des drapeaux partout, des

63 Simina [entretien].
64 Miruna, de Komunitas.
65 Simina, « Anti-Nato Days ».

> drapeaux roumains, des drapeaux de l'OTAN, des drapeaux d'autres pays de l'OTAN, et les rues désertes, vides de gens, vides de voitures. Ce qui m'a dégoûté le plus était l'ambiance de la ville, toutes ces préparations et répétitions. C'était comme si une pièce de théâtre avait été mise en scène. Cela m'a rappelé à la dernière visite de Gorbatchev en Roumanie en 1987 – j'étais un gamin à l'époque – quand les gens n'ont pas été autorisés à se promener nonchalamment sur la rue ».[66]

> « Lors du sommet, je me sentais comme si je vivais dans un camp de détention, dans un Etat policier. Avec la Police à tous les 50 mètres. Un flic m'a arrêté; il m'a questionné sur mon identité pendant 15 minutes, et puis un autre 100 mètres plus loin a fait de même. J'ai eu peur de sortir dans la rue »[67]

La plupart des militants ont vécu des expériences similaires, ont partagé des histoires communes et des « mythes » fondateurs qui sont au fondement de la perception qu'ils ont des événements. Notamment après la descente de police dans le centre de convergence, la répression et la violence policière sont devenues des éléments importants de la création et de l'accumulation de capital social cognitif:

> « C'était vraiment incroyable. Ceux qui sont venus sur place ont été forcés par la police de garder leur distance, tête contre le mur [...]. La police avait des armes, des armes je n'en avais jamais vu à Bucarest, des fusils. Les personnes qui étaient à l'intérieur, ils les mettaient visage au sol. Ils les ont battus et les ont répartis dans quatre ou cinq postes de police. Ainsi séparés, ils les ont gardés pendant toute la journée, puis ils ont été libérés un par un »[68]

> « Ils ont commencé à nous frapper; ils nous ont mis à terre et nous ont jetés des gaz lacrymogènes. Sur le terrain, ils nous ont menottés et ont continué à nous battre. Tout ça a duré environ une heure. »[69]

La surveillance dont les militants ont fait l'objet au cours des événements a fortement

66 R.M. dans documentaire.
67 R.S. dans le documentaire.
68 Simina, « Anti-Nato Days ».
69 G.,dans le documentaire.

contribué à la construction d'un sentiment de camaraderie, ou d'un « nous » opposé à un « eux »:

> « Eh bien, on ne peut pas être sûr, mais je sais que nous avons été surveillés, discrètement. Les voitures, les gens qui nous suivaient dans les rues... Les téléphones: par exemple, les téléphones ont un écho bizarre. Et beaucoup de gens autour de nous ont eu ce..., nous avons eu tous ce sentiment ».[70]

Les violences policières ont eu des effets cruciaux à long terme, non seulement sur le comportement des militants et sur leur identité collective, mais également sur la fortification d'une solidarité interne éprouvée via des expériences collectives:

> « La peur d'être surveillé et espionné a continué pendant plusieurs mois. Ces choses que nous voulions garder secrètes, on ne les a plus dites à haute voix. Nous avons chuchoté l'un à l'autre, même quand nous étions seuls dans la maison »;

> «Je chuchotais à ces gens que je connaissais et auxquels je faisais confiance. Nous ne conspirions pas, nous n'avions pas de secrets, c'était un moyen de contrôler notre environnement [...] je cherchais la certitude, en essayant de discerner qui était sincère, fait qui a rendu tout le monde vulnérable, mais en même temps certains se sont trouvés à être des gens sur lesquels je pouvais compter et qui se sont fait un devoir de me protéger ».[71]

2. L'accumulation des connaissances et des effets subséquents

Outre les expériences liées aux protestations et à la répression qui s'en ait suivi, une connaissance spécifique de la mobilisation a également été acquise. Les violences de la police ont suscité une attention particulière à la question des exigences légales de cette dernière et des droits civils dont disposent les citoyens roumains. L'aide juridique fourni par Apador-Ch a

70 George [entretien].
71 R. and M., dans le documentaire.

débouché sur une vague de plaintes contre la police et les autorités publiques. Le combat ainsi mené a renforcé la compréhension des tactiques institutionnels mises en œuvre au cours des manifestations ou après. Les groupes mobilisés ont, de leur côté, amélioré leur tactique, par exemple concernant l'enregistrement d'un rassemblement à la mairie, ou la façon d'éviter une arrestation, etc. Dans cette perspective, prendre à témoin le public est devenu un moyen pour faire face à la brutalité perçue, notamment en filmant les scènes incriminées:

> « Certains policiers ont été poursuivis pour leur attitude a posteriori, beaucoup de gens ont été battus, YouTube est plein de ces vidéos ».[72]

L'influence des médias sur les mouvements sociaux ne peut pas être sous-estimée. La couverture médiatique de certains journalistes « liés aux services secrets »[73] a provoqué l'indignation dans les cercles militants en même temps qu'elle a accru leur sentiment de solidarité collective et à consolidé leur adhésion à la cause défendue ; elle a aussi conduit à une transformation partielle de l'opinion publique.

Le simple fait que les réseaux militants aient été présentés au grand public leur a donné pour la première fois une visibilité nationale et a contribué à nouer une discussion sur les conditions de mobilisation en Roumanie, ce qui avait rarement été le cas auparavant. Par ailleurs, les images de la répression incitent de plus en plus de personnes à se mobiliser, en particulier des primo-activistes:

> « En Décembre 2007, une partie de la presse a commencé une campagne de manipulation, afin de créer la panique, en annonçant que des groupes d'anarchistes allaient venir pendant le sommet de l'OTAN et qu'ils commettraient des actions violentes »;
>
> « [Pour] contester le lien fait par les médias entre protestations et violences, nous avons décidé de faire une protestation pacifique »;
>
> « Le climat général était évidemment induit par la presse. Il y avait des articles dans les journaux avec le nom des personnes qui ont participé, et c'était presque du harcèlement personnel. Tout a été fait avec un seul but: faire peur

72 Simina [entretien].
73 R.M., dans le documentaire.

> aux gens et réduire l'activisme. En fait, ils ont partiellement réussi à le faire, parce que nous n'étions plus trop mobilisés sur Bucarest. Il y avait plus de gens d'autres villes qui nous ont rejoints après que la police soit intervenue. »[74]

En somme, l'accumulation de capital social et de savoir-faire engendrée par la mobilisation sociale, ainsi que la nouvelle reconnaissance dont bénéficie l'activisme militant, conduit à une valorisation du militantisme. Certaines « biographies militantes » ont des « profils des héros » et sont évoqués pour servir de base à la constitution de réseaux militants élargis, disposant de multiples affiliations politiques et pour lesquels l'activité politique militante fait partie intégrante de la vie quotidienne. Ainsi se construit progressivement un réseau de militants uni par ce que Crossley appelle un « habitus radical ».[75]

V. Conclusion – la naissance d'une génération d'activistes

Les événements de 2008 ont vu les manifestants constituer la « première génération de militants post-révolutionnaires ». Si la Roumanie est un pays qui se trouve encore dans une période de transition, les conditions de mobilisation sociale connaissent elles-aussi de profondes mutations.

> « Parfois, on peut se battre pour une cause commune, mais tes points de vue sont complètement différents d'autrui. Mais c'est ça la Roumanie en ce moment, nous cherchons tous à trouver notre chemin, les choses ne sont pas très claires en ce moment. La scène (militante) est très petite, je veux dire qu'elle est apparue au cours des dernières années .... À bien des égards, nous étions des pionniers, nous ouvrions des portes dans divers domaines de *l'action mobilisatrice*, il fallait tout inventer et protester sur toutes les questions que nous percevions comme problématiques en Roumanie ». [76]

74 R.M., S. et G. dans le documentaire.
75 Crossley, Nick (2003): From Reproduction to Transformation. Social Movement Fields and the Radical Habitus, dans: Theory, Culture and Society, Vol. 20, No. 6, pp. 43-68.
76 Miruna, de Komunitas.

> « Une des ONG, qui est vraiment importante maintenant, qui à l'origine ne regroupait qu'un très petit groupe de personnes, est celle de Rosia Montana, qui a été politisé, ils ont fait beaucoup d'activisme pur, des actions directes. Mais je dirais que ce genre de groupes plus ou moins informels, de groupes alternatifs, entièrement non institutionnels, est un phénomène plus récent que la génération actuelle ».[77]

Dans ce chapitre, nous avons argumenté que le sommet de l'OTAN à Bucarest fut un tournant dans la mobilisation sociale du pays. Selon l'enquête en ligne des experts sur les mouvements sociaux, présentée dans le chapitre précédent, l'antimilitarisme est l'activité militante la moins visible en Roumanie. A la question de savoir si les manifestations ont ouvert la voie à l'antimilitarisme, la réponse est clairement « non ». Pour autant, les personnes mobilisées ont rendu possibles de futures mobilisations en Roumanie. Les mobilisations étudiées constituent l'amorce d'interactions durables au sein d'un réseau militant relativement restreint mais déterminé. L'impact de ce dernier était encore visible quelques années plus tard, pendant les manifestations anti-austérité de 2012 et la mobilisation du mouvement « Salvati Rosia Montana » de l'été 2013, au cours desquelles tous les acteurs des événements analysés ici ont participé.

77 Ruxi, de « Anti-Nato Days » pendant l'entretien.

CHAPITRE II: La vague de protestations de l'hiver 2011/ 2012 en Roumanie c*ontre les mesures d'austérité*: consolidation et élargissement des réseaux d'activistes existants.

Pendant l'hiver 2011/ 2012, notamment entre le 12 janvier et le début du mois de février 2012, une vague de protestations a frappé la Roumanie et sa capitale. Les manifestations ont été suscitées principalement par les mesures d'austérité du gouvernement Boc, soutenues par le Président de la Roumanie Traian Basescu. Tandis que des mobilisations de faible envergure avaient lieu dans nombre de villes, une foule énorme - pour la Roumanie - a rempli la place centrale à Bucarest (Piata Universitate) le 13 janvier, suite à la démission du gouvernement Boc, 3 jours auparavant, du ministre de la santé Raed Arafat. Fondateur du service médical d'urgence 'SMURD', bénéficiant d'une grande popularité dans la population, Arafat avait fait état publiquement de son désaccord avec les réformes du système de santé, ces dernières constituant l'une des principales dimensions d'un vaste plan d'austérité. Sa critique a stimulé par la suite de multiples manifestations de solidarité dans plusieurs villes. Très rapidement, une vague de manifestations a vu le jour dans toutes les grandes villes de Roumanie, débouchant sur la période allant du 12 janvier au 12 février sur un véritable « mouvement social ».[1] Dolores Neagoe, du CEE trust, insiste sur la singularité de cette vague de protestations:

> « Nous avons pu assister à quelques protestations récemment, je me réfère ici aux protestations de janvier. En Roumanie, un problème vraiment très grave doit exister pour provoquer des protestations de cette taille. Une manifestation comme cela s'est produite seulement en 1989, pendant la révolution. On peut parler d'un vide de mobilisation entre les deux dates, d'habitude les mobilisations sont toujours faibles en Roumanie.»[2]

Burean et Badescu estiment que l'augmentation des protestations entre janvier et

1 L'expression a été utilisée par les médias traditionnels, en Roumanie (voir: Stoica, Catalin A. (2012): Fatetele multiple ale nemultumirii populare: o schitã sociologicã a protestelor în Piata Universitãtii din ianuarie 2012, dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucharest: Editura Paideia, p. 22).

2 Dolores Neagoe, CEE Trust [entretien].

février 2012 s'explique par une accumulation d'actions moins visibles et plus petites pendant l'année 2011.[3] Visiblement, les cadres de protestations se sont élargis, passant d'une thématique très précise et limitée relatives aux réformes du système de santé aux mesures d'austérité en général, pour finalement interpeller l'ensemble de la classe politique.

Hormis les résultats évidents de cette protestation – parmi lesquels le retrait du projet gouvernemental de réforme du système de santé et la démission du gouvernement – nous voulons, comme dans le chapitre sur les protestations de 2008, comprendre les conditions d'émergence de cette « première génération d'activistes post-1989 » et son effet sur les protestations en Roumanie. Pour cela, nous allons une fois de plus insister sur les « effets de manifestations de manifestations » (della Porta)[4] et les « conséquences non intentionnelles des mouvements sociaux » (Giugni)[5]. Après une courte introduction du contexte dans lequel ces protestations et leurs participants opèrent, nous allons analyser les dynamiques de mobilisation, y compris les relations entre groupes protestataires, accumulation de capital social relationnel et cognitif (c'est-à-dire l'accumulation de contacts) et développement de l'identité collective.

I. Le contexte et les cadres de mobilisation

Avant de se consacrer aux récits des acteurs protestataires, nous voulons partir des images que la presse nationale donne des mobilisations dans chaque pays. Le but est de mettre en lumière le point de vue des médias afin de comprendre dans quel contexte culturel, idéologique et cognitif les mouvements de protestations agissent. Le Parisien écrit, le 17 janvier 2012, que le but des manifestants serait de « protester contre la dégradation de leurs conditions de vie »[6]. Mais les motivations individuelles ainsi que les cadres collectifs se nourrissent, au moins, de deux autres grands éléments: la corruption endémique et la distance avec la classe politique. Le même journal met l'accent, deux jours plus tard, à nouveau sur

3 Burean, Toma / Badescu, Gabriel (2013): Online Activism and Protest in Romania. Conference paper (http: / /ecpr.eu /filestore /paperproposal /68bdb17a-2367-4fea-8616-5fa1e6b681ce.pdf), p. 8 et suivantes.

4 della Porta, Donatella (2008): Eventful Protests, Global Conflicts, dans: Distinktion, No. 17, pp. 27-56.

5 Giugni, Marco (1999): Introduction. How Social Movements Matter: Past Research, Present Problems, Future Developments, dans: Giugni, Marco / McAdam, Doug / Tilly, Charles (eds.) How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999), pp. Xiii-xxxiii.

6 Le Parisien, 17 janvier 2012.

cette question de la corruption, qui toucherait non pas uniquement le gouvernement ou les parties politiques au pouvoir, mais tout acteur politique. Des phrases comme « la 'corruption' de la classe politique, majorité et opposition confondues » ou « nous sommes ici pour dénoncer la corruption (...)[7] sont à cet égard sans équivoque. Les journaux anglais ou américains évoquent une relation causale entre la corruption et la dynamique de la mobilisation: dans un article du Guardian, on peut lire que nombre de manifestants sont « en colère contre ce qu'ils considèrent être du copinage et de la corruption »[8]. Dans un contexte dominé par les mesures d'austérité, la corruption endémique est considérée comme une des principales raisons de la désaffection des citoyens envers les élites politiques. Un lien entre le comportement non-éthique (perçu) des élites - qui seraient corrompues et clientélistes - leur manque d'écoute ou de réceptivité et le désenchantement des citoyens devient explicite à travers les médias. Dans le tableau suivant, une liste des cadres de mobilisation, extrait de grands journaux nationaux, illustre les principales thématiques qui sont mises en avant pour expliquer la désaffectation citoyenne:

« l'aveuglement politique n'a fait que saper la confiance du public dans le gouvernement »	The Guardian, 24 janvier 2012
« PDL (parti au pouvoir), USL (opposition), même misère! »	Le Monde, 17 janvier 2012
« les gens disent que tous les parties sont tous sales » ("people saying that all parties are just as dirty")	The New York Times, 19 janvier 2012
« Nous voulons le changement du haut vers le bas »	USA Today, 19 janvier 2012
« le manque d'intérêt des politiques pour les problèmes concrets des gens »	La Croix, 17 janvier 2012.

7 Le Parisien, 19 janvier 2012.
8 The Guardian, 24 janvier 2012.

« copinage dans les institutions publiques et corruption généralisée »	The New York Times, 15 janvier 2012 ; The Independent, 6 février 2012
« des gouvernements qui ont volé autant de nous et qui nous ont saigné à blanc »	USA Today, 19 janvier 2012

Une telle liste de « slogans » permet d'identifier et d'affiner le but et les cadres de mobilisation, puis de les comparer avec les buts latents et manifestes des activistes. Outre des slogans contre la classe politique en général, le Président de la Roumanie Traian Basescu, extrêmement impopulaire pendant cet hiver, a été la cible privilégiée des manifestations et a concentré leur mécontentement[9] . Dans une analyse plutôt linguistique des slogans utilisés par le mouvement, Brandl-Gherga identifie des cadres similaires à ce que nous avons trouvé dans notre « revue de presse », c'est-à-dire un lien fort entre la situation économique/ sociale de la Roumanie et le mécontentement avec la politique et ses acteurs: les griefs évoqués vont de « la pauvreté » et « l'augmentation des prix » en passant par « la méfiance générale » jusqu'à « la faiblesse de la démocratie en Roumaine ».[10] L'auteur compare en outre les manifestations de 2012 et leurs principaux buts à d'autres mouvements qui ont eu lieu récemment, notamment les « Indignados » et « Occupy Wall Street ».[11]

II. Les activistes militants

Un nombre considérable d'activistes antérieurement mobilisés – nous nous referons ici à ceux qui militaient déjà pour des fins politiques et sociales avant la mise en œuvre de la politique de l'austérité – a participé aux manifestations de l'hiver 2011/ 2012. Par ailleurs, tous de ceux qui ont joué un rôle important en 2008 et dont nous avons fait pour quelques-uns d'entre eux la présentation dans le chapitre sur le sommet de l'OTAN, ont également protesté

9 Voir: « Traian Basescu, jugé responsable d'une baisse du niveau de vie ». (Le Parisien, 14 janvier 2012.)
10 Brandl-Gherga, Mariana (2013): Mişcările de protest din ianuarie-februarie 2012, un ritual urban de exorcizare politică, dans: Cultură şi Comunicare.com, Publicaţie a Comisiei de Comunicare şi Jurnalism, Academia Română, Filiala Timişoara Anul VII, p. 3.
11 Ibid., p. 2.

contre l'austérité: « Nous étions tous impliqués dans les protestations de janvier et février à Bucarest », affirme Ruxi, organisatrice des Anti-NATO days.[12] L'ampleur des manifestations a été perçue comme un choc pour ceux qui essayaient, depuis longtemps, de se mobiliser:

> « C'était en novembre, puis en janvier, que les protestations en masse ont eu lieu, et personne ne l'imaginait. Nous avons toujours eu des discussions sur 'comment mobiliser ?' ; 'Quoi faire?' ; 'Devrions-nous aller vers les syndicats?' ; 'Quels syndicats?' ; 'Les syndicats sont de la merde!' ; Ce genre de discussions … Et puis cette chose qui s'est passée, c'était complètement imprévu… ».[13]

Une autre activiste souligne également ce sentiment de surprise:

> « Et, ensuite, nous avons eu l'expérience de l'hiver avec les protestations, et nous avons eu un sentiment de: « C'est quoi ce bordel ?, Pourquoi ?, Génial !».[14] Il s'agissait, tout simplement, d'un événement singulier en Roumanie post-1989, comme le souligne la même activiste: « Pour nous, c'était une expérience unique, parce que pour moi, toute ma vie, je n'ai pas vu une chose pareille, que tant de gens se rassemblent »[15].

Plus surprenant encore, les protestations de 2012 n'ont pas été limitées aux « activistes habituels », tels que Presada les caractérise[16]. Le mouvement a réussi à attirer des personnes qui normalement ne se mobilisent pas. De nouveaux activistes, sont apparus, parmi lesquels Claudiu Craciun qui connaissait certains acteurs du mouvement de 2008, même s'il n'avait pas participé personnellement: « Les manifestations contre l'austérité en 2011 ont été le moment où je suis devenu très impliqué. Je n'étais pas impliqué avant, mais je connais des gens qui étaient là ». Claudiu est devenu l'un des leaders emblématiques de ce mouvement, grâce à son haut dégrée d'implication et de visibilité, à la suite notamment du discours qu'il a

12 Ruxi [entretien].
13 Arnold [entretien].
14 Simina [entretien].
15 Ibid.
16 Presada, Florina (2012): Case study on the Romanian protests 2012. The Resource Center for Public Participation, CeRe, p. 12.

tenu durant sept minutes devant le Parlement européen le 31 janvier 2012 et qui l'a placé en situation de porte-parole des manifestants de la place de l'Université (Piata Universitatii). Il considère que les thématiques suivantes sont centrales pour tous ceux qui, dans la rue, dénoncent les mesures d'austérité: « Anti-Austérité, Anti-Corruption, Anti-Autoritarisme. Le dernier on a pu voir avec les slogans contre Basescu et MRU [n.a. Mihai Razvan Ungureanu, Premier Ministre de la Roumanie après la démission de Boc, du 9 février 2012 au 7 mai 2012] »[17]. Cette dimension anti-autoritaire est bien restituée par Adrian Deoanca, qui dans un ouvrage traitant des protestations anti-austérité, affirme que les manifestations de 2012 ont été dirigées principalement contre les mesures néolibérales d'austérité, mais que la critique visait tout autant l'ancienne élite communiste qui a mis en œuvre ce type de politique. Les manifestants dénoncèrent une congruence entre les dirigeants communistes restés en place et les orientations néolibérales dorénavant prônées en Roumanie.[18]

Une multitude d'autres motifs de mobilisations étaient présents. Taranu soutient ainsi que, notamment chez les jeunes manifestants, les préoccupations féministes, environnementales et anticapitalistes, inspirées par le mouvement alter-européen et la gauche américaine, étaient également fortes[19]. La diversité des sensibilités et des objectifs politiques a pu donner une image très hétérogène des protestations.[20] Dans ce foisonnement de slogans et de revendications, le plus petit dénominateur commun semble être la désaffection des citoyens *à l'*égard de la politique et la classe politique traditionnelles, particulièrement nette pour les gens entre 25 et 40 ans. Claudiu Craciun estime que cette génération qui portait le mouvement, peut précisément être considérée comme « une génération en mouvement » et la recherche de mouvement comme « une lutte de cette génération ».[21] Il convient de souligner, comme le fait Stoica, qu'en dépit d'un fort degré de fragmentation et malgré la spontanéité des protestations, le comportement collectif de l'hiver 2011/2012 peut, sans doute, être qualifié de mouvement social.[22]

17 Claudiu Craciun [entretien].
18 Deoanca, Adrian (2012): Suspendarea consensului in «Pietele » Universitatii: technopolitica, anticomunism si hegemonia neoliberalismului, dans: Stoica / Mihailescu, 2012, op. cit., pp. 161-197.
19 Taranu, Andrei (2012): Considerati cu privire la unele aspecte globale si locale ale protestelor din Piata Universitatii (januarie 2012), dans: Stoica / Mihailescu, 2012, op. cit., pp. 248-265, p. 261.
20 Ibid., p. 258.
21 Entretien avec Claudiu Craciun realisé par Vintila Mihailescu (Piata Universitatii nici n-a inceput – Interviu cu Claudiu Craciun, dans: Stoica / Mihailescu, 2012, op. cit., pp. 281-292, p. 287.)
22 Stoica, 2012, op. cit., p. 23.

III. Le cadre organisationnel

Après avoir explicité le contexte sociopolitique du mouvement et les principaux cadres revendicatifs donnant sens aux manifestations, nous pouvons passer à l'analyse organisationnelle des protestations de rue et du mouvement en général. Les protestations ont commencé à Targu Mures, ville placée dans le centre-nord du pays, lorsqu'a vu le jour une manifestation rassemblant entre 1500 et 3000 personnes, selon des sources contradictoires.[23] Des manifestations dans autres villes ont suivi, notamment à Timisoara et à Cluj, puis à Bucarest, qui est devenu l'épicentre du mouvement et le principal foyer d'intérêt des médias, en particulier internationaux. Dans la capitale, la plus grande manifestation après la révolution a été enregistrée le 14 janvier, le nombre de participants étant estimé entre 2000 et 20000[24]. L'événement a donné lieu à de nombreux affrontements violents impliquant plus de 1000 « casseurs »[25]. La « Place de l'Université » (Piata Universitatii), située en centre-ville et traversée par le boulevard Magheru (l'un des plus grands de la ville), a concentré l'essentiel des manifestants. Symboliquement, le boulevard a partagé les manifestants en deux groupes, l'un devant le théâtre national, l'autre devant le bâtiment de l'Université, chacun de ces groupes ayant des intérêts et demandes opposés. Du côté du théâtre national, on trouvait des petits rassemblements de dix à quarante personnes, qui manifestaient déjà durant l'hiver 2011/ 2012. Les slogans étaient dirigés notamment contre le Président Basescu, à qui nombre de manifestants attribuaient une certaines proximité avec le « PSD », parti politique d'opposition, considéré comme le successeur du premier parti post-communiste de Roumanie, le « Front de

23 La majorité des journaux font état de 1500 personnes (par exemple 'Jurnalul' et 'Gandul' du 12 janvier (http: / /www.gandul.info /stiri /1-500-de-oameni-au-iesit-in-strada-la-targu-mures-pentru-a-l-sustine-pe-raed-arafat-ei-au-scandat-murim-luptam-smurd-ul-il-aparam-9144334; http: / /jurnalul.ro /stiri /observator /mii-de-oameni-au-blocat-circulatia-la-targu-mures-pentru-a-l-sustine-pe-raed-arafat-601228.html), d'autres, dont le quotidien national 'Adevarul' donnent des nombres plus hauts. 'Adevarul' évoquent « presque 3000 personnes » (http: / /adevarul.ro /locale /timisoara /timisorenii-mobilizeaza-protest-pro-raed-arafat-smurd-e-timpul-aratam-coloana-vertebrala-1_50ad462f7c42d5a6639208be /index.html), tandis que le quotidien local 'Stiri de Cluj' ecrit qu'il y a eu 4500 personnes dans les rues de Targu Mures (http: / /www.stiridecluj.ro /social /lectie-protest-pro-arafat-cu-4-500-de-oameni-la-targu-mures). Il faut se rappeler que les médias en Roumanie sont fortement politisés et que leur alignement politique a probablement eu un fort impact sur la manière dont ces événements ont été présentés.

24 Le chiffre de 2000 personnes est plusieurs fois mentionné tout au long de la journée sur 'Mediafax', la plus grande agence de presse (http: / /www.mediafax.ro /social /piata-universitatii-ocupata-de-protestatari-incidente-intre-jandarmi-si-manifestanti-video-galerie-foto-9147272), les organisateurs, en revanche, avancent le chiffre de 20000 participants environ.

25 'CNNireport' parle de 1500 personnes (http: / /ireport.cnn.com /docs /DOC-731170), le 'New York Times' écrit que « plus de 1000 personnes se sont affrontés avec la police » (http: / /www.nytimes.com /2012 /01 /16 /world /europe /romanians-protest-austerity-measures.html?_r=1).

salut national »[26] Du côté de l'Université, un groupe constitué essentiellement de jeunes entre 20 et 35 ans émettait des revendications dirigés plutôt contre l'ensemble de la classe politique roumaine. C'est ce groupe qui a été le plus médiatisé en janvier 2012, y compris par Antena 3, une chaîne très proche au PSD et qui constitue notre principal foyer d'analyse. Les interactions entre ces deux groupes ont contribué à la dynamique et à l'élan de la mobilisation, leur rencontre sur le boulevard bloquant la circulation pendant une certaine période.

> « Il y a deux côtés à la place de l'Université, le côté « fontaine » [devant l'université] et le côté « théâtre national » ; un groupe de discussion a eu lieu, normalement, là où il y a la fontaine et devant le théâtre, là il y a eu les supporteurs de USL [Union Sociale Libérale, l'alliance entre le PSD et le PNL, Parti National Libéral]. »[27]

Le groupe stable de l'Université comptait entre 200 et 400 personnes, qui appartenaient aux mouvements gauchistes ou féministes, aux activistes de Rosia Montana ou aux groupes militants contre la hydrofracturation (« anti-fracking »). Il y avait même des supporters de divers clubs de football.[28] Mais c'est surtout le nombre de nouveaux participants - énorme compte tenu des conditions de mobilisation en Roumanie - qui a retenu l'attention et a rendu visible le mouvement.

> « A la fin, la différence a été faite par les gens qui ne sont généralement pas affiliés à tel ou tel groupe et qui sont justement venus protester. Ce phénomène était surtout lié à la situation politique de ce moment-là. En 2011/ 2012, nous étions dans une situation très spécifique. […] Cette situation a laissé un grand nombre de personnes avec le sentiment d'être laissés sans aucun instrument

26 Nombre de journaux, analystes et membres de la société civile roumaine affirment que les protestataires du 'coté théâtre national' sont payées par le parti social-démocrate (voir Dumitrache, Marian (2013): Diversiunea zilei: protestarii din 2012, platiti de PSD? dans: objectiv.info, le 27 mai 2013. (http: / /www.obiectiv.info /diversiunea-zilei-protestatarii-din-2012-platiti-de-psd_12584.html)). Le Président du « syndicat national des révolutionnaires » (organisation regroupant les anciens participants de la « révolution » 1989) Teodor Dragici soutient l'hypothèse qu'une somme de 50 Lei a été versée (approximativement 15 euros en 2011) payé par le PSD à chaque manifestant. (http: / /www.nasul.tv /lider-al-protestelor-din-piata-universitatii-jumatate-dintre-noi-erau-platiti-de-psd /.)

27 Arnold [entretien].

28 Claudiu Craciun [entretien].

d'action. Et il a fallu juste une étincelle pour avoir cette mobilisation. »[29]

La méfiance envers la classe politique et les élites transparait de beaucoup d'entretiens, en même temps qu'un fort sentiment de surprise de constater que ces gens, qui ne s'étaient pas mobilisés antérieurement, qui n'avaient pas attentes ou de connaissances claires sur la façon dont les manifestations se produisent, soient néanmoins sortis dans la rue. Compte tenu du fait que la Roumanie a très rarement connu de formes de contestations qui n'étaient pas organisés par les acteurs du jeu politique traditionnel, hormis quelques événements de toute petite échelle organisés par des syndicats peu influents, il est logique que les nouveaux arrivants n'ai eu quasiment aucune expertise et savoir-faire militant. Nous avons démontré, dans le chapitre précédent, que l'accumulation de ces ressources a été un des principaux résultats des événements de 2008, en tout cas pour les personnes fortement impliquées. En ce qui concerne la vague de protestations de 2011/ 2012, les mêmes mécanismes d'acquisition ont pu être remarqués, mais sur une échelle plus grande encore. Ce sont donc les ressources nécessaires à la mobilisation sociale qui se sont développées.

IV. La mobilisation des ressources

Pour les événements de 2008 comme pour ceux de 2011/ 2012, une faible structure organisationnelle, notamment concernant le leadership, est observable.[30] Presada considère même que l'absence d'organisation interne et de leadership est la principale caractéristique de ces protestations.[31] La séparation physique entre les deux groupes situés des deux côtés du boulevard a nécessité un effort de communication de leur part, qui s'est traduit par la constitution de « délégations » de quelques personnes qui oscillaient régulièrement entre les deux bords de la rue. Même si ces « ambassadeurs » [32] parlaient pour chaque groupe et ont contribué à homogénéiser et à rapprocher les demandes[33], ils n'ont jamais eu le statut de

29 Ibid.
30 Stoica, 2012, op. cit., p. 55.
31 Presada, 2012, op. cit., p. 13.
32 Bulai, Alfred (2012): Lumile diferite ale protestelor din Piata Universitatii 2012 si « ambasadorii » lor: constructia dramaturgicaa cadrelor de protest, dans: Stoica / Mihailescu, 2012, op. cit., p. 109.
33 Ibid.

leaders.

1. Les canaux de mobilisation

Les réseaux sociaux en ligne contribuent de façon décisive à la dynamique de mobilisation: la création de forums de discussion et la tendance à s'afficher sur Facebook a permis à certaines de « faire la différence », pour reprendre un slogan célèbre. Sur un plan très pratique, les personnes sans affiliation à un réseau d'activistes ou sans appartenance à un quelconque groupe - comme les fans des clubs de foot – ont pu prendre connaissance des lieux et des horaires des manifestations au fur et à mesure qu'ils étaient discutés. L'utilisation d'Internet a permis de créer une plate-forme d'information et de mobilisation, qui est venu compléter les activités hors-ligne, sans se substituer à elles. Les échanges se sont développés au sein de groupes de discussion, de forums, parfois appelés « agora ».[34] En même temps, le décalage entre l'activisme en ligne et la participation hors ligne a été considérable.[35] Celui-ci a été manifeste à l'occasion de plusieurs événements, dont la mobilisation contre l'accord commercial anti-contrefaçon (ACAC), qui a eu lieu dans de nombreuses grandes villes européennes, y compris à Bucarest, le deuxième week-end de février, et qui coïncidé avec les protestations organisées contre la politique d'austérité menée en Roumanie. La mobilisation, portée surtout par l'ONG « Active Watch », a suscité l'intérêt – en ligne, sur Facebook – de plus de 70000 personnes qui affichaient leur intention de participer à l'événement. Le mouvement a réuni en réalité beaucoup moins de monde, « environ 1000, ce qui était moins qu'un rassemblement dans une ville moyenne en Allemagne ou en Bulgarie, pays qui a une population bien moindre » comme le note Victoria. En fonction de son expérience, Victoria estime qu'il faut fortement relativiser l'impact des réseaux sociaux sur le niveau de mobilisation effective: « Alors, il faut faire attention à l*'excès d'enthousiasme sur Facebook*. Il faut diviser le chiffre des participants sur Facebook par dix ou 15 pour pouvoir avoir une estimation plus fidèle de la réalité »[36]. La pertinence de cette remarque n'est pas limitée à la Roumanie et suscite des débats et des controverses importantes dans la communauté

34 Arnold [entretien].
35 Voir: Presada, 2012, op. cit., p. 17 et suivantes
36 Victoria [entretien].

académique internationale[37], mais aussi dans les milieux militants. Dans la discussion autour du néologisme « slacktivism » l'absence ou la faible existence des résultats des protestations, et la faible contribution à l'augmentation de la participation[38] ont été aussi souvent évoqué que l'efficacité de ce type de mobilisation[39]. Comme l'a observé van Laer, en 2010, à propos de protestations en Belgique[40], l'utilisation de canaux de mobilisation en ligne a abouti à une augmentation de la population mobilisable, tout comme une prépondérance des activistes déjà mobilisés et étroitement intégrés dans des réseaux militants. Contrairement aux résultats de son analyse, nous pensons que dans le cas de la Roumanie, le petit nombre de militants vraiment actifs et convaincus de leur engagement, d'un côté, l'importante dynamique de protestations, bien supérieure aux mobilisations précédentes, de l'autre, confortent l'idée que les réseaux sociaux en ligne ont joué un rôle décisif dans l'enrôlement de participants jusqu'alors pas impliqués. Même si la mobilisation a surtout été portée par des activistes ayant une certaine expérience, comme l'observe Goina à Cluj, où les actions de protestations « ont été structurées autour de petits groupes et de certains réseaux restreints de militants, d'amis et de voisins », qui s'adressaient à « un auditoire limité »[41], les campagnes en lignes ont sensiblement augmenté l'ampleur de la mobilisation en sensibilisant un (assez) grand chiffre de personnes qui seraient restées spectateurs autrement. Bien sûr, pour la plupart des observateurs, ces individus sont plutôt des sympathisants, des supporteurs ou même des participants, mais pas des activistes, pour recourir à la distinction classique de Rucht et Neidhardt.[42] Claudiu fait une description du comportement de ces nouveaux participants:

> « On pouvait voir dans les rues, les gens ne savaient pas comment protester.

37 Voir par exemple l'ensemble des contributions au numero special du journal « eJournal of eDemocracy & Open Government » en 2012 (Bakardjieva, Maria / Svensson, Jakob / Skoric, Marko (eds.): Digital citizenship and activism: Questions of Power and Participation Online.Special Issue of eJournal of eDemocracy & Open Government, Vol. 4, No. 1.).

38 Dans le cas d'une campagne au Brésil, Breuer et. al. estiment que la contribution des réseaux sociaux à la participation politique offline est restée limitée. (Breuer, Anita / Groshek, Jacob (2014): Slacktivism or efficiency-increased activism? Online political participation and the Brazilian Ficha Limpa anti-corruption campaign, dans: Breuer, Anita / Welps, Yanina (eds.): Digital technologies for democratic governance in Latin America: opportunities and risks. Abingdon: Routledge, pp. 165-182.)

39 Brunsting, Suzanne / Postmes, Tom (2002): Social Movement Participation in the Digital Age: Predicting Offline and Online Collective Action, dans: Small Group Research, Vol. 33, No. 5, pp. 525-554.

40 Van Laer, Jeroen (2010): Activists « online » and « offline »: The Internet as an Information Channel for Protest Demonstrations, dans: Mobilization: An International Journal, Vol. 15, No. 3, pp. 407-417.

41 Goina, Calin (2012): « Cine nu sare, nu vrea schimbare! »: o analiza a miscarilor de protest din ianuarie-februarie 2012 din Cluj, dans: Stoica / Mihailescu, 2012, op. cit., pp. 198-231, p. 218 et suivantes.

42 Voir la partie « Englober les trois concept de la recherche sur des mouvements sociaux. b. La mobilisation des ressources » dans le chapitre II « Considérations théoriques et méthodologiques ».

> Ils étaient très chaotiques. Ils parlaient les uns avec les autres, mais ils ne savaient pas quoi faire. »[43]

Cette citation suggère que le degré d'organisation et le savoir-faire militant du mouvement sont faibles. Ceux qui ne sont pas habitués à l'action collective semblent incapables d'assumer un rôle prépondérant, voire de leader. Aussi ici, l'explication fournie par Claudiu frappe par sa pertinence et témoigne d'une réflexion à la fois pragmatique et analytique:

> « Parce que c'était leur première participation à une protestation, on note un manque de savoir-faire. C'était vraiment la première fois qu'ils participaient et on a pu observer ça à partir de leur manière d'interagir. »[44]

Nous voulons rappeler, à cette égard, que plusieurs approches, surtout celles influencées par l'anthropologie cognitive ou la théorie interactionniste de l'apprentissage, soulignent l'importance des étapes dans l'apprentissage des connaissances et des rôles. Même si le travail pionnier de Lave/ Wenger sur les communautés de pratique n'est pas axé sur les mouvements sociaux - il s'agit d'une étude consacrée à la compréhension des mécanismes d'apprentissage dans des compagnies/organisations entre des collègues – l'argument des deux auteurs selon lequel les nouveaux arrivants deviennent des membres des communautés d'action à partir d'une implication « périphérique », pour des taches simples et avec un risque limité45, semble pertinent pour l'explication de la dynamique de mobilisation en Roumanie. Nous pensons trouver, nous aussi, des communautés/ groupes de pratique, qui sont le résultat de la transformation des spectateurs du mouvement, ou encore des sympathisants/supporteurs, en membres actifs. Dans le travail de socialisation au sein des réseaux militants, une « socialisation secondaire » s'opère, qui permet aux participants de s'adapter aux règles et d'assumer des rôles.46 Pour les nouveaux arrivants, il faut alors, dans une terminologie adaptée de ce que Lave/ Wenger proposent, s'inscrire dans un engagement mutuel avec les anciens participants, faire sien les objectifs du groupe et se familiariser avec les répertoires d'actions antérieurement utilisés. Cet apprentissage a lieu dans une situation d'interactions

43 Claudiu [entretien].
44 Ibid.
45 Lave, Jean / Wenger, Etienne (1991): Situated Learning: Legitimate Peripheral Participation. Cambridge: Cambridge University Press.
46 Voir: Filieule / Pudal, 2010, op. cit., p. 176.

continues, hors-ligne et en ligne, qui n'exclut pas des inventions/nouveautés apportées par les nouveaux arrivants, ce qui donne une dynamique supplémentaire à la mobilisation et qui se manifeste par un élargissement des cadres d'action, ainsi que par une expansion des répertoires d'action. Le renouvellement et l'extension des cadres que rendent possibles les non-affiliés sont repérables, dans la vague de protestation contre les mesures d'austérité, à travers une combinaison « créative » de demandes déjà existantes et l'apparition de nouvelles revendications. Mihailescu parle de la «génération de la révolte créative ».[47] Ce passage - du nouvel arrivant en activiste mobilisé – devient plus manifeste encore quand on pense que nombre de participants qui n'étaient pas mobilisés avant l'hiver 2011/ 2012 sont devenus des activistes pendant les mobilisations contre l'exploitation de Rosia Montana.[48]

Hors ligne, du côté de l'Université à Bucarest, un groupe de discussion a été formé début février: « une sorte de forum, qui a attiré environ 150 personnes, dont 50 qui venaient régulièrement et à chaque réunion il y a eu quelques personnes qu'on ne connaissait pas. »[49] Ces 150 personnes ne constituent pas un groupe homogène, même si, comme le souligne Arnold, la majorité d'entre eux sont des étudiants, notamment en sciences sociales, bénéficiant d'une éducation à l'étranger, où « ils ont vu ce qui se passe ».[50] L'hétérogénéité de ce groupe se reflète dans les différences de parcours biographiques, mais également dans la diversité idéologique de ses membres, ou du moins dans la pluralité de leurs visions du monde.

2. Les relations intergroupes

Dans cette vague de protestations, les réseaux militants déjà existants se recrutaient notamment à travers des contacts établis il y a longtemps, notamment pendant les évènements de 2008 :

> « Donc, nous étions impliqués, et beaucoup parmi ce grand cercle d'amis, avec

47 Mihailescu, Vintila (2012b): Generatia revoltei creative, dans: Delimma veche, No. 416, 2-8 fevriever 2012.
48 Une analyse du mouvement de Rosia Montana va suivre dans le prochain chapitre, soulignant, encore une fois, la continuité personelle de la mobilisation.
49 Veda [entretien].
50 Arnold [entretien].

> aussi d'autres gens que nous savions déjà, des connaissances, des amis des amis etc. ont été impliqués dans ces protestations […], dans les rues, nous étions là pendant des semaines, des nuits dans le froid, c'était une mobilisation et nous avons participé. »[51]

Mais, une fois de plus, il s'agit ici de réseaux déjà impliqués dans l'action militante, qui entretenaient des interactions durables, ce qui, comme nous l'avons décrit dans le chapitre précédent, se traduit par une accumulation de contacts et par une augmentation du capital social relationnel. Ce groupe réunissait « des gens de la Biblioteca, de l'espace commun [spatiu comun] et d'autres amis » et se distanciait des autres participants par « leur approche un peu plus radicale ».[52] D'autres réseaux, déjà existants, comptait le groupe des verts/ écologistes et les féministes. Les verts ont été parmi les premiers à entamer ce processus de rassemblement sur le côté « fontaine ». Leur position de départ était un peu privilégiée car ils avaient été recrutés au sein de l'ancien parti vert, qui a été dissout suite à un conflit interne relatif à la direction du parti et à la coopération avec le PSD.[53] Le groupe féministe, qui était également très présent dès le début, comportait deux tendances, l'une relativement radicale, qui développait une critique systémique de la société, l'autre plus modérée:

> « Dans le groupe féministe il y avait aussi des points de vue différents: des gens qui étaient plus sur une vision libérale du féminisme, du type 'la femme devrait être représentée au Parlement, etc.', puis il y avait des gens plus radicaux […]. Les modérés disaient qu'on devrait convaincre les partis politiques. Les radicaux répondaient: ' non, nous devons aller dans la rue, faire des actions directes '. »[54]

Un autre réseau, que nous avons déjà évoqué plus haut, est celui des fans de divers clubs de football. Même s'il ne s'agit évidemment pas d'un réseau de militants – et certainement pas d'un réseau dont la caractéristique première est de formuler des

51 Ruxi [entretien].
52 Veda [entretien].
53 Aussi Claudiu a été membre de ce parti, et lui aussi a quitté les verts. Arnold soulignait, à plusieurs moments, que l'ancien président est devenu membre de PSD très rapidement après le conflit interne. (Arnold [entretien].)
54 Veda [entretien].

revendications politiques, - les participants, qu'on pourrait appeler dans ce cas des membres, se sont politisés au fur et à mesures des protestations. En particulier au début du mouvement, quand le nombre de personnes impliquées était assez faible, ce groupe, qui comptait un nombre considérable de « hooligans »[55], a contribué énormément à la dynamique de la mobilisation. S'ils exprimaient un fort mécontentement à l'égard de l'ensemble de la classe politique roumaine, ils ont surtout été à l'origine de la plupart des affrontements avec les forces de l'ordre, suscitant du coup l'intérêt des médias nationaux et internationaux.

Un groupe différent est celui des supporteurs d'USL (l'Union sociale-libérale), situé du côté du 'Théâtre national'. On peut considérer qu'il y a un dernier groupe, mais qui n'est composé que d'une seule personne, Alex, « l'homme d'occupy »[56], qui est apparu sur la scène militante roumaine en octobre 2011, quand il a essayé d'organiser un mouvement similaire à celui qui se déroulait alors dans d'autres pays.

L'événement d'octobre regroupait environ 150 personnes, qui se sont engagées dans des discussions intenses, mais qui n'ont pas pu garder l'élan nécessaire et aucun groupe durable n'a réussi à se former. La diversité des orientations au sein du groupe est un indicateur des probabilités de conflit. Les verts et les supporters de foot protestaient avec des messages fortement nationalistes comme « les banques devraient partir de notre joli pays parce que les roumains souffrent beaucoup »[57]. Les divergences idéologiques sont progressivement devenues de plus en plus visibles :

> « Vous aviez l'extrême-gauche debout à côté de l'extrême-droite, à côté des libéraux démocratiques, et nous étions tous là pour une chose, mais une fois que les protestations se sont calmées, les gens ont commencé à se parler, et non plus seulement à crier et ils ont découvert que le gars qui était près d'eux était en fait un raciste »[58]

Mais la rupture n'a eu lieu qu'au moment où la dynamique du mouvement a été enrayée, en avril 2012, « le jour de la mobilisation nationale pour l'unification entre la Roumanie et la République Moldave »[59] quand « il est devenu clair qu'une partie des

55 Naturellement, les adhérents ou supporteurs des clubs de foot, réfutent ce terme,. Il s'agit quand même d'une dénomination commune, couramment utilisée.
56 Veda [entretien].
57 Ibid.
58 Simina [entretien].
59 Il s'agit d'un évènement organisé dans le cadre de la campagne « action 2018 », qui est soutenu par nombre

manifestants étaient des nationalistes, qui voulaient une Roumanie plus grande »[60]. Peut-être que ce jour-là, une certaine forme de naïveté, ou même une ignorance délibérée, s'est brisée, chacun tentant jusqu'alors de valoriser les objectifs communs du mouvement plutôt que de reconnaître ses divergences, pourtant frappantes. Lors de cette manifestation, alors que certains brandissaient le slogan « Basarabia e Romania » (Basarabia [la région roumaine en Moldavie] est la Roumanie), des affrontements ont eu lieu entre militants de gauche et nationalistes, ces derniers revêtus « de médailles et de drapeaux »[61]. Le groupe des verts et de nombreux supporteurs de football sont passés du côté des nationalistes, argumentant du fait qu'il était nécessaire de nouer des alliances stratégiques, compte tenu de la faiblesse des effectifs disponibles. Les nationalistes légitimaient leurs demandes de soutien en direction des autres groupes en évoquant leur participation à des événements passés: « Vous savez, nous sommes venus aux manifestations des féministes, même si on ne les aime pas, alors pourquoi ne voulez-vous pas venir à notre protestation ? ».[62] Il est vrai que lors des protestations de Timisoara, tout au long de l'hiver, les messages à connotation fortement nationalistes étaient très présents.[63] Les partisans du PSD, côté « théâtre national », qui arboraient parfois des drapeaux roumains et chantaient à l'occasion l'hymne national, n'ont pas joué un rôle important en la circonstance. Les interactions entre les deux côtés de la manifestation se sont limitées à des contacts informels[64] entre « ambassadeurs ».

V. Les structures d'opportunités

Nous concevons les structures d'opportunités non pas comme des variables établies, objectives et externes aux acteurs sociaux mais plutôt comme des variables que nous voulons saisir à partir de la perception qu'en ont ces derniers. Cette perception est influencée par une évaluation subjective de la relation entre les objectifs de l'activité militante et ce que le

de réseaux nationalistes et d'acteurs de la politique institutionnalisée et qui revendique la réunification de la Roumanie avec la Bessarabie, partie importante de la République Moldave.

60 Arnold [entretien].

61 Veda [entretien].

62 Ibid.

63 Copilas, Emanuel (2012): Flexilizarea structurilor prin resurgenta agentilor sociali? O analiza socio-constructivistaa protestelor din Timisoara, dans : Stoica /Mihailescu, 2012, op. cit., pp. 112-160, p. 145 et suivantes.

64 Claudiu Craciun, entretien realisé par Mihailescu (Mihailescu, 2012, op. cit., p. 284.).

contexte - institutionnel ou culturel - permet ou pas. Dans le chapitre sur le contexte de mobilisation en Roumanie et en Hongrie, nous avons commencé à présenter les principales caractéristiques formelles des structures d'opportunités telles que les experts les perçoivent. Ce premier travail d'analyse nous a permis de faire un bilan comparatif au niveau macro. Mais les opportunités doivent être perçues par ceux qui veulent en profiter pour ensuite pouvoir en faire usage. Dans ce qui suit, nous nous intéressons, à propos des événements de 2008, à l'évaluation des SOP par les activistes.

1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques

La grande majorité des activistes interrogés considèrent que le système politique est plutôt fermé. La dénonciation de politiciens corrompus, du clientélisme politique, du faible degré de réceptivité du système politique à l'égard des préoccupations des citoyens, sont autant de critiques qui vont en ce sens. A priori, la perception d'un haut degré de fermeture devrait limiter les chances de succès du mouvement. En l'occurrence, n'est pas le cas: les reformes incriminées ont été retirées et le gouvernement en place a démissionné deux fois en trois mois. La raison d'une telle situation est à chercher dans le contexte spécifique des protestations en Roumanie. Si les outils classiques d'analyse des mouvements sociaux, que nous avons présentés auparavant ont été appliqués notamment dans le cadre des sociétés Ouest-européennes, aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en Amérique Latine, ils semblent moins pertinents dans d'autres circonstances. Même si le système politique est très fermé, en tout cas perçu comme tel, ceux qui ont été au pouvoir ont cessé leurs initiatives à la suite des manifestations de rue. Il faut souligner, une fois de plus, qu'il ne s'agit pas de manifestations de masse, comme celles que peuvent connaître des villes comme Paris, Madrid, Bruxelles ou Seattle, mais de manifestations qui regroupaient moins de 10000 personnes dans toutes les villes de la Roumanie.

Dans le contexte d'un pays qui a connu sous le communisme 45 ans d'expérience non-démocratique et qui, auparavant, avait peu de structures propices à la mobilisation et à la démocratisation, les théories élaborées pour penser les mouvements sociaux dans les sociétés occidentales ne constituent pas un cadre explicatif adapté. Si Tilly affirme qu'« avant le 19eme siècle les mouvements sociaux, dans le sens fort du terme, ont été rares voire inexistants dans

les pays de l'Ouest »[65], les conditions d'apparition des mouvements sociaux en Roumanie semblent bien différentes, avant et pendant le communisme. La période postérieure à 1989 est celle au cours de laquelle, en Roumanie, des mouvements sociaux ont pu se développer pour la première fois. La consolidation démocratique n'est nullement achevée. Le mécontentement populaire, croissant avec le développement du précariat, va de pair avec un système politique fermé, qui se renouvelle peu et qui est fortement clientéliste. Une telle configuration fait que des mobilisations, même de faible ampleur, peuvent avoir un impact extrêmement fort, surtout quand elles arrivent à gagner l'attention des médias. Le fait que le gouvernement renonce, au moins partiellement, à ses politiques - sous la pression de protestations qui seraient considérées dans d'autres pays comme une situation de lutte sociale (quasi)normale - témoigne de la faible consolidation des structures démocratiques et de la faible légitimité de la classe politique. La rareté des protestations fait que les hommes politiques roumains ont du mal à évaluer la gravité de la situation et qu'ils sont plus sensibles à la pression de la rue. Du coup, il leur est difficile de conforter leur légitimité en apportant une réponse aux revendications portées par la rue.

> « Il y a un tel manque de légitimité politique que chaque mouvement social, chaque protestation, qui est réelle, est un danger pour les partis et les candidats. […] Et si nous n'avons pas l'expérience des protestations, ils n'ont pas non plus l'expérience pour répondre à ces protestations. »[66]

2. L'alignement des élites et les possibilités d'engagement ou d'alliance

Les possibilités et les chances de trouver des alliés au sein des élites n'ont probablement jamais été aussi élevées que durant la mobilisation sociale de l'hiver 2011/ 2012. Les partis d'opposition ont soutenu les protestations à l'unanimité. Le parti social-démocrate (PSD) a gagné largement les élections législatives suivantes, en surfant sur la vague de mécontentement. Nombre de dirigeants des partis d'opposition ont fait leur apparition la place de l'Université et ont déclaré leur solidarité avec les manifestants. Parmi eux, des personnages

65 Tilly, Charles (1981): Britain creates the social movement, dans: CRSO working paper, No. 232, p. 7.
66 Claudiu Craciun [entretien].

influents comme l'ancien ministre des transports et vice-président du parti national libéral, à l'époque allié au PSD - Ludovic Orban - l'ancien premier-ministre Petre Roman ou encore le député PSD Remus Cernea[67].

Les partis politiques ont essayé de récupérer les protestations et d'améliorer leur image dans l'opinion publique: « Ils ont essayé de tirer profit du mouvement et des protestations par des slogans vagues et vides, comme 'Oh oui, moi aussi je supporte cette cause »[68]. 'Radio France Internationale Roumanie' a même évoqué une « instrumentalisation des protestations par les forces politiques ».[69] Si certains hommes politiques ont essayé de soigner leur image en affichant leur proximité avec les manifestants, si d'autres ont vraiment adhéré sincèrement à leurs demandes, tous ont été repoussés: Petre Roman a été hué et insulté par nombre de personnes présentes[70] et Ludovic Orban a été accueilli par des chants comme « PDL-USL, c'est la même misère »[71]. La société civile organisée a été favorable aux protestations. Plusieurs ONG ont essayé de s'impliquer et de faire le lien avec les institutions politiques en se faisant le porte-parole des manifestants. Victoria Stoicu, de Friedrich Ebert Stiftung ont évoqué à ce sujet une « politique de lobby »[72]. Pourtant, comme le souligne Presada, les ONG qui prétendaient être la voix des citoyens n'ont jamais réussi à établir des liens durables avec eux ; en conséquence, en janvier, les citoyens n'ont pas eu recours aux acteurs de la société civile organisée.[73] Neagoe, expert à CEE Trust, explique la raison de cet éloignement, ou au moins du manque de proximité entre les citoyens et la société civile organisée en raison du fait que les activités des ONG sont plutôt dirigées vers les besoins des groupes professionnels plutôt que vers les simples citoyens. La distance entre citoyens et acteurs de la société civile organisée pose donc la question de la légitimité de ces derniers.

« Si nous parlons de citoyens et de mouvements sociaux, je crains que les

67 Ziare, le 13 janvier 2013: Remus Cernea (PSD): Protestele din Piata Universitatii au fost anti-Basescu (http: / /www.ziare.com /remus-cernea /stiri-remus-cernea /remus-cernea-psd-protestele-din-piata-universitatii-au-fost-anti-basescu-1212187).

68 Claudiu Craciun [entretien].

69 Niculescu, Luca: Analiză RFI România: Violenţele din timpul protestelor sunt instrumentalizate ulterior de forţele politice, Radio France Internationale, le 16 janvier 2012 (http: / /www.rfi.ro /articol /stiri /social /analiza-rfi-romania-violentele-timpul-protestelor-sunt-instrumentalizate).

70 Necula, Florin: Petre Roman, huiduit de protestatari in Piata Universitatii, Ziare, le 25 janvier 2012 (http: / /www.ziare.com /petre-roman /premier /petre-roman-huiduit-de-protestatari-in-piata-universitatii-1147051).

71 Stiripescurt, le 20 janvier 2012 (http: / /www.stiripescurt.ro /orban-gonit-de-la-universitate-pdl-usl-aceea-i-mizerie-i-au-strigat-protestatarii-video /960548.html).

72 Victoria Stoicu [entretien].

73 Presada, 2012, op. cit., p. 12.

ONG ne jouent pas un rôle important. »[74]

Par ailleurs, la société civile organisée s'est déchirée au fur et à mesure de l'avancement du mouvement. Si, au début, elle a été unie contre Basescu, des fractures ont rapidement émergé pour culminer lorsque deux groupes d'organisations de la société civile se sont affrontés, l'un prenant fait et cause pour l'USL. La raison de cette division est moins à chercher dans des disputes véritablement politiques dans une querelle de personnes entre les deux leaders les plus influents des deux groupes: Alina Mungiu-Pippidi, de l'ONG « Société Académique Roumaine », politiste, spécialiste du développement démocratique en Roumanie, d'un côté, Cristian Parvulescu de l'ONG « Pro Democratia », politiste également et doyen de « l'École Nationale d'Études Politiques et Administratives », de l'autre.[75] Les activistes antérieurement mobilisés, avec lesquels nous avons réalisé des entretiens, ont tous déclarés se méfier de l'activité des ONG pendant les protestations et de façon générale.

Un autre acteur politique qui a essayé de s'impliquer dans les manifestations, a été la Mairie de Bucarest, surtout le Maire du troisième secteur de la ville - Robert Negoita, du PSD - qui lui aussi a été rejeté par les activistes. La proposition de la mairie d'organiser des groupes de discussion, similaires à l'Agora organisée par les manifestants, a été repoussée au motif qu'il s'agissait d'une tentative de contrôler le mouvement.[76] Veda décrit la manière dont ces derniers ont été approchés par la mairie: « vous voulez un endroit pour protester, nous vous donnons un lieu pour protester ».[77]

Au-delà d'une part du fort sentiment de mécontentement et de méfiance envers la classe politique, qui rendait impossible une alliance entre les manifestants et les partis politiques, d'autre part du fossé entre citoyens et ONG, Claudiu mentionne un autre facteur pour expliquer l'absence de coopération avec les élites dirigeantes: la volonté de pouvoir parler en tant qu'individu au nom de l'ensemble des manifestants.

> « Lorsque vous avez de grands groupes dans les rues, il est très difficile de justifier devant eux que tu vas vers les institutions. C'est un problème de légitimité interne. »[78]

74 Dolores Neagoe [entretien].
75 Victoria [entretien].
76 Arnold [entretien].
77 Veda [entretien].
78 Claudiu [entretien].

3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteurs des protestations

Les manifestations ont généré un intérêt élevé des médias. Ainsi, chaque événement sur la place de l'Université ou, plus largement dans le centre-ville de Bucarest, a été télévisé en continu. Comme nous l'avons argumenté dans le chapitre théorique, nous plaidons pour l'inclusion des médias dans les structures d'opportunités. Les médias peuvent être perçus comme un acteur d'élite que nous devons prendre compte dans le cadre des variables relatives à l'alignement ou à la disponibilité des alliés. Nous avons démontré dans le chapitre sur les événements de 2008 que les médias ont contribué à provoquer un changement de discours public, ce qui correspond également à ce que nous avons qualifié de 'structures d'opportunité culturelles'. Spécialement les dimensions de 'l'amplification de la contradiction entre une valeur culturelle appréciée et des pratiques sociales généralisées' et 'des plaintes apparues subitement' semble décrire l'effet de la médiatisation des protestations. Les médias proches des partis d'opposition ont également souligné ou amplifié 'la vulnérabilité ou l'illégitimité' du système, ce qui constitue la troisième dimension des COS, suivant la proposition de Mc Adam.[79]

L'attention accordée par les médias aux protestations a énormément contribué à la dynamique de la mobilisation, en soutenant à la fois les manifestants et leurs revendications. Mais elle a également nuit au mouvement, comme le souligne Claudiu, en le présentant comme une initiative exclusivement « anti-Basescu », alors qu'il était aussi et plus largement « anti-establishment »[80]. Même si la couverture médiatique de ce qui se passait dans la rue a été biaisée, partiale, partielle, ou excessive[81] - pour ne pas heurter les intérêts des sociétés de presse et de leurs propriétaires – les médias ont développé un récit plutôt positif (« a positive narrative ») à l'égard de ces protestations. De la même manière, Claudiu insiste sur le rôle des médias dans la vague de mobilisations à Rosia Montana en 2013:

> « Et c'est la raison pour laquelle les manifestations de 2013 étaient une sorte de succès, parce que les gens changeaient leur avis concernant des

79 Voir: le chapitre « Les structures d'opportunités' dans la partie theorique. »
80 Claudiu [entretien].
81 Entretien realisé par Mihailescu, Claudiu souligne l'absence de scènes de violence de la part des forces de l'ordre à la télévision (Mihailescu, 2012, op. cit., p. 285.).

> protestations. Ce n'était plus certaines personnes folles, des personnes marginales. Maintenant, c'étaient des gens et ils ont eu leur droit de le faire. »[82]

4. Les configurations de sécurité, le maintien de l'ordre et la répression

En continuant notre analyse de la perception des structures d'opportunités, nous allons maintenant nous pencher sur la question de la capacité ou de la volonté (ou pas) de l'État de recourir à des moyens de répression. Comme il s'agit ici de partir du récit des participants et non pas de données objectives, nous allons présenter la façon dont les militants ont perçu le maintien de l'ordre exercé par la police ('policing'), la gendarmerie et même les services secrets.

D'abord, il faut souligner que toutes les protestations de l'hiver 2011/ 2012 n'ont pas été autorisées par les institutions concernées. Elles se sont déroulées dans une zone grise entre le droit à la libre expression et l'interdiction des rassemblements de personnes. Les grands boulevards de la capitale ont connu des perturbations et des blocages intentionnels. Il y a également eu des affrontements violents entre protagonistes, notamment entre hooligans, autorités publiques et police. Manquant d'expérience et d'expertise, ces deux dernières ont géré la situation difficilement. L'incertitude du statut légal de ces manifestations ainsi que le déficit d'expérience de ceux qui sont en charge de faire respecter la loi sont sources aussi bien d'opportunités que d'obstacles. Concernant les perturbations de la circulation, ou encore le blocage intentionnel des grandes artères de la capitale, Victoria décrit la réaction « très civilisée et très relax de la police, comparé à ce qu'on peut voir à Bruxelles ou aux États Unis »[83]. Veda estime également que la police et la gendarmerie ont géré la situation plutôt positivement, à la lumière d'autres pays. Mais elle souligne aussitôt que les événements ont montré que « les forces armées de ce pays jouaient, toujours, un grand rôle dans la configuration politique d'ensemble »[84]. Simina témoigne du fait que de nombre agents provocateurs infiltraient la foule pour « créer des problèmes » et légitimer en quelque sorte

82 Ibid.
83 Victoria [entretien].
84 Veda [entretien].

les réactions violentes de la police.[85] Hormis quelques rares cas isolés de violences policières et l'entrée de force de la gendarmerie dans des clubs et bars, le rôle des forces de l'ordre s'est limité à enregistrer les données personnelles des manifestants, contrôler leurs carte d'identités et donner des amendes (en masse), parfois arbitrairement, ce qui est perçu par nombre d'activistes comme une tentative d'intimidation. Peu d'arrestations et un tout petit nombre de garde à vue préventive ont été rapportés. Une autre forme d'intimidation est rapportée par nombre d'activistes ainsi que par la presse, à savoir des visites inopinées de membres de la police ou des services secrets au domicile des parents des activistes, comme le raconte Mihail Bumbes[86], activiste impliqué dans l'organisation des protestations, qui a refusé notre demande pour un entretien avec l'inquiétude de sécurité personnelle. Veda opine que le but de ce type d'intimidation était de communiquer que « nous savons ce que tu es sur le point de faire et nous t'observons ».[87] Un autre élément de répression confirmé par nombre d'activistes était la surveillance continue et, comme dans le cas de 2008, une sorte de collaboration entre des entités de surveillance, le service secret et la presse.

Ce que nous pouvons constater des rapports est que la police et la gendarmerie n'ont pas eu une stratégie commune, ni suivaient une ligne claire, avec le même traitement envers tout protestataire. Les institutions, y inclut les forces de l'ordre, ne sont pas entièrement fonctionnelles en Roumanie. Nous avons parlé en haut, dans ce chapitre comme dans le chapitre sur la consolidation démocratique de la Roumanie, sur le clientélisme endémique, le traitement préférentiel etc. Dans le cas du traitement des manifestants par la police, cela s'est transformé dans un atout pour les participants, par une personnalisation de la relation institutionnelle policier-protestataire. Il était, par conséquent, possible de s'engager dans des discussions personnelles ou même de négocier avec les policiers, individuels et collectifs.[88]

85 Simina [entretien].
86 Voir: Militia Spirituala: Miliţia Spirituală cere autorităţilor statului să renunţe la practicile de poliţie politică, le 5 mars 2012 (https: / /www.militiaspirituala.ro /detalii.html?tx_ttnews%5Btt_news%5D=332&cHash=186a7af9c6c02e9bfd5ee47d83299520).
87 Veda [entretien].
88 Victoria [entretien].

VI. Les résultats des protestations

En Roumanie, la vague de protestations a engendré des changements politiques importants, y compris l'annulation de plusieurs réformes mises en œuvé par le gouvernement, le départ de plusieurs de ses membres et même le retrait de l'Exécutif. A ce sujet, nous argumentons que, pareillement aux événements de 2008, les principaux effets de la vague de mobilisation sur les mesures d'austérité sont en lien avec l'accumulation de capital social relationnel et cognitif, ainsi qu'avec 1 changement de discours public. Un quatrième aspect, perceptible déjà en 2008 a trait à l'accumulation des connaissances spécifiques pour l'activité militante. L'énorme médiatisation des manifestations s'est accompagnée d'une couverture très positive du mouvement, contribuant à donner une image très bénéfique de lui. Amenta et Young affirment que les médias de masse peuvent favoriser la création d'identités collectives[89]. Nous faisons nôtre cette hypothèse, en essayant de démontrer qu'une identité collective transcendant les réseaux militants déjà existants est en train de naître. Le fait que l'activité militante soit reconnue, grâce notamment au « prix accordé au militantisme politique » participe par ailleurs d'une « valorisation sociale des activités politiques », pour paraphraser Fillieule/ Pudal.[90]

1. L'accumulation du capital social relationnel et du capital social cognitif

Le changement de discours a été à la base d'une dynamique de mobilisation qui a touché une population plus large que le petit groupe d'activistes habituels, transformant en quelque sorte des sympathisants en participants. Ces nouvelles recrues sont essentiellement des jeunes de 25 à 35 ans, qui ont longtemps été « découragés de s'impliquer civiquement » dans un contexte global où « la révolte et le refus de l'autorité [étaient] des comportements socialement inacceptables »[91]. Cependant, l'engagement politique est devenu « plus sexy »[92] avec les réseaux sociaux en ligne. Le changement de valeur accordé aux protestations a contribué à ce que « la scène activiste » devienne plus visible et soit rejointe, par la suite, par

89 Amenta / Young, 1999, op. cit., p. 35.
90 Fillieule / Pudal, 2010, op. cit., p. 178.
91 Stoica, Victoria (2012): Cine protesteaza in Romania de azi ?, dans: CriticAtac le 22 février 2012.
92 Diana, activiste de Rosia Montana [entretien].

de nouveaux acteurs, notamment des fans de football, des féministes, des environnementalistes et des altermondialistes[93]. Presada souligne que, même si dans des pays de l'Ouest on pourrait considérer ce processus d'engagement et d'enrôlement politique comme banal, en Roumanie il s'agit d'un phénomène nouveau.[94] La durée de la vague de mobilisation, marquée par une continuité d'interactions, à la fois dans la rue et en ligne, a permis au groupe de s'élargir, à l'intersection entre militants déjà impliqués et 'nouveaux arrivants'. Les contacts entre eux vont augmenter et devenir progressivement plus intenses. Les personnes qui se sont mobilisées à cette période-là vont « rester actifs politiquement d'une façon ou d'une autre, parce qu'ils sont devenus des acteurs civiques et politiques, indépendamment de qui est au pouvoir »[95]. L'extension du réseau de militants et de la population de sympathisants, de même que la valorisation sociale du militantisme et l'apparition d'une sorte de style de vie politisé suscitent de nouveaux arrivants et contribuent à la formation d'une identité collective. Les discours sur les faits de violences policières, avérés ou mythifiés, l'émotion collective que provoque le fait d'être ensemble dans la rue[96] et le sentiment d'exercer une influence sur la vie politique, soudent le groupe et permettent une accumulation du capital social cognitif. Du même coup, comme en 2008, ce sont de nouvelles connaissances spécifiques pour la protestation qui sont acquises.[97]

2. L'accumulation des connaissances et des effets subséquents

En ce qui concerne les effets liés à l'accumulation de connaissances, nous pouvons identifier les mêmes deux axes centraux qu'en 2008. L'un comme l'autre sont, encore une fois, la résultante directe de l'agir social qui résulte des protestations. Le premier axe concerne l'apprentissage du savoir-faire militant par « association différentielle », pour emprunter ce terme à la criminologie de Sutherland, tandis que le deuxième axe porte sur l'accumulation des compétences légales. A propos du premier axe, les mêmes mécanismes que pour les

93 Presada, 2012, op. cit., p. 24.
94 Ibid.
95Claudiu [entretien].
96 Voir: Dohotaru, Adi (2012): Protestatarul. O istorie participativa. Bucharest: Tracus Arte, p. 232.
97 Nous voulons rappeler ici la contribution d'Eyerman et Jamison à la compréhension des pratiques d'engagement, dans une perspective proche de la socilogie et de l'apprentissage cognitif. (Eyerman, Ron / Jamison, Andrew (1991): Social Movements. A cognitive Approach. University Park: Penn State University Press.).

événements autour du sommet de l'OTAN sont à l'œuvre. Mais cette fois-ci, grâce aux nouveaux arrivants, l'apprentissage ne se limite pas aux réseaux militants. Les connaissances acquises à l'époque ont pu être transmises par les militants déjà mobilisés - par instruction et par la pratique - et ont été approfondies et enrichies par leur mise en application, gagnant ainsi encore plus en expérience. La population des militants aguerris et celle des nouveaux arrivants a augmenté continuellement. En ayant en tête les manifestations contre l'exploitation des mines d'or de Rosia Montana en 2013, Claudiu estime que les effets du mouvement de l'hiver 2011/ 2013 ont été les suivants:

> « Il y avait un groupe de gens qui étaient très actif en 2012. Ils ont passé leur baptême. Donc, ils avaient plus d'expérience des mouvements et ont pu s'impliquer d'avantage et ont pu aider plus la prochaine fois… »[98]

Willemez considère que l'apprentissage du savoir-faire militant a trois effets principaux: l'intensification de l'identité collective, la « maîtrise d'un ensemble de savoir-faire techniques » et la mise à disposition d'un « outil efficace de gestion des engagements »[99]. Nous voudrions ajouter à cette liste une quatrième dimension: le savoir-faire intellectuel. Il s'agit d'un aspect qui peut être compris dans le corpus de valeurs militantes, ou encore dans les considérations sur l'identité collective et le savoir-faire technique, notamment au niveau discursif. Au registre de l'accumulation du savoir-faire intellectuel, nous pouvons mentionner deux éléments clés communiqués par les activistes eux-mêmes: d'une part, les compétences légales, puisque « les gens savent maintenant quels sont leur droits quand ils manifestent »[100] et comment se comporter en situation de crise, notamment avec la police. D'autre part, le corpus idéologique, ce que Veda appelle une conscientisation et une généralisation de la compréhension que « la peur économique institutionnalisée est le résultat de la manière dont le capitalisme se manifeste »[101].

Un autre résultat observable est constitué par le changement de comportement des forces de l'ordre, qui est une conséquence de l'accumulation de connaissances légales acquises par les militants et les participants. Nombre de dérapages commis par les forces de l'ordre ont

98 Claudiu [entretien].

99 Willemez, Laurent (2013): Apprendre en militant: contribuer à une économie symbolique de l'engagement, dans: Vendramin, Patricia (eds.): L'engagement militant. Presses Universitaires de Louvain, pp. 51-65, p. 12.

100 Ruxi [entretien]. Elle souligne que les autorités sont conscientes du fait que les manifestants connaissent leurs droits, ce qui influence le comportement des premiers.

101 Veda [entretien].

été rapportés par des ONG, des médias, ou par de simples individus auprès des autorités concernées[102], ce qui a eu pour effet d'inciter la police et la gendarmerie a changé certains de leurs procédés.

102 Voir: Dohotaru, 2012, op. cit. p. 240.

Chapitre III: La vague de mobilisation de « Salvati Rosia Montana ».

À la fin de l'été 2013, une nouvelle vague de manifestations de rue a secoué la Roumanie et a éclipsé les vagues de protestations analysées dans les chapitres précédents. Entre les mois de septembre 2013 et février 2014, des manifestants ont exprimé dans de nombreuses villes du pays leur désaveu avec la manière dont le gouvernement gérait un projet d'exploitation minière dans les Carpates occidentales roumaines. Même si les partis au gouvernement - le parti social-démocrate (PSD) et les libéraux (PNL) - ont fait campagne avant les élections pour bloquer le projet - ce qui est mentionné dans leur programme - pendant leur mandat ils ont accepté de le renvoyer devant le Parlement. Ce projet d'exploitation d'or, considéré par beaucoup de spécialistes comme "le plus grand et le plus sensible politiquement"[1], a débuté en 1995 et a provoqué tout au long de son développement l'ire des groupes de défense de l'environnement ainsi que d'une partie de la société civile organisée. Les opposants évoquaient des risques sanitaires et environnementaux, mais aussi un manque de transparence dans l'attribution du contrat, le gouvernement lui-même considérant que cette question était un « secret d'État ». Outre les mesures d'exploitation strictement dites, le projet avait des implications sociales importantes, comme le déplacement de plus de 900 foyers, avec à peu près 2.000 personnes concernées (740 maisons et 138 appartements, dix églises et 9 cimetières).[2] Les habitants qui refusaient de partir et de vendre leur maison ont placé devant cette dernière des pancartes sur lesquelles était écrit: « Cette propriété n'est pas à vendre ».[3] Aidés par des ONG nationales et internationales, ils ont à plusieurs reprises tentés de faire valoir que les dispositions sur la protection de l'héritage culturel devaient s'appliquer dans le cas de Rosia Montana, ce que finalement l'UNESCO a reconnu. Mais le label « héritage culturel » a été refusé en 2010 par le maire de la ville, Eugen Furdui, qui ne croyait pas aux retombées touristiques d'une telle dénomination, préférant « l'or à l'Unesco », comme l'affirme la radio belge RTL[4]. En 2011, le ministre de la culture, Kelemen Hunor, a délivré

1 Manea, Alexandra (2014): Public Health and the Environment: The Gold War of Romania: Sustainable Development or Irreversible Damage?, dans: Sustainable Law & Policy, Vol. 14, No. 3, p. 23.
2 Waack, Christoph (2005): Tara Motilor – A Regional Term between Economic and Ecological Interests. Some Explorations in the Romanian Periphery, dans: Romanian Review of Regional Studies, Vol. 1, No. 1, p. 23.
3 Velicu, Irina (2012): To Sell or Not to Sell: Landscapes of Resistance to Neoliberal Globalization in Transylvania, dans: Globalizations, Vol. 9, No. 2, p. 316.
4 Voir Dans le village de Rosia Montana, le maire préfère l'or à l'Unesco. RTL INFO le 26 août 2010 (http: /

« un certificat de décharge archéologique illégal »[5]. Nombre d'hommes politiques, dont le Président de la Roumanie de l'époque, Traian Basescu, ainsi que le Premier ministre, Victor Ponta, se sont dits favorables au projet. Sur place, les habitants étaient divisés, certains approuvant le plan d'exploitation minière tandis que d'autres le combattaient farouchement. Les partisans de l'exploitation minière ont eux aussi organisé des protestations. En août 2014, 10.000 personnes sont ainsi sorties dans la rue afin d'exprimer leur soutien au projet.[6]

Ce qui à l'origine était une résistance locale contre le projet s'est transformé, en 2013, en la plus grande manifestation que le pays ait jamais connu – ce que d'aucun ont appelé « l'automne roumain » - faisant la « une » des médias roumains et internationaux. A partir de septembre 2013, des rassemblements d'une ampleur inédite pour la Roumanie ont eu lieu chaque dimanche dans la plupart des villes, gagnant en importance au fur et à mesure de l'avancement des discussions au parlement, dans la presse et dans la rue. Après 15 ans d'attentes, la loi qui aurait pu autoriser l'exploitation du site par la Rosia Montana Gold Corporation (RMGC) n'a pas été votée par le parlement roumain, sans aucun doute suite aux protestations dans l'ensemble du pays et même dans d'autres villes d'Europe. La compagnie continue de lutter pour ses droits contractuels et cherche actuellement à se prévaloir des traités de protection d'investissement.[7] Le conflit entre un acteur économique de premier plan et les actions menées par « Sauver Rosia Montana » montre, selon Chipper, que la mondialisation coexiste avec un mouvement de contestation alter-globalisation au niveau mondial.[8]

Nous allons maintenant analyser la dynamique de mobilisation durant la période allant de septembre 2013 à février 2014, qui a permis à un mouvement contre le projet d'exploitation minière comptant à l'origine une centaine de personnes, de gagner en importance et de devenir un mouvement extrêmement large, porteur d'une multitude de revendications. Comme dans les chapitres précédents, nous allons nous concentrer sur les

---

/www.rtl.be /info /monde /france /dans-le-village-de-rosia-montana-le-maire-prefere-l-or-a-l-unesco-184689.aspx).

5 Bouniol, Judith (2013): Scramble for land in Romania: an iron fist in a velvet glove, dans: Franco, Jennifer / Borras, Saturino M. (eds.): Land Concentration, land grabbing and people's struggles in Europe. Transnational Institute (TNI) for European Coordination Via Campesina and Hands off the Land network, p. 146.

6 Voir Rosia Montana Gold Corporation (2014): Protest in favor of mining in Rosia Montana. (http: / /en.rmgc.ro /events /protest-in-favor-of-mining-at-rosia-montana.html).

7 Wilson, James (2015): Gold Explorer Gabriel Resources seeks arbitration with Romania, dans: Financial Times, 20 janvier 2015 (http: / /www.ft.com /cms /s /0 /81da52ae-a094-11e4-8ad8-00144feab7de.html#axzz3dQBNMNpV).

8 Chiper, Sorina (2012): Rosia Montana and Its Publics: Governance and Participatory Democracy at Community and Corporate Level, dans: Argumentum, Vol. 1, pp. 82-105.

effets des protestations sur les personnes mobilisées et leur environnement, à partir des perceptions de ceux qui ont été impliqués. Nous voulons insister sur les canaux de mobilisation et, plus spécifiquement encore, sur l'influence décisive des réseaux sociaux en ligne, ce que Bennett et Segerberg appellent l'action connective[9]. Nous allons décrire les résultats concernant l'augmentation du capital social relationnel et cognitif, pendant et après les protestations. Un autre élément structurant, qui distingue cet événement des précédents, est relatif à la continuité personnelle de la mobilisation, *à la continuité des réseaux d'*activistes et à la croissance exponentielle du nombre de participants. Comme pour les autres chapitres, nous nous appuierons sur les informations tirées des entretiens, mais aussi sur les études menées sur le sujet qui nous intéresse disponibles dans les médias. Pour 2013/ 2014, les analyses scientifiques sont à cet égard particulièrement nombreuses. La majorité des recherches portent sur les cadres du mouvement, souvent dans une perspective herméneutique, ou encore sur la controverse autour de l'exploitation de la mine, généralement sous un angle écologique. Comparé aux sources secondaires que nous avons pu utiliser pour les événements de 2011/ 2012, peu de place est accordée aux mécanismes internes. On retrouve ici la différence entre un traitement scientifique du sujet - les analyses de Rosia Montana – et un autre plus personnel, fait à partir des « comptes rendus » de ceux qui ont été impliqués – ce qui constitue la majorité des textes sur les protestations contre les mesures de l'austérité.

I. « Revolutia incepe la Rosia Montana »: le contexte et les cadres de mobilisation.

« La révolution commence à Rosia Montana » est devenu le slogan des protagonistes de « l'automne roumain ». L'opposition au projet de Rosia Montana s'est ensuite transformée en une mobilisation nationale, qui allait bien au-delà des revendications initiales. Au préalable, il convient de souligner que le mouvement environnementaliste en Roumanie a toujours été faible comparé aux autres pays d'Europe de l'Est. Notamment à cause du caractère autoritaire

9 Bennett, Lance W. / Segerberg, Alexandra (2012): The Logic of Connective Action, dans: Information, Communication & Society, Vol. 15, No. 5, pp. 739-768.

du système pré-démocratique et de la lenteur des politiques environnementales mises en œuvre après la révolution, les organisations de défense de l'environnement ont privilégié leur propre survie plutôt que la sensibilisation du public à la cause qu'elles défendent.[10] Pour expliquer comment de telles manifestations ont quand même réussi à naître et pour pouvoir saisir la dynamique de la mobilisation, c'est-à-dire sa transformation en un mouvement social qui est le plus grand depuis 1989, il nous faut remonter aux racines de l'événement. En 1999, les droits d'exploitation de la mine de Rosia Montana ont été transférés à la compagnie « Rosia Montana Gold Corporation », dont la société canadienne « Gabriel Resources » détient 80% des actions. Un an plus tard, en septembre 2000, l'ONG « Alburnus Maior » a été fondée par des habitants et des propriétaires fonciers du village de Rosia Montana. Elle regroupait environ 300 familles de paysans de la région.[11] La même année, cette ONG, soutenue par une quarantaine d'autres organisations de la société civile, a lancé la campagne « Sauver Rosia Montana ». Les dix années suivantes ont été marquées par une mobilisation locale plus ou moins continue et une coopération accrue des acteurs de la société civile organisée nationale et internationale. La résistance s'est intensifiée, des pétitions ont été organisées, des comités d'experts ont été réunis et la lutte a été portée dans l'arène juridique. Même si les opposants ne représentaient que quelques centaines de personnes, la campagne a réussi à obtenir une certaine visibilité publique. En 2004, le « Fan-Fest » - un camp annuel de mobilisation proposant des ateliers et des tables rondes autour du sujet, ainsi que des concerts et diverses activités ludiques - débutait. Cet événement, qui a permis d'attirer de nouveaux arrivants qui se sont engagés dans l'action collective[12], a considérablement augmenté encore la visibilité de la campagne. Lors de sa deuxième édition, le « Fan-Fest » a ainsi été suivi par plus de 8.000 personnes. [13]

Les protestations auxquels nous nous referons dans ce chapitre - ce fameux « automne roumain » - ont débuté avec un meeting qui a eu lieu le 1er septembre 2013. Le mécontentement exprimé, dirigé contre la classe politique, a été quelque peu prémédité, comme l'affirme Claudiu Craciun. Pendant les manifestations contre les mesures d'austérité, les leaders auraient « senti qu'il y avait un grand potentiel pour développer un mouvement du

10 Mercea, Dan (2014): Towards a Conceptualization of Casual Protest Participation: Parsing a Case from the Save Rosia Montana Campaign, dans: East European Politics and Societies and Cultures, Vol. 28, No. 2, pp. 386-410.

11 Selon le site de campagne de l'ONG. (http: / /www.rosiamontana.org /en /save-rosia-montana-campaign-history).

12 Voir Mercea, 2014, op. cit.

13 Selon son site Facebook.

type occupy/indignados, interpellant l'ensemble des dirigeants politiques »[14]. Pour capitaliser sur cette insatisfaction, il fallait mobiliser autour d'un thème revendicatif suffisamment large et englobant, qui soit déjà présent dans la sphère publique.[15] Le mouvement a par ailleurs été nourri par de forts « sentiments d'inégalité économique et politique, des préoccupations environnementales et une demande d'affirmation de l'identité nationale qui date de plus de 2.000 ans »[16]. Ici, un décalage entre les activistes locaux et les autres est sensible: les premiers sont généralement très sensibles à « la religion, la parenté, la terre, l'ethnicité et la tradition »[17]. Pour les seconds, l'ethnicité et surtout la religion, ne jouaient quasiment aucun rôle. Tous partagent cependant un fort sentiment nationaliste, cherchant à faire un lien entre le refus du projet d'exploitation de Rosia Montana et la préservation de la terre, des origines et des traditions du peuple roumain. Au fur et à mesure de l'évolution du mouvement, une extension des cadres de mobilisation, à partir des revendications environnementales vers des cadres plus larges, peut être observée. Le cadre le plus évident, surtout au pic de la mobilisation, concerne le « mécontentement de ceux qui ne sont pas représentés par les hommes politiques »[18]. Si pour les activistes locaux de Rosia Montana la force motrice de l'engagement a été le sentiment de lutter pour la qualité de leur lieu de vie, comme l'affirme Alexandrescu à partir de l'analyse d'entretiens réalisés avec des habitants de Rosia Montana[19], pour ceux de Bucarest et d'autres villes, c'est plutôt la volonté de provoquer un changement politique pour (re)vitaliser l'esprit civique qui domine[20]. Certains hommes politiques désireux de soigner leur image ont fait leur cette aspiration au changement, ce qui a eu pour effet de décupler le mécontentement des participants.

L'insatisfaction profonde exprimée à l'encontre de la classe politique, accrue par les efforts d'une partie de cette même classe politique pour « récupérer » le mouvement, a été

14 Claudiu Craciun dans un entretien réalisé par Mihai Voinea. (Voinea, Mihai (2013a): Adevarul despre noii revolutionari. Claudiu Craciun si primavara esteuropeana, dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http: / /adevarul.ro /news /societate /serial-adevarul-despre-noii-revolutionari-claudiu-craciun-primavara-est-europeana-1_52b1da22c7b855ff56d2f874 /index.html).

15 Veda [entretien].

16 Jarosz, Katarzyna (2015): Rosia Montana in Romania: Roman Gold Mines and the Power of Protests, dans: Journal of Community Archaeology & Heritage, Vol. 2, No. 1, p. 57.

17 Velicu, 2012, op. cit., p. 319.

18 Claudiu Craciun, dans Voinea, 2013a, op. cit.

19 Alexanandrescu, Filip (2011): Gold and Displacement in Eastern Europe: Risks and Uncertainty at Rosia Montana, dans: Revista Romana de Sociologie, Vol. 22, No. 1-2, p. 88.

20 Voinea, Mihai (2013b): Adevarul despre noii revolutionari. Cine sunt se ce vor liderii protestelor care au cuprins Romania, dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http: / /adevarul.ro /news /societate /adevarul-despre-noii-revolutionari-vor-liderii-protestelor-cuprins-romania-1_52b08cc1c7b855ff56c8802b /index.html).

l'un des moteurs de la mobilisation et e fourni un élan à sa dynamique.[21] Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction à ce chapitre, la manière dont le gouvernement a géré le projet a été critiquée. Les activistes suspectaient « qu'il y avait quelque chose de louche avec cette loi », comme le dit Claudiu Craciun quand il explique l'extension des cadres de mobilisation vers « l'anti-corruption et non plus l'anti-austérité comme en 2012, également vers l'anti-autoritarisme, comme si la loi avait été un abus de pouvoir ».[22] Magdin/ Seyrek qualifient en ce sens le mouvement d'« anti-système », arguant notamment du fait que les participants ne se « sentaient représentés par aucun parti politique ».[23]

II. Les activistes militantes

Les protestations contre le projet d'exploitation minière se sont transformées progressivement en une opposition politico-environnementale, fondée sur une communauté locale spécifique, mais qui a réuni des milliers de personnes dans une multitude de villes, pour constituer le plus grand mouvement social que la Roumanie ait connu depuis 1989. Les cadres de mobilisation se sont donc élargis par rapport aux revendications initiales. Nous allons maintenant nous intéresser à ceux qui ont contribué à cette transformation, c'est-à-dire aux activistes qui ne font pas partie de la population locale directement affectée. Le moment clef de cette évolution du mouvement « Sauver Rosia Montana », qui marque le passage d'une initiative locale en une cause largement débattue dans les médias nationaux et même mondialement visible peut être associé à la cooptation par le groupe des primo-organisateurs, en 2002, de Stéphanie Danielle Roth, une activiste environnementale expérimentée. La militante franco-suisse qui a coordonné la campagne jusqu'en 2010 a apporté son expérience et son professionnalisme à un mouvement initialement porté par des anciens mineurs et des

21 Margarit, Diana (2015): Ideology and Social Movements. A Comparative Analysis of the 2013 Protests in Bulgaria, Hungary and Romania, dans: Pleyers, Geoffrey / Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Europe. Dynamics of protest 25 years after the fall of communism. Bucharest: Editura Universitatii din Bucuresti, pp. 63-76.

22 Claudiu Craciun [entretien].

23 Magdin, Radu / Seyrek, Demir Murat (2013): #OccupyGezi and #RosiaMontana: Turkish and Romanian lessons for Europe 2.0, dans: Euractiv.com, le 9 octobre 2013 (http: / /www.euractiv.com /general /occupygezi-rosiamontana-turkish-analysis-530953).

fermiers qui n'avaient pas de savoir-faire militant particulier.[24] Cette communauté locale en action concevait sa lutte comme celle d'un groupe a faible ressources contre un adversaire doté de moyens financiers et politiques importants.[25] Mais le succès du mouvement se dessine véritablement trois ans plus tard, à la suite des protestations contre les mesures d'austérité, qui ont contribué à éveiller l'esprit civique en Roumanie. Pour souligner l'importance de cette évolution, nous reprenons une citation de Ruxi, activiste des Anti-Nato Days et participante aux protestations contre les mesures d'austérité:

> « Pour toute sorte de protestations, il y a normalement dix personnes. Rosia Montana est une grande cause, qui a une histoire de presque dix ans ou plus, il y a un fort soutien populaire pour cette cause. Mais je dirais *qu'avant* l'hiver [l'hiver 2011/ 2012 des protestations anti-austérité], il y avait peut-être vingt activistes pour Rosia Montana. »[26]

Après les manifestations contre les mesures d'austérité - où nombre de participants ont pour la première fois fait l'expérience du militantisme et développé un certain intérêt pour l'activisme civique - la mobilisation autour de Rosia Montana a connu un nouvel élan. Le mouvement a été suivi par une génération de personnes qui, jusqu'en 2012, était apathique et non-intéressée ou impliquée politiquement. Ces individus sont devenus actifs pour la première fois pendant la vague de protestations de 2012 et se sont mus peu à peu en activistes. Comme en 2012, la foule de manifestants était très hétérogène. Au titre des catégories socio-professionnelles participantes, Velicu énumère ainsi une liste très diverse, allant des « artistes aux intellectuels et hommes politiques en passant par les étudiants ou encore les retraités »[27]. Le noyau thématique qui réussit à unifier cette « foule éparse » a été la lutte contre une compagnie étrangère et les autorités politiques nationales.[28]

Les protestations de 2012 ont changé le climat de mobilisation en Roumanie et ont fortement contribué à la dynamique de protestations de Rosia Montana. Pour la jeune génération, cette expérience a précédé la crise financière de 2008 et a préparé leur maturation

24 Branea, Cristian (2013a): Models of Contention and Participation of Civil Society in Rosia Montana Environmental Conflict, dans: The Romanian Journal of Society and Politics, Vol. 8, No. 2, pp. 87-113.
25 Branea, Cristian (2013b): Politics of Green / Gold. Environemental Justice and Social Movements in Romania. Résumé de Thèse de Doctorat, p. 14.
26 Ruxi [entretien].
27 Velicu, Irina (2014): Moral versus Commercial Economies: Transylvanian Stories, dans: New Political Science, Vol. 36, No. 2, p. 235.
28 Voir: Margarit, 2015, op. cit., p. 73.

politique, au moment où ils s'intégraient pleinement économiquement et socialement. Diana, activiste de Rosia Montana et participante aux protestations contre les mesures d'austérité, souligne les effets de ce contexte particulier:

> « Il y a deux ans, la génération de gens entre 28 et 35 ans a eu finalement un statut social assez sécurisé. Ils ont fini l'Université, ils ont trouvé des boulots stables, ils se sont sortis de cette situation de précarité. En même temps, ils ont remarqué que d'autres gens, y compris leurs parents, se trouvaient encore dans cette situation. Or, avec les mesures d'austérité, leur situation s'est encore aggravée. Ç'est le moment où nous avons eu la possibilité et l'intérêt de sortir dans la rue. Et maintenant, nous sommes toujours là. »[29]

Les manifestations de 2013 sont menées notamment par des participants ayant des emplois décents et ne connaissant pas de frustrations économiques majeures, qui sont parfaitement au fait de l'évolution des nouvelles technologies et qui savent les utiliser dans le cadre d'une mobilisation collective.[30]

III. Le cadre organisationnel

Quelles sont les modalités d'organisation qui ont permis à ce mouvement de se transformer graduellement d'une initiative locale contre le projet en un mouvement national ayant meme des ramnifications mondiales. L'initiative « Alburnus Maior » a joué à cet égard un rôle central, en lien avec la circonscription locale, même si elle n'a pas exercé de rôle de leadership.[31] La construction stratégique des liens entre des organisations de la société civile et des réseaux du secteur des mouvements sociaux a débuté en 2002 environ sous l'égide d'Alburnus Maior.[32] En 2013, les activistes qui n'appartenaient pas au contexte d'action local représentaient environ 30 à 40 personnes. Il faut noter que nombre de participants au

29 Diana, activiste de « Salvati Rosia Montana » et participante aux protestations de l'hiver 2011 / 2012 [entretien].
30 Magdin / Seyrek, 2013, op. cit.
31 Branea, 2013a, op. cit. p. 89.
32 Alexandresu, Filip Mihai (2012): Human Agency in the Interstices of Structure: Choice and Contigency in the Conflict over Rosia Montana, Romania, thèse de doctorat, p. 179.

mouvement de Rosia Montana ont également participé aux manifestations de 2012.[33] Ces personnes ont pu acquérir une précieuse expérience militante. Claudiu décrit le lien entre les protestations « anti-austérité » et « Rosia Montana » de la manière suivante:

> « Il y a un groupe de base, environ 30-40 personnes, qui est plus impliqué. Je les connaissais avant. Je dirais que *le noyau dur de 2013 était aussi au cœur* des protestations de 2012. Mais la foule a beaucoup changé. En fait, en 2013 il y avait une foule, tandis qu'en 2012, il n'y en avait pas vraiment, il n'y avait pas autant de gens ».[34]

Ce groupe, soutenu par Alburnus Maior et une large coalition d'associations de la société civile organisée - parmi lesquelles Greenpeace Romania - stimulé par ailleurs par des événements de mobilisation et de sensibilisation comme « Fan Fest », est arrivé à susciter la discussion autour du projet dans la plupart des foyers roumains et à inciter les gens à descendre dans la rue. Cette imbrication entre mouvement national, international et transnational, ainsi qu'à travers plusieurs réseaux digitaux[35] a permis de tisser des liens profonds entre les membres d'une même communauté. La forte externalisation de la mobilisation – au sens où elle excède très largement le cadre et des enjeux domestiques distingue cette mobilisation des autres analysées dans ce travail. Même le mouvement contre l'OTAN n'avait pas réussi à créer un véritable réseau international.

33 Stoica, Victoria (2013): De ce a devenit Rosia Montana problema tuturor, dans: Romania Curata – Cu Ocoii pe voi, le 3 septembre 2013 (http: / /www.romaniacurata.ro /de-ce-a-a-devenit-rosia-montana-problema-tuturor /).
34 Claudiu Craciun [entretien].
35 Chiper, 2012, op. cit., p. 103.

IV. La mobilisation des ressources

1. Les canaux de mobilisation

Comme évoqué déjà brièvement, l'opposition contre l'exploitation minière dans la région de Rosia Montana a une longue histoire. Hormis des campagnes de sensibilisation et de pétitions, des protestations sporadiques ont eu lieu, soutenues par une bonne dizaine de personnes, à l'image des petites manifestations annuelles du 1er mai, dans la station touristique Vama Veche. Le fait que la mobilisation ait atteint une telle portée en 2013 nous semble clairement lié à deux aspects qui s'articulent dans l'analyse de la mobilisation des ressources: la mise en réseau virtuel des acteurs parties-prenantes et leur mobilisation grâce aux réseaux de protestations antérieurs.

Les moyens de communication en ligne ont été, comme dans le cas des protestations contre les mesures d'austérité, le plus influent facteur pour la mobilisation sur place. Toute au long du mouvement, les médias traditionnels ont été accusés par les activistes de prendre parti en faveur des institutions. Ces derniers ont dénoncé la corruption de la presse, qui agirait en fonction des intérêts des grandes corporations, y compris RMGC[36]. Les activistes évoquent également le fait que RMGC poste des annonces de publicité d'un budget considérable dans toutes les boites aux lettres des grandes entreprises médiatiques roumaines, ce qui pourrait limiter la marge de manœuvre des organes de presse. . De plus, ils dénoncent le fait que le sujet abordé et, surtout, sa portée revendicative ait été déformée dans les médias grand public.[37] Les plateformes en ligne, notamment Facebook et Twitter, ont constitué des moyens extraordinaires de surpasser les biais produits par la presse traditionnelle, de rendre les protestations plus visibles et d'élargir le réseau des supporteurs. Dans une analyse des médias en ligne et en utilisant le moteur d'analyse « zelist monitor », le terme « Rosia Montana » suscite près de 213.000 commentaires, dont 117.000 sur Facebook, surpassant tout autre sujet politique.[38] Déjà au début de la vague de protestations en 2013, un groupe de militants de Rosia Montana avait perçu l'importance des médias en ligne: Des activistes, parmi lesquels

36 Une liste de doléances adressées aux medias traditionnels, notamment en ce qui concerne leur corruption et la présentation biaisée du sujet peut être trouvé sur le blog militant http: / /save-rosiamontana-live.blogspot.ro /.

37 Voir le site de campagne au sujet de la manipulation dans la presse: http: / /www.rosiamontana.org /en /stiri /beyond-cold-press-and-manipulation-rosia-montana-is-not-for-sale.

38 Branea, 2013a, op. cit., p. 4.

Mihail Bumbes, qui avaient pour but de « déstabiliser le système des mafiosi, non seulement par des discours verbaux, mais également par des protestations »[39] se sont menottés à la grille protégeant le bâtiment dans lequel siégeait le gouvernement, le 28 août 2013, tout en filmant la scène. Trois jours plus tard, cette vidéo avait reçu plus de 10.000 clics.[40] Mise en ligne sur YouTube, Facebook et sur d'autres réseaux sociaux en ligne, elle est devenue un moyen instrumental de mobilisation. Facebook a été, selon Mercea, un moteur de renforcement de l'identité collective, mais surtout la source principale d'information pour les activistes.[41] La mobilisation dans son ensemble - en ligne et sur place - s'est du coup émancipée des organisations de la société civile organisée et de la plate-forme que constitue « Sauver Rosia Montana ». En d'autres termes, dans le contexte de forte décentralisation décrit plus haut, la mobilisation en ligne a alimenté sur place la dynamique du mouvement, sans se baser, au sens strict, sur une organisation. Les militants ont pu se baser sur leur expérience de l'activisme en ligne, acquis notamment durant les deux grands événements de protestations de la période 2011-2013. A cet égard, le décalage entre activistes et simples participants était significatif. Mais les premiers savaient comment gérer la faible implication de ceux dont l'expérience militante était la plus limitée. Ici, un rôle central a été joué par Alex, qui a été nommé dans le chapitre précèdent « le mec d'Occupy »: très aguerri au militantisme en ligne – Alex prétend être l'un des principaux organisateurs d'« Occupy Wall Street » à partir de son ordinateur en Roumanie[42] - il a sans cesse assuré la promotion des manifestations, rendu public les lieux et les dates des rencontres, a administré plusieurs groupes mobilisés et a continuellement transmis des messages d'encouragement. Compte tenu de la vitesse avec laquelle les événements se sont déroulés, l'organisation en ligne de mouvements de protestation semble bien plus adaptée que d'autres formes de mobilisation traditionnelle. Le processus des « quatre pas » formalisé par Klandermans[43], consistant à devenir sympathisant, puis à être approché par le mouvement, ensuite à se sentir motivé à l'idée de participer et enfin à participer de manière effective, peut se dérouler, en « quelques clics ». La participation en ligne peut donc se transformer en participation « in situ », comme dans le cas de la

39 Voinea, 2013b, op. cit.
40 Voir https: / /www.youtube.com /watch?v=ZqOf9JzfqAA. En octobre 2014, cette vidéo a reçu plus de 25000 clics.
41 Mercea, 2014, op. cit., p. 31.
42 Voinea, Mihai (2013c): Adevarul despre noii revolutionari. Alexandru Alexe, portretul unui protestatar de meserie, dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http: / /adevarul.ro /news /societate /alexandru-alexe-adevarul-despre-noii-revolutionari-1_52b47b19c7b855ff56e2b2ec /index.html).
43 Klandermans, Bert (1997): The social Psychology of Protest. Oxford: Blackwell, p. 77.

mobilisation de Rosia Montana. Présents dans l'espace virtuel et quasi absents dans les médias traditionnels, les activistes ont pu distinguer leur approche de terrain (‘grassroots’), qui demandait un gros investissement en temps, de l'approche de leur opposant (RMGC), dont la campagne a été « achetée » dans les médias. Ils ont ainsi pu souligner que leur lutte était au service des « personnes réelles » tandis que la société d’exploitation n’était intéressée que par les gains financiers du projet. Une nouvelle version en quelque sorte de « David contre Goliath »[44]. Par ailleurs, l'activisme en ligne favorisait la mise en réseau internationale des protestations. Au final, la mobilisation sociale a nettement bénéficié du pouvoir des réseaux sociaux en ligne, et spécialement de Facebook.[45] En terme de mobilisation des ressources, l’utilisation de ces outils technologiques, articulés avec les implications nationalistes d’un sujet particulièrement sensible et l’organisation de « Fan Fest », un événement (plutôt) récréationnel, ont été les facteurs clefs du succès de ce mouvement.

« Fan Fest », qui cherchait à faire une synthèse entre lutte sociale et divertissement, en combinant des ateliers militants avec des concerts, des happenings culturels avec du réseautage, a fortement contribué à la dynamique de mobilisation. Le discours qui a pu être tenu dans ce cadre a ensuite été repris dans les réseaux sociaux, permettant au mouvement de multiplier sa visibilité. Grâce à l'expérience récente des protestations de 2012, même lorsqu’elles étaient violentes, qui a entraîné un changement de style de vie de la jeune génération urbaine, le mouvement est parvenu à un niveau de participation inédit en Roumanie.

2. Les relations intergroupes

Le mouvement a constitué un véritable « réseau de réseaux »[46], d'organisations et d'institutions, de comités d'experts, de groupes militants, auxquels se sont joints des activistes

44 Serban Alexandrescu, directeur de l'agence de publicité « Headvertising » et analyste roumain de nouveaux medias, dans un entretien pour le site « IQads ». Maxim, Ionut: Aurul, Rosia Montana si eficienta campaniilor de comunicare, IQads, le 19 septembre 2013 (http: / /www.iqads.ro /articol /26999 /aurul-rosia-montana-si-eficienta-campaniilor-de-comunicare).

45 Martell, Allison / Patran, Ioana (2014): Analysis: Social Media empowers anti-minig activists, dans: Reuters, le 7 janvier 2014 (http: / /www.reuters.com /article /2014 /01 /07 /us-mining-media-analysis-idUSBREA060OA20140107).

46 Nous nous referons ici à la définition célèbre de Neidhardt. (Voir Les définitions proposés dans le premier sous-chapitre « Les mouvements sociaux » du chapitre « Considérations théoriques et méthodologiques »).

et des sympathisants isolés. Les réseaux les plus grands, quasi-indépendants, se sont établis principalement dans la région de Rosia Montana, puis à Cluj-Napoca et à Bucarest. Ce réseau de réseaux semble être arrivé à un consensus relatif concernant les objectifs à poursuivre, à savoir le souci de la préservation de l'environnement et la volonté de manifester son mécontentement à l'égard de la classe politique. Pour autant, la composition du mouvement a été très hétérogène, non seulement en termes de stratifications socioprofessionnelles ou d'âge, mais également au regard des attentes des participants. Bien sûr, dans un ensemble aussi large, la diversité des visions du monde présentes s'accompagne de fortes différences idéologiques. Nous avons déjà constaté l'importance des dimensions nationalistes dans les discours. Nous nous référons ici notamment aux critiques contre les entreprises étrangères implantées en Roumanie, à l'insistance sur le rôle des terroirs dans la constitution de la nation roumaine, à la quantité de drapeaux arborés dans les défilés, ou encore aux tentatives de nombre d'activistes de démolir - symboliquement - les clôtures installées par des sociétés étrangères[47] sur « la belle terre roumaine ». Ce courant nationaliste est très visible: hormis les écologistes, qui ont plutôt fait preuve de patriotisme, les supporteurs de foot, les activistes de « Basarabia e Romania » ou les chrétiens radicaux proches de l'ancienne organisation des légionnaires[48] n'ont pas fait mystère de leurs orientations idéologiques et ont développé au sein du mouvement un discours ostensiblement nationaliste. Ruxi souligne cette caractéristique:

> « Il y a deux sujet qui suscitent un soutien populaire en Roumanie: la cause environnementaliste, avec Rosia Montana et la question du « gaz de schiste » et l'unification de la Roumanie avec la Moldavie. Ce qui est commun aux deux, c'est qu'ils ont une connotation nationaliste importante et qu'ils reposent sur des discours très vagues. Les argumentations sont similaires: « c'est notre terre », « ce sont nos ressources », « on ne vend pas notre pays ». Il semble plus facile de mobiliser autour de discours aussi flous. Beaucoup de roumains pensent qu'il est de leur devoir de roumain de soutenir ces causes.»[49]

Au fur et à mesure de l'intégration de groupes nationalistes, en provenance des clubs

47 Comme dans la commune de Pungesti (lieu de confrontation entre activistes opposés au gaz de schiste et les forces de l'ordre soutenus par des employés de la compagnie de sécurité privé « SSG »). Nombre de vidéos témoignent d'une certaine indulgence, ou au moins négligence, des forces de l'ordre (voir par exemple https: / /www.youtube.com /watch?v=QSZKsebt5kU).

48 Un mouvement nationaliste (« Mișcarea Legionară »).

49 Ruxi [entretien].

de foot ou des milieux nationalistes classiques, le noyau dur des militants s'est interrogé sur la moralité et l'éthique du mouvement. Vers la fin de la période de haute mobilisation, c'est-à-dire après le retrait de la proposition de loi en novembre 2013, les frictions provoquées par ces discussions ont contribué à la fragmentation du groupe en action, comme l'affirme Alina.[50]

Par ailleurs, comme au cours des protestations de 2011/ 2012, l'attitude à l'égard des partis politique et plus largement de la « politique institutionnalisée », a constitué un facteur de division. Les efforts des hommes politiques pour capitaliser sur le succès de la mobilisation, ou pour s'intégrer aux cortèges, ont provoqué des confrontations avec les manifestants, dont l'un des objectifs était précisément d'exprimer le mécontentement qu'ils leur inspiraient.

V. Les structures d'opportunités

1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques

L'initiative « Sauver Rosia Montana », le travail de l'ONG « Alburnus Maior » puis, au moins partiellement, l'action de réseaux locaux relativement indépendants se sont poursuivis par une campagne d'information et de lobbying auprès de la presse et des organismes internationaux, comme le raconte George, un des militants engagé contre l'exploitation du gaz de schiste par « Exxon mobil », réseau bien intégré au mouvement de Rosia Montana.[51] Une telle campagne semblait nécessaire car RMGC, doté de moyens d'action immenses, avait réussi à façonner le discours public. Sous l'influence de ce lobbying, la classe politique et les médias avaient, selon Ciobanu, presque systématiquement souligné les bénéfices du projet, notamment la création d'emplois et les revenus engendrés pour les pouvoirs publics[52].

En ce qui concerne la mobilisation de Rosia Montana, le système politique apparaît assez ouvert. De nombreux parlementaires ont régulièrement visité la région, en faisant du

50 Alina, activiste de Rosia Montana et « mobilisatrice » dans le réseau « Uniti Salvam » [entretien].

51 George Epurescu dans un entretien avec Voinea. (Voinea, Mihai (2013d): Adevarul despre noii revolutionari. George Epurescu, liderul rezistentei anti-sist, isi face partid, dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http: / /adevarul.ro /news /societate /george-epurescu-partid-1_52b46cf2c7b855ff56e267f3 /index.html)).

52 Ciobanu, Claudia (2013): « The Revolution begins with Rosia Montana », dans: opendemocracy.net, 4 septembre 2013.

lobbying pour ou contre le projet. « Alburnus Maior » a par ailleurs réussi à mettre sur pied une campagne de textos qui permettait aux habitants de la région d'envoyer de courts messages aux parlementaires, qui a eu pour effet de signaler aux élus que leur circonscription était au courant de leur gestion de ce dossier. Mais ce type d'initiative a été limité à la population de la région et à certains acteurs de la société civile organisée, notamment « Alburnus Maior ».

A l'inverse, le réseau de Bucarest a adopté une stratégie consistant à éviter les contacts avec les autorités et à esquiver les négociations, comme le raconte Claudiu. Ce dernier souligne qu'une commission spéciale a été mise en place pour la préparation de la loi, mais qu'elle n'a pas été perçue comme une incitation à une participation ouverte ; le réseau de Bucarest ne l'a donc pas reconnu:

> « Cette stratégie repose plutôt sur une mise à distance des pouvoirs publics et une tentative pour communiquer à travers des slogans, des communiqués de presse, des médias sociaux, etc. »[53]

2. L'alignement des élites et les possibilités d'alliance

Le mouvement « Sauver Rosia Montana » a été porté par un ensemble d'organisations de la société civile[54]. Parmi les plus grands ONG, qui collaboraient durablement avec « Alburnus Maior », nous pouvons notamment citer « Greenpeace Romania », « ReGeneration », « The Independent Centre for the Development of Environmental Resources (ICDER) ». Même si « Alburnus Maior » a commencé à être actif très tôt après la chute du système pré-démocratique, recourant essentiellement à des actions directes, il a énormément bénéficié de sa collaboration avec ces ONG, en particulier de leur popularité et de leur capacité à influer le débat public. Comme le notaient Meyer/ Whittier (1994)[55], des effets d'entrainement ('spillover') sont perceptibles: les organisations et les réseaux se sont influencés mutuellement,

53 Claudiu [entretien].

54 La déclaration officielle de « Alburnus Maior » a été signée par 25 ONG roumaines.

55 Meyer, David S. / Whittier, Nancy (1994): Social Movement Spillover, dans: Social Problems, Vol. 41, No. 2, pp. 277-298. Les auteurs expliquent que de tels effets apparaissent quand « les idées, des tactiques, le style, des participants et des organisations d'un mouvement […] influent sur d'autres mouvements sociaux. » (p. 277).

que ce soient sur des idéaux, des tactiques ou même des participants. L'« interdépendance entre mouvements »[56] a même amené certains d'entre eux à adhérer à plusieurs organisations et réseaux. Ce phénomène, relativement courant, s'est traduit par la prolifération de militants « multicartes » et par la diffusion d'identités hybrides et multiples[57]. Les activistes ont pu bénéficier également d'un apprentissage tactique au contact de Greenpeace, connu pour son innovation et son efficacité en la matière.[58]

En ce qui concerne les tentatives pour entrer en contact avec la classe politique, les tentatives de la société civile organisée ont été parcellaires et n'étaient d'ailleurs pas vu d'un bon œil par la population de la région.

3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur des protestations

L'une des préoccupations récurrentes du mouvement a concerné le traitement médiatique du projet et le discours à l'égard des manifestations. Les messages de RMGC ont été continuellement valorisés par les médias, qui ont relayé le discours « factuel » et sérieux de la société d'exploitation, basé sur des données précises, des faits et des chiffres indiscutables, par opposition au discours émotif et sentimental des opposants. Velicu soutient que RMGC a essayé de discréditer le mouvement de contestation en le faisant passer pour une réminiscence « nostalgique du communisme », un « réflexe nationaliste », un signe de l'« intégrisme vert » ou encore en caricaturant les enjeux censés opposer « traditionnalistes contre modernes, nationalistes contre libéraux, communistes contre capitalistes ».[59] Tout au long de la mobilisation, des journalistes ont été soupçonnés d'avoir été payés pour tenir des propos outrageusement favorable au projet. Mais c'est en 2010 qu'un scandale public a fait la lumière sur cette pratique: quelques journalistes d'investigation ont réussi à démontrer que plus de vingt de leurs confrères, pour la plupart très réputés, ont effectué des voyages en Nouvelle-Zélande, aux frais de la société d'exploitation, pour un coût total d'environ 10.000 euros par

56 Rojas, Fabio / Heaney, Michael T. (2008): Social Movement Mobilization in a Multi-Movement Environment: Spillover, Interorganizational Networks, and Hybrid Identities. Mimeo, p. 5.
57 Voir le sous-chapitre « 2.2 Le capital social relationnel » du chapitre « 2. Le capital social ».
58 Ruxi [entretien].
59 Velicu, 2012, op. cit., pp. 308-311.

personne.[60] Parmi les personnes visées, Robert Turcescu, qui travaillait pour une des plus grandes chaîne de télévision, qui a collaboré à nombre d'organes de presse écrites et qui a dévoilé sur son blog, en 2014, qu'il était un agent des services secrets.

Les leaders du mouvement ont aussi réclamé que RMGC renonce à sa stratégie d'« astroturfing », qui consiste à répéter sans cesse un message identique, même s'il est faux. En réponse, RMGC a créé, en sous-main, un nombre important d'ONG, qui se sont fait forts de porter son discours, sous les apparences de l'indépendance.[61] Cette stratégie n'a pas suffi. En 2013, après quelques semaines de protestations dans les rues de Bucarest, Cluj-Napoca et d'autres villes du pays, la question de l'exploitation de la mine - et surtout les oppositions que le projet suscitait - ont envahi le débat public national et, dans une moindre mesure, international. Christoph Waack, professeur de géographie économique à l'Université de Jena, souligne parfaitement la singularité de la vague de protestations et de sa médiatisation, quand il affirme ne pas comprendre pourquoi d'autres projets, tout aussi inquiétants pour la défense de l'environnement, n'ont pas eu le même succès.[62] Un élément d'explication important réside dans la stratégie agressive des réseaux de « Sauver Rosia Montana », à travers la multiplication de communiqués et de conférences de presse. L'intérêt manifesté par les médias internationaux a également « incité » les médias roumains à se saisir du sujet, de sorte que chaque citoyen roumain a été informé. Sans collaborer avec la presse, les opposants au projet ont eux aussi adopté une « stratégie de manipulation de la presse »[63], comme le dit George, militant contre l'exploitation des gaz de schiste. C'est ainsi qu'ils ont pris l'initiative d'événements « télévisables » comme celui de Mihail Bumbes, décrit plus haut. Les tentatives de décrédibilisation du mouvement - et un traitement médiatique globalement considéré comme « biaisé » - ont finalement contribué positivement à la dynamique de mobilisation, comme le souligne Claudiu:

> « Au lieu d'affaiblir leur image [celle des protestataires], ils [les médias] ont créé une aura autour de ces militants: l'aura de quelqu'un qui est mis sous

60 Adevarul (2010): Robert Turcescu, Emil Hurzeanu si Mihai Tatulici, in excursie de 10.000 de euro pe banii Rosia Montana Gold Corporation, dans: Adevarul, le 23 août 2010 (http: / /adevarul.ro /news /eveniment /robert-turcescu-emil-hurezeanu-mihai-tatulici-excursie-10000-euro-banii-rosia-montana-gold-corporation-1_50ae54617c42d5a6639bbc64 /index.html).

61 Branea, 2013a, op. cit., p. 105.

62 Christoph Waack dans un entretien de Sören Haberlandt, dans: Patrick Kehrer (2014): Interview PD Dr. Christoph Waack, 28. April 2014, dans: Growing Roots, le 23 mai 2014.

63 George Epurescu dans: Voinea, 2013d, op. cit.

pression, mais qui essaye de bien faire ».[64]

4. Le maintien de l'ordre et la répression

Comme les autres vagues de protestations analysées dans les chapitres précédents, la majorité des manifestations, notamment celles de Bucarest, a eu lieu sans être enregistrées auprès des autorités compétentes. Les activistes ont évité, dans la plupart de cas, de demander l'autorisation. Heureusement, la majorité des manifestations se sont déroulées sans incident. Seul à Brasov quelques petits affrontements entre police et activistes ont été constatés. Mais dans l'ensemble, grâce à l'attitude pacifique des manifestants et au sang-froid des forces de l'ordre, ou à leur réticence de faire usage des moyens de répression, les protestations ont été, selon la presse nationale et internationale, un « modèle de résistance non-violente »[65]. Il est vrai que les forces de l'ordre ont tout fait pour ne pas recourir à la coercition. Suite à l'expérience acquise durant les protestations de 2012, ces dernières se sont efforcées d'intervenir le moins possible et de dissimuler autant que faire ce peu leur présence, pour ne pas stimuler des affrontements. Claudiu affirme que, des deux côtés, les protestations violentes et les plaintes pénales qui ont été déposées, ont pesé sur le comportement des protagonistes et les ont incités à se calmer.[66] Seules des incidents concernant des manifestations contre le gaz de schiste, causés par des activistes des réseaux de Rosia Montana, ont été rapportés. Si George raconte qu'il y a eu dans la région de Pungesti - l'endroit où Chevron essayait d'exploiter des ressources naturelles - de « forts abus de pouvoir »[67] de la part de la police. Claudiu ajoute que le gouvernement aurait installé « un régime de violence et une situation de prison généralisée, pour venir en soutien à Chevron »[68]. Pourtant, en comparant les protestations de 2012 et de 2013, il conclut:

64 Claudiu Craciu dans un entretien réalisé par Ioana Lupea. (Lupea, Ionana (2013): Controversializarea lui Claudiu Craciun, dans: Adevarul, le 27 octobre 2013 (http: / /adevarul.ro /news /politica /controversializarealui-claudiu-craciun-1_526d6a91c7b855ff56883339 /index.html)).
65 Mitan, Madalina (2013): CNN: Protestele Rosia Montana, un model de rezistenta non-violent, dans: Ziare, le 4 octobre 2013 (http: / /www.ziare.com /rosia-montana /protest /cnn-protestele-rosia-montana-un-model-de-rezistenta-non-violenta-1260541).
66 Claudiu [entretien].
67 George Epurescu dans: Voinea, 2013d, op. cit.
68 Claudiu [entretien].

> « On note beaucoup moins de violence en 2013 comparé à 2011/ 2012. Il y a eu quelques incidents, des gens ont été battus. Et le spray au poivre a été utilisé par les forces de l'ordre. On a également été frappés à Pungesti. On nous a botté les fesses (« we got our asses kicked »). A Bucarest il est de moins en moins probable d'être victime des gendarmes quand on proteste. »[69]

VI. Les Résultats des protestations

Suite « aux manifestations, le mouvement a réussi à faire pression sur les décideurs politiques, qui ont refusé d'accorder la licence d'exploitation »[70]. L'objectif principal du mouvement a ainsi été obtenu. Mais dans d'autres pays, des entreprises d'exploitation d'or continuent d'acquérir des licences, comme en Europe de Sud.[71] Les résultats les plus durables concernent le changement de discours public, l'accumulation de capital social et de connaissances spécifiques et la modification des règles du jeu politique. Concernant le dernier point, Chipper estime que la mobilisation de Rosia Montana a montré que, dans la Roumanie d'aujourd'hui, aucun changement politique n'est possible sans prendre en compte « la 'rue' », ce qui est changement considérable par rapport à la situation de passivité caractéristique de la période pré-2012.[72] Si Chipper est surtout sensible aux effets du mouvement sur l'arène politique, Ciobana insiste davantage sur son impact sur l'arène civique. Selon elle, la grande valeur du mouvement provient surtout de l'apprentissage de l'activisme civique et de l'usage du droit de manifester et de s'exprimer librement.[73] Ces acquis, auxquels nous attribuons la plus haute importance, vont être analysés plus en détail dans ce qui suit.

69 Ibid.
70 Jarosz, 2015, op. cit., p. 57.
71 Christoph Waack, dans: Kehrer, 2014, op. cit.
72 Chipper, 2012, op. cit., p. 101.
73 Ciobanu, 2013, op. cit.

1. L'accumulation du capital social relationnel et du capital social cognitif

Résultat de l'agir collectif produit dans les manifestations précédentes, une accumulation de capital social relationnel est observable. L'influence des expériences et des connaissances acquises individuellement et collectivement pendant la mobilisation contre les mesures d'austérité ne doit cependant pas être surestimée. La mise en réseau a commencé pendant l'hiver 2011/ 2012 et la majorité des réseaux d'activistes de 2013 trouvent leur origine dans ce contexte[74]. Le phénomène s'est ensuite amplifié. Ainsi, une mobilisation contre les gaz de schiste a eu lieu le 14 octobre 2013 de façon connexe à celle de « Sauver Rosia Montana ». George décrit les mécanismes de mobilisation avec une phrase courte et simple: « Nous avons mobilisé toutes nos connaissances »[75].

Cette mobilisation de connaissances, ou encore l'accumulation du capital social relationnel s'est effectué selon le principe de la boule de neige. Après un incident dans un camp d'activistes de « Rosia Montana » à Timisoara, un des participants explicite l'effet durable de la mobilisation – « Pourtant, maintenant on va se préparer à lutter contre le gaz de schiste »[76]. Continuer et, éventuellement accentuer encore la « lutte » est le but déclaré de Mihail Bumbes: « Ce mouvement peut être le début d'une révolution »[77]. Ruxi, qui a milité dans les trois mouvements souligne également l'importance de leur impact sur la constitution de réseaux d'action. Elle affirme que ce résultat constitue l'un des principaux acquis des mouvements sur les mouvements, celui de créer une génération de militants:

> « Je dirais que ce type de groupes informels, de groupes alternatifs, complètement non-institutionnalisés, ça c'est un nouveau phénomène, un phénomène de cette génération actuelle. »[78]

Mihail Bumbes témoigne lui aussi de cette évolution, quand il évoque la présence de

74 Nous avons distingué dans ce chapitre et dans le précédent les réseaux qui existaient avant les protestations de 2011 / 2012 et ceux qui se sont formés pendant les protestations (ce que nous avons appelé les effets des mouvements sociaux sur les mouvements).

75 George Epurescu dans: Voinea, 2013d, op. cit.

76 Stefan Cojocnean, activiste de « Sauver Rosia Montana » pour un article du quotidien « Adevarul » (Both, Stefan (2013): Manifestatiile pentru Rosia Montana se suspenda, dupa ce au fost vandalizate corturile protestatarilor din Piata Unirii, dans: Adevarul, 17 novembre 2013 (http: / /adevarul.ro /locale /timisoara /rosia-montana-1_5288a503c7b855ff5605c9e4 /index.html)).

77 Mihail Bumbes dans: Voinea, 2013b, op. cit.

78 Ruxi [entretien].

cinq personnes seulement dans le groupe d'organisation des manifestations contre l'exploitation de la mine.[79] Mais maintenant les activistes ont la possibilité de travailler sur « une nouvelle identité militante » qui est le fruit d'un « changement de mentalité [puisque] les gens réalisent maintenant qu'ils peuvent protester, et ça c'est le premier pas. »[80] La mise en réseau des activistes et la transformation des sympathisants en participants représentent un changement essentiel et durable des trois vagues de mobilisation. En particulier, les protestations contre le projet Rosia Montana ont montré que la résignation n'était pas inéluctable et que la lutte sociale et politique pouvait faire partie du style de vie de cette génération de jeunes urbains, souvent bien éduqués**.** Les groupes en ligne - notamment sur Facebook - ainsi que les rassemblements de rue n'ont pas disparus à la suite de la suspension du projet, mais ils se sont transformés en groupes de discussion stables. Cette continuité de réseaux et la permanence d'un changement de perception des gens - qui dorénavant considère que protester est un droit, voire un devoir - ou encore le développement de visions du monde communes qui ont pour élément constitutif la participation civique, ont été relevés dans les mois qui ont suivi.[81] Pendant la campagne électorale présidentielle, les jeunes - que nous avions dépeint comme politiquement désintéressés – se sont fortement mobilisé, en particulier contre le Premier ministre Victor Ponta, que ce soit en ligne (sur le hashtag #Nu Ponta) ou dans les rues de nombreuses villes.[82] Un autre effet du mouvement « Sauver Rosia Montana » sur les protestations suivantes peut être observé à travers la reprise de son slogan « Uniti Salvam Rosia Montan » (« Unis nous sauvons Rosia Montana »), qui a été adopté et transformé par les manifestants tout au long de cette même campagne présidentielle en un « Uniti Salvam Toate Romania » (« Unis nous sauvons toute la Roumanie »), dirigé contre la classe politique.[83] A la même période, d'autres manifestations ont eu lieu pour défendre le droit de vote des roumains de l'étranger (la « diaspora »). A Bucarest, plusieurs manifestations

79 Mihail Bumbes dans: Voinea, 2013b, op. cit.

80 Ibid.

81 Au moment de l'écriture de ce travail, nombre de petites protestations ont lieu, à propos de revendications et de sujets multiples. Il faut voir dans quelle(s direction(s) ces mouvements vont aller. Il semble probable que les dynamiques de protestations vont continuer à se développer.

82 Klaus Johannis a été élu le Président de la Roumanie le 16 novembre 2014. Le site 'Hotnews.ro', média prétendument proche de l'ancien Président Basescu et opposé à PSD et Ponta, avance le chiffre de 10.000 participants à une protestation anti-Ponta à Bucarest le jour de l'élection (http: / /www.hotnews.ro /stiri-esential-18576125-bucuresti-protest-piata-universitatii-duminica-ora-18-00.htm).

83 Klaus Johannis a été perçu par la majorité de participants plutôt comme un candidat externe à cette classe politique « corrompue », en raison du fait qu'il a rejoint la scène politique nationale récemment. Avant de joindre le PNL, Johannis a été membre du « Forum démocratique des Allemands en Roumanie », un parti politique peu présent sur la scène politique nationale.

de faible envergure se sont déroulées à l'initiative de groupes écologistes, tandis que le réseau de Mihail Bumbes menait des actions, plutôt provocatrices, contre « l'abus de pouvoir de la police ». En 2015, une autre vague de mobilisation écologistes s'est développée, dénonçant la « déforestation de la Roumanie » par des compagnies étrangères[84]. Nous considérons que l'apparition de ces diverses manifestations est le résultat de la mise en réseau des activistes et de l'accumulation de capital social cognitif.

2. L'accumulation des connaissances et ses effets

Dans le chapitre précèdent, nous avons montré comment l'accumulation de connaissances et d'un savoir-faire militant était l'un des principaux résultats de la mobilisation. Dans ce chapitre, nous avons suggéré que les connaissances acquises en 2012 avaient permis à « Sauver Rosia Montana » de devenir le plus grand mouvement de protestations que la Roumanie ait jamais vu. Dans le même sens, Voinea avance que les expériences vécues avant et surtout pendant les protestations contre les mesures d'austérité, ont été la principale force motrice de la mobilisation.[85] Dans un article très récent, Claudiu Craciun met en avant l'idée que les protestations de 2012 ont rendu possible l'apparition du mouvement de 2013. D'après lui, dans un premier temps, la mobilisation autour des mesures d'austérité a popularisé le conflit et a été vécue par les activistes comme une « expérience qui a été essentielle à la réussite des manifestations de 2013 ».[86] Dans un second temps, Rosia Montana a été l'étape supplémentaire permettant l'approfondissement et la mise en pratique des connaissances et du savoir-faire militant acquis, notamment pour les individus qui n'étaient pas affiliés antérieurement et qui n'avait jamais été engagés politiquement. Pour ces derniers, un effet essentiel du mouvement a été « la construction d'une culture de protestation, qui se forge progressivement ».[87] Celle-ci se façonne à l'intérieur d'une culture politique « nationale » spécifique. De ce point de vue, la construction d'un débat public autour des enjeux de la

84 Le site Hotnews.ro rapporte le chiffre de 5.000 participants à l'une des manifestations contre l'exploitation forestière, le 9 mai 2015 à Bucarest (http: / /www.hotnews.ro /stiri-esential-20101424-live-text-ora-16-00-proteste-masive-impotriva-despadurilor-abuzive-anuntate-bucuresti-tara.htm).

85 Voinea, 2013b, op. cit.

86 Craciun, Claudiu (2015): Saving Rosia Montana: Romania's New Face, dans: Green European Journal, Vol. 11, p. 18.

87 Voinea, 2013b, op. cit.

mobilisation qui a commencé en 2011/ 2012 a été décisive pour faire évoluer l'état de l'opinion publique et valoriser l'image de l'activité militante. Velicu considère en ce sens que le mouvement peut accroître le niveau de sensibilité et de conscience politique des roumains ainsi que les probabilités de manifestations de mécontentement.[88] Si l'impact du mouvement sur l'arène politique - ce que Chipper a appelé le « facteur rue » - est incontestable, ses effets sur l'approfondissement du processus démocratique le sont tout autant, comme le souligne Branea.[89] Les revendications des citoyens, notamment de ceux qui sont organisés, devront dorénavant être prises en compte par les décideurs politiques du pays. Claudiu va même jusqu'à penser que le mouvement « Rosia Montana », ainsi que les mobilisations écologistes en général, peuvent devenir « le moteur de l'amélioration de la qualité de la démocratie en Roumanie ».[90]

Pour résumer, dans cette partie nous avons analysé trois vagues de protestations qui, à chaque fois, ont fourni les fondements de la mobilisation suivante. Nous avons ainsi pu observer une intensification graduelle des protestations, qui est notamment la conséquence de l'accumulation du capital social et du savoir-faire militant des activistes. Ces mobilisations successives semblent produire des effets durables sur le système politique mais aussi sur la perception du militantisme dans l'espace public et sur la génération montante de militants eux-mêmes. L'ampleur des mouvements de protestation postérieurs à « Sauver Rosia Montana » suggère que les effets de cette dynamique s'inscrivent dans une perspective à long terme et que cette génération d'activistes va continuer à se mobiliser pour une multitude de sujet dans les rues et sur les réseaux en ligne.

88 Velicu, 2014, op. cit., p. 18.
89 Branea, 2013b, op. cit., p. 14.
90 Claudiu[entretien].

TROISIEME PARTIE

La Hongrie entre les promesses démocratiques et les tendances autocratiques.

CHAPITRE I: La Hongrie entre institutionnalisation des mouvements de protestations et fracturation de la société civile et des réseaux militants.

Nous avons pu montrer, dans les parties précédentes, l'importance des protestations passées sur les suivantes. Dans le cas de la Roumanie, cet impact s'est notamment manifesté à travers une accumulation de capital social et d'un savoir-faire spécifique, et par la valorisation sociale des activités militantes. Dans le cas de la Hongrie, les conditions de mobilisation sociale, qui constituent le point d'intérêt central de notre étude, sont historiquement plus propices à l'engagement collectif. Avant de nous lancer dans l'analyse de l'évolution de la mobilisation sociale en Hongrie, une première observation - essentielle dans l'évaluation du savoir-faire militant - doit être faite: la construction des discours, l'argumentation et le retour réflexif des militants hongrois interviewés dans le cadre de cette recherche sur leur action et leur engagement, s'inscrit dans une histoire longue et complexe, qui est bien plus continue que celle de la Roumanie. En Roumanie, la mobilisation sociale post-1989 a pu être associée à un moment déterminé et facilement identifiable, à savoir le sommet de l'OTAN de 2008. C'est à ce moment que la première génération d'activistes a émergé et c'est à partir de là que nous avons pu reconstituer l'évolution des réseaux militants à la suite de deux vagues de protestations clairement délimitées. Un tel processus, aussi net, ne correspond pas à la situation en Hongrie. Cette différence se retrouve dans l'enchaînement des récits militants. En Roumanie, les activistes structurent leurs discours autour des trois événements majeurs de leur « carrière » militante. En Hongrie, en revanche, l'explication des trajets personnels et l'évolution des carrières militantes est à la fois beaucoup plus diffuse et ancienne. Même si nous pouvons également identifier en Hongrie une génération de militants, qui partage des caractéristiques communes avec celle de Roumanie, il reste que les moments de radicalisation et les parcours militants sont moins homogènes.

Si nous nous interrogeons sur l'évolution des réseaux militants en Hongrie à la suite de la crise financière de 2008, les facteurs clefs sont souvent identifiés par les activistes dans des moments historiques qui sont antérieurs à la période d'analyse. Les récits témoignent de successions de mobilisation, avec des hausses et des baisses, mais l'activité ne se limite pas aux phases de haute mobilisation ni même aux vagues de protestations. L'évolution de la mobilisation sociale semble être marquée par une césure entre la période qui précède la prise

de pouvoir de Fidesz et celle qui lui succède. Cette constatation nous impose des changements dans la structure initiale de notre analyse: un retour aux événements de 2006 – qui constituent le moment structurant pour les mobilisations sociales apparues durant notre phase d'analyse – semble en effet nécessaire pour contextualiser l'environnement politique de ces dernières. Plus généralement, si l'analyse des mouvements sociaux en Roumanie a pu être focalisée sur trois vagues de mobilisation sociale bien délimitées, dans le cas de la Hongrie nous allons privilégier une analyse plus englobante, qui vise à recomposer les étapes et les dynamiques de l'engagement civique.

I. Les préludes d'un système démocratique en chute. La mobilisation sociale dans la Hongrie pré-Fidesz.

Avant son entrée dans l'UE, la Hongrie a été « célébrée » pendant longtemps comme le candidat le plus proche d'une démocratisation achevée et « participative ». Parmi les pays de l'ancien bloc communiste, le pays semblait bénéficier de conditions propices à un changement de régime fructueux. Les caractéristiques du système pré-démocratique, l'existence d'une dissidence organisée mais aussi d'une culture de protestation qui préexistait à la chute du communisme constituaient autant d'atouts. Du coup, le début de la transition démocratique, a été marqué par des attentes élevées à l'égard de la société civile. Nombre de grandes associations se sont (re)localisées en Hongrie, pour profiter d'un environnement favorable et pour contribuer au développement démocratique. Les indicateurs qui permettaient d'évaluer les perspectives de démocratisation et le développement de la société civile montraient que le potentiel du pays était grand. C'est précisément un avis que de nombreux activistes ne partagent pas, réfutant l'idée que la société civile hongroise aurait été, dès le changement de système jusqu'aux années 2000, aussi prête que la plupart des analystes ne le laissaient prévoir. Une des personnes interviewées, à la fois militant et expert en politique sociale, Balint[1], affirme que les grandes ONG en Hongrie n'ont jamais eu une base militante très large

1 Balint est activiste de base, actif dans nombre de réseaux et d'initiatives militantes en lien avec l'inclusion sociale. Il a étudié à Budapest, Berkeley et Oxford, et il compte parmi les experts hongrois en politique sociale.

ou le soutien de la population[2]. L'affirmation selon laquelle la société civile aurait bénéficié d'un savoir-faire solide et ancien, hérité des années 1990, est également vivement contestée par Kristof[3]:

> « L'impression commune au sujet de l'activisme dans les années 1990 est erronée. C'est une idée fausse. [...] Il y avait de l'argent pour faire des choses qui semblaient bonnes à la surface, qui a généré de la publicité, qui a donné l'impression qu'il y avait une sorte d'impact, mais rien de tout cela n'a pénétré les couches profondes de la société. »[4]

Contrairement à ce que des analystes confirmés, comme Szábó, proclament[5], les activistes soutiennent que le nombre et l'influence des organisations et des associations de la société civile ont été survalorisées, en grande partie pour des raisons idéologiques, par les institutions évaluatrices nationales ou occidentales. Tamas[6] estime que certains acteurs de la société civile hongroise ont réussi à faire de « bonnes choses », mais ces réussites étaient essentiellement dues à l'importance des capitaux étrangers investis. Beaucoup de personnes impliquées sont devenues des « postulants professionnels pour des fonds », en perdant la perspective de leur mission initiale.[7] L'absence d'une vision au service des citoyens et la faible implication de ces derniers apparaissent comme des leitmotiv dans les récits de presque tous les activistes interviewés. La société civile active antérieurement à notre période d'analyse - notamment au début des années 1990, sachant que Fidesz a changé d'orientation idéologique en 1994 – avait déjà perdu un peu de son caractère civique, surtout en ce concerne l'approche de la question Rom. Outre l'erreur de diagnostic relative à la vitalité et au dynamisme de la société civile en Hongrie, les activistes dénoncent aussi une dégradation continue du fonctionnement du système politique, qui selon eux ne se reflète pas dans les

2 Balint [entretien].
3 Kristof est un activiste écologique, tourné vers la politique institutionnalisée en étant que membre fondateur du parti « Lehet Más a Politika » (LMP, 'Politique peut être différente'). Il a étudié à Cambridge et à l'Université d'Europe Centrale (CEU).
4 Kristof [entretien].
5 Voir le chapitre « De « reforma pactada » à la « révolution inachevée ». Sentier sinueux du changement en Hongrie et en Roumanie. ».
6 Tamas est activiste et journaliste indépendant. Outre sa participation aux grandes protestations, il a choisi de lutter en tant que journaliste. Il réalise des analyses budgétaires qui lui semblent être la meilleure possibilité de dévoiler les phénomènes de corruption et les relations clientélistes que dissimulent les gouvernements.
7 Tama [entretien].

travaux et les indicateurs disponibles. Heindl[8] note, par exemple, une aggravation du manque de transparence des partis politiques dans la période qui suit le changement de régime:

> « Tous les partis politiques sont devenus très fermés et ils ont commencé à travailler en secret, les décisions ont été plus annoncées que débattues. […] C'est un peu comme avant le changement de régime. Les membres des partis sont devenus plutôt des « soldats », ils ont le droit uniquement de critiquer ceux qui sont situés à l'opposé du spectre politique, mais non pas leur propre camp. »[9]

Le système des partis politiques des années 1990, dont on vante souvent les mérites, n'est donc pas aussi bien reçu par les activistes. Ainsi, Matyas[10] critique le fait que l'agenda politique était plutôt conçu d'une manière opportuniste et orientée vers les résultats du moment, pas forcément en concordance avec leurs orientations idéologiques, à l'instar par exemple du parti socialiste (MSZP, 'Magyar Szocialista Párt').

II. Le contexte des mobilisations sociales: la crise morale du système alimentée par les conflits internes entre les différentes sphères de l'arène politique.

Selon les témoignages de la plupart des activistes, l'année 2006 constitue le moment décisif qui a mené le système politique hongrois à la situation actuelle. Les acteurs impliqués racontent que la crise a débuté à la suite d'une fuite du leader de MSzP, Ferenc Gyurcsány. Dimanche, le 17 septembre 2006, Magyar Rádió (Radio Hongrie) a diffusé l'enregistrement d'un meeting de MSzP qui avait eu lieu en mai 2006. Dans l'enregistrement, Ferenc Gyurcsány, alors Ministre-Président de la Hongrie, admettait que « son parti avait menti au

8 Heindl, a commencé sa carrière politique en tant que membre du mouvement Fidesz avant le changement de parti en 1989. Il est maintenant activiste à Pecs. Il s'oppose notamment à la restructuration de la Constitution par le parti qu'il supportait quand il était jeune militant.

9 Heindl [entretien].

10 Matyas est activiste depuis la fin des années 1980. Il est membre fondateur d'« ATTAC Hongrie » et militant alter-mondialiste.

public, dans l'objectif de gagner les élections parlementaires du mois d'avril »[11]. Il terminait son discours par ces mots: « nous avons menti le matin, le midi et le soir »[12]. Les informations transmises aux citoyens étaient orientées, biaisées ou censurées, de sorte que les décisions prises notamment en matière économique étaient « fermée ». Mais ce qui a déclenché l'indignation des citoyens a moins été le fait que le gouvernement mentait, comme le dit Kristof, mais plutôt le fait que la politique des partis libéraux-gauchistes avait échoué:

> « L'échec de Gyursány ne se limitait pas aux mensonges. Les gens ont réalisé, dans les zones rurales et dans les petites villes, que l'ensemble du paradigme de la modernisation sur la base duquel la gauche avait remporté les élections [...] avait échoué »[13]

A l'heure du bilan, Gyursány reconnaît lui-même la singularité de la situation hongroise en Europe: « Nous avons merdé, pas un peu, mais beaucoup. Personne en Europe n'a fait de pareilles conneries, sauf nous »[14]. La diffusion de cet enregistrement a provoqué de violentes protestations. Lundi, le 18 septembre, une manifestation a été organisée à proximité du Parlement hongrois, regroupant environ 40.000 personnes, dont la plupart « portait des drapeaux nationaux, chantait des chansons patriotiques, brûlait des voitures, entourait le parlement »[15]. Ces manifestants de droite réclamaient – au-delà de la mobilisation initiale contre les mensonges du gouvernement et contre la violence des forces de l'ordre – la fin de la politique « des nouveaux socialistes », des mesures d'austérité et de réductions de dépenses.[16] Les protestations violentes suivront pendant un mois, portées notamment par la droite, mobilisée par Fidesz.[17] Pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie post-1989, des émeutes violentes ont éclatées dans les rues de Budapest. Comme l'indique Daniel18, la

11 BBC: Excerpt: Hungarian 'lies' speech. BBC, le 19 septembre 2006 (http: / /news.bbc.co.uk /2 /hi /europe /5359546.stm).
12 Ibid.
13 Kristof [entretien].
14 Le Monde: « Nous avons merdé », le 21 septembre 2006 (http: / /www.lemonde.fr /europe /article /2006 /09 /21 /nous-avons-merde_815331_3214.html).
15 Thomson, Wayne C. (2015): The World Today Series. 2015-2016. 15th edition, Lanham: Rowman & Littlefield, p. 391.
16 Harper, Krista (2006): Editorial: Two Hungarian Uprisings: 1956 and 2006, dans: Anthropology of East Europe Review, Vol. 24, No. 2, pp.4-5.
17 Tóka, Gábor / Popa, Sebastian (2013): Hungary, dans: Berglund, Sten et al. (eds.): The Handbook of political Change in Eastern Europe. 3rd Edition, Northampton: Edward Elgar Publishing Inc., pp. 291-338.
18 Daniel est un activiste écologiste de la première heure, non seulement en Hongrie, mais dans plusieurs pays en Europe. Il a étudié en Allemagne et en Angleterre et il a été un des membres fondateurs du LMP.

police a été surprise et un peu dépassée par l'évolution des événements:

> « En 2006, pour la première fois des manifestations violentes ont éclatées et la police était timide et très incompétente. Par la suite, la police est devenue agressive […] Cette violence policière était l'une des principales sources de légitimation politique de Fidesz » [19]

Deux éléments essentiels apparaissent ici: le rôle de la violence policière, ainsi que l'impact de ces événements sur la trajectoire politique de Fidesz. A propos du premier point, les forces de l'ordre des nouveaux pays démocratiques semblent avoir eu du mal à gérer des situations de confrontation avec les protestataires, surtout à cause de leur inexpérience de tels événements, une caractéristique décrite aussi dans le cas de la Roumanie. Comme la Roumanie, la Hongrie n'a plus connu de protestations de masse après les premières années de transition démocratique. Au-delà de l'inexpérience de la police, un autre facteur a contribué à ce que la situation soit mal gérée, comme en témoigne l'activiste Balázs Dénès. Dans un entretien à Libération, e dernier affirme qu'il faut prendre en compte les effets du passé pour expliquer « l'usage abusif de la force »: « les chefs de la police sont les mêmes que sous le communisme; quoiqu'il arrive, ils protègent l'uniforme ».[20] A propos du deuxième point, l'implication de Fidesz dans les violentes émeutes de septembre-octobre 2006, ainsi que dans la délégitimation de la gauche hongroise, constitue une rupture dans la trajectoire politique de la Hongrie. Le recours à la violence policière a constitué l'un des principaux motifs de soutien de la droite hongroise et d'une partie de l'opinion publique à Fidesz[21]. Or, comme le dit Agnes[22], « le conflit de 2006 est toujours [en 2015] une raison morale pour l'aile droite de s'opposer à l'oppression socialiste »[23]. La droite – surtout Fidesz et Jobbik – a réussi à intégrer les événements de 2006 dans la construction de son modèle d'interprétation de l'histoire récente. Les deux formations politiques ont eu la capacité, grâce au soutien de l'opinion

19 Daniel [entretien].

20 Libération: Hongrie: retour sur les brutalités policières après les émeutes, le 9 novembre 2006 (http: //www.liberation.fr /monde /2006 /11 /09 /hongrie-retour-sur-les-brutalites-policieres-apres-les-emeutes_5691).

21 Les origines idéologiques et morales du mouvement Fidesz et sa transformation en parti politique vont être analysées en détail dans le chapitre suivant « Une « Putinization » de la Hongrie ? Fidesz et la restructuration du système politique. ».

22 Agnes est activiste et chercheuse en anthropologie / sociologie Politique. Elle a étudié en Hongrie, en Roumanie et aux États-Unis. Son activité (scientifique et militante) se focalise sur les origines de la culture de protestations en Hongrie, ainsi que sur l'opposition au gouvernement Orban.

23 Agnes [entretien].

publique, de construire un récit collectif qui donne sens au contexte politique du pays et dans lequel elles apparaissent comme étant les seules forces démocratiques hongroises depuis 1956. Dans cette réécriture de l'histoire, tous les partis politiques, y compris ceux de la période 1989-2006, perdent leur crédibilité. Cette délégitimation de la classe politique au pouvoir et de la plupart des institutions nationales a continué tout au long de l'année, jusqu'à la prise de pouvoir de Fidesz. Un moment symbolique dans l'ascension de ce dernier a eu lieu en février 2007, lorsque la quasi-totalité des membres du parti, notamment Victor Orban, a participé à l'enlèvement d'une clôture installée par la police, pour protester « contre les violations illégales des droits de l'Homme » symbolisée par celle-ci.[24] A l'occasion d'une discussion du « groupe de travail de sociologie publique Helyzet » le 3 mars 2013, András Szépe analyse le discours « moralisateur » de Fidesz, ainsi que les liens entre l'action des forces de l'ordre et la classe politique, de la façon suivante:

> « L'année 2006 a vu l'amplification d'un discours plutôt concentré sur la corruption des socialistes et sur la manière dont la coalition socialiste-libérale corrompue a "spolié" le pays. Ce discours remonte au changement de régime et au rôle des élites dans les privatisations kadaristes. 2006 a renforcé cette image: Gyurcsány a non seulement admis avoir menti au peuple, mais il a aussi supprimé les manifestations par la force. »[25]

C'est dans les six premiers mois de 2007 qu'une série de scandales impliquant nombre de policiers et d'hommes politiques dans des affaires de détournement de fonds permet à Fidesz d'évoquer « une crise morale profonde »[26]. Le diagnostic, partagé par une partie de l'opinion publique nationale ainsi que par des experts étrangers, ne concerne pas que le parti libéral-socialiste, mais s'applique à l'ensemble de la société, comme l'explique Daniel:

> « Ainsi, les partis de gouvernement étaient dans une crise morale, de

24 Szabó, Máté (2011): From a Suppressed Anti-Communist Dissident Movement to a Governing Party: The Transformations of Fidesz in Hungary, dans: Corvinus Journal of Sociology and Social Policy, Vol. 2, No. 2, p. 60.

25 András Szépe dans une discussion collective, dans: LeftEast (2013): Hungary's « democracy » problem – a concept and its background. (http: / /www.criticatac.ro /lefteast /hungarys-democracy-problem-a-concept-and-its-background /).

26 Korkut, Umut (2010): More Reform, Less Action. Dilemmas of Economic Europeanization in Hungary, dans: Problems of Post-Communism, Vol. 57, No. 1, p. 22.

même que toutes les élites politiques des vingt dernières années, depuis 1989. Et surtout la crise a montré que le gouvernement a profondément mal géré l'économie. Les partis libéraux et socialistes se sont basés en permanence sur l'idée que « nous comprenons les rouages de l'économie et nous savons comment faire ». Toute sorte de scandales de corruption ont été découverts à ce moment-là. Et cela a conduit à un remaniement fondamental du système de partis. »[27]

Ce n'est pas le discours moralisateur de Fidesz qui a délégitimé la classe politique, mais le comportement des élites depuis le changement de régime en 1989 qui a contribué à un « processus continu de négation de l'ensemble de la classe politique », qui est devenu ensuite, selon Kristof[28], la base d'argumentation de Fidesz.

Notre analyse, qui porte sur la période 2008-2015, est particulièrement pertinente pour comprendre les enjeux qui se situent en dehors de la sphère politique institutionnelle, c'est-à-dire notamment des partis politiques et du parlement. Nous voulons ainsi nous concentrer sur les mobilisations de rues et l'activité des réseaux militants. Dans ce qui suit, nous allons nous pencher sur la situation des activistes et le contexte qui préside la mobilisation sociale depuis 2008.

III. Une sous-culture militante.

La Hongrie bénéficie, comme nous l'avons dit plus haut dans ce travail[29], d'une culture civique favorable à l'engagement politico-social, que ce soit avant ou après le changement de régime. En nous penchant sur les années préalables à la période d'analyse, trois mouvements revendicatifs ressortent[30]. Il s'agit d'une part du mouvement écologiste et du mouvement

27 Daniel [entretien].
28 Kristof [entretien].
29 Voir le chapitre « De « reforma pactada » à la « révolution inachevée ». Sentier sinueux du changement en Hongrie et en Roumanie » dans ce travail.
30 Nous avons décrit plus haut « l'institutionnalisation des mouvements de protestation », qui affectait la majorité des pays d'Europe de l'Est (Ibid.). Szabo identifie quatre principaux mouvements sociaux en Hongrie avant 1989: le mouvement des droits civils, étudiant, pour la paix ou contre le militarisme et écologiste (Szábó, Máté (1998): New Social Movements in Hungary, dans: soundings, No. 9, pp. 122-130. Selon lui, ces mouvements sont restés actifs après le changement de régimes, mais la majorité des groupes

étudiant, qui ont une place importante et relativement stable dans l'activisme civique hongrois.[31] Les deux mouvements ont su se mobiliser à de nombreuses occasions et rester présents dans l'espace public, avant et après la transition. On notera par ailleurs que le mouvement étudiant connait un regain d'activité sur la période 2010-2015. Le mouvement antimilitariste, d'autre part, occupe lui aussi une place importante. S'il a cessé d'exister en tant que mouvement social, on en trouve des traces ou des réminiscences dans beaucoup de mobilisations de faible ampleur et de peu de visibilité. L'antimilitarisme a une forte influence sur la culture de protestation en Hongrie.

Grâce à une culture civique suffisamment développée, les réseaux d'activistes ont traditionnellement été assez puissants dans l'arène publique. Une baisse de mobilisation peut cependant être remarquée à partir de la chute du régime communiste jusqu'en 2005. Dans cette perspective, nous voulons prendre en compte la question de la déception que beaucoup *de citoyens ressentent à l'égard du système démocratique* mis en place, phénomène souvent évoqué pour expliquer la faiblesse de la société civile et de l'action collective dans les pays d'Europe de l'Est nouvellement démocratiques.[32] En 2005, alors que le mouvement altermondialiste gagnait en importance, un esprit fortement critique envers la globalisation s'est étendu dans nombre de réseaux activistes en Hongrie, surtout dans la capitale. Selon Agnes, cet élan - réel mais élitiste - a pris une forme similaire à celui des mouvements équivalents à l'Ouest, notamment en ce qui concerne les objectifs poursuivis.[33]

A Budapest, tout un milieu gauchiste s'est développé, avec « beaucoup de monde qui était préoccupé par la critique de la mondialisation, par les dommages environnementaux etc., milieu d'où le parti politique de gauche/écologiste LMP a émergé »[34]. Le « milieu écologiste » s'est nourri d'une tradition de mobilisation qui remonte au « cercle du Danube » (« Duna Kör »), une organisation environnementaliste fondée en 1984, qui s'opposait à la construction du barrage Gabčíkovo – Nagymaros. Pour beaucoup d'activistes, elle représente

---

d'opposition de la période communiste se sont institutionnalisé en tant que partis politiques (Ibid. p. 126). Le mouvement pour la paix a eu une influence durable sur le plan culturel tout en touchant une couche de la société très limitée, limitée aux cercles intellectuels. Il reste à ce titre un courant interne à la culture de protestation (Ibid. p. 128).

31 Entre l'année 2009 et le moment de l'écriture de cette thèse (2015), le mouvement écologiste a perdu un peu de sa visibilité et de son importance. Ce déclin coïncide, comme nous allons le montrer plus loins, avec la création du parti politique « vert » LMP et l'arrivée au gouvernement de Fidesz.

32 Voir le chapitre « Les liens entre la transition démocratique et le capital social. Quels effets de la dictature communiste ? »

33 Agnes [entretien].

34 Balint [entretien].

« la naissance de la sphère civique en Hongrie »[35]. A l'instar de la majorité des initiatives civiques prises pendant et peu après la fin du communisme, « le cercle du Danube » était considéré comme très élitiste.

IV. Les principales protestations et leurs cadres de mobilisation.

L'année 2006 symbolise un tournant pour le système politique hongrois ainsi que pour la mobilisation sociale du pays, comme l'indiquent les changements de discours des dirigeants et l'évolution de l'opinion publique. La gauche hongroise a été particulièrement affectée par un fort sentiment de déception et par les événements violents, perçus comme un abus de la part des forces de l'ordre,[36]. Dans ce contexte, nombre de militants ont eu le sentiment que la gauche ne pouvait plus satisfaire ses revendications historiques dans le système démocratique. Kristof explique comment les évolutions politiques de l'année 2006 ont eu un impact sur les réseaux de gauche:

> « 2006 fut le moment où les militants de gauche ont réalisé que la gauche politique mourrait et qu'il était temps de construire quelque chose d'autre. Pas une force politique, mais une sorte de mobilisation politique. »[37]

A partir de cette année, un nouvel élan de mobilisation sociale a touché la Hongrie et surtout sa capitale: les partis politiques ont été discrédités, ce qui a profité aux réseaux militants ainsi qu'aux nouveaux acteurs de la politique institutionnalisée et de la société civile; les protestations de l'extrême droite ont suscité les protestations de l'extrême gauche et vice versa; l'action de rues a (re)gagné en attractivité, tout comme les réseaux militants. 2006 marque le moment au cours duquel les mouvements sociaux - les protestations de la droite et de l'extrême droite contre le gouvernement libéral-socialiste s'inscrivent parfaitement dans cette perspective - redeviennent la norme politique, surtout à Budapest.[38] Les mouvements

35 Kristof [entretien].
36 Nandor [entretien].
37 Kristof [entretien].
38 Voir Saltman, Erin Marie (2014): Social movements v political parties in Hungary, dans: Policy Network, le 6 novembre 2014 (http: / /www.policy-network.net /pno_detail.aspx?ID=4765&title=Social-movements-v-

sociaux et les réseaux militants ont exprimé, presque à l'unisson, leur rejet des partis existants ; leurs cadres de mobilisation se sont dirigés, en conséquence, contre le système politique.[39]

1. Le mouvement écologiste.

Le mouvement écologiste, traditionnellement influent au sein de la sphère civique hongroise, a spécialement pu profiter de cette tendance des citoyens à s'affranchir de la politique institutionnalisée et de partis politiques souvent considérés comme « obsolètes ». Disposant, selon Kristof, de racines dans la période pré-démocratique[40], notamment dans les milieux gauchistes, il était également le seul à pouvoir compter sur un soutien populaire.[41] Celui-ci est ancré dans des réseaux militants qui se sont formés durant la période d'opposition à la construction d'un radar dans les montagnes de Zengö.[42] Selon Daniel, la campagne qui a été lancée à cette occasion était la première initiative post-1989 qui a pu vaincre un projet gouvernemental.[43] Les raisons de ce succès sont à chercher dans la multiplicité des acteurs engagés, la capacité à susciter un intérêt fort [44] et dans la diversité des tactiques utilisées.[45] Ce coup d'éclat a montré qu'il y avait de « l'espace pour une mobilisation sociale concentrée sur des problèmes environnementaux »[46], comme Nandor le précise:

> « C'était le moment de la création d'une communauté d'activistes. C'était le moment où les gens ont réalisé où se trouvaient les limites du système, et où se

political-parties-in-Hungary).

39 A l'extrême droite, il faut ajouter des cadres de mobilisations classiques, xénophobes et nationalistes, ainsi qu'une argumentation classique anti-tsigane.

40 Kerény et Szabó divisent le développement du mouvement écologiste en trois périodes: la périodes de « l'illégalité pendant les dernières années du régime autoritaire », la période post-1989 jusqu'au moment de l'adhésion à l'Union Européenne, et la période « transnationale » après l'adhésion à l'UE (Kerény, Szabina / Szabó, Máté (2006): Transnational influences on patterns of mobilization within environmental movements in Hungary: dans: Environmental Politics, Vol. 15, No. 5, pp. 803-820, p. 803.).

41 Kristof [entretien].

42 Nandor [entretien].

43 Daniel [entretien].

44 Parmi les acteurs principaux, on compte « des habitants et activistes locaux, des activistes de la sous-culture clandestine verte de Budapest, des pacifistes (des groupes anti-OTAN), des activistes et des réseaux internationaux » (Doyle, Timothy / McEachern, Doug (2008): Environment and Politics, 3rd edition. New York: Routledge, p. 80). Kristof décrit les habitants et activistes locaux comme étant « très conservateurs en termes de valeurs, ancrés dans une culture de terroir » (Kristof [entretien].).

45 Doyle / McEachern, 2008, op. cit., p. 80.

46 Kristof [entretien].

trouvaient les frontières entre eux et ce système. Ce moment a été un énorme succès pour le mouvement écologiste en Hongrie. »[47]

Deux initiatives politiques importantes vont émerger de ce mouvement: le parti politique LMP (Lehet Más a Politika) et l'organisation civique « Védegylet », qui va être l'un des principaux acteurs de l'élection du futur président László Sólyom. Les militants environnementaux vont continuer à se mobiliser en diverses circonstances. Même si les cadres de mobilisation changent, notamment après l'arrivée au gouvernement de Fidesz, nombre d'entre eux vont continuer leur chemin.

2. Les activistes militants.

Nous avons montré que la Hongrie a connu, avant la période d'analyse, une mobilisation militante assez consistante. La scène militante se caractérise, pendant la période d'analyse, par un fort réseautage à Budapest, ainsi que par différentes initiatives locales, issues notamment des réseaux d'étudiants en province. Le niveau d'activité et de mobilisation sociale est structuré autour de deux clivages, l'un entre le centre et la périphérie, l'autre, de moindre importance, entre l'Ouest et l'Est du pays. Les activistes se recrutent principalement à Budapest et dans des villes à forte population étudiante. Pecs[48] semble être le deuxième centre de mobilisation sociale. Une grande partie des initiatives et des réseaux militants sont relativement élitistes, de l'aveu même des activistes interviewés. Ainsi, plusieurs d'entre eux ont souligné le niveau élevé d'éducation des membres des réseaux ou le fait qu'ils soient issus de « cercles intellectuels ». Concernant les buts de la mobilisation, comme dans le cas de la Roumanie, « *l'être activiste* » est devenu un style de vie, plus qu'une lutte continue pour une cause spécifique. Mais contrairement aux activistes de la Roumanie[49], on observe un haut degré de cohérence dans la façon dont ils définissent leurs valeurs et leur vision du monde. Leur stabilité idéologique leur permet d'interpréter les évolutions sociales selon leur propre

47 Nandor [entretien].
48 L'université de Pecs comptait 28.000 étudiants en 2010, tandis que la population totale de la ville était de 158.000 personnes la même année.
49 Voir « Chapitre III: Spécificités et différences de mobilisation entre les deux pays. » de la discussion conclusive.

filtre et de manière cohérente. Le contexte de mobilisation est par ailleurs marqué par un développement de l'extrême droite. Même si cette dernière a fait parler d'elle, notamment dans les médias ouest-européens, pendant les crises politiques de 2006/ 2007, une droitisation de l'opinion publique hongroise et de certains réseaux militant a eu lieu bien avant cette période.[50] Si nous avons évoqué plus haut une « sous-culture militante» plutôt gauchiste, il faut aussi prendre en compte le développement d'une sous-culture de droite et d'extrême-droite, qui nourrit certains réseaux radicaux. Gergő Pulay souligne l'importance des dimensions culturelles dans l'évolution de la droite hongroise:

> « Avant les émeutes [de 2006], cette communauté (de droite) a lentement mis en place sa propre réalité parallèle et exclusive pour ce qui est de la mode, de la musique, des médias, des festivals, de la littérature et même des vêtements. »[51]

Les militants, non seulement de gauche, mais encore ceux de l'extrême droite, se recrutaient alors dans des réseaux bien intégrés dans leur sous-culture respective, ce qui a permis un développement organique de leur corpus de valeurs.

V. Le cadre organisationnel.

Nous parlons ici d'une période antérieure à la généralisation des moyens de mobilisation en ligne, à l'exception peut-être d'« Indymedia » et de quelques blogs à pénétration limitée. Du coup, une organisation forte et efficace était nécessaire pour structurer les groupes militants. Même si le nombre des personnes impliquées était limité, l'intensité de leur engagement était élevée. Comme dans les théories classiques de l'analyse des mouvements sociaux, dans le cas des réseaux militants hongrois de cette période nous pouvons faire une distinction entre le degré d'activité élevé d'un noyau limité de militants et celui, plus faible et diffus, d'un grand nombre de sympathisants et de participants. Nandor décrit parfaitement cette situation à

50 Il va sans dire que, dans les médias occidentauxt, l'attention sur ce phénomène a été spécialement forte après que Fidesz eu gagné les élections. Nombre d'entre eux ont alors essayé d'en retracer les origines et de comprendre les conditions de cette poussée droitière.

51 Gergő Pulay dans une discussion collective, dans: LeftEast (2013): Hungary's « democracy » problem – a concept and its background. (http: / /www.criticatac.ro /lefteast /hungarys-democracy-problem-a-concept-and-its-background /).

propos des manifestations contre la guerre d'Irak en 2008/ 2009 quand il explique qu'environ 20 personnes basées à Budapest ont réussi à en mobiliser environ 10.000 autres.[52] Le noyau des réseaux militants auxquels nous avons eu accès a été très homogène, en termes d'éducation, d'âge et de corpus de valeurs. Comme dans le cas de la Roumanie, les relations d'amitiés sont souvent à la base de l'action collective et sont aussi l'un des résultats de cette dernière. Ce processus facilite la mobilisation des ressources entre militants, mais diminue les chances d'attirer des personnes qui n'étaient pas mobilisées antérieurement.

1. La mobilisation des ressources.

1.1. Les canaux de mobilisation.

La mobilisation de ressources a eu lieu dans un environnement cordial, à l'intérieur d'une sous-culture militante, sur la base de convictions et de parcours de vie relativement proches, la carrière militante étant souvent étroitement connectée au développement individuel. Cette harmonieuse combinaison a généré une ressource essentielle pour l'action, qui est par ailleurs considéré comme un élément clef du capital social: le cercle de confiance. Dans le récit de Kristof, nous pouvons déceler une forme de confiance qui correspond à ce que nous avons qualifié plus haut de « forte Binnenmoral » ou « liens qui unissent » (« bonding ties ») et qui peut s'appliquer ici à sa description de la concomitance entre action collective et liens d'amitié:

> « Nous avons commencé à travailler ensemble, certains d'entre nous vivaient même ensemble. Nous étions un réseau fermé, avec une quantité énorme de confiance, qui est une ressource très importante si on veut construire quelque chose de durable. »[53]

Les canaux de mobilisation se trouvent, avant tout, dans l'interaction personnelle entre des gens d'un groupe assez cohérent, homogènes dans leur parcours, qui se

52 Nandor [entretien].
53 Kristof [entretien].

connaissaient antérieurement à l'action. Ce groupe d'activistes « hautement qualifié et très cohérent », que Kristof estime à environ 20 personnes, a un entourage de sympathisants qui comprend entre 100 et 200 personnes.[54] Heindl raconte que dans la ville de Pecs, un cadre organisationnel similaire existe, avec des canaux de mobilisation semblables, la différence étant que la sous-culture militante est moins présente qu'à Budapest.[55] Les interactions personnelles au sein d'un groupe restreint et moins homogène semblent encore plus importantes dans les villes de province que dans la capitale.

1.2. Les relations intergroupes.

La forte cohérence et les liens d'amitié au sein de ces groupes contribuent à fermer les réseaux sur eux-mêmes, ce qui peut poser des problèmes à leur coopération. Une confiance inébranlable entre les membres de « son » groupe génère souvent, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre théorique, une confiance moins élevée envers les personnes qui sont extérieurs au réseau. Mais, au moins dans le cas de Budapest, la confiance dans les membres du groupe s'est étendue aux réseaux gauchistes. L'ensemble des participants aux tables rondes ou aux discussions en groupe ont ainsi bénéficié d'une même marque de confiance. La coopération entre les groupes restait quand même limitée, comme le souligne Matyas lorsqu'il pointe le manque d'interactions entre les réseaux. Ce dernier affirme qu'« on voit toujours les mêmes gens dans les mêmes endroits ; aux discussions de mardi au local X, nous pouvons trouver les gens du local X ».[56] Les relations intergroupes ne menaient à une vraie coopération que dans les moments de forte mobilisation, à l'image des manifestations contre la guerre en Irak.

54 Ibid.
55 Heindl [entretien].
56 Matyas [entretien].

VI. Les structures d'opportunités.

1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques.

A l'exception de Tessa[57], tous les activistes interviewés estiment que le système politique est extrêmement fermé. Les partis sont perçus, notamment après la crise de 2006, comme des organismes qui défendent des intérêts particuliers, plutôt que comme des intermédiaires démocratiques entre le citoyen et le système politique. La volonté de changer ce dernier est forte, que ce soit par l'action de protestation ou de l'intérieur, en créant par exemple de nouveaux partis. Tessa est la seule à considérer que les partis politiques de gauche sont réceptifs aux causes des activistes. D'après elle, ils auraient incorporé dans leur programme électoral de nombreux éléments proposés par ces derniers.

2. Les possibilités d'engagement ou d'alliance en fonction de l'alignement des élites.

Les élites politiques, ainsi que les organisations de la société civile institutionnalisée, ne constituent pas des exemples d'engagement possibles pour les activistes. Les unes comme les autres sont fortement critiquées. La crise de 2006 a mis en évidence des problèmes personnels et structurels et a suscité à une profonde indignation des milieux militants à l'égard du fonctionnement du système politique. Bien entendu, la perception très négative du rôle et de la performance de la société civile influe sur les possibilités de coopération avec elle. Il est en effet monnaie courante que la société civile soit, au moins partiellement, jugée responsable de la détérioration continue de la situation politique. Il est donc difficile d'envisager une action concertée avec elle, qui aurait pour but de critiquer une situation qu'elle aurait largement contribué à voir émerger. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Heindl dans son témoignage:

57 Tessa est une activiste « communiste » qui lutte, « grâce à ses origines juives, pour chaque groupe qui risque d'être exclu » [entretien]. Depuis 2005, elle est impliquée dans plusieurs initiatives, en faveur notamment du droit au logement.

> « C'est la faute de la société civile si le système politique est comme il se présente actuellement, parce qu'elle n'a pas exercé son rôle de chien de garde. Elle n'a pas occupé le débat […] Par conséquent, elle est devenue de moins en moins efficace, et ça a commencé au début des années 1990. C'est parce qu'elle n'a pas lutté ! »[58]

D'autres activistes critiquent le fait que les organisations de la société civile sont devenues apolitiques et trop élitistes.[59] L'obstacle principal pour une coopération avec elles résiderait dans la perte de leur mission politique, indique Tessa, qui est relativement satisfaite que les partis politiques de gauche soient disponibles pour nouer un dialogue avec elles.[60] Il reste que ni les partis, ni les ONG, ni aucun acteur possédant un quelconque pouvoir politique, administratif ou symbolique avant et après 2006, n'est en situation de collaborer avec les réseaux militants.

3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur des protestations.

Dans le cas de la Roumanie, nous avons pu analyser le rôle des médias, considérés comme parties intégrantes de la structure des opportunités, dans les différentes vagues de protestations. Après les événements de 2006, nombre de protestations de faible ampleur ont été initiées par les réseaux de gauche, tandis que les réseaux de droite étaient à l'origine de mouvements de plus grande échelle. Les mouvements de gauche ont généralement été isolés et peu structurés, ce qui complique leur étude. Nous n'allons pas évaluer ici le rôle des médias pour telle ou telle revendication spécifique. Nous allons plutôt essayer de comprendre leur rôle des médias dans la structuration de la mobilisation sociale. A propos des opportunités médiatiques, une certaine ambivalence peut être observée. D'un côté, l'environnement médiatique hongrois est fortement polarisé et la presse est souvent suspectée de servir des

58 Heindl [entretien].
59 Heindl, Nandor, Kristof et Tessa [entretiens].
60 Tessa [entretien].

intérêts particuliers et de manquer d'objectivité. De l'autre, les médias sont considérés comme assez accessibles aux activistes, en raison notamment de leur forte polarisation. Celle-ci suit l'axe gauche-droite et fournit des opportunités de s'adresser au grand public si les revendications des activistes coïncident avec le discours de l'organe de presse concerné à un moment donné. Cette polarisation des médias, similaire au cas de la Roumanie et à d'autres systèmes médiatiques dans les « nouvelles démocraties » est-européennes, est remarquable dans la Hongrie pré-Fidesz. Elle va de pair avec la dépendance des médias à des intérêts économiques ou politiques, ce qui met en cause le rôle d'une presse « libre et autonome » dans un espace démocratique. La question qui se pose est de savoir si les médias cherchent à informer le public ou s'ils sont plutôt instrumentalisés, en agissant pour des intérêts particuliers. Tamas s'interroge sur l'évolution de la « presse sous influence » en Hongrie, en soulignant les similitudes avec le développement des médias en Roumanie:

> « La situation en Hongrie est très similaire à la Roumanie, la presse grand public est dans les mains des magnats économiques qui font du business avec le gouvernement. Donc, nous avons un sérieux problème avec la propriété des médias en Hongrie. Les propriétaires se servent des médias pour soutenir certains partis politiques ou des hommes politiques, ou ils l'utilisent pour attaquer les autres partis. Ainsi, les médias sont utilisés à mauvais escient dans cette bataille politique et économique. »[61]

Tamas insiste sur le contrôle des médias par des magnats économiques qui instrumentalisent la presse pour des objectifs politiques ou comme un moyen au service de finalités économiques. Il affirme que ce mélange des genres coïncide avec une dégradation graduelle de la qualité de la presse:

> « Donc, en 1990, le système politique a changé et tous les espoirs pour une meilleure société démocratique ont émergé. Les médias ont eu un prestige plus grand dans les années 1990, ils ont été beaucoup plus respectés. Parce que ce sont les médias et les journalistes qui se sont révoltés contre la dictature socialiste. Mais ce rôle s'est progressivement

61 Tamas [entretien].

> atténué ces dernières années, les médias libres ne pouvant plus exister dans des conditions correctes et parce que beaucoup de médias tombent entre les mains de quelques partis politiques et magnats économiques. Un grand nombre de sociétés de médias étrangers se sont ainsi retirés du marché hongrois tandis qu'un petit nombre de ces sociétés sont devenus la propriété de barons locaux, qui n'ont pas de respect pour leur indépendance et qui les ont utilisés pour leurs intérêts personnels. » [62]

Même si une telle polarisation peut poser des problèmes pour les systèmes médiatiques, ne serait-ce que pour le respect des standards journalistiques[63], elle ouvre aussi les portes pour des voix critiques. En fonction de l'alignement politique des compagnies de presse, il était possible de divulguer publiquement les motifs de leur lutte.[64] Tessa raconte que toutes ses campagnes ont été conçues de façon à ce qu'elles soient le plus médiatiques possibles.[65] Les chaînes publiques ont été décrites comme « assez accueillantes » pour les causes des activistes, entre 2008 et 2010.

4. Les configurations de sécurité, le maintien de l'ordre et la répression.

Il nous faut insister, une fois de plus, sur les différences entre la Roumanie et la Hongrie. Pour cette dernière, nous ne pouvons pas parler d'une seule vague de protestations ou même d'un unique mouvement social, mais, plutôt de mobilisations et de réseaux. Les structures d'opportunités doivent être analysées dans une perspective temporelle large. Elles visent à comprendre le climat de la mobilisation sociale, c'est-à-dire l'environnement (légal) dans lequel les réseaux militants opèrent. L'activisme en Hongrie bénéficiait déjà, avant le

62 Ibid.

63 La polarisation médiatique est, souvent, soit le résultat, soit la condition pour un phagocytage des médias par des intérêts spéciaux. (voir Mungiu-Pippidi, Alina (2008): How Media and Politics shape each other in the new Europe, dans: Romanian Journal of Political Science, Vol. 8, No. 1, pp. 69-78; Jakubowicz, Karol (2008): Finding the right Place on the Map: Prospects for Public Service Broadcasting in Post-communist Countries, dans: Jakubowicz, Karol / Sükösd, Miklós (eds.): Finding the right Place on the Map. Central and Eastern European Media Change in a Global Perspective. Chicago: Intellect Books, pp. 101-124).

64 Balint, par exemple, était invité, en tant d'expert en politique sociale, par les radios ou télévisions publiques et par des chaînes de l'opposition, autant d'occasions qu'il a souvent utilisées pour faire connaître ses critiques non partisanes.

65 Tessa parle de campagnes « media-friendly » [entretien].

changement du système, d'un régime politique assez ouvert. Le degré de répression, par exemple, n'était pas comparable à ce que la plupart des autres pays communistes ont connu. Notamment à Budapest, un milieu dissident, doté de sa propre sous-culture, existait. Il n'y a pas eu de violences policières en Hongrie depuis 1956 et, depuis lors le maintien de l'ordre a été assuré de façon pacifique.[66] Ces conditions ont facilité l'apparition de manifestations, ou même de simples mouvements d'oppositions, comme le prouve notamment l'exemple de Fidesz. Le changement de régime a été suivi par une période de calme en ce qui concerne la mobilisation sociale. Même si le cadre juridique n'a pas changé jusqu'à la période d'analyse, ce calme voyait sa fin. La législation de cette période a été très prolifique pour les protestations et « il y a eu un grand espace de mobilisation sociale », comme le dit Kristof.[67] Nandor, qui participait souvent aux protestations avec Kristof, affirme également que les conditions légales permettaient de se mobiliser sans « être effrayé », ce qui s'explique en partie par l'absence de répression sous la période du gouvernement socialiste-libéral.[68] Les événements de 2006, marqués par la violence des manifestants mais aussi par celle des forces de l'ordre, ont constitué des moments exceptionnels dans la Hongrie post-1956 et ils ont déclenché une nouvelle réflexion sur l'agir policier et le maintien de l'ordre. Les débats autour de la manière dont la situation a été gérée se sont traduit par des modes d'intervention de la police encore plus modérés, ce qui a facilité la mobilisation sociale et l'organisation de nouvelles protestations. Une telle gestion par les forces de l'ordre des mouvements de rue est caractéristique de la période 2008-2010:

> « Vous trouverez une attitude bienveillante de la police de Budapest, par rapport aux principales villes européennes. Si vous voyez la façon dont la police agit à Berlin contre les manifestants de gauche, l'utilisation de gaz lacrymogène, etc., cela n'arrive jamais en Hongrie. »[69]

Les débats relatifs au rôle de la police en 2006, ainsi que les violences commises par les manifestants, ont électrisé toute la société, y compris la classe dirigeante et les partis politiques. Ce climat et cette effervescence ont questionné les activistes également, sur la manière dont ils devaient se comporter. Depuis ce moment, le degré de répression est resté

66 Balint [entretien].
67 Kristof [entretien].
68 Nandor [entretien].
69 Balint [entretien].

très bas et la manière dont le maintien de l'ordre a été assuré a été bénéfique à la mobilisation sociale.

VII. Le résultat des protestations.

1. L'accumulation de connaissances et de capital social relationnel et cognitif

Nous avons décrit comment les activistes roumains et leurs réseaux ont progressé, au fur et à mesure de l'enchaînement des protestations, et comment chaque vague de mobilisation a fournis les bases pour la prochaine. Nous avons argumenté que l'action devient en tant que telle la base des futures actions. En Hongrie, un tel enchaînement de l'« effet des protestations sur les protestations »[70], peut également être identifié, mais une fois de plus à une date qui précède la période d'analyse. En ce sens, les événements de 2006 ont été un élément structurant pour la mobilisation sociale du pays. A cette époque, en effet, pour la première fois dans la Hongrie démocratique, des manifestations de grande échelle ont eu lieu. La majorité des activistes hongrois interviewés ont connu leurs premières expériences de protestations à l'étranger. Mais pour les autres, le processus d'apprentissage (culturel) a débuté - à la télé ou dans les rues - à ce moment-là. Comme dans le cas de la Roumanie, les effets identifiables - sur les participants, sur l'environnement de la mobilisation sociale et sur les réseaux - concernent l'accumulation d'un savoir-faire spécifique acquis pendant et à la suite des violences de 2006. András Pinkasz insiste sur l'importance de ce moment: « Je pense que 2006 a été le début d'un processus d'apprentissage pour tout le monde, parce que ce fut la première expérience de la culture de protestations »[71]. Cette expérience a joué un rôle clef dans les mobilisations successives, comme dans le cas de Balint qui, comme beaucoup d'activistes, s'est engagé dans une réflexion sur la « désobéissance civile »[72] après avoir

70 Inspirée notamment par Giugni et della Porta (voir le chapitre « L'apparition de la première génération d'activistes roumains. Les protestations autour du sommet de l'OTAN de 2008. »), cette démarche est utile dans l'analyse des mouvements sociaux et des réseaux d'activistes, surtout quand il s'agit de « cultures de protestations en devenir ».

71 András Pinkasz dans une discussion collective, dans: LeftEast, 2013, op. cit.

72 Balint [entretien].

manifesté dans la rue en 2006. Les médias ont participé à leur façon à ce processus en favorisant la discussion dans l'espace public sur le rôle des manifestations dans une société démocratique. Dans les grandes villes, surtout à Budapest, mais aussi à Pecs, où le mouvement Zengö continuait à être actif, les réseaux d'activistes ont pu s'étendre et la sous-culture dont ils étaient porteurs a pu se développer. Kristof évoque à ce sujet une troisième génération d'activistes émergeante, qui est devenue « la force motrice de la mobilisation de gauche progressiste », dans un contexte culturel « où il n'y avait pas de connaissances sur 'comment se mobiliser' »[73] L'extension des réseaux, l'accumulation de capital social relationnel et d'un savoir-faire spécifique contribuent à la fabrication d'une identité collective. A Budapest, notamment dans les réseaux écologistes dotés e interne d'un haut degré de confiance, les cadres de perceptions et les visions du monde se sont homogénéisés. Toute une sous-culture spécifique, partagée par des individus qui se connaissent déjà entre eux et qui étaient réunis par une vision du monde relativement similaire, a été renforcée par l'acquisition de connaissances acquises au travers d'expériences collectives. C'est ce processus qui est l'équivalent empirique d'une accumulation de capital social cognitif.

2. La fondation de LMP et la prise de l'ampleur de Jobbik.

L'augmentation de capital social relationnel et cognitif, associée à la déception engendrée par la politique institutionnalisée, se traduisent chez nombre d'activistes par une remise en cause des modalités de leur action. Le sentiment qu'un engagement de type civique atteint ses limites[74] et qu'il existe « un grand vacuum politique à la gauche de l'échiquier »[75] stimule l'entrée en politique de certains activistes du réseau écologiste, contrairement au cas de la Roumanie, ou le désenchantement provoqué par le système politique a généré un éloignement de la politique institutionnalisée. Le 16 septembre 2007, les réflexions sur la fondation d'un parti politique écologiste de gauche ont commencé. L'accumulation de capital social relationnel s'avère cruciale dans la fondation de LMP (« Lehet Más a Politika »). Daniel s'est

73 Kristof [entretien].
74 Nandor [entretien].
75 Kristof [entretien].

ainsi inscrit dans les procédures de création du parti parce « qu'il y avait des gens avec lesquels [il avait] déjà travaillé, des initiatives locales, ainsi que des ONG plus importantes »[76]. Pour élargir encore cette base, les activistes ont organisé des forums dans de nombreuses universités et font savoir qu'une « autre politique est possible »: « Nous avons voulu changer la perception des gens, pour dire qu'il peut exister un parti différent. Donc, nous voulions changer le discours politique et ouvrir l'esprit des gens »[77], comme le dit Nandor. Outre l'ambition de « reformer » le système politique, en introduisant des éléments de démocratie délibérative et en mettant l'accent sur des sujets rarement traités par la classe politique – par exemple à propos de considérations écologiques et sociales - une des principales tâches a été « d'analyser de ce qui était possible à ce stade du développement du capitalisme global »[78]. Les membres fondateurs de LMP provenaient des réseaux de gauche de Budapest et le parti se positionnait clairement à gauche de l'échiquier politique. En 2009, LMP a été officiellement fondé et a réussi à envoyer 16 députés au parlement national. C'était « la première fois qu'une initiative citoyenne a réussi à entrer au parlement depuis la transition au capitalisme »[79], indique Balint. Depuis sa fondation, LMP s'est développé « comme une plate-forme pour rassembler les réseaux de gauche qui étaient plus lâches auparavant »[80]. Balint insiste sur le fait que le fait de présenter le parti comme une « plate-forme » a entraîné des contestations:

> « Bien sûr, cela a conduit à des tensions au sein de la scène militante, puisque certains se sont opposés à s'associer à la politique des partis. Il y avait aussi l'idée que ceux qui ont gagné un siège au parlement ont fait cela sur le dos des autres, ils ont volé leurs ressources »[81]

A l'image de Gergö, d'autres activistes jugent que cette évolution de la scène gauchiste sous la forme d'une organisation partisane est critiquable et qu'elle l'a affaibli. « Ils ont fait des choses cool dans le secteur de la société civile, des ONG cool et, ensuite, ils sont entrés dans la politique institutionnalisée et ils ne pouvaient plus rien faire »[82]. La politique

76 Daniel [entretien].
77 Nandor [entretien].
78 Kristof [entretien].
79 Balint [entretien].
80 Kristof [entretien].
81 Balint [entretien].
82 Gergö [entretien].

institutionnalisée sert de repoussoir à de nombreux de réseaux militants de gauche tandis que le transfert de l'activisme de rue au travail parlementaire a affaibli la capacité de mobilisation du mouvement entier, malgré les possibilités qu'une telle plate-forme ait pu offrir. Pour ne pas perdre les liens avec leurs origines et suite à une certaine consternation, les membres fondateurs de LMP ont essayé de continuer leur activisme habituel: « Nous avons voulu aussi être actifs à l'extérieur du Parlement, nous voulions créer l'image d'un 'parti de rues' [83]». Mais les militants de base ont eu le sentiment que LMP était devenu « juste comme tous les autres partis »[84], ce qui a généré encore plus de crispations et de frictions, non seulement dans les milieux activistes, mais également à l'intérieur même du parti. Une « division programmatique », qui « remonte à la fracture gauche-droite entre deux formes d'environnementalisme – l'un conservateur et l'autre de gauche »[85] - émerge en 2010 et prend de l'ampleur jusqu'à paralyser le parti[86]. Celui-ci se déchire à la fin de 2013, à la suite d'un conflit concernant la coopération avec l'ancienne élite dirigeante de la gauche. Aujourd'hui, ce qui reste du LMP est très fractionné et la capacité du parti de jouer un rôle politique significatif, dans un parlement dominé par les forces conservatrices, semble limitée.[87]

Le temps de la fondation de LMP coïncide avec la montée en puissance du mouvement Jobbik (« Le mouvement pour une meilleure Hongrie »), mu en parti politique en 2003 et élu au parlement en 2006, dans le cadre d'une coalition avec un autre parti de droite (MIÉP, « Le parti hongrois de la justice et de la vie »). Même si cette dernière formation n'entre pas dans notre cadre d'analyse, elle mérite d'être brièvement traitée ici, car son rôle provoque de nombreuses crispations dans le système politique hongrois et dans l'opinion publique. Jobbik réfute l'étiquette d'« extrême droite »[88], même s'il est communément admis qu'il s'agit non seulement d'un parti nationaliste mais également de droite radicale et populiste, similaire à « Ataka » en Bulgarie ou au parti national slovaque.[89] L'étiquette d'« extrême droite » ou de « droite radicale » se justifie par la distance que le parti prend

83 Nandor [entretien].
84 Heindl [entretien].
85 Kristof [entretien].
86 Benyik [entretien].
87 Benyik [entretien].
88 Voir Nagy, András Bíró / Boros, Tamás / Vasali, Zoltán (2013): More Radical than the Radicals: The Jobbik Party in International Comparison, dans: Melzer, Ralf / Serafin, Sebastian (eds.): Right-Wing Extremism in Europe. Country Analyses, Counter Strategies and Labor-Market oriented Exit Strategies. Berlin: Friedrich Ebert Stiftung, p. 250.
89 Voir Pirro, Andrea L. P. (2014): Populist Radical Right Parties in Central and Eastern Europe: The Different Context and Issues of the Prophets of the Patria, dans: Government and Opposition, Vol. 49, No. 4, pp. 600-629.

envers l'establishment politique dans presque tous les domaines, notamment celui de l'intégration inter/ transnationale, l'irrédentisme et son approche envers la plus grande minorité ethnique en Hongrie, à savoir les Roms.[90] Si le rôle des minorités hongroises dans d'autres pays, notamment en Roumanie, a été un thème traditionnel de mobilisation de la droite hongroise - comme pour Fidesz – son obsession majeure reste l'ethnie et les Roms, ce qui le sépare des autres forces de droite.[91] Le succès de Jobbik s'explique principalement par « sa rupture spectaculaire avec le consensus de gentleman entre partis, consistant à ne pas recourir aux sentiments anti-Roms qui était partagé par tous les partis hongrois auparavant ».[92] Dans leur analyse Karácsony et Róna montrent qu'une attitude contre l'establishment politique, le nationalisme et les sentiments anti-Roms, sont d'excellents indicateurs pour un vote en faveur de Jobbik[93] et que « l'antitsiganisme» serait le meilleur d'entre eux[94]. La préparation d'un agenda irrédentiste et anti-Roms est surtout portée par « la Garde Hongroise » (« Magyar Gárda »), qui constitue « l'aile paramilitaire du parti »[95]. Après les succès électoraux de Fidesz et de Jobbik, ce dernier a pu se faire connaître de l'électorat en mettant l'accent sur sa critique de l'internationalisation et de l'intégration transnationale. Selon Benyik, Jobbik a pleinement profité d'une réaction d'une partie du public, excédé que la Hongrie soit critiquée dans les médias occidentaux et par l'UE.[96]

LMP et Jobbik ont alors brisé nombre de règles du jeu politique et des partis classiques, se positionnant comme des alternatives crédibles aux règles politiques établies. Suite à la délégitimation du système et des anciennes élites politiques, le contexte était favorable à l'apparition « de nouveaux partis, aussi bien pour Jobbik que pour LMP […] même si les sentiments anti-establishment et les votes de protestations ont été encore mieux

90 Kovávcs, András (2013): The Post-Communist Extreme Right: The Jobbik Party in Hungary, dans: Wodak, Ruth / KhosraviNik, Majid / Mral, Brigitte (eds.): Right-Wing Populism in Europe. Politics and Discourse. London: Bloomsbury, pp. 223-234.

91 Mihálik, Jaroslav (2014): The Rise of Anti-Roma Positions in Slovakia and Hungary: A New Social and Political Dimension of Nationalism, dans: Baltic Journal of Law & Politics, Vol. 7, No. 2, p. 198.

92 Tóka, Gábor / Popa, Sebastian (2013): Hungary, dans: Berglund, Sten et al. (eds.): The Handbook of Political Change in Eastern Europe. 3rd Edition, Northampton: Edward Elgar Publishing Inc., p. 312 et suivantes.

93 Karácsony, Gergely / Róna, Dániel (2011): The Secret of Jobbik. Reasons behind the rise of the Hungarian radical right, dans: Journal of East European and Asian Studies, Vol. 2, No. 1, p. 61.

94 Comme le montre une étude de la foundation Heinrich Böll. (Szabó, Andrea (2013): Political Orientations, Values and Activities of Hungarian University and College Students. Praque: Heinrich-Böll-Stiftung, p. 52.)

95 Nagy et al., 2013, op. cit., p. 229.

96 Benyik, Matyas (2013): The situation of social movements in Europe with special attention to Hungary, dans: ATTAC Magyarország, le 25 novembre 2015 (http: / /www.attac.hu /2012 /11 /the-situation-of-social-movements-in-europe-with-special-attention-to-hungary /).

captés par Jobbik. »[97] Dans les deux cas, l'évolution s'est faite des mouvements - ou plutôt des réseaux d'activistes – vers les partis politiques. Pour se distinguer d'autres partis, les membres des deux organisations ont fait preuve d'innovation et ont « utilisé les tactiques des mouvements populistes pour exprimer leur solidarité avec le hongrois moyen, contre une élite politique corrompue ».[98]

VIII. Conclusion – l'institutionnalisation politique des mouvements de protestations et les obstacles « idéologiques » à la coopération.

Une analyse de la mobilisation sociale en Hongrie après la crise financière doit, comme nous l'avons déjà suggéré, remonter loin dans l'histoire. 2006 est l'année au cours de laquelle « l'hypocrisie » du système politique institutionnalisé est devenue manifeste et un changement majeur a touché l'arène politique. En particulier, le système de partis a été sérieusement ébranlé, puisque trois nouveaux partis - tous des mouvements sociaux à l'origine - sont apparus. Le « mouvement altermondialiste a été canalisé vers plusieurs initiatives de partis »[99], grâce auxquelles LMP a réussi à entrer au parlement et est devenu la force motrice, ce qui en retour a stimulé les réseaux altermondialistes et écologistes, notamment à Budapest. Les initiatives civiques - à la fois militantes et radicales – se transforment donc en acteurs du jeu politique institutionnalisé. Les origines de Fidesz sont également à chercher dans l'activisme civique de la période communiste et, plus précisément, du mouvement étudiant qui était à la source de la plupart des protestations qui ont précédé le changement de régime.[100] Jobbik, qui lui aussi trouve ses racines dans le mouvement étudiant fait un usage répétitif de la rhétorique classique des mouvements sociaux. De même, son « supplément » - la garde hongroise - se positionne clairement comme un mouvement social. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que Saltman observe une tendance à incorporer le statut de mouvement dans

97 Daniel [entretien].
98 Saltman, 2013, op. cit.
99 Agnes [entretien].
100 Voir Szabó, Máté (2011): From a Suppressed Anti-Communist Dissident Movement to a Governing Party: The Transformations of Fidesz in Hungary, dans: Corvinus Journal of Sociology and Social Policy, Vol. 2, No. 2, pp. 47-66.

nombre de nouveaux partis politiques hongrois[101]. Ce phénomène peut s'expliquer par la décrédibilisation des partis politiques existants et, au contraire, l'attractivité de luttes collectives qui s'opposent à « l'establishment » politique. Pour les deux partis de droite, les protestations anti-communistes avant le changement de système, qui ont fortement influé sur celles qui ont vu le jour après[102], ont créé un environnement favorable à la mobilisation « patriotique », localiste, anti-intégrationniste, souvent basée sur des arguments « ethniques ». Tous les nouveaux acteurs revendiquent d'une façon ou d'une autre leur caractère novateur, ce qui les distingue des autres acteurs. Une coopération avec ces derniers devient, par conséquent, difficile à envisager. Outre la droite hongroise, Fidesz est aussi contesté par Jobbik, le second critiquant le premier au motif qu'il serait devenu un parti comme les autres. S'il s'agit principalement, dans ce cas, de tensions provoquées par une compétition électorale directe, la gauche est confrontée au dilemme suivant: même si pour elle la montée des partis de droite (extrême) peut constituer une base suffisante motivant son engagement et la coopération entre ses différents courants, cette dynamique est empêchée par leur discours de légitimation. La question de la collaboration avec les anciennes élites – notamment du parti socialiste, qui est largement rendu responsable de la désolante situation des forces de la gauche – pose en effet problème dans la perspective de toute stratégie de coopération: «Il y a de très fortes raisons morales pour coopérer avec les forces anti-Fidesz, mais cela ne semble pas fonctionner, parce que l'élite pré-2010 est l'une des armes principales de Fidesz », estime Balint. Chaque tentative de coopération avec les anciennes forces de gauche visant à contrer la domination des deux partis de droite est délégitimée et risquerait d'être contre-productive. Nous avons montré plus haut que la question du traitement de l'ancienne élite de gauche a provoqué des frictions à l'intérieur des milieux activistes de gauche ainsi qu'à l'intérieur du LMP. Le deuxième élément qui a contribué à la division du parti est davantage de nature idéologique. Benyik décrit en ces termes l'échec des tentatives de coopération: « nous avons essayé de construire un type d'organisation parapluie - appelé « la Gauche hongroise unie » - que nous avons créé en 2009 dans le but d'obtenir le ralliement de toutes les forces progressistes. Au début, l'idée était de ne pas faire un parti, mais de créer un mouvement. Cela n'a pas réussi. Les initiatives ont été nombreuses, [mais] il y avait trop de clivages

101 Saltman, 2013, op. cit.

102 Szabó, Máté (2006): Mobilization and protest strategy of the Fidesz-MPP within and after the electoral campaign in Hungary 2002. Paper presented at ECPR Joint Session. Workshop 9: 'Competitors to Partises in Electoral Politics: The Rise of Non-party actors' Nicosia / Cyprus, 25-30 April 2006, p. 5.

idéologiques et la question du leadership a également conduit à des conflits »[103]

103 Benyik [entretien].

CHAPITRE II: Une « Putinization » de la Hongrie ? Fidesz et la restructuration du système politique.

En analysant les modalités d'engagement des réseaux d'activistes hongrois après la crise financière de 2008, nous avons identifié deux périodes différentes qui correspondent à 'un changement de configuration du système politique. Cette césure est constituée par l'arrivée au pouvoir de Fidesz. Dans le chapitre précèdent, nous nous sommes concentrés sur l'analyse de la mobilisation sociale entre 2006 et 2010, période qui précède l'arrivée du gouvernement de Fidesz. Celle-ci déclenche une restructuration du régime politique, qui modifie les conditions de mobilisation et le fonctionnement des réseaux d'activistes. Nous avons décrit comment une scène activiste - notamment celle des réseaux écologistes-altermondialistes - a pu prospérer, comment les ressources des activistes se sont transformées en force politique institutionnalisée et comment la fracturation de la gauche a constitué un obstacle à la coopération de la sphère civique. Comme argumenté plus haut, les événements de 2006 ont été à la base de l'ensemble de ces développements. Dans ce chapitre, nous allons essayer d'analyser comment l'arrivée au gouvernement de Fidesz, qui devient à partir de 2002 un parti « populiste et mobilisateur »[1], a modifié les conditions de mobilisation sociale en Hongrie. Il convient, dans un premier temps, de faire brièvement le point sur les principales orientations idéologiques de Fidesz, telles que les perçoivent les activistes de ces réseaux. Selon Balint, « Fidesz n'est pas neutre en termes de vision du monde »[2], mais il essaie de plus en plus clairement d'endosser un discours de droite.[3] Le fait que Fidesz utilise la question nationale à des fins électoralistes semble dans ce contexte bénéfique pour le parti. Une citation de Tamas en témoigne parfaitement:

> « Fidesz dit qu'ils sont les seuls à soutenir les Hongrois et ils décident qui est un Hongrois. Les Hongrois sont ceux qui votent pour eux et qui les soutiennent et tous les autres ne sont pas des Hongrois. Donc si vous voulez être hongrois vous devez soutenir Fidesz. C'est une utilisation

1 Szabó, Máté (2011): From a Suppressed Anti-Communist Dissident Movement to a Governing Party: The Transformations of Fidesz in Hungary, dans: Corvinus Journal of Sociology and Social Policy, Vol. 2, No. 2, p. 57.
2 Balint [entretien].
3 Gergö [entretien].

> très abusive de l'esprit national. Orban a déclaré que « le principal problème de l'opposition est qu'ils sont contre la Hongrie ». Ils poussent l'opposition politique en dehors de la nation ».[4]

Pour les activistes, ce discours est caractérisé par l'absence de solutions aux problèmes sociaux et l'éloignement des « vrais sujets politiques », à qui sont substitués des récits vastes et sans finalité, basés sur des stéréotypes nationalistes et xénophobes. Kristof résume l'« offre politique » de Fidesz:

> « Le nouveau régime ne prétend pas donner quelque chose aux pauvres, la seule chose qu'ils donnent aux gens, ce sont des ennemis et le sentiment qu'ils sont supérieurs à leurs ennemis. C'est donc du nationalisme et de la xénophobie classiques »[5].

Gergö comprend la récente campagne des panneaux d'affichage sur l'immigration[6] - dirigée contre les immigrants, mais écrite en hongrois[7] – comme représentative de ce discours qui n'apporte aucune solution concrète aux problèmes actuels, mais qui est plein « d'incitation à la haine » et que le gouvernement utilise pour « liguer les gens les uns contre les autres ». Gergö - qui avec son « parti de chien à deux queues », était l'un des initiateurs d'une contre campagne[8] - considère que cette campagne gouvernementale ainsi que le discours global de Fidesz est « une utilisation abusive des sentiments de solidarité sociale destinée à gagner en popularité et à détourner l'attention des scandales dans lesquels le gouvernement est impliqué ».[9] Selon Tamas, Orban et Fidesz ont ainsi réussi à « diaboliser toute critique envers

4 Tamas [entretien].
5 Kristof [entretien].
6 Il s'agit de la campagne officielle du gouvernement, qui a eu pour but de dissuader les migrants de venir en Hongrie, avec des messages sur des panneaux d'affichage comme: « si tu viens en Hongrie, ne prends pas le travail des Hongrois. », « Si tu viens en Hongrie, respecte notre culture.», etc. Cette opération s'inscrit dans une campagne plus large de dissuasion de l'immigration, qui a débuté en mai 2015 et qui est souvent décrite comme « xénophobe » (voir Heltai, Sara (2015a): En Hongrie, le gouvernement Orban joue avec le feu xénophobe. L'Obs Rue89, 31 mai 2015. http: / /rue89.nnouvelobs.com /2015 /05 /31 /hongrie-gouvernement-orban-joue-feu-xenophobe-259459).
7 Gergö [entretien].
8 Cette campagne humoristique a été conçue comme une parodie aux messages du gouvernement (voir: Heltai, Sara (2015v): En Hongrie, l'humour contre le message xénophobe du pouvoir. L'Obs Rue89.fr, le 9 juillet 2015. http: / /rue89.nnouvelobs.com /2015 /07 /09 /hongrie-lhumour-contre-message-xenophobe-pouvoir-260188).
9 Gergö [entretien].

le gouvernement ».[10] Si, au début, le discours de Fidesz a été dirigé contre les anciennes élites, il s'est graduellement élargi, de telle sorte qu'il puisse englober toutes les thématiques et répondre à tous ses « ennemis »:

> « Fidesz prétend qu'il défend les droits des hongrois et donc il cherche toujours des ennemis. D'abord, ils les ont trouvés dans les partis de l'opposition, mais maintenant ces derniers sont si faibles qu'ils ont besoin d'autres ennemis. Ils ont commencé alors à s'opposer à l'UE, puis aux banques et aux compagnies étrangères, enfin ils se sont tournés vers les minorités, d'abord les Roms, les sans-abri (il est maintenant illégal de vivre dans la rue), les homosexuels, etc. ».[11]

Nombre de protestations contre le gouvernement, ou contre la droitisation du champ politique, ont eu lieu durant la période d'analyse. Dans ce chapitre, nous allons analyser les conditions structurelles de la mobilisation sociale, telles qu'elles sont perçues par les activistes, en suivant le même schéma explicatif que celui des chapitres précédents. Concernant les conditions externes à la mobilisation, nous accorderons une attention particulière à la société civile et à l'engagement civique, tous deux indissociablement liés à la mobilisation sociale. Pour les protestations des activistes, nous nous focaliserons sur quatre réseaux militants, qui ont gagné en visibilité depuis cinq ans.

I. Le contexte politique.

Analyser la mobilisation sociale et les réseaux d'activistes depuis 2010 nécessite de prendre en compte un contexte politique qui est influencé par la manière dont Fidesz gouverne le pays. Dans cette perspective, 2006 a été une année cruciale, marquée par l'ascension de ce parti, mais aussi par des changements importants qui ont affecté le système de partis et l'équilibre des forces en général. Nous allons accorder une attention particulière aux changements institutionnels et idéologiques qui depuis lors entravent ou au contraire facilitent

10 Tamas [entretien].
11 Gergö [entretien].

l'émergence de protestations. La prépondérance des mobilisations de droite, que l'on observe depuis 2006, s'explique partiellement par les problèmes structurels de la gauche, mais aussi par la manière dont Fidesz a réussi à monopoliser la parole politique et à réduire au silence ses opposants. Ce sont ces facteurs qui lui ont permis de remporter les élections, estiment les activistes (de gauche) interviewés.

1. Une remise en cause de la Constitution ?

Depuis les élections législatives de 2010, gagnées par Fidesz avec plus de 52% des votes, ce dernier s'est attiré de nombreux critiques, notamment de l'UE et des médias occidentaux. Des atteintes à la Constitution, ou une « régression post-démocratique »[12], sont régulièrement dénoncées. Dans la première partie, nous avons à partir des indices et du sondage des experts analysé le discours de Fidesz et ses implications pour la consolidation démocratique de la Hongrie. Nous voulons maintenant savoir comment les activistes de gauche voient le succès de Fidesz ? Les critiques mettent l'accent sur la « campagne agressive de restructuration de l'appareil d'Etat et du système de redistribution sociale »[13]. Les « attaques délibérées et étendues sur la démocratie constitutionnelle » ont pour but de « coloniser chaque institution étatique au mépris du principe de séparation des pouvoirs ».[14] Cette violation des règles fondamentales de la Constitution se traduit progressivement par l'affaiblissement des freins et des contrepoids à la puissance de l'Exécutif. Il faut rappeler à cet égard que nombre de décisions du gouvernement Orbán ont été considérées par la Cour Suprême comme « non-conformes à la Constitution ». Elles ont néanmoins été mises en œuvre et la Cour a été largement dessaisie de ses droits, notamment au cours de la « réforme constitutionnelle » de 2013.[15] L'action de Fidesz et du gouvernement Orban fait qu'« il n'y a plus d'institutions étatiques indépendantes et la société civile est sous le contrôle du gouvernement », comme l'affirme Gergö.[16] Grâce au contrôle qu'il exerce sur les institutions étatiques, sur l'arène

12 Rupnik, Jacques (2013): Régression post-démocratique en Hongrie, dans: Esprit, 2013 /5, pp. 109-117.
13 Balint [entretien].
14 Ibid.
15 Voir Viktor Orban réduit les pouvoirs de la Cour constitutionnelle hongroise. La Croix le 11 mars 2013 (http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Viktor-Orban-reduit-les-pouvoirs-de-la-Cour-constitutionnelle-hongroise-_NP_-2013-03-11-919905).
16 Gergö [entretien].

politique et sur la sphère civique en général, « Fidesz est capable, avec sa majorité confortable, d'ignorer tout ce qui vient de l'extérieur du parti »[17]. Au-delà des objectifs idéologiques qu'il poursuit, les activistes mettent l'accent sur la corruption endémique[18] qui a été « institutionnalisée par Fidesz et qui est devenue, maintenant, une partie du système constitutionnel »[19]. Compte tenu du niveau élevé de corruption et de la symbiose entre les intérêts économiques et politiques, Kristof estime que le régime de Fidesz est un mélange entre démocratie et oligarchie:

> « Il s'agit d'une PolyGarchie. Ce n'est pas une oligarchie, même si elle a beaucoup de caractéristiques d'une oligarchie, mais elle est conduite par un acteur politique qui a le pouvoir politique et celui-ci est le premier ministre ».[20]

Dans ce contexte, les conditions de fonctionnement de la sphère civique sont considérées comme très défavorables. Celle-ci n'a guère les moyens de jouer son rôle de chien de garde. Le prochain sous-chapitre est précisément consacré à l'analyse de la société civile hongroise entre 2010 et 2015.

2. Les conditions de la société civile et l'apparition des GONGO.

Depuis que Fidesz a transformé la nature du régime politique, les conditions d'existence de la société civile se sont aggravées. Malgré des problèmes structurels existants avant l'arrivée au gouvernement de ce parti, cette dernière a été « assez performante » dans la période 2008-2010 avec nombre de succès, comme ceux du mouvement « Sengö », ou les campagnes fructueuses de Greenpeace. Les manœuvres du gouvernement Orban pour contrôler la société civile ont inversé cette tendance et l'empêche aujourd'hui de contribuer à l'animation démocratique du pays, comme le dit Daniel:

17 Daniel [entretien].
18 Tamas, Gergö, Kristof, Daniel, Nandor [entretiens].
19 Nandor [entretien].
20 Kristof [entretien].

> « Après 2010, le gouvernement Orban a essentiellement coupé toutes les connexions de la société civile et il a bloqué son influence sur le processus législatif et les pratiques administratives. Donc, il n'y a plus d'apport de la part de la société civile. Il y a de faux exercices de relations publiques - appelés « consultations » - mais qui servent surtout à bloquer le dialogue avec les partenaires sociaux »[21]

Un autre élément d'inquiétude concerne les nombreux raids effectués par la police auprès d'ONG. Ces cas sont devenus publics récemment. La plus visible de ces interventions était dirigée contre des associations financées par des « subventions norvégiennes » (« Norway Grants »), accusés par le gouvernement hongrois de s'immiscer dans des affaires relevant de la souveraineté du pays.[22] Parmi les bénéficiaires de ces fonds, « Transparency International Hungary », « The Hungarian Civil Liberties Union », le journal en ligne « atlatso.hu » et le parti LMP. Les paiements sous l'égide des « EEA Grants » et des « subventions norvégiennes » ont été interdits le 9 mai 2014, suite à « une violation des accords régissant le financement des ONG ».[23] Depuis l'arrivée au gouvernement de Fidesz, les plus grandes ONG internationales, comme la « Fondation pour une société ouverte » de Soros, la « Fondation Charles Mott », ou encore « l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération » se sont progressivement retirées de la Hongrie. Les derniers financements disponibles, jusqu'en 2014, ont été les fonds norvégiens, qui ont cessé à la suite du veto du gouvernement. Les raids de la police peuvent alors être considérés comme des tentatives d'affaiblir ou d'intimider les dernières associations qui ne seraient pas encore sous contrôle gouvernemental.

Outre le contrôle exercé sur l'origine des fonds étrangers, les ONG sont également confrontées aux campagnes hostiles des médias, comme le signale Tamas à propos de son initiative civique:

> « Parce que nous avons des financements étrangers, les médias nous accusent de servir des intérêts étrangers, les intérêts de l'opposition et de

21 Daniel [entretien].
22 Voir Dunai, Marton / Koranyi, Balazs (2014): Hungary raids NGOs, accuses Norway of political meddling. Reuters le 2 juin 2014 (http: / /www.reuters.com /article /2014 /06 /02 /us-hungary-norway-funding-ngo-idUSKBN0ED1QW20140602).
23 Voir le site officiel de « EEA Grants » et « Norway Grants » (http: / /eeagrants.org /Where-we-work /Hungary).

> vouloir appliquer un programme libéral. C'est très similaire à ce qui se passe en Russie ».[24]

Aujourd'hui, la majorité des financements destinés aux ONG sont administrés par des agences gouvernementales et sont ensuite distribués à des organisations proches de Fidesz, ou à des « organisations non-gouvernementales organisées par le gouvernement »[25] ou des « Gongo »[26]. Il s'agit de « fausses ONG », évidemment pro-gouvernementales, qui arrivent à organiser des manifestations rassemblant jusqu'à près de 200.000 personnes. C'est le cas, par exemple, des 'marches pour la paix' »[27] ou encore de « l'Université d'été de Transylvanie », organisée par Fidesz et sponsorisée par un nombre considérable d'entreprises publiques proche de Fidesz. Parmi les organisateurs de cet événement figure Zsolt Németh, le président de la commission des affaires étrangères du parlement hongrois. Ces quelques illustrations démontrent clairement, selon Daniel, la concomitance entre Fidesz et cette partie de la société civile « artificielle » et instrumentalisée puisque Németh est « le président de l'organisme qui décide quelle ONG reçoit de l'argent et combien »[28]:

> « En 2010, Orban a déclaré que le financement étranger de la société civile était quelque chose de mauvais, et il a nommé à la présidence de l'organisme qui est responsable du financement de la société civile une personne qui lui était fidèle, qui est également le président de son ONG, ou plutôt d'une GONGO, qui soutient clairement la ligne du gouvernement. Ils organisent des marches pro-gouvernementales et ils condamnent toute critique envers le gouvernement. Et ce gars administre les fonds d'État pour les ONG ! Le résultat est que seules les ONG pro-gouvernementales obtiennent un financement de l'État. »[29]

24 Tamas [entretien].
25 Daniel[entretien].
26 Terme introduit en 2007 par Moisés Naím pour décrire la « tendance mondiale croissante » des gouvernements à « financer et à contrôler les organisations non-gouvernementales, même indirectement ». (Naím, Moisés (2007): Democracy's Dangerous Impostors. Washington Post le 21 avril 2007 (http: / /www.washingtonpost.com /wp-dyn /content /article /2007 /04 /20 /AR2007042001594.html)), article également paru en 2009 dans Foreign Policy.
27 Gergö [entretien].
28 Daniel [entretien].
29 Tamas [entretien].

Un environnement non-accueillant, des difficultés de financement, l'apparition des « Gongo »: la société civile hongroise traverse une crise fondamentale. Eszter estime que « le secteur de la société civile existe à peine en Hongrie. Les syndicats sont corrompus par les partis ou sont impuissants, tandis que les ONG ont un domaine d'action trop étroit et spécifique pour pouvoir être efficacement leurs alliés ».[30] Pour Daniel, « le modèle traditionnel de la société civile ne fonctionne pas dans un environnement autocratique »[31].

La société civile hongroise a donc subi un processus de dégradation continue. Elle est par ailleurs fortement divisée en interne et ses capacités d'intervention sont limitées. Les entretiens font souvent le parallèle entre la société civile hongroise et la situation dans divers régimes autocratiques, notamment la Russie. La discussion autour des « agents de forces externes », des « abus de pouvoir gouvernementaux » ou de l'instrumentalisation des ONG par le gouvernement alimente l'idée d'une décrédibilisation inexorable de la société civile. Sa capacité à faire pression sur le système politique institutionnalisé, à formuler des revendications et à les exprimer dans la rue semble limitée. En même temps, une revitalisation de la mobilisation sociale est observable et nombre de manifestations en opposition au gouvernement ont eu lieu. Ces protestations sont, dans leur majorité, initiées par la société civile institutionnalisée, mais portées par des réseaux d'activistes qui sont habituellement proches des milieux intellectuels de gauche, en particulier des élites socialistes au pouvoir avant 2010. Nous considérons que ces protestations sont des mouvements sociaux, qui suivent une logique de bas en haut. Cette manière d'organiser la protestation semble être une modalité adéquate pour exprimer des revendications dans un environnement politique extrêmement statique où la classe dirigeante et la société civile sont délégitimés et ou le gouvernement en place dispose d'une majorité confortable au parlement.

II. Les protestations

Suite à l'élection d'Orbán au poste de premier ministre, une nouvelle vague de mobilisation a eu lieu, avec des cortèges qui a plusieurs reprises ont rassemblé environ 10.000 personnes.[32]

30 Eszter [entretien].
31 Daniel [entretien].
32 Il s'agit d'une estimation de Matyas.

La plupart des manifestations a eu lieu à Budapest, mais des comités locaux de mobilisation ont été actifs dans toutes les grandes villes, organisant le transport des troupes vers la capitale.[33] Durant les deux jours de fête nationale – le 15 mars et le 23 octobre – des manifestations importantes ont vu le jour chaque année depuis 2012, les plus imposantes d'entre-elles étant organisées par le gouvernement ou par des forces proches de celui-ci, comme « l'alliance civique hongroise » ou encore par des cercles proches de l'ancienne élite socialiste-libérale comme « Együtt 2014 » (« Ensemble pour 2014 »).[34] Parmi ces mobilisations pro-gouvernementales, une série de protestations contre « le colonialisme de l'Union européenne et son ingérence dans les affaires intérieures du pays »[35]. Cette vague de protestations, qui a débuté en janvier par la plus grande manifestation de la Hongrie depuis 2010[36], comptant plus de 100.000 personnes et qui a réussi de rassembler encore plus de monde le 15 mars 2012 – avec des chiffres de participants variant entre 100.000 (selon les organisateurs de Milla) et 250.000 selon d'autres source[37]. Une large partie des mobilisations contre Fidesz a été organisée par des intellectuels « connectés aux anciens réseaux socialistes-libéraux », tandis que nombre de « petits mouvements, concentrés sur un sujet spécifique […] ont été régulièrement intégrés au grand jeu politique, entre Fidesz et l'opposition ».[38] Nous avons présenté, dans le chapitre précédent, les rapports existant entre les activistes et les anciens réseaux socialistes, l'ambivalence entre le désenchantement que génèrent les anciennes élites politiques et l'attractivité qu'ils conservent néanmoins. Seules les mobilisations à « problème unique » ont pu garder un certain degré d'indépendance, comme le spécifient Tessa et Balint à propos des actions dans lesquelles ils se sont engagés, notamment l'occupation de bâtiments publics comme la mairie de Budapest etc.[39] Dans les protestations de moindre importance, organisées par des réseaux militants très fermés, la

33 Heindl [entretien].

34 Le nombre des participants aux protestations de 2013 est estimé par l'ambassade américaine (voir List of demonstrations and other political events in Budapest on the October 23rd holiday. Politics.hu le 22 octobre 2013 (http: / /www.politics.hu /20131022 /list-of-demonstrations-and-other-political-events-in-budapest-on-the-october-23rd-holiday /)).

35 Pop, Valentina (2012): Hungarian PM to EU: 'We won't be a colony'. EuObserver, le 16 mars 2012 (https: / /euobserver.com /political /115613).

36 Selon Reuters, il s'agit de la plus grande manifestation depuis 2010. (Over 100.000 rally in Hungary to back govt in EU row. Reuters le 21 janvier 2012 (http://mobile.reuters.com/article/economicNews/idUSLDE80K00T20120121?irpc=953)).

37 Voire : A Day of Protest. European Tribune le 16 mars 2012 (http://www.eurotrib.com/story/2012/3/15/165747/522).

38 Agnes [entretien].

39 Tessa et Balint [entretiens].

cooptation des forces de l'opposition a été un phénomène récurrent. Le rôle de LMP – qui a réussi à s'impliquer dans nombre de protestations grâce à ses connexions avec la scène gauchiste, notamment à Budapest – mérite à cet égard d'être souligné. Quand il n'était pas nécessaire de se servir des avantages qu'une représentation au parlement fournit, les activistes ont souvent suivi la stratégie de ne pas enregistrer les protestations envisagées, pour donner « l'image que tu es en dehors du système politique »[40], comme le dit Nandor. Récemment, LMP s'est impliqué dans une modeste vague de protestations contre le « partenariat transatlantique de commerce et d'investissement » (TTIP), qui a également fourni une plate-forme pour des slogans anti-gouvernementaux. Nous allons maintenant analyser les quatre mobilisations les plus visibles sur la période 2010-2015, à savoir le mouvement « la constitution n'est pas un jeu ! », les protestations contre la « taxe internet »), le mouvement « Milla » et l'action du « réseau étudiant ».

1. « Az alkotmány nem játék ! » (« La constitution n'est pas un jeu ! »).

La mobilisation « la constitution n'est pas un jeu ! » a débuté en 2013, en opposition aux divers amendements à la constitution hongroise proposés et adoptés par Fidesz. Le quatrième amendement notamment, ratifié le 8 février 2013[41], était perçu par les médias occidentaux, par les dirigeants de l'UE[42] et par des activistes du pays comme une attaque contre l'Etat de droit, puisqu'il limitait des principes essentiels de la Constitution. Le but évident du mouvement était d'obtenir le retrait des amendements, mais les protestations ont également pu offrir une plate-forme revendicative à nombre de groupes anti-gouvernementaux.[43] Des membres de LMP auraient fréquemment été impliqués à titre personnel.[44] Ces groupes organisaient des actions de « désobéissance civile » – par exemple des « grèves sur le tas » –

40 Nandor [entretien].
41 Office of the Parliament, Document number T / 9929, « Fourth Amendment to Hungary's Fundamental Law » (http: / /lapa.princeton.edu /hosteddocs /hungary /Fourth%20Amendment%20to%20the%20FL%20-Eng%20Corrected.pdf).
42 La « Commission de Venise », notamment, a exprimé son inquiétude face la tendance « à 'constitutionnaliser' des dispositions de droit commun » (p. 20) ainsi qu'avec « le processus d'élaboration de la constitution » (p. 31). (European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) (2013): Draft Opinion on the Fourth Amendment to the Fundamental Law of Hungary. Opinion 720 / 2013, Strasbourg, le 29 mai 2013. (http: / /www.venice.coe.int /webforms /documents /?pdf=CDL(2013)023-e)).
43 Eszter [entretien].
44 Nandor [entretien].

devant des services de l'Etat ou des sociétés détenues par des entrepreneurs personnellement proches de Fidesz[45]. Des « occupations symboliques des sièges de Fidesz »[46] ont aussi été perpétrées. Notamment de la part du LMP, ces « occupations » ou obstructions ont permis de donner un écho aux critiques contre les mesures constitutionnelles, mais aussi à l'égard du « clientélisme politico-économique » de Fidesz. Un exemple de ce type d'activisme, qui n'entre pas dans le champ d'action d'un parti politique représenté au parlement, est « l'occupation » de l'entrée de la société de construction « Közgép » par un groupe d'activistes liés à LMP.[47] Cette société, détenue par Lajos Simicska, un ami d'enfance de Victor Orban[48] « a gagné pratiquement tous les projets publics financés par l'UE »[49] et constitue une cible parfaite pour tous ceux qui dénoncent les connivences entre État et le pouvoir économique. Les relations entre les institutions étatiques, Fidesz et certains acteurs du secteur économique manquent tellement de transparence que les opposants n'ont aucun mal à s'en servir pour montrer le fonctionnement d'un régime « corrompu », qui maintien des liens forts avec les « oligarques économiques »[50]. Les actions se sont déroulées à la limite de la légalité – en raison du fait qu'elles ont généralement eu lieu non pas dans un espace public mais dans une propriété privée, ce qui constitue un cas d'intrusion - et ont attiré régulièrement un groupe d'une vingtaine de militants environ, fortement engagés. Outre les organisateurs de ces événements, les participants ont été recrutés en général dans l'entourage des réseaux d'activistes de Budapest. Le clivage dans les milieux de gauche entre ceux qui étaient favorables à une coopération avec les acteurs du champ politique institutionnalisé et ceux qui s'opposaient à une telle stratégie, a posé problème, dans ce cas aussi. L'implication des partis, qui se limitait parfois à la participation de quelques individus parlant en leur nom propre, a

45 Nandor évoque de nombreuses actions d'obstruction, commises par des membres du LMP, devant le siège des compagnies détenues par des proches du Fidesz.

46 Balint [entretien].

47 Közgép goes to police over LMP demo. Politics.hu le 12 juillett 2012 (http: / /www.politics.hu /20120712 /kozgep-goes-to-police-over-lmp-demo /).

48 Tanacs, Gabor (2015): Hungary: PM Orban describes as semen by former ally. Euronews, le 7 février 2015 (http: / /www.euronews.com /2015 /02 /07 /internal-war-in-hungary-ex-ally-oligarch-against-pm-orban /).

49 Greed might be the Undoing of Viktor Orban and his Regime. Hungarian Spectrum, le 1er mai 2013 (http: / /hungarianspectrum.org /2013 /05 /01 /greed-might-be-the-undoing-of-viktor-orban-and-his-regime /).

50 Il s'agit ici d'une contradiction manifeste entre la promesse du Fidesz de faire face « au clientélisme » des anciennes élites, notamment des élites socialistes-libérales et la consolidation des positions économiques des entrepreneurs proches de Viktor Orban. S'il avait promis que « l'époque où la politique a servi les intérêts privés et a renforcé le pouvoir privé est maintenant finie», les liens entre les compagnies détenues par des proches de l'élite de Fidesz et le parti ont « scellé leur contrôle politique ». (Than, Krisztina / Dunai, Marton (2012): Insight: In Hungary a Business Elite Thrives. Reuters le 16 avril 2012 (http: / /www.reuters.com /article /2012 /04 /16 /us-hungary-idUSBRE83F0KG20120416)).

provoqué des conflits entre les deux camps et a causé la rupture du mouvement.[51]

2. Milla - un million pour la liberté de la presse en Hongrie.

Milla - à la base un groupe inscrit sur Facebook en décembre 2010 par Juhász Péter - est devenu au fur et à mesure de son évolution une plate-forme « pour des démonstrations anti-gouvernementales ». [52] Ce groupe se comprend comme « le résultat spontané des objections des citoyens hongrois contre la nouvelle loi concernant les médias, prise par le gouvernement Orbán »[53]. Milla s'est présentée comme la dernière ligne de défense de la démocratie, soulignant ses similitudes avec le mouvement dissident de 1989 et utilisant « des pratiques et des expressions d'Occupy ».[54] Avec ses centaines de milles d'abonnées et la capacité à organiser des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes, notamment entre mars et juin 2011, Milla a pu mobiliser des individus qui ne s'étaient jamais engagés auparavant.[55] Jusqu'à sa fusion avec deux autres initiatives civiques dans le parti politique « Együtt 2014 » (« Ensemble pour 2014 »), Milla a été un mouvement qui cherchait à « garder une certaine distance envers les élites politiques », comme le précise Matyas dans un article publié sur le site d'« Attac Hongrie ».[56] Une fois que le groupe créé sur Facebook s'est développé comme un véritable mouvement social, ayant la capacité d'organiser de grands protestations, les hommes politiques « n'ont été ni souhaités, ni autorisés », indique Heindl.[57] Malgré sa proximité croissante avec Gordon Bajnai (premier ministre socialiste hongrois entre

51 Eszter [entretien].
52 Tamás, Botos (2014): L'élimination de Milla (Megszűnik a Milla). Politika le 8 avril 2014 (http: / /444.hu /2014 /04 /08 /megszunik-a-milla /).
53 Selon la présentation du groupe sur Facebook (https: / /www.facebook.com /freepresshun /info?tab=page_info).
54 Gagyi, Agnes (2015): East European movements for democracy: a story of expansion? Three Hungarian case studies, dans: Pleyers, Geoffrey / Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Europe. A renewal of protests and democracy. Bucharest: editura universitatii din Bucurest, p. 102.
55 Au moment de l'écriture de ce chapitre (août 2015) le groupe avait environ 170.000 mentions « j'aime » (https: / /www.facebook.com /sajtoszabadsagert).
56 Benyik, Matyas (2012): The situation of social movements in Europe with special attention to Hungary. ATTAC Magyarország le 28 novembre 2012 (http: / /www.attac.hu /2012 /11 /the-situation-of-social-movements-in-europe-with-special-attention-to-hungary /). Dans une version révisée, datée de 2015, Matyas souligne « la tendance des mouvements de protestations à se transformer en parti politique », qui a provoqué de nombreuses divisions. (Benyik, Matyas (2015): Mapping the Hungarian Left: parties and movements. LeftEast le 30 septembre 2015 (http: / /www.criticatac.ro /lefteast /mapping-the-hungarian-left-parties-and-movements /)).
57 Heindl [entretien].

2009 et 2010) Milla a été traitée, par une grande partie de l'opinion publique hongroise comme « la seule grande organisation d'opposition qui n'était pas affiliée à un parti politique ».[58] Les liens avec les anciennes élites socialistes-libérales sont néanmoins devenus de plus en plus visibles. Par ailleurs, « l'organisation informelle des intellectuelles gauchistes-libéraux et de divers groupes d'opposition »[59] est devenue de plus en plus évidente. Il reste que même si Milla était capable de mobiliser en masse pendant son année d'existence, elle a été plutôt un site qu'un réseau militant ou une organisation du mouvement social. Ces « vingt personnes impliquées […] ne savaient pas comment faire quelque chose, ils n'ont même pas eu l'objectif de faire quelque chose, mais ils ont eu la chance de lancer une page de Facebook au bon moment », constate Balint.[60] Suite à la formation de « Együtt 2014 », en octobre 2012, Milla a perdu sa capacité de mobilisation, car comme le dit Heindl, « les gens qui participaient aux manifestations étaient contre la manière dont le régime politique fonctionnait et quand les leaders de Milla ont commencé à faire ce que tous les autres partis faisait, les gens n'ont plus participé »[61]. Même si Milla s'est progressivement transformée en un mouvement de protestation qui englobait une large palette de revendications, son rapprochement avec l'arène politique institutionnalisée l'a privé de sa légitimité originelle.

3. Les protestations contre la « taxe internet ».

Un autre mouvement social, qui a débuté comme une « initiative à problème unique » est apparu récemment, en octobre 2014, suite à une proposition de loi du gouvernement Orban décidant d'introduire une taxe sur le trafic en ligne. Cette initiative a provoqué de fortes critiques de la part de l'UE[62], ainsi que des manifestations importantes regroupant plus de 100.000 participants[63]. Même si le gouvernement a retiré son plan, le mouvement a pu garder

58 Balint [entretien].
59 Gagyi, 2015, op. cit., p. 102.
60 Balint [entretien].
61 Heindl [entretien].
62 Ryan Heath, le porte-parole pour le numérique de l'UE, craignait que la taxe Internet « fasse partie d'une tendance plus générale du gouvernement Viktor Orban à faire reculer les libertés » (Nielsen, Nikolaj (2014): EU commission lashes out at Hungary's internet tax plan. EuObserver le 29 octobre 2014 (https: / /euobserver.com /justice /126294)).
63 Le 28 octobre 2014, environ 100.000 personnes participaient, à Budapest, à une manifestation contre le projet du gouvernement de taxer les échanges en ligne (100,000+ rally in Hungary over internet tax despite govt

sa dynamique jusqu'en mars 2015, en capitalisant sur le « mécontentement général de la population hongroise ».[64] Dans ce cas aussi, une extension des cadres de mobilisation est observable: après le gouvernement ait retiré son projet visant à « taxer l'internet », les leaders de la mobilisation ont recadré leur message, en critiquant bien davantage la corruption et les politiques pro-russes d'Orban.[65] Deux cadres peuvent ainsi être distingués: le premier peut être interprété, comme le fait Gagyi, comme un cadre pro-démocratie, notamment par sa référence à la liberté de l'information. Les activistes se réfèrent au rôle de « la société civile et réclament des pouvoirs démocratiques »[66] ; le deuxième renvoie à la lutte contre la corruption et est extrêmement critique à l'égard des performances économiques du pays.[67]

4. Le « réseau étudiant » et le « réseau d'élèves ».

Le « réseau étudiant » et le « réseau d'élèves » ont été impliqués dans les trois vagues de mobilisation, mais d'une manière moins visible. Ces réseaux, qui existaient depuis un certain temps,[68] était des « groupes locaux auto-organisés »[69]. Ils ont gagné en importance durant l'automne 2012, se transformant en « un mouvement anti-gouvernemental, ou, plus précisément, en une vague de protestations de proximité se développant en raison de l'absence de réseaux nationaux réels et d'une idéologie commune ».[70] Pendant cette année, des initiatives locales sont apparues un peu partout en Hongrie, notamment à Budapest et dans des villes universitaires – Pecs était parmi les plus actives – qui organisaient des débats politiques et des grèves, non seulement dans les universités, mais aussi dans les lycées et les écoles. Si

concessions. RussiaToday le 29 octobre 2014 (https: / /www.rt.com /news /200315-hungary-internet-tax-protest /)).

64 Matyas [entretien].

65 Szabó, Andrea / Mikecz, Dániel (2015): After the Orbán-revolution: the awakening of civil society in Hungary? dans: Pleyers, Geoffrey / Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Europe. A renewal of protests and democracy. Bucharest: editura universitatii din Bucuresti, pp. 34-43.

66 Ibid.

67 Gagyi, Agnes (2014): Smartphones and the European flag: the new Hungarian demonstrations for democracy. CriticAtac le 31 octobre 2014 (http: / /www.criticatac.ro /lefteast /smartphones-and-eu-flag-hungarian-demos-for-democracy /).

68 Le nom « Hallgatói Hálózat » (HaHa), ou « réseau d'étudiants » est apparu vers 2006 / 2007 (voir Feffer, John (2014): Hungarian Students Resist. The Huffington Post le 13 janvier 2014 (http: / /www.huffingtonpost.com /john-feffer /hungarian-students-resist_b_4588704.html).

69 Selon la présentation de HaHa, sur leur page officielle Facebook (https: / /www.facebook.com /Student-Network-Hungary-336769799770184 /info /?tab=page_info).

70 Eszter [entretien].

dans les universités, les protestations ont été souvent valorisées et même soutenues par le corps enseignant, elles ont été interdites par les directeurs dans la plupart des lycées, comme l'affirme Heindl.[71] Le mécontentement a grossi en décembre 2012, quand le gouvernement a proposé une reforme intégrale du système d'éducation, amenant des milliers d'étudiants à se regrouper dans les rues de Budapest en « bloquant le trafic et en organisant des 'flash mob' ».[72] Les principaux motifs de protestation concernaient le contenu de la réforme évidemment, notamment l'autonomie des universités, la réduction des dépenses d'éducation, la hausse des frais de scolarité, l'adoption d'un règlement obligeant les étudiants boursiers à rester en Hongrie ou à y revenir après un séjour à l'étranger.[73] A plus long terme, l'objectif était de « mobiliser les étudiants, pour qu'on puisse reconnaître leurs intérêts communs et intensifier ensemble la lutte pour la défense de leurs intérêts ».[74] Suite à la « politisation et à la délégitimation de Milla » et en l'absence d'autres mouvements capables de canaliser le mécontentement étudiant, les réseaux étudiants sont devenus le « principal vecteur d'expression des sentiments d'opposition ».[75] Le pic de mobilisation a eu lieu pendant les premières mois de l'année 2013, quand nombre d'universités ont été occupées. Le 11 février, l'université ELTE a ainsi été envahie par plus de 400 personnes[76] ; l'une des organisatrices du mouvement décrit ses motivations de la façon suivante:

> « Nous occupons parce que nous voulons regagner cet espace. Nous pensons que l'université ne nous appartient plus. [...] Nous voulons un lieu non seulement pour étudier mais aussi pour avoir des discussions et prendre des décisions. Mais en Hongrie, sans occupations cela ne se produira jamais. »[77]

71 Heindl [entretien].
72 Takács, Ádám (2013): Student Movement and the Question of Political Emanzipation in Hungary, dans: Divinato, No. 37, p. 203.
73 Selon la déclaration du mouvement, formulée à l'occasion de l'occupation de l'université ELTE, le 10 décembre 2013 (voir Füzessi, Károly (2013): Higher Education under Threat in Hungary. OpenDemocracy le 11 février 2013 (https: / /www.opendemocracy.net /can-europe-make-it /k%C3%A1roly-f%C3%BCzessi /higher-education-under-threat-in-hungary)).
74 Selon la présentation de HaHa, sur leur page officielle de Facebook (https: / /www.facebook.com /Student-Network-Hungary-336769799770184 /info /?tab=page_info).
75 Gagyi, 2015, op. cit., p. 104 et suivantes.
76 La manifestation qui précédait l'occupation comptait environ 3.000 personnes et l'occupation en elle-même entre 400 et 500 activistes (Selon Csaba Jelinek, activiste de HaHa, dans un entretien réalisé par le « groupe libertaire d'action directe » (Grupo Libertario Acción Directa, Glad) (Una breve mirada al movimiento estudiantil húngaro. Estudioslibertarios le 25 juillet 2013 (https: / /estudioslibertarios.wordpress.com /2013 /07 /25 /una-breve-mirada-al-movimiento-estudiantil-hungaro /)).
77 Kata Balogh dans un entretien réalisé par HaHa et ajouté sur youtube le 13 mars 2013 par « Grassroots

A cette période, les réseaux d'étudiants et d'élèves se sont activement engagés contre la réforme de la constitution au travers du mouvement « la constitution n'est pas un jeu ». En février, plusieurs groupes de lycéens ont bloqué l'entrée principale du siège du gouvernement et ont récité « 1984 » d'Orwell en signe de protestation.[78] L'occupation symbolique du siège de Fidesz a été menée par des « membres importants du réseau […], avec des activistes professionnels de divers horizons ».[79] Les « fondateurs du réseau étudiant sont des gauchistes dotés d'une idéologique globale dont la lutte contre l'austérité est l'une des déclinaisons »[80] et qui sont sensibles de ce point de vue à la « continuité politique des différents gouvernements »[81]. Leur objectif est de « tourner la page de l'ère socialiste et de garder leur distance avec tous les partis politiques »[82]. La majorité des participants a adopté une attitude « apolitique »[83]. Une étude réalisée en 2013 par la « fondation Heinrich Böll » montrait d'ailleurs que seulement 2% des étudiants sondés déclaraient appartenir au réseau étudiant.[84] Il s'agit donc ici d'une mobilisation très ponctuelle, qui est circonscrite à un moment précis, et qui ne suppose pas une affiliation organisationnelle. Ainsi, Balint considère que les réseaux d'élèves et d'étudiants sont surtout révélateurs de la « mobilisation temporaire de gens sans expérience militante préalable », qui ne sont encadrés ni par une idéologie ni par une organisation particulière.[85]

III. Les activistes militants.

Les protestations et les réseaux décrits jusqu'à maintenant doivent généralement beaucoup à la « multi-positionnalité » des activistes. Si, à Budapest, nous avons évoqué un « milieu ou une scène activiste », dans les villes plus petites, les cercles militants sont plus restreints. Dans les deux cas, une certaine intersection des sphères de sociabilités - qu'il s'agisse des

Activist Guild » (https: / /www.youtube.com /watch?v=oCIWZeBbPow).
78 Balint [entretien].
79 Gagyi, 2015, op. cit. p. 103.
80 Gagyi, 2015, op. cit., p. 104.
81 Estzer [entretien].
82 Eszter [entretien].
83 Takács, 2013, op. cit., p. 208.
84 Szabó, Andrea (2013): Political Orientations, Values and Activities of Hungarian University and College Students. Praque: Heinrich-Böll-Stiftung, p. 34.
85 Balint [entretien].

lieux à fréquenter ou des cercles d'amitié – n'est pas évitable. Ce sont ces expériences communes qui permettent de déboucher sur une vision du monde et une identité collective partagées. Des activistes de plusieurs réseaux militants différents se rencontrent donc dans diverses protestations. Si, dans le cas de la Roumanie, les limites de la population mobilisable font que la coopération entre groupes traverse les frontières idéologiques (« Nous sommes venus aux protestations féministes, maintenant vous devez venir chez nous !»), en revanche la forte superposition des cercles sociaux de la scène gauchiste hongroise, notamment à Budapest, fait que l'homogénéité idéologique est plus forte. Celle-ci est par ailleurs renforcée par la présence d'un pouvoir de droite fort, qui contribue à souder le groupe des opposants. En ce qui concerne les caractéristiques sociologiques des activistes, on constate une certaine prépondérance des jeunes âgés de 20 à 35 ans, comme dans le cas de la Roumanie. Kristof évoque même l'appar*ition d'une* « troisième génération » de militants[86], pour décrire ce phénomène. Naturellement, les réseaux d'élèves et d'étudiants, mais aussi les autres réseaux mobilisés contre la réforme de la constitution et contre la taxe d'internet, comme c'est le cas de la protestation Milla, sont particulièrement présents. Si les activistes déjà mobilisés avant 2006 appartenaient à des mouvements clairement positionnés et avec une organisation assez nettement structurée – comme le mouvement écologiste ou le mouvement altermondialiste – ceux qui se sont engagés après appartiennent souvent à des réseaux militants multiples, ouverts à la formulation de plusieurs revendications différentes à condition qu'elles soient cohérentes entre-elles. Dans l'ensemble, en Roumanie comme en Hongrie, l'hétérogénéité des profils militants est marquée. La pluralité des thématiques revendicatives est dès lors, comme l'affirme Margarit, le résultat de l'« hétérogénéité sociale des protestataires [qui] se reflète dans la nature de leurs demandes »[87]. Malgré l'absence d'une idéologie commune, la participation commune à l'ensemble des protestations a pu contribuer remarquablement bien à la dynamique de la mobilisation sociale depuis l'arrivée de Fidesz au gouvernement. La propension à agir ensemble, même si les thématiques revendicatives sont diverses, est incontestablement plus forte pour cette génération que pour les autres, qui n'avaient pas le même accès à l'information (sur la mobilisation en tant que telle) et qui disposaient de moins

86 Voir le sous-chapitre « L'accumulation des connaissances et du capital social relationnel et cognitif » du chapitre « La Hongrie entre l'institutionnalisation des mouvements de protestations et la fracturation de la société civile et des réseaux d'activistes. ».

87 Magarit, Diana (2015): Ideology and Social Movements. A Comparative Analysis of the 2013 Protests in Bulgaria, Hungary and Romania, dans: Pleyers, Geoffrey / Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Euope. A Renewal of Protests and Democracy. Bucharest: editura universitatii bucuresti, p. 19.

de points d'intersection sociale. Ici, les activistes sont généralement assez distants des institutions politiques – ce sont des « activistes très indépendants »[88], connectés à titre personnel à plusieurs réseaux. Quant aux modalités de l'agir ensemble, il faut souligner l'apparition des « actions de désobéissance civique ». Tessa affirme que ce groupe d'activistes « a réintroduit cette culture d'occupation. Pendant un bon moment, il n'y a pas eu d'actions directes ou d'actions de désobéissance civique à Budapest ».[89] A cet égard, les protestations profitant d'une forte implication du « mouvement » étudiant ont eu un « effet catalyseur »[90] sur l'indépendance de l'activisme, à partir de l'appartenance à plusieurs réseaux sans idéologie commune et de l'adaptation du répertoire de protestation. Un tel effet peut également être noté en ce qui concerne la portée du mouvement, puisque pour la première fois depuis 1989 une véritable vague de mobilisation a transcendé les frontières de la capitale et de certaines villes comme Pecs. En bref, les militants actifs ont été majoritairement des jeunes, issus de nombreuses villes, bien au-delà des milieux de la gauche intellectuelle de Budapest.

IV. Le cadre organisationnel.

En la matière, le premier constat qui s'impose est que l'action collective et la mobilisation évoluent vers des réseaux militants de moins en moins structurés. Comparées aux modalités de contestation sociale classiques, Kristof considère que les mobilisations récentes sont « beaucoup plus fluides et beaucoup moins centralisées »[91]. Balint souligne lui aussi cet aspect, quand il affirme que les mobilisations débutant en 2010 sont « moins permanentes, mais plus spontanées »[92]. Pour Matyas, ces caractéristiques posent problème dans la mesure où elles nuisent à l'efficacité du mouvement:

> « Beaucoup de gens qui organisent maintenant des manifestations ont un seul objectif [...] et ils ne sont pas vraiment intéressés par d'autres sujets, ils ne sont pas harmonisés, certaines personnes vont juste agir

88 Kristof [entretien].
89 Tessa [entretien].
90 Balint [entretien].
91 Kristof [entretien].
92 Balint [entretien].

> spontanément. […] ces gens ne sont pas prêts à travailler ensemble, ils ont un fonctionnement anarchique »[93]

Même si, pendant les protestations, certains militants sont devenus des activistes emblématiques et ont bénéficié d'une visibilité élevée, l'absence d'organisation structurée et de leaders formels se fait sentir.[94] Y compris pour des actions initiées par LMP – par exemple l'occupation symbolique du siège social de Közgép, décrite plus haut – le leadership n'était assuré par aucun membre du parti[95]. Évidemment, le fait que la population mobilisable soit limitée et que les cercles sociaux s'entremêlent favorisent, comme dans le cas des protestations en Roumanie, une structure de mobilisation basée essentiellement sur des relations d'amitié. Ces liens facilitentles tâches organisationnelles :

> « Bien sûr, la majorité de gens impliqués dans la mobilisation sont des proches, ou ont des relations amicales, mais ils ne sont pas intéressés à la création des organisations et des structures »[96]

Il faut rappeler que, même si le militantisme de gauche est plus développé en Hongrie qu'en Roumanie, les lieux de rencontre et de discussion, les personnes mobilisées et ceux accessibles à la mobilisation constituent un cercle relativement fermé - même s'il est perméable - et la population est limitée. Par conséquent, les activistes des réseaux militants, les représentants de la société civile organisée, les membres actifs de LMP, ou encore les intellectuels socialistes-libéraux maintiennent des contacts fréquents et entretiennent souvent des relations amicales. Dans le cas de HaHa, nous parlons de 20 à 50 personnes issues du milieu étudiant, qui se connaissent entre elles et qui sont, dans leur majorité, bien intégrées dans leurs réseaux. Ces activistes ont réussi, sans l'aide d'une structure organisationnelle, à mobiliser un nombre de soutiens qui est environ 300 fois plus grand.[97] Le seul réseau qui a contribué aux mobilisations que nous avons présentées est le groupe pour le droit au logement auquel Tessa appartient. Il possède une structure qui ressemble aux anciennes organisations

93 Matyas [entretien].
94 Margarit, 2015, op. cit., p. 19.
95 Nandor [entretien].
96 Matyas [entretien].
97 Selon les estimations d'Eszter.

du mouvement social (« social movement organization » – SMO)[98], dont le fonctionnement est très strictement défini même s'il ne dispose pas d'une structure formelle :

> « Nous sommes un mouvement ou un groupe informel, et ce fut notre but. Nous ne voulons pas avoir une structure officielle, [...] déposer des documents, élire des présidents et donner des cartes d'adhésion. [Mais] nous fonctionnons comme un appareil militaire, il y a beaucoup de sous-groupes et nous apprécions le sérieux stratégique et la planification à long terme. Nous essayons d'être très responsables devant nous-mêmes, devant nos promesses ».[99]

Si la majorité des réseaux mobilisés depuis 2010 sont soit entrés dans l'orbite des appareils politique, soit ont cessé d'exister après une courte période de mobilisation, le réseau de Tessa continue, depuis presque dix ans, à exprimer des revendications et à lutter pour les causes qui lui semblent justes. Cette longévité est d'autant plus remarquable que la plupart des mobilisations locales contre la réforme de la constitution ou contre la taxe d'internet ont disparues après avoir donné le jour à un nombre limité de manifestations[100].

Nous avons analysé, dans le chapitre précèdent, l'institutionnalisation des mouvements sociaux et l'attraction de la « politique institutionnalisée ». Le cas de Milla souligne parfaitement que les mêmes motivations ont mené à la transformation du mouvement écologiste en parti politique – à l'image de LMP - mais aussi à sa décrédibilisation. Ce qui avait commencé par une page Facebook, est devenu une vague de protestations qui a mobilisé des dizaines de milliers de personnes dans la rue et, enfin, s'est mû en parti politique. En octobre 2012, Milla a noué une coalition avec deux autres acteurs de la société civile hongroise - « l'union patrie et progrès » de Bajnai et « le mouvement de solidarité hongrois » - constituant ainsi le parti « Ensemble 2014 » (Együtt 2014). Celui-ci est devenu, quelques semaines après sa fondation, la troisième formation la plus populaire parmi les jeunes[101]. Après un an de forte attractivité auprès des activistes, cette coalition a signifié la fin de Milla. Kristof et Heindl racontent sa « chute » ;

98 Au sens de McCarthy et Zald (McCarthy, John / Zald, Mayer N. (1977): Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory, dans: The American Journal of Sociology, Vol. 82, No. 6, pp. 1212-1241.
99 Tessa [entretien].
100 Balint [entretien].
101 Szabo, 2013, op. cit., p. 56.

> « Ce fut un échec majeur de Milla de s'allier avec les acteurs de la politique institutionnalisée. En affirmant son soutien ouvert aux candidats aux élections législatives, Milla s'est effondré en 2012. »[102]

> « À la fin de 2012, les personnes qui ont organisé les manifestations à Budapest ont décidé de créer un parti politique. Ainsi, les dirigeants du mouvement ont donné naissance à ce parti qui était absolument semblable à tous les autres : travailler secrètement, prendre les décisions uniquement entre certains dirigeants, etc. »[103]

Notre analyse souligne la prépondérance des réseaux à structure organisationnelle faible, en dépit de quelques exceptions. Finalement, l'arène politique continue d'exercer une grande force de captation sur les acteurs politiques faiblement institutionnalisés. Nous pouvons donc orienter notre analyse vers la question de la mobilisation des ressources, dans un contexte marqué par l'absence de structures fortes et d'une idéologie unificatrice.

V. La mobilisation des ressources.

1. Les canaux de mobilisation.

Dans un environnement plutôt volatile, composé par des mouvements à « problème unique », mais caractérisés par un haut degré d'expansion et d'élargissement des cadres, deux types de canaux de mobilisation peuvent être considérés comme les plus influents: les réseaux personnels deviennent plus important quand il s'agit d'actions qui nécessitent un haut degré d'implication, souvent à la frontière de la légalité; par contraste, les mobilisations en ligne deviennent de plus en plus influente quand il s'agit de mobiliser un nombre de participants plus élevé mais moins impliqués. Comme nous l'avons démontré auparavant, le mouvement « la constitution n'est pas un jeu » a été le résultat d'une large coalition de divers réseaux

102 Kristof [entretien].
103 Heindl [entretien].

militants et de diverses initiatives de la société civile organisée. En même temps, cette mobilisation reposait sur des liens personnels noués au sein de la gauche. Nombre d'occupations symboliques ont été mises en œuvre par 10 à 20 militants seulement, qui ont assuré la responsabilité de leurs initiatives. Balint décrit ces efforts de mobilisation, basés sur l'interaction personnelle:

> « Contacter des amis qui étaient actifs dans différents domaines, ainsi que des organisations et des personnes qui n'étaient pas encore des militants, mais qui étaient juste à la marge et qui ont participé régulièrement aux manifestations »[104].

Pour ce type d'action, c'est-à-dire des occupations qui se déroulent à la limite de la légalité, le principal critère de sélection était la fiabilité et la loyauté personnelle. Les personnes ainsi choisies provenaient de cercles personnels assez proches. Tessa décrit, dans ces récits, ce mode de mobilisation:

> « Quand nous faisons des actions plus grandes, qui nécessitent plus de compétences ou plus de gens, comme pour les blocages d'expulsion, nous invitons les gens d'une façon très spécifique, pas par un appel général, mais nous contactons certaines personnes. […] Lorsque nous organisons ces actions directes, nous avons une base de données d'environ 100 personnes (d'habitude, 20 à 30 seulement nous rejoignent), auxquelles nous faisons confiance et à qui nous communiquons nos intentions. Nous sommes sûrs qu'ils ne diront rien à la police. Ils savent qu'ils sont dans cette base de données et qu'ils seront contactés pour ce type d'action. »[105]

Pour les manifestations légales, le canal principal de mobilisation est Internet et les réseaux en ligne. Concrètement, Facebook change la donne et constitue le plus important facteur de développement de la mobilisation. Il est donc nécessaire de consacrer une partie de ce chapitre à l'usage par les activistes d'Internet et des réseaux sociaux en ligne. Si Kristof souligne que les activistes, avant Facebook, ont dû « faire preuve de savoir-faire pour

104 Balint [entretien].
105 Tessa [entretien].

mobiliser et se constituer un réseau […] maintenant, tu n'as plus besoin de tout ça »[106]. Grâce à Facebook, des événements protestataires organisés par « 20 à 30 personnes du noyau dur » du mouvement étudiant réussissent à mobiliser environ 10.000 personnes.[107] Ce que Facebook offre est une réduction des délais d'organisation, c'est-à-dire qu'une préparation classique des protestations avec des horizons de mobilisation de plusieurs semaines n'est plus nécessaire, tandis que la capacité de (ré)-agir aux événements, y compris les plus récents, augmente. Nous avons pu observer la prépondérance des protestations préparées à l'aide de Facebook. Les efforts en ligne ont été complémentés par des actions hors-ligne. Dans le cas du mouvement étudiant, citons notamment la distribution de prospects, de graffitis, des affiches etc., mais tout cela ne semble guère efficace, comparé aux efforts sur Facebook, comme l'affirme Eszter.[108] Le réseau de Matyas, en revanche, organise les choses de façon inverse: les activités en ligne - outre Facebook, des vidéos sur YouTube, ou des pamphlets sur des blogs – complètent les efforts de mobilisation effectués sur place.[109] Un autre aspect important, qui joue dans le sens de la réduction des délais d'organisation, est la possibilité de court-circuiter les médias traditionnels. L'objectif est de populariser des revendications et des causes, sans être dans l'obligation de passer par un « filtre », celui des rédactions et des organes de la presse.[110] En Europe de l'Est en général, en Hongrie et en Roumanie en particulier[111], la forte tendance à la concentration et à la polarisation des médias traditionnels[112] fait que l'avantage que constitue l'accès à la population ciblée sans devoir compter sur ces derniers devient encore plus évident. Nous avons décrit, dans le chapitre précédent, comme la sphère médiatique hongroise s'est développée en blocs antagoniques, alignés sur un axe gauche-droite ou gouvernement-opposition. Heindl décrit les effets de Facebook sur les mobilisations

106 Kristof [entretien].
107 Eszter [entretien].
108 Eszter [entretien].
109 Matyas [entretien].
110 Effet principal de Facebook sur la mobilisation, selon Gergö [entretien].
111 En suivant Balme / Chabanet, nous avons inclus les médias dans notre analyse des structures d'opportunités. Nous avons pu démontrer, par la suite, l'influence de l'environnement médiatique sur les mobilisations sociales et sur le réseaux d'activistes pour la Roumanie (voir les sous-chapitres « « Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur dans les protestations. », de la deuxième partie de ce travail), ainsi que pour la Hongrie pré-Fidesz (voir le sous-chapitre « Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur dans les protestations. » du chapitre « La Hongrie entre l'institutionnalisation des mouvements de protestations et la fracturation de la société civile et des réseaux d'activistes. »).
112 Mungiu-Pippidi, Alina (2008): How Media and Politics shape each other in the new Europe, dans: Romanian Journal of Political Science, Vol. 8, No. 1, pp. 69-78; Jakubowicz, Karol (2008): Finding the right Place on the Map: Prospects for Public Service Broadcasting in Post-communist Countries, dans: Jakubowicz, Karol / Sükösd, Miklós (eds.): Finding the right Place on the Map. Central and Eastern European Media Change in a Global Perspective. Chicago: Intellect Books, pp. 101-124.

hongroises, donnant la possibilité de court-circuiter les médias traditionnels:

> « Les médias ont totalement accepté le bipartisme politique. […] Il est très important que sur Facebook, chacun soit absolument libre d'écrire ce qu'il veut. En ce sens, Facebook peut contribuer à résoudre le problème avec les médias traditionnels. »[113]

Facebook change les demandes envers les « diffuseurs du message » et les exigences concernant les organisateurs. Si Facebook change les caractéristiques organisationnelles, les « leaders » et la foule vont également changer. Il est frappant de constater que nombre de protestations, organisées sur ou à l'aide de Facebook, ne comprennent aucun « activiste de la vielle école »[114] (« old school activists »). Tamas observe lui-aussi ce phénomène:

> « Maintenant il y a, à nouveau, une génération qui s'est organisée elle-même sur Facebook, avec un grand nombre de groupes de Facebook, qui mobilisent autour de thèmes spécifiques, comme la crise des migrants, ou qui organisent des manifestations contre le gouvernement, comme c'était le cas lorsque celui-ci a voulu introduire la taxe Internet. On voit donc émerger une nouvelle génération qui s'organise de plus en plus sur Internet et sur les réseaux sociaux. »[115]

Le délai d'organisation de protestations souvent limitées à une cause très spécifique est court et l'implication personnelle relativement faible. La durée de vie de ces initiatives civiques semble également courte. Même si nous avons observé des extensions de cadres de mobilisation dans nombre d'exemples analysés dans ce travail - notamment à propos des mobilisations contre l'austérité, du mouvement Rosia Montana, du mouvement Milla ou des protestations contre la taxe Internet – la durée de mobilisation effective[116] a été assez limitée. Balint pense que Facebook - comme outil de mobilisation - favorise un engagement qui n'est

113 Heindl [entretien].
114 Matyas [entretien].
115 Tamas [entretien].
116 Nous nous référons à une mobilisation continue, qui est soutenue par les mêmes acteurs. Évidemment le but de ce travail se situe dans l'analyse des effets des protestations sur les réseaux militants à long terme. Comme nous l'avons indiqué, ces effets se déploient sur l'environnement de la mobilisation ainsi que sur la population des protestataires. La période de mobilisation reste quand même assez limitée si nous la comparons aux exemples de mouvements sociaux classiques, comme le mouvement pour la paix, ou pour l'émancipation de la femme etc.

pas durable, qui manque d'orientations à long terme et qui ne peut se substituer totalement à l'activisme militant traditionnel:

> « L'expérience en Hongrie montre qu'ils [les réseaux en lignes] ne sont utilisés que pour un temps limité et qu'ils fournissent une excuse pour être paresseux, pour ne pas se mobiliser réellement. […] Avant Facebook, si quelque chose arrivait, certaines personnes détenant des ressources et l'expérience nécessaires auraient organisé une manifestation. Maintenant, vous avez toutes sortes d'activisme sur Facebook, pour dire que les choses vont mal il y a beaucoup d'adeptes, mais aucune compétence d'activiste, même pas l'ambition de l'être, mais ils annoncent quelque chose au bon moment, avec le bon nom, et en quelques jours ils sont considérés comme une force sociale. Cela canalise beaucoup de colère et suppose la motivation de faire quelque chose, mais signer une pétition sur Internet ne changera jamais rien en Hongrie. »[117]

Balint pointe surtout un problème de conception de l'activisme. Il s'agit ici de l'expression d'un mécontentement ponctuel, une sorte d'engagement inutile, qui ne repose sur aucune implication militante forte et qui est dépourvu de perspectives à long terme. La question est également soulevée par Heindl, qui note qu'à Pecs, une foule de manifestants a suivi les appels à la mobilisation sur Facebook, mais « a eu peur de s'exprimer », faute de « vrais » activistes.[118] A cet égard, Milla a été une forme transitoire - et constitue peut-être le dernier exemple de ce genre - entre un engagement traditionnel, basé sur un militantisme de réseaux d'activistes et un nouveau type d'engagement en ligne. La mobilisation se faisait à travers des réseaux informels et des connexions personnelles, mais la plupart des participants ont été sensibilisé via Facebook et le contact a ensuite été gardé à la fois en ligne et sur place, lors des manifestations.[119] Selon Kristof, Milla se présente comme une sorte « d'amalgame entre ce style ancien de réseaux militants et un nouveau mode de démocratie pluri-centrique, fluide et « liquide », sur Facebook »[120].

117 Balint [entretien].
118 Heindl [entretien].
119 Gagyi, 2015, op. cit., p. 102.
120 Kristof [entretien].

2. Les relations intergroupes.

Les activistes et nombre de sympathisants ont été recrutés à partir de cercles d'amis, grâce à « un chevauchement d'engagements organisationnels, au sein d'une sous-culture militante »[121]. A l'intérieur de ces réseaux il règne une atmosphère de « famille, où tout le monde est amis et se déteste parfois »[122], caractérisée par un haut degré de confiance et une vision du monde partagée. En même temps, on note un nombre élevé de désaccords et même de scissions entre les groupes.[123] Comme nous l'avons décrit dans le chapitre précèdent, ces divisions portent principalement sur les liens à entretenir avec l'ancienne élite socialiste-libérale, suite aux événements de 2006. Après les élections de 2010, qui ont permis à Fidesz de bénéficier d'une majorité confortable, ces tiraillements se sont estompés graduellement, la coopération avec des intellectuels proches à l'ancienne élite politique semblant moins discréditant tandis que de nombreux motifs de protestations ont disparu dans le jeu politique entre l'opposition et Fidesz[124].

VI. Les structures d'opportunités.

1. L'ouverture ou la fermeture relative des institutions politiques.

Si les structures d'opportunités ont été perçues, par les activistes, comme non propices à l'engagement civique durant la période 2006 – 2010, l'arrivée au pouvoir de Fidesz a contribué à renforce cette fermeture. L'idée que le débat politique est cadenassé et que les institutions sont au service d'intérêts particuliers prédomine largement. Kristof décrit la situation en ces termes:

> « Les décideurs des institutions vont écouter la société civile, mais ils

121 Balint [entretien].
122 Tessa [entretien].
123 Comme le souligne Matyas.
124 Gagyi, Agnes (2014): Smartphones and the European flag: the new Hungarian demonstrations for democracy. CriticAtac le 31 octobre 2014 (http: / /www.criticatac.ro /lefteast /smartphones-and-eu-flag-hungarian-demos-for-democracy /).

> ne prendront jamais une décision qui lui sera favorable. Parce qu'il y a certains intérêts privés qui ont infiltré l'État. Avant 2010, ce phénomène était déjà avancé, mais sous une forme atténuée »[125]

Le dialogue entre les institutions étatiques et la société civile est quasi-existant et souvent limité à des formes d'audition sans échanges véritables, ou alors ne concerne que des organismes proches de Fidesz[126]. Evidemment, les associations critiques envers le gouvernement rencontrent de graves difficultés de financement. De la même manière, le dialogue social tourne à vide et ne peut se permettre la moindre critique du régime en place: ceux qui ne soutiennent pas Fidesz ne sont pas de « vrais hongrois ». C'est ainsi que les ONG critiques sont accusés d'être des « agents externes » et que les activistes qui ne partagent pas la vision du monde des dirigeants sont traités de « militants sous allégeance étrangère ». En bref, sous Fidesz les institutions politiques ne sont pas ouvertes au dialogue civique et social, à l'exception des cas où celui-ci repose sur une convergence d'intérêts avec le gouvernement au pouvoir.

2. Les possibilités d'engagement ou d'alliance en fonction de l'alignement des élites.

La sphère civique hongroise est confrontée, après l'arrivée au pouvoir de Fidesz, à plusieurs problèmes: les institutions politiques sont fermées sur elles-mêmes et les possibilités de mobilisation sont par conséquent limitées. Outre les questions liées au financement de la société civique, cette dernière éprouve de grandes difficultés à trouver des alliés au sein des élites du pays. Dans les deux derniers chapitres, nous avons souligné les divisions qui la traversent, que ce soit pour des raisons idéologiques ou suite à la délégitimation de la gauche hongroise. Après 2010, la politisation de la sphère civique a augmenté progressivement et aucun positionnement n'était possible en dehors du clivage entre le gouvernement et ses opposants. L'entrée de LMP au parlement a contribué à fournir un interlocuteur politique à nombre d'associations critiques, surtout grâce aux relations personnelles établies pendant les

125 Kristof [entretien].
126 Voir le sous-chapitre consacré aux « Gongo ».

mobilisations vertes et altermondialistes avant qu'elles ne s'institutionnalisent en parti politique. Outre le LMP, les élites appartiennent soit à Fidesz soit au courant socialiste-libéral d'avant 2010. Les activistes interviewés, méfiants envers l'arène politique, ne cherchent pas d'alliés. Nous avons montré par ailleurs qu'une collaboration avec les élites d'avant 2010 est refusée par la grande majorité des réseaux militants. Une telle coopération discréditerait, en effet, toute tentative critique envers le parti au gouvernement. La continuité des efforts militants est également un obstacle à la coopération avec l'élite pré-Fidesz, puisque la génération d'activistes actuels s'est socialisée dans un contexte de lutte sociale contre cette dernière. Eszter évoque cette situation quand elle décrit les obstacles à la coopération avec les élites que rencontre le mouvement étudiant:

> « Les gens, comme également les activistes, sont vraiment méfiants envers les partis politiques et, en général, envers toutes les élites. […] Par exemple, nous avons manifesté contre les coupures budgétaires dans le système d'éducation, qui n'ont pas été initiées par le gouvernement actuel, mais par le précédent, après la crise de 2008. Nous n'avons pas vraiment cherché des alliés de la période précédente. »[127]

Si HaHa a réfuté toute coopération avec des partis politiques, d'autres groupes ont choisi un autre chemin et ont perdu leur crédibilité ou leur indépendance, succombant parfois à la cooptation exercée par les forces de l'opposition ou gouvernementales.[128]

Élites politiques - anciennes ou nouvelles - discréditées ; société civile trop politisée et sous-financée ; médias peu crédibles: les seuls élites susceptibles de s'engager sont ceux que Fidesz nomme les « agents de l'étranger », c'est-à-dire les ONG nationales qui appartiennent à une organisation-mère internationale ou des acteurs de la société civile transnationale, comme le souligne Nandor.[129] A cet égard, il convient de mentionner le rôle d'Amnesty International ou de Transparency International, qui parviennent à diffuser les critiques adressées au gouvernement. On peut également souligner le rôle de l'assistance technique de Greenpeace, notamment en ce qui concerne la formation des militants.

127 Eszter [entretien].
128 Ibid.
129 Nandor [entretien].

3. Les protestations dans les médias ou les médias comme acteur des protestations.

Les activistes attribuent à Fidesz une intervention massive dans le fonctionnement de la presse et affirment que les médias agissent comme des « machines de propagande »[130]. Le traitement des médias par le gouvernement Orban a été l'un des aspects les plus critiqués de sa gouvernance[131]. Au-delà des évaluations externes, en provenance de l'UE ou d'autres organisations internationales, la perception des activistes est également inquiétante. Depuis 2010, le « contrôle du gouvernement sur les médias surpasse tout ce que les autres gouvernements ont pu faire ; les médias sont à eux »[132], s'indigne Gergö. Balint considère que les médias publics se sont transformés en « médias d'état », en raison du contrôle direct du gouvernement. Plus largement, dans l'ensemble des médias traditionnels, les réseaux militants ont énormément de mal à rendre publiques leurs causes et leurs revendications. Pour les médias dits publics, la raison d'une telle impossibilité est à chercher dans l'aggravation de la censure de l'Etat. Pour les médias privés, l'explication est simple puisqu'une grande partie d'entre eux est détenue par des oligarques qui soutiennent Fidesz[133], tandis que la partie des médias qui n'est pas détenue par ceux-ci est très polarisée, ce qui fait que « les médias de gauche ne critiquent que la droite », utilisant les arguments propres à leur positionnement idéologique. L'évolution des médias publics est décrite ainsi par Tamas:

> « Bien sûr, 2010 a été une étape importante. Il y avait une certaine hypocrisie concernant les médias à l'époque, parce qu'ils relayaient déjà des intérêts politiques et économiques, mais ils essayaient de garder cette image, au moins, d'indépendance politique. [Fidesz] ne se soucie plus de garder l'image d'indépendance des médias publics ; après 2010,

130 Tamas [entretien].

131 Dans le chapitre « De « reforma pactada » à la « révolution inachevée ». Sentier sinueux du changement en Hongrie et en Roumanie », nous avons surtout montré la préoccupation de la communauté scientifique, tandis que dans le chapitre « Les conditions générales de la mobilisation sociale dans la période de l'analyse 2008-2014 », nous nous sommes penchés sur l'inquiétude que les lois du gouvernement de Orban sur les médias ont engendré auprès des élites européennes et de la plupart des dirigeants politiques.

132 Gergö soutient que des oligarques de Fidesz détiennent une très grande partie des compagnies d'affichage, ce qui a fait que « les partis politiques de l'opposition n'ont eu aucune possibilité efficace d'avoir leurs propres affiches » [entretien].

133 Balint [entretien].

ils servent clairement les partis au gouvernement et leurs intérêts »[134]

Ainsi, pour les activistes et leurs réseaux, il est devenu « trop difficile d'accéder au grand public hongrois »[135]. Daniel affirme que l'espace médiatique accordé à la sphère civile (et aux intérêts non-partisans) est devenu beaucoup plus limité.[136] Les médias d'opposition, qui voyaient avec un certain scepticisme toute forme de mobilisation un tant soit peu autonome, deviennent « de plus en plus faibles, parce que tous les médias dépendent de l'Etat, soit des subventions étatiques, soit de la publicité étatique ou de la publicité des compagnies étatiques, comme la compagnie nationale d'autoroutes ou la compagnie nationale d'électricité ».[137] Du coup, les seuls médias véritablement indépendants - de l'État comme de l'opposition - ne se trouvent qu'en ligne.[138] C'est pour cette raison que les tentatives pour introduire la taxe Internet ont été perçues comme « un moyen d'entraver la liberté de presse […] et de réduire au silence toute critique »[139]. Tessa explique que la stratégie de son réseau consiste à exclure toute collaboration avec les médias « publics », préférant compter sur « un petit groupe de journalistes » considérés presque comme des « amis ».[140] Balint, de son côté, analyse la stratégie du gouvernement envers les médias et les activistes:

> « Le gouvernement intimide les militants à travers les médias. Durant les manifestations contre la taxe Internet, par exemple, des informations sensibles sur les organisateurs sont apparus dans les médias. Un organisateur qui a été arrêté il y a 10 ans avec un gramme de marijuana a été présenté comme un toxicomane. Nombre d'enquêtes contre des activistes ont été rendues publiques dans les médias, même si les informations divulguées ne tiennent pas. Répandre des rumeurs a été une stratégie d'intimidation ».[141]

Le rejet des médias publics et une certaine méfiance envers les autres médias est un lieu commun pour tous les activistes interviewés. Selon Matyas, seule la chaîne de télévision

134 Tamas [entretien].
135 Balint [entretien].
136 Daniel [entretien].
137 Tamas [entretien].
138 Tamas [entretien].
139 Gergö [entretien].
140 Tessa [entretien].
141 Balint [entretien].

privée « ATV », critique le gouvernement, de même que le quotidien social-démocrate « Népszave » (« La voix du Peuple »), détenu par des membres de la rédaction et financé principalement grâce à des donations. Tous deux ont largement relayés les revendications et les causes des protestations récentes.[142] Un autre problème vient de la demande des médias de personnaliser les protestations et de construire un discours sur « le leadership du mouvement ». Eszter décrit la polarisation que la relation avec les médias créé:

> « Nous avons toujours eu une relation ambiguë avec les médias. En Hongrie, les médias en 2012-13 étaient très polarisés: il y avait d'une part les médias de droite, qui nous ont présenté comme des ennemis, comme un groupe violent et dangereux. Il y avait d'autre part les médias de gauche, qui semblaient être plus objectifs ou amicaux, mais qui ont également eu leur récit. Ils nous ont soutenus aussi longtemps que nous avons contribué à ce récit. Par exemple, HaHa a toujours voulu affirmer qu'elle n'était pas une organisation hiérarchique, nous n'avons pas de leaders et si le groupe réussit, ce n'est pas le mérite de quelques militants talentueux, mais de toute la masse de ceux qui assistent à nos manifestations ou à d'autres événements. Nous voulions diffuser un message d'autonomisation pour montrer qu'il ne fallait pas toujours avoir un leader ou une autorité pour dire quoi faire ou quoi penser […] Malgré nos efforts, les médias « amicaux » ont toujours diffusé quelques visages, les ont qualifié de leaders et insisté pour les promouvoir. Ce genre de couverture médiatique n'est pas utile, donc je ne les appelle pas des alliés. »[143]

Nombre de mouvements sociaux ont connu cette situation, qui mène souvent, comme le soulignent Morris/ Staggenborg, à la « désignation de leaders par les médias », qui ne sont pas forcément représentatifs des mouvements en tant que tels.[144] Comme nous l'avons indiqué plus haut, la majorité des protestations en Hongrie, pendant la période considérée dans ce chapitre, ont été faiblement structurées, ce qui rend délicat la « désignation » et

142 Matyas [entretien].
143 Eszter [entretien].
144 Morris, Aldon D. / Staggenborg, Suzanne (2001): Leadership in Social Movements, dans: Snow, David A. / Soule, Sarah A. / Kriesi, Hanspeter (eds.): The Blackwell Companion to Social Movements. Malden / Oxford: Blackwell Publishing, p. 187.

« l'identification » des leaders. L'environnement médiatique empêche les réseaux militants de promouvoir leurs causes et de sensibiliser de larges secteurs de la population qui ne sont pas (encore) mobilisés et qui n'appartiennent pas à la scène d'activistes.

4. « Kértek egy kis sósavat a pofátokba ? » ou une nouvelle forme du maintien de l'ordre.

La majorité des « actions de désobéissance civique » se sont déroulées à la limite de la légalité et une grande partie des manifestations et des protestations ont eu lieu sans autorisation. Même si, comme le dit Nandor, l'obtention d'une autorisation de protestation ne pose pas un grand problème[145] - contrairement au cas de la Roumanie - les activistes des réseaux militants, ainsi que les membres de LMP ou d'autres entités politiques, ont majoritairement tenus à ce que leur mécontentement s'exprime sans autorisation. Les événements de 2006, à partir desquels Fidesz a au moins partiellement basé sa légitimité, empêchent les forces de l'ordre de recourir à la violence ou à des formes d'intervention trop répressive. Les violences policières de 2006 permettent de comprendre - en creux - la nouvelle ligne conductrice des forces de l'ordre:

> « Fidesz est très prudent à ce sujet. Il traite les militants comme s'ils étaient un trésor et ils ne touchent jamais personne. [...] En 2006 [...] ils ont mis la radio nationale en feu et la critique la plus importante a porté sur la façon dont la police a géré la situation. Elle a été très brutale, ce fut un tournant très important pour Fidesz. Il est donc vital pour lui de ne plus jamais voir de photos de la police brutalisant des manifestants »[146]

Les attaques en direction de la société civile – nous avons analysé plus haut les raids policiers sur les ONG financés par des étrangers – sont inquiétantes, mais en matière de

145 Nandor [entretien]: « C'était toujours facile d'obtenir l'autorisation pour des protestations en Hongrie. Si tu veux organiser une manifestation, tu peux le faire sans problème, tu dois juste remettre un document à la police. »

146 Tessa [entretien].

maintien de l'ordre, Fidesz applique une stratégie de « non-confrontation » avec ses opposants. Cette stratégie ne s'applique pas uniquement au maintien de l'ordre pendant les protestations ou les actions civiques, comme des blocages, mais concerne également le traitement juridique des actions militantes suspectées d'avoir enfreint la loi[147]. Beaucoup d'activistes sont d'avis, pour reprendre les termes de Matyas, qu'« il n'y a pas de répression dans la Hongrie de Fidesz »[148]. Dans le cas de HaHa uniquement, quelques tentatives de répression ont été notées, mais essentiellement avant les protestations[149]. La plupart du temps, les forces de l'ordre semblent avoir des « informations privilégiées », ce qui suscite une certaine méfiance et un sentiment de soupçon parmi les activistes.[150] On constate par ailleurs que les forces de l'ordre ont tendance à ne pas intervenir pendant les manifestations, de sorte que d'autres « individus ou groupes évidement hostiles aux protestataires gauchistes »[151], puissent se joindre à eux et les intimider. La phrase « Voulez-vous un peu d'acide chlorhydrique dans la figure ? », devenue emblématique de la nouvelle forme de répression appliquée par Fidesz, est apparue en mars 2013, après une manifestation devant le siège de Fidesz. A cette occasion, un vieil homme, connu depuis sous le surnom « d'oncle chlorhydrique »[152] intimidait les manifestants[153]. Même s'il a été recherché par la police, qui a mis en place une ligne verte pour identifier cette personne[154], de telles scènes sont ensuite devenues assez répandues, rendues possibles par le retrait des forces de l'ordre et l'arrivée des supporteurs (agressifs) de Fidesz, souvent issus de l'extrême droite, de l'entourage des clubs de foot et en particulier des milieux hooligans. L'attitude de Fidesz envers ses opposants est donc en apparence « amicale ». Une telle conduite permet d'intimider ceux qui seraient tentés de critiquer le gouvernement, en s'appuyant sur « la volonté de vraies Hongrois » et sans

147 Nandor, Balint et d'autres activistes racontent comment le parlement, où Fidesz détient une confortable majorité, a accordé l'amnistie pour de nombreuses violations commises par des manifestants et des militants. Aussi, les délits violents en groupe contre « la paix publique » (« violent disorderly conduct ») sont finalement sans suite.

148 Matyas [entretien].

149 A l'occasion d'une protestation devant le siège de Fidesz, deux activistes de HaHa ont été placés en garde préventive, en mars 2013 (voir Arrest of Activists Before Protest, StudentprotestHungary le 29 mars 2013 (http: / /studentprotesthungary.tumblr.com /post /46581779767 /arrest-of-activists-before-protest)).

150 Tessa [entretien].

151 Balint [entretien].

152 Voir 444 le 16 mai 2013 (http: / /444.hu /tag /sosavas-bacsi-korozes /).

153 La vidéo de l'incident, qui, au moment de l'écriture de ce travail, avait plus de 150.000 de clics, est disponible (voir http: / /index.hu /video /2013 /03 /07 /Fidesz_szekhaz_tuntetes /).

154 Le département anti-corruption et crime économique de la police de Budapest a mis à disposition un numéro de téléphone pour signaler anonymement des suspicions de vandalisme (voir Körözik a "savas" bácsit, HírhatárOnline le 16 mai 2013 (http: / /www.kiskunhalasi-hirhatar.hu /index_cikk.php?hh=korozik-a-savas-bacsit)).

endommager l'image que Fidesz s'est construite d'un mouvement luttant contre l'oppression exercée par les élites politiques avant 2010.

VII. Le résultat des protestations – les stratégies de survie de la mobilisation sociale dans un état « autoritaire ».

L'analyse des structures d'opportunités et des conditions d'engagement dans la sphère civique montre que l'environnement est « difficile » pour la mobilisation sociale et pour l'agir des réseaux d'activistes, comme l'indique d'ailleurs la littérature sur le sujet, divers travaux d'évaluation sur la situation du pays et le sondage des experts. On constate cependant une revitalisation des actions de protestation, qu'elles soient petites ou grandes. La « Putinization de la Hongrie », dénoncée par l'opposition, se traduit par une réduction de la diversité des cadres de mobilisation - la disparition du mouvement écologique peut ici servir d'exemple emblématique - mais aussi par une intensification des cadres qui se focalisent contre les initiatives gouvernementales. L'opposition contre la taxe Internet, ou encore contre les coupures budgétaires dans le système éducatif a provoqué une extension des revendications, qui de façon de plus en plus globale visent le « régime » Fidesz. Les motifs de la mobilisation changent donc, passant de causes particulières et spécifiques à un mouvement d'opposition générale contre le gouvernement. Toute vague de protestations devient en quelque sorte une manifestation « anti-Fidesz ». Facebook, en tant que nouveau canal de mobilisation, a fortement contribué à cultiver une « culture de débat ouverte en Hongrie »[155]. Cela a facilité l'apparition de « petits groupes d'activistes à problème unique » qui ne peuvent pas mobiliser en nombre et qui n'arrivent pas à mettre en question la légitimité de Fidesz, mais qui en agissant ponctuellement, sensibilisent des gens qui n'ont pas été mobilisés auparavant. Dans ce processus, les réseaux interpersonnels sont à la base de l'élargissement de la population mobilisable, mais également de la pénétration de plus en plus intense des cercles de sympathisants déjà existants et de la radicalisation de certains réseaux militants. Le mouvement étudiant, notamment, a pu générer des con*ditions favorables pour l'avenir du*

155 Heindl [entretien].

militantisme, en étant le creuset de nouvelles expériences *et d'un savoir*-faire militant[156]. Il a aussi contribué à la dynamique de mobilisation en introduisant de « nouvelles formes de protestation, qui répondent à de nouvelles valeurs »[157], qui s'expriment à travers le rejet de la politique de Fidesz. Une évolution essentielle de la mobilisation sociale, à cet égard, est la prise de distance avec l'ensemble des élites politiques.[158] Au final, compte tenu de l'importance des critiques que l'UE a adressé au gouvernement, qui sont à l'origine des premières protestations, il est difficile d'évaluer l'effet des mobilisations sur les décisions des dirigeants du pays. Saltman estime que les forces de gauche et les libéraux, tous deux gravement divisés en interne[159], ont raté l'occasion d'influer sur l'arène politique.

VIII. Conclusion – l'engagement civique ou comment favoriser l'impact social dans un système politique fermé.

L'évolution de la mobilisation sociale en Hongrie depuis 2010 est caractérisée par trois développements majeurs: 1) la détérioration des conditions de l'engagement civique, 2) l'émergence d'un cadre de mobilisation englobant, et 3) l'apparition d'un nouveau type de mouvement social. Les conditions de mobilisation sociale sont celles d'un régime qui oscille entre la démocratie défectueuse et l'autocratie. Des expressions comme la « Putinization de la Hongrie » ou encore « l'attaque de la Constitution », ne sont pas uniquement des métaphores mais désignent l'aggravation des conditions de mobilisation. La politique gouvernementale s'éloigne délibérément des idéaux des démocraties « libérales », fondés notamment sur l'inclusion des citoyens dans le processus législatif, la vigueur du dialogue social, ou encore la consultation continue et exigeante entre la société civile et les pouvoirs publics. Une forme d'autocratie s'installe, popularisée par le Président Russe Vladimir Putin, caractérisée par l'influence omnipotente de l'Etat, des groupes proches des partis gouvernementaux et une mise sous le boisseau des opposants au régime. Ce qui distingue clairement la Hongrie d'une autocratie classique est, évidemment, la légitimité démocratique du gouvernement, ainsi que

156 Gagyi, 2015, op. cit., p. 105.
157 Szabó / Mikecz, 2015, op. cit., 182.
158 Voir: Benyik, 2013, op. cit.
159 Saltman, 2014, op. cit.

le faible degré de répression dont il fait usage. Pour autant, les conditions de mobilisation, de l'agir collective et de l'engagement civique sont dans l'ensemble loin d'être celles des sociétés Ouest-européenne. Les cadres de mobilisation et les modalités de mobilisation ont changé. Nous avons décrit plus haut l'évolution des « mouvements à problème unique »: plusieurs initiatives de petite échelle fondées sur des cadres de mobilisation très spécifiques - comme la taxe Internet ou des changements dans le système éducatif - parviennent à attirer des participants ou des sympathisants qui n'appartenaient pas encore aux réseaux de mobilisation ; les cadres spécifiques se transforment alors en « cadres englobants ». Le nouveau cadre a vocation à « mettre à nu » la droitisation de la Hongrie et le rôle que Fidesz joue dans ce processus. À partir d'un « cadre diagnostic » spécifique, destiné à mettre en cause un aspect concret de la politique de Fidesz, les cadres évoluent vers des dimensions « pronostics » de portée générale, qui ont pour effet de critiquer Fidesz. Pour pouvoir agir dans cet environnement difficile, dans lequel les cadres évoluent assez rapidement, les réseaux militants utilisent de plus en plus Facebook comme canal principal de mobilisation. Nous avons vus que les protestations durant la période 2010-2015 sont très volatiles et presque « inorganisés » et sont loin d'avoir la structure classique d'un mouvement social, avec des leaders identifiés, une programmation des mobilisations, etc. Facebook donne la possibilité d'agir et de se mobiliser même lorsque le « savoir-faire militant » est faible, sans structure organisationnelle rigide mais plutôt fluide, et de surmonter les obstacles posés par un environnement politique, sociale et légal défavorables.

Au moment de l'écriture de ce travail, l'impact de tels mouvements reste assez limité. La méfiance dont ils font preuve envers le gouvernement est partagée par des segments assez larges de la société. Leur seule existence montre que la mobilisation est possible, même lorsque le pouvoir en place est « fermé », voire autoritaire. En même temps, nombre de réseaux militants se sont délégitimés, quand ils se sont transformés en acteur politique institutionnalisé. La fragmentation des forces anti-Fidesz a contribué à affaiblir la capacité de protestations, Après quatre à cinq ans de mobilisation, le gouvernement n'a pas vraiment « souffert des conséquences » de ce mécontentement, comme nous l'avons constaté aussi pour le cas de la Roumanie. Une certaine fatigue des personnes mobilisées, ainsi que le vieillissement des cadres de mobilisation peuvent être remarqués. Eszter décrit ces cycles de protestations, avec leurs hauts et leurs bas:

« Au cours des dernières années. En 2013, pendant une longue période,

> une, deux ou trois manifestations ont eu lieu chaque semaine. Le rassemblement de masse dans les rues s'est progressivement réduit, les manifestants étant globalement les mêmes et personne n'a plus vu l'utilité. […] Organiser un mouvement sur la base de petits groupes, par petites étapes, pourrait changer l'état des choses, mais la plupart de gens qui pourraient entamer une telle démarche sont fatiguées et vidées de leurs forces. »[160]

Pour conclure, malgré les « cadres englobants » anti-Fidesz, les divisions idéologiques et organisationnelles de l'opposition nuisent gravement à l'efficacité de son action. Les milieux militants souffrent de l'éclatement entre divers réseaux, ainsi que de la prépondérance de l'arène politique institutionnelle sur la sphère civique. Du coup, le sentiment que l'activisme est un moyen efficace de réformer le pays est peu répandu. Les difficiles de fonctionnement de la sphère civique et un environnement médiatique hostile aggravent ces problèmes. Dans ce contexte, le faible degré de répression semble plutôt cacher le caractère autoritaire du régime *qu'être un*e caractéristique d'une démocratie libérale, basée sur l'équilibre des intérêts. Facebook a réussi partiellement à surmonter ces problèmes, mais il reste à voir si les changements entrevus seront durables. Le cas de Milla laisse planer le doute sur les espoirs d'une transformation profonde et de long terme.

160 Eszter [entretien].

DISCUSSION CONCLUSIVE

Les conditions de la mobilisation sociale et du fonctionnement des réseaux militants en Roumanie et en Hongrie.

Chapitre I: Contributions au champ de recherche.

Les recherches consacrées à la mobilisation sociale ou aux mouvements sociaux ont comme point focal les sociétés occidentales. Les chercheurs travaillent, dans leur majorité, dans des institutions académiques de l'Ouest, les approches sont inspirées par des sujets de recherche occidentaux et les analyses souvent consacrées aux mouvements ou aux protestations dans ces sociétés. En suivant Rossi et della Porta et d'autres spécialistes de l'analyse des mouvements sociaux, nous avons mis en exergue le manque d'échanges entre disciplines.[1] Les recherches sur la transition démocratique ne semblent pas être stimulées par celles sur les mouvements sociaux et inversement. Les deux champs scientifiques sont cependant dominés par des traditions de recherche nord-américaine et ouest-européenne. Diani et Cisar affirment d'ailleurs que le champ de recherche des mouvements sociaux constitue un réseau essentiellement ouest-européen et que les travaux sur les mouvements sociaux en Europe de l'Est privilégient une perspective historique plutôt que de sciences sociales.[2] Cette préférence pour les aspects historiques semble légitime dans le cas de nouvelles démocraties, car l'évolution de ces sociétés et des attentes des citoyens est fortement influencée par le legs du passé et les transformations en cours. Dans ce travail, nous avons essayé de bâtir des passerelles entre le champ de recherche de la transition démocratique et celui des mouvements sociaux. Cela a nécessité à plusieurs reprises de quitter la période de référence de l'analyse et d'aller plus loin dans l'histoire. Dans le cas de la Roumanie comme de la Hongrie, une prise en compte des transformations systémiques et des mécanismes provoqués par la transition semblait essentielle à la compréhension de la situation actuelle. Dans une perspective inspirée par Putnam, nous sommes remontés très loin dans le passé de la Roumanie, parfois jusqu'à l'histoire des Empires, pour reprendre le fil de processus en cours. Le modèle d'interprétation des écoles occidentales classiques dédiées à l'analyse des mouvements sociaux nous a ouvert la voie à l'utilisation d'autres sources ou d'autres domaines de recherches, notamment sur les systèmes politiques. Si, pour la Hongrie, un corpus de recherches sur la mobilisation et l'engagement civique était disponible et a pu être complété avec d'autres champs de recherche, nous avons dû générer un tel corpus pour la Roumanie. En l'espèce, hormis quelques

1 Voir le chapitre « La transition démocratique » de ce travail.

2 Voir Diani, Mario / Cisař, Ondřej (2014): The Emergence of a European Social Movement Research Field, dans: Koniordos, Sokratis / Kyrtsis, Alexandros-Andreas (eds.): Routledge Handbook of European Sociology. New York: Routledge, pp. 172-195.

évaluations sur la société civile, aucune analyse de la mobilisation sociale antérieure au mouvement de Rosia Montana n'existait. La spécificité des réseaux d'activistes, des modes de mobilisation sociale, ou encore des modalités d'organisation des protestations en Europe de l'Est ne peut être expliquée qu'en adoptant une perspective historique incluant au minimum la transition démocratique, la phase de consolidation (ou déconsolidation) et les effets du postcommunisme. Par cela, nous avons adopté une approche dynamique, qui visait à rendre compte non seulement des phénomènes de mobilisations, mais également de leur contexte d'apparition et des effets qu'ils produisent. L'identification de nouvelles générations d'activistes, ainsi que l'analyse détaillée de l'accumulation de capital social relationnel et cognitif sont les principaux enseignements de cette perspective dynamique, à travers laquelle nous avons pu observer des développements et des évolutions plutôt qu'uniquement des résultats. Cette même démarche nous a permis de mieux comprendre les influences qu'un réseau peut avoir sur un autre et l'impact d'une protestation sur la suivante. L'importance de l'expérience vécue, l'émergence d'un style de vie militant et l'accumulation de capital social, sont les principaux acquis de notre recherche.

D'un point de vue méthodologique, les discussions concernant la pertinence des designs multi-méthodes en sciences sociales en général et dans le champ d'analyse des mouvements sociaux en particulier, ont influencé notre travail. Les approches qualitatives nous semblent être la clé de la compréhension des dynamiques de mobilisation et ne peuvent pas être considérées comme un simple supplément aux données et aux analyses quantitatives. A cet égard, le recours aux entretiens a constitué une source d'informations extrêmement féconde, qui est venu pallier le manque de sources statistiques fiables. Quelles sont les principales données quantitatives dont le chercheur a besoin pour étudier la mobilisation sociale ? Les statistiques officielles doivent être traitées avec circonspection et distance critique. Dans notre phase de recueillir des données, nous avons souvent été confronté à l'incapacité ou au manque de volonté des institutions de fournir des informations fiables, comme dans le cas de l'Institut National de Statistique, en Roumanie. Apador-CH, l'ONG qui a mis à notre disposition des données statistiques concernant l'enregistrement des rassemblements publics en Roumanie, a également fait part de ses difficultés à récolter des informations sérieuses. Notamment au niveau local, la politisation accrue de l'administration publique, ainsi que la corruption endémique qui fait des ravages dans la majorité des pays de l'Europe de l'Est, sont de sérieux obstacles à la quantification de la mobilisation sociale. Une autre approche extrêmement répandue dans l'analyse des mouvements sociaux - la « protest

event analysis » - se base sur les informations fournies par les médias grand public. Un tel outil méthodologique est très problématique dans le cas des pays est-européens, où la presse est souvent peu indépendante et soumise à des pressions politiques, notamment sur des sujets sensibles, comme les protestations.

Une analyse qui se concentrerait uniquement sur les cadres de mobilisation, sur l'identification griefs sociaux, ainsi que l'évolution des thématiques auxquelles la société accorde une haute importance, échouerait elle aussi à rendre justice des dynamiques interpersonnelles qui sont à la base de la mobilisation sociale.

Evidemment, une analyse basée principalement sur des entretiens a également ses limites. Même si l'action collective dépend en partie de la perception des acteurs et pas uniquement de conditions objectives, une contextualisation des données subjectives recueillies à partir d'autres sources est nécessaire. En particulier pour une analyse comparative entre deux unités - ici la Hongrie et la Roumanie - il est important qu'un protocole de recherche analogue soit défini. Pour cela, nous avons recouru à la littérature secondaire, aux index disponibles, ainsi qu'au sondage des experts, qui a été spécifiquement construit pour la comparabilité des deux cas. Ce dernier nous a donné la possibilité de comprendre les conditions « objectives » qui structurent le comportement des acteurs, que nous avons ensuite pu utiliser comme schéma d'interprétation des informations « subjectives » fournies par les activistes.

La tendance croissante à la comparaison, qui traverse le champ de recherche des mouvements sociaux, donne une base à la possibilité de généralisation des mécanismes de mobilisation sociale à partir d'analyses de cas. En ce sens, une stimulation mutuelle des méthodes classiques d'analyse des mouvements sociaux et des méthodes nécessaires pour l'analyse des pays en transformation, comme ceux de l'Europe de l'Est, semble bénéfique pour les unes comme pour les autres. Il nous est donc paru nécessaire d'adopter une perspective dynamique et d'adapter les prémisses des courants d'analyses classiques des mouvements sociaux. Il s'agit alors de considérer ces derniers, conçus essentiellement pour des thématiques, problèmes et modèles scientifiques des sociétés occidentales, comme des apports anthropologiques, en les resituant dans le contexte spécifique des sociétés étudiées.

Des recherches supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne les mouvements à problème unique et les processus de (dé)mobilisation, puisque leurs effets sont durables et se font encore sentir. Les mouvements de 2010, qui ont vu la politisation d'une génération qui n'était pas intéressée à l'engagement civique et militant auparavant, caractérisés par la révolte

contre un ordre social établi par la génération de leurs parents, peuvent avoir une influence culturelle à long terme, semblable à celle des mouvements de 1968 qu'ont connu les sociétés ouest-européennes. Mais la disparition soudaine de ces phénomènes de mobilisation, dans un environnement politique extrêmement volatile, est également concevable.

Chapitre II: Les lignes directrices de l'action collective dans les deux pays.

I. La restructuration de l'action collective

L'histoire récente de la Hongrie et de la Roumanie est marquée par des développements qui ont affecté leur consolidation démocratique et leur société civile. Ces transformations sont marquées par une tendance à l'autocratie des institutions étatiques et par la domination des discours nationalistes ou extrémistes. 25 ans après le changement de régime, la Hongrie comme la Roumanie dessinent toujours les frontières géographiques et symboliques de « l'Europe de l'Est ».

Au début des années 1990, la Hongrie a connu des mobilisations de masse qui ont au centre du débat public la question de la transformation structurelle de l'ancien régime en démocratie capitaliste. Cette période a défini les conditions de développement d'une culture civique cohérente. Jusqu'en 2006, les citoyens hongrois se sont faiblement mobilisés. A la première phase de militantisme enthousiaste a suivi un quasi vacuum d'initiatives civiques. En revanche, l'arrivée au gouvernement de Fidesz a suscité une forte mobilisation sociale. Celle-ci était le fait à la fois des forces de droite, souvent soutenue par le gouvernement, mais aussi des opposants au pouvoir en place, qui protestaient contre les changements constitutionnels ou la taxe Internet, autant d'initiative perçues comme une menace pour les libertés publiques. Même si l'avènement de la démocratie avait suscité une certaine déception bien avant 2006, c'est à ce moment-là que la crise systémique que traverse la Hongrie éclate véritablement. Le mécontentement provient notamment des forces de droite qui réclamaient une rupture avec la politique menée par les anciennes élites corrompues et les mesures d'austérité imposées par celles-ci. A gauche, l'année 2006 a révélé la crise existentielle dans laquelle les partis politiques se trouvaient. Conséquence de la déception engendrée par le fonctionnement du système politique en général et des partis de gauche en particulier, un fort besoin d'alternatives politiques s'est exprimé, qui a notamment donné naissance à de nouveaux partis. Souvent issus des réseaux d'activistes ou de mouvements sociaux, ces partis se sont positionnés en opposition à la manière dont la politique était traditionnellement faite, souvent en incorporant le statut de mouvement dans leur manifeste de parti ou même dans leur nom, comme pour indiquer qu'ils étaient en évolution constante et à l'écoute des

citoyens.

L'institutionnalisation des mouvements sociaux et le rapprochement de la société civile organisée avec les partis politiques est un signe, à la fois, de la faiblesse de la première et du pouvoir d'attraction des seconds. Après l'arrivée au gouvernement de Fidesz et suite aux tentatives de ce parti de contrôler l'accès aux financements de la sphère civile, le dynamisme de cette dernière s'est dégradé. En même temps, cet environnement a stimulé des sentiments de désenchantement envers les partis politiques traditionnels et la société civile organisée, ce qui a suscité des initiatives civiques indépendantes, dont des protestations et des réseaux militants. Une certaine compétition entre les organisations et les initiatives gouvernementales (les GONGO) et ceux qui contestent le pouvoir - issus des anciennes élites ou d*'autr*es réseaux militants - a créé une dynamique protestataire.

La Roumanie n'a jamais été considérée comme un pays particulièrement apte à la démocratie, comme nous l'avons montré à travers notamment l'étude de la littérature secondaire. Linz/ Stepan ont même estimé en 2006 qu'elle était très éloignée d'une situation de consolidation démocratique et que sa culture politique ne l'aidait pas à l'atteindre. A ce sujet, les activistes estiment généralement que le plus grand obstacle à une mobilisation sociale durable n'est pas la nature du régime politique, le fonctionnement des institutions ou même le processus de transition démocratique en lui-même, mais plutôt les valeurs et les comportements de leurs compatriotes. L'inertie de leur culture politique, qu'évoquent aussi certains travaux scientifiques, est ancrée dans des liens informels, renforcés par la prégnance des groupes de socialisation primaire – en premier lieu la famille et les amis – qui font obstacle aux sentiments d'appartenance plus élargis. Le primat des « liens qui unissent » (« bonding ties ») au détriment des « liens qui relient » (« bridging ties »)[3] se traduit par une attitude de retrait à l'égard des actions considérées comme « externes » aux besoins et aux préoccupations personnelles.

3 Pour une discussion concernant l'influence de ces types de liens sociaux sur les attitudes civiques, voir Hampton, Keith N. (2011): Comparing Bonding and Bridging Ties For Democratic Engagement. Everyday use of communication technologies within social networks for civic and civil behaviors, dans: Information, Communication & Society, Vol. 14, No. 4, pp. 510-528.

II. Le désenchantement de toute une génération à l'égard de la classe politique.

La mobilisation sociale dans les deux pays, portée par des réseaux indépendants de gauche et non pas par des forces de droite ou des organismes proches des partis politiques, témoigne de la forte opposition à la classe politique actuelle. Ce désenchantement explique pourquoi de nombreux activistes conçoivent leur action et leur fonction sociale par contraste avec les dirigeants du pays. C'est ce que souligne fort justement l'éditorialiste du quotidien « Jurnalul National », à propos des protestataires roumains:

> « Les protestataires ne sont pas une partie intégrante de la société civile dévalorisée, ce ne sont pas des personnes sans familles ou sans emploi. Ils ne sont pas non plus « frivoles », comme la Police l'affirme […] Ils offrent l'exemple de ce que tout homme politique devrait faire: représenter la société et protéger les droits de citoyens. »[4]

Ceux qui ont rejoints récemment le cercle élargi des réseaux militants en Roumanie réfutent la négociation avec les acteurs politiques. Ils ne sont pas intéressés par les programmes des partis établis et ils ne veulent pas que leurs initiatives soient considérées comme des messages politiques traditionnels. Ils pensent que l'offre politique est discréditée par le manque de crédibilité et de responsabilité des dirigeants. Le slogan « PSD, PDL acceasi mizerie » (PSD, PDL la même misère) illustre parfaitement l'idée selon laquelle l'arène politique institutionnalisée – dont ils se sentent totalement exclus – ne les représente d'aucune façon. Souvent, la société civile institutionnalisée, parce qu'elle est proche du jeu politique, est rejetée pour les mêmes motifs. Au sein des partis politiques et des ONG classiques, cette génération n'est pas incluse, les seules possibilités d'engagement civique restant alors les réseaux militants alternatifs et les actions de rues.

Dans ce contexte, les deux éléments centraux du style de vie sont le désenchantement politique et la croyance que leurs efforts individuels peuvent contribuer aux changements.
En Hongrie, le succès (temporaire) de « Milla » s'explique aussi partiellement par son refus de

4 Panait, Gabriela: Piata Universitatii este peste tot. Jurnalul.ro le 15 mars 20125 (http: / /jurnalul.ro /special-jurnalul /piata-universitatii-este-peste-tot-607199.html).

coopérer avec la sphère politique institutionnalisée. L'une des raisons de l'attractivité de Milla, notamment auprès des jeunes qui n'étaient pas mobilisés auparavant, tient au fait que les organisateurs se sont publiquement démarqués des hommes politiques et les ont même exclus de leurs actions de protestation. « La politique peut être différente », comme l'affirme un slogan du LMP, témoigne de cette volonté de rompre avec le passé, qui traverse aussi les « cercles civiques » de la droite hongroise. Leur refus de « l'establishment socialiste-libéral » s'explique par une déception profonde à l'égard de la classe politique, qui couvait au moins depuis le début des années 2000, mais qui s'est transformée en quête d'alternative ouverte en 2006. Contrairement au cas de la Roumanie, les mouvements de protestations et les réseaux militants ont cherché un accès à l'arène politique pour se transformer en partis, LMP, Fidesz et Jobbik en étant les exemples les plus significatifs. Le succès apparent de ces initiatives lors des élections reflétait le besoin d'offres politiques alternatives, ainsi que le mécontentement de larges parties de la population hongroise à l'égard de la classe politique établie. Les obstacles à la coopération produits par ce clivage entre les forces de la « nouvelle gauche » écologiste et altermondialiste - notamment le LMP - les mouvements et les réseaux d'opposition au pouvoir et les anciennes élites politiques en opposition au Fidesz, est remarquable. Il ne s'agit pas d'un véritable clivage idéologique mais plutôt d'une opposition stratégique résultant de la manière dont ces acteurs ont conçu leur action avant et après 2006.

1. Le changement de style de vie.

La « première génération d'activistes » en Roumanie a introduit, sur la scène urbaine et dans ses réseaux d'action, un style de vie intégrant le fait politique. Ce style de vie se retrouve dans le slogan emblématique « University Square is everywhere ! » ('La place de l'Université est partout'), que cette génération arbore comme devise. En évoquant implicitement l'histoire des mobilisations étudiantes de 1990, ce slogan entend rappeler que le pays appartient aux citoyens, que ces derniers sont en mesure de congédier les députés ou les dirigeants politiques s'ils ne sont pas satisfaits d'eux, par la pression de la rue. Un groupe relativement hétérogène, composé de personnes unis par un même sentiment « anticapitaliste, daces, thraces ou

droite »[5], manifeste dans les rues depuis 2011 pour le « bien de la Roumanie ». La socialisation politique au sein de cercles d'amis sur Facebook a contribué au développement d'une identité commune et à la transformation de l'indignation personnelle *à l'égar*d des acteurs politiques traditionnels en engagement dans les rues.

2. Le pontage des cadres de mobilisation.

La protestation contre la réforme du système de santé, qui a commencé en 2011 en Roumanie, s'est transformée en un véritable mouvement social, au sein duquel une multitude de revendications hétérogènes formulées par des personnes sociologiquement différentes, a réussi à provoquer la démission de deux gouvernements. Ce qui a commencé avec des protestations locales contre l'exploitation de la mine d'or de Rosia Montana a donné naissance à un réseau de réseaux écologistes, qui a continué la lutte sur d'autres fronts, parmi lesquels l'opposition contre l'exploitation du gaz de schiste ou contre la « déforestation » de la Roumanie. La transcendance des réseaux personnels a contribué au pontage des cadres de mobilisation. Des initiatives « à problème unique », porteurs de demandes très spécifiques, se sont développées grâce à l'entrecroisement des cercles sociaux, dans un groupe ou dans des réseaux en mouvement, de plus en plus englobants. L'ensemble de ces demandes a été dirigé contre le système politique, ses dysfonctionnements, la corruption de ses acteurs et leur incapacité à répondre au mécontentement de ceux qui les interpellent. Initialement mobilisés sur des problèmes spécifiques - à travers l'appartenance et la socialisation à un groupe particulier - les protestataires ont progressivement développé une compréhension commune de leur situation dans la rue, là où leurs préoccupations se sont croisées, partageant ainsi un sentiment croissant d'indignation collective. Les cadres de mobilisation reflètent alors ce clivage entre la perception très négative que cette jeune génération a du jeu politique traditionnel et leur attente d'un système démocratique qui soit à l'écoute des citoyens, surtout lorsqu'ils sont actifs.

En Hongrie, les transformations graduelles de l'interaction entre l'ensemble des

5 Comme l'affirme un reportage sur les protestataires de Rosia Montana, publié dans le quotidien en ligne « Hotnews » (Mixich, Vlad: Cat de anti-capitalisti, daci, traci sau dreptaci sunt protestatarii Rosia Montana. HotNews.ro, le 16 septembre 2013. http: / /www.hotnews.ro /stiri-esential-15586566-cat-anti-capitalisti-daci-traci-sau-dreptaci-sunt-protestatarii-rosia-montana.htm).

forces politiques - y compris la société civile - ont contribué à un changement des cadres de mobilisation. Les manifestations de soutien et d'opposition au gouvernement ont eu tendance à se concentrer sur des thématiques spécifiques, par exemple la dénonciation de l'ingérence de l'UE dans les affaires du pays, ou le refus de voir modifier la Constitution. Concernant les initiatives des réseaux militants de gauche que nous avons analysés, nous observons comme en Roumanie un élargissement d'un cadre spécifique, vers un cadre général « anti-Fidesz ». Outre des problèmes financiers, l'accès à la sphère publique et par conséquent à la population mobilisable s'avère difficile. Dans ce contexte, Internet et surtout Facebook s'avèrent être des outils de mobilisation efficaces, qui permettent de surmonter au moins partiellement les obstacles institutionnels posés par un régime fermé, à tendance autocrate. En même temps, il faut souligner les effets de l'accumulation de capital social relationnel et cognitif chez les militants de la jeune génération. L'émergence d'un milieu activiste, dont les membres suivent des « carrières militantes », dans la capitale et dans nombre de villes universitaires, fourni les bases de la renaissance d'une culture de protestation et, par la suite, de l'institutionnalisation politique des mouvements sociaux.

Le savoir-faire militant, souvent importé par des activistes ayant effectué un séjour de longue durée à l'étranger, a pu progressivement gagner des cercles d'affiliés plus élargis et se transmettre à la population mobilisable, notamment à l'aide des réseaux sociaux en ligne.

3. L'influence des réseaux sociaux en ligne sur la mobilisation sociale.

A Bucarest comme dans d'autres grandes villes de Roumanie, nous avons observé la transformation d'une partie de la population, initialement apathique, qui au fil du temps s'est impliquée de plus en plus politiquement, se mettant à formuler des revendications et à protester dans la rue pour défendre un certain nombre de causes. L'émergence d'une société civile « on line », ou encore de communautés et de groupes qui se sont développés au sein de divers réseaux sociaux sur Internet, a été la clef des deux vagues de protestations de 2011/ 2012 et de 2013. La multiplication des interactions sociales, une certaine similitude de goûts et de visions du monde ainsi qu'un processus de réseautage ont permis à l'activisme en ligne de se transformer en activisme de rue. Le fait d'afficher et de partager des opinions politiques

avec des connaissances et des amis et de poster des photos ou d'autres « preuves » de sa participation à des manifestations est devenu « tendance », comme un effet de mode. Ce phénomène a contribué à la création d'une identité collective et à l'élargissement du réseau à partir de l'accumulation de capital social relationnel et cognitif.

Le développement des « initiatives à problème unique » a été facilité par l'usage d'Internet. Même si une des personnes hongroises interviewées souligne que les efforts de mobilisation en ligne ne solutionnent pas les problèmes fondamentaux de la société hongroise et son éloignement des principes démocratiques – causé notamment par un « manque de socialisation démocratique et de structures d'auto-organisation »[6] - l'activisme en ligne a contribué à la revitalisation de la culture civique et de la culture de protestation, tout en favorisant des initiatives bien ciblées, souvent soutenues par des réseaux militants. La page « Milla » de Facebook fait preuve d'une telle fonction, servant à la fois à l'organisation de grandes manifestations tout en rendant « attractive » la politique institutionnalisé. « Milla » présente une forme transitoire entre le type traditionnel de mobilisation sociale, basé sur des réseaux militants hors ligne, et une mobilisation centrée sur les réseaux en ligne. Agnes Gagyi, spécialiste de l'analyse des mouvements sociaux et activiste impliquée, fait valoir que l'usage des réseaux sociaux en ligne est aujourd'hui devenu une normalité des phénomènes de mobilisation, mais que leur contribution à la dynamique des événements reste toujours discutable. Elle estime qu'il « ne faut pas donner trop d'importance à leurs effets »[7]. Pour le cas de la Roumanie, nous avons argumenté que la mobilisation pendant les deux grandes vagues de protestations - celles contre les mesures d'austérité de 2011/ 2012 et « l'automne roumain » de 2013 - avait notamment eu lieu sur Facebook. L'importance de la mobilisation en ligne a d'ailleurs fait l'objet de plusieurs articles et de reportages dédiés aux « mouvements de 2010 ». De la même manière, en Hongrie, l'impact de Facebook et des autres réseaux sociaux a été déterminant dans l'émergence et le développement de l'opposition à la taxe Internet ou du mouvement Milla. Notre analyse se démarque ici de celle de Gagyi, pour qui l'engagement en ligne est une forme dévalorisée d'activisme. Une telle opinion est sans doute liée à sa propre expérience militante, qui l'amène à attribuer une valeur extrêmement positive aux modes traditionnels de mobilisation. Dans le contexte d'une démocratie menacée par les penchants autoritaires d'un gouvernement et d'institutions politiques qui tentent de contrôler le discours public, la mobilisation en ligne peut séduire une partie de la population à la

6 Estzer [entretien].
7 Agnes [entretien].

recherche de canaux d'expression alternatifs et indépendants.

4. Les opportunités et les obstacles de la mobilisation sociale en Roumanie et en Hongrie.

Les résultats que l'on peut tirer des expériences vécues, ainsi que des conditions pratiques de mobilisation sociale en Roumanie et en Hongrie, ne peuvent être détachés des bouleversements que les deux pays ont connu, dans toutes les sphères de la société, à partir de la chute du communisme. Le degré de stabilité ou d'instabilité du pays, qui favorise ou pas les initiatives de mobilisation, les conditions d'apprentissage des stratégies de mobilisation, ou encore le travail de construction de l'identité militante, donnent un éclairage du devenir des mouvements sociaux dans les deux pays et, plus largement, en Europe de l'Est.

En adoptant une lecture compréhensive de ce qui était écrit avant la vague de protestations de 2013, nous étions tentés d'insister sur les obstacles à l'engagement civique que rencontre la société roumaine. Nombre d'observateurs estimaient, en effet, qu'une contribution positive de la société civile organisée et des citoyens à la consolidation démocratique du pays était improbable, en raison notamment d'une culture politique apathique, d'un déficit de capital social et d'un manque de dispositions à l'engagement civique. Cette présupposition - justifiée au moment des analyses - ne semble plus correspondre à la situation actuelle: une couche importante de la société roumaine s'est en effet organiquement révoltée, tenant le gouvernement responsable de la situation incriminée.

En Hongrie, les prévisions concernant l'achèvement de la transition démocratique, ainsi que la contribution de la sphère civique – institutionnalisée et indépendante – à l'approfondissement de cette transition, sont également contredites par les développements récents. L'expérience des initiatives civiques et des mobilisations sociales hongroises – ou, pour reprendre les termes souvent employés par les spécialistes, « la plus vive culture participative de l'Europe de l'Est - n'a pas empêché l'arrivée au pouvoir de Fidesz. La faiblesse du débat idéologique dans les réseaux militants et la difficulté de ces derniers à définir une stratégie d'action collective efficace n'ont pas permis de faire face à la droitisation de la Hongrie.

4.1. Les autorités publiques et les revendications politico-sociales.

En Roumanie, le système politique est perçu par les activistes comme très fermé. Les possibilités de coopération avec les autorités publiques semblent limitées, particulièrement à cause du manque de réactivité de ces dernières à l'égard des demandes que le corps social peut exprimer. Le manque d'expérience et de savoir-faire militant dans l'interaction avec les autorités et les forces de l'ordre est également un handicap, comme l'ont bien montré les tentatives de mobilisation en 2008. Les autorités et les force de l'ordre étaient elles aussi inexpérimentés, si bien que le traitement des initiatives civiques, des protestations et du dialogue social souffrait d'un manque de repères. Après 2011, cette naïveté collective a été contrebalancée, du côté des activistes, par une accumulation de capital social cognitif et de savoir-faire et, du côté des institutions, par un apprentissage organisationnel. L'expérience de la mobilisation dans la rue a permis aux activistes de s'opposer efficacement à la répression policière et de faire usage de leurs droits de citoyens. La conscientisation des manifestants et l'expérience acquise par les autorités ont abouti à une « pacification » des conditions de manifestation et du maintien de l'ordre. Nous avons pu remarquer, à la fois directement lors de phases d'observations participantes et au travers des récits des activistes, que l'organisation des protestations et des actions de rues était très peu réprimée, en Hongrie comme en Roumanie, les violences policières restant exceptionnelles.

En Hongrie, malgré plusieurs protestations importantes, l'ouverture du système politique envers les demandes des manifestants a été également limitée. Si des mécanismes de consultation de la société civile existent, l'appareil d'Etat et les organismes proches de Fidesz dominent le discours public et contrôlent les sphères décisionnelles au niveau local et national. Même les délais d'enregistrement des organisations de la société civile ou des associations semblent dépendre de la volonté des autorités concernées. Dans le cas de LMP, dont l'essentiel de son fonctionnement extra-parlementaire vise à promouvoir la cause environnementaliste et altermondialiste, la légalisation de ses activités après son entrée au parlement a été longue et difficile[8]. Contrairement au cas roumain - dont le système politique est peu réceptif aux demandes des acteurs sociaux, mais reste pénétrable et vulnérable - en Hongrie les initiatives civiques sont sujettes à la pression symbolique et pratique du pouvoir en place.

8 Daniel raconte que le délai d'enregistrement de l'ancienne « Université Verte » du LMP en association a duré plus d'un an et demi.

4.2. Les alliés au sein des élites, la société civile et les médias.

Le sentiment de désenchantement politique et le fait que les activistes ne se sentent pas représentés par les acteurs établis conduisent, dans les deux pays, à un refus de communiquer de leur part. Les partis politiques ne constituent pas à leurs yeux un interlocuteur crédible, en raison notamment de leurs tentatives continues de coopter les protestations. L'idée que les acteurs politiques sont guidés par leurs seuls intérêts personnels et sont « corrompus » est extrêmement répandue au sein des milieux activistes. S'associer avec eux reviendrait donc à prendre le risque, comme l'exprime cette activiste roumaine à propos des députés, d'endosser leurs travers:

> « Les membres du parlement ne sont pas accessibles et on ne leur fait pas confiance. Ils se servent toujours des protestations et ils les transforment en capital politique. Alors il faut qu'on soit très vigilants quand il s'agit de s'associer avec eux, car il y a toujours quelqu'un de ce champ qui essaie de capitaliser sur nos ressources et nos idées ».[9]

Il ne s'agit pas uniquement d'un problème d'échanges pratiques entre militants et dirigeants politiques. Un questionnement de nature idéologique, sur la fiabilité et la représentativité du système en lui-même, fait partie des préoccupations des activistes, qui considèrent que la négociation impliquerait nécessairement des compromis, quand ils plaident pour une rupture radicale:

> « Il n'y a pas de parti politique avec lequel on puisse discuter. […] Pour nous, c'est hors de question. Ce serait comme vouloir changer le système, mais en utilisant les mêmes moyens et outils. J'ai toujours soutenu l'approche que le système de la démocratie représentative est tout simplement pourri. »[10]

De sensibilité plutôt « anarchiste » nombre d'activistes « refusent toute proximité avec ce qui institutionnel, y compris des organisations non-gouvernementales »[11]. La

9 Kira [entretien].
10 Veda [entretien].
11 Ruxi [entretien].

réticence des activistes à collaborer avec les acteurs établis se manifeste aussi, en Roumanie, dans le rapport à la société civile institutionnalisée.

Selon le même principe, les activistes veulent garder une certaine distance à l'égard des médias également. L'alignement politique affiché de la plupart d'entre eux sur les prises de position du gouvernement font qu'ils sont généralement perçus comme une annexe du champ politique et donc comme un adversaire plutôt que comme un allié potentiel. La quête de visibilité des mobilisations se transfère alors sur des canaux de communication alternatifs, en premier lieu les réseaux sociaux (blogs et autres initiatives dites « indépendantes »).

Dans les conditions politiques actuelles de la Hongrie, la coopération des acteurs de la société civile avec n'importe quelle autre institution ou organisation de la sphère sociale ou politique traditionnelle s'avère pour le moins difficile. Les médias publics sont peu accessibles dès lors qu'il s'agit d'initiatives critiques à l'égard de Fidesz tandis que les médias d'opposition sont en déclin et n'ont plus guère d'impact dans l'espace public. Le refus de coopérer avec les anciennes élites du pays complique encore plus l'accès aux médias. Si les partis d'opposition sont partiellement enclins à incorporer des demandes des réseaux de gauche dans leur offre politique, leurs tentatives répétées de cooptation rendent difficile une collaboration durable. Le LMP a su mettre à disposition des activistes et des personnes potentiellement mobilisables ses ressources parlementaires et son savoir-faire militant. Pour autant, ses crispations internes autour des rapports à adopter avec l'ancienne élite socialiste-libéral et la sécession d'une fraction du parti ont beaucoup affaibli sa capacité de soutien aux mobilisations. En définitive, les réseaux d'activistes se trouvent dans une situation dans laquelle il leur est très difficile d'exercer un quelconque contrepoids au pouvoir des institutions politiques et de Fidesz. Outre la stratégie adoptée par ce dernier pour assurer son emprise sur la société hongroise, la polarisation entre les nouvelles forces d'opposition et les anciennes élites, mais aussi les divisions au sein même de l'opposition, sont les raisons principales à la quasi hégémonie de la droite hongroise.

Dans les deux pays, les réseaux d'activistes sont doublement isolés. Ils le sont du fait de la rupture idéologique qu'ils instaurent avec le champ social établi, afin d'éviter toutes compromissions qui viendraient ternir leurs messages. Ils le sont également, en retour, par ces mêmes acteurs qui se ferment aux demandes sociales et au mécontentement exprimés par ces réseaux, dès lors qu'ils ne sont pas capables d'en avoir le contrôle et le leadership.

4.3. La réticence des forces de l'ordre.

Un des aspects les plus intéressants de la situation en Hongrie et en Roumanie réside dans le pacifisme des forces de l'ordre. Dans les deux cas, ces dernières ne font quasiment jamais usage de moyens répressifs, avant, pendant ou après les protestations. Cette conduite est largement stratégique et contraste avec les interventions extrêmement musclées de la police lors des premières manifestations, qui ont largement contribué à la publicisation des mouvements en question. La « brutalité » policière visible dans les médias de masse pendant le sommet de l'OTAN de Bucarest a en effet contribué, comme nous l'avons déjà indiqué, à servir la cause des opposants au régime. De même, les rares scènes d'émeutes apparues pendant les protestations contre les mesures d'austérité ont provoqué un important débat dans les médias traditionnels qui, là aussi, à plutôt accru le soutien populaire aux protestataires. En Hongrie, système pourtant quasi-autocrate, les militants reconnaissent que la répression est presque totalement absente. Pour le cas de la Roumanie, nous avons argumenté que cette réticence à employer la force est en partie le résultat d'un manque d'expérience dans le traitement des manifestations de rue. La faiblesse dont les gouvernements successifs font preuve à l'égard de ces mouvements, qui se traduira par *la démission de trois d'entre* eux en réponse à la pression populaire, n'est certainement pas rassurante pour les forces de l'ordre, mais le gouvernement entend éviter de faire usage de la répression pour ne pas légitimer ses adversaires, qui ne manqueraient pas de se poser en victimes de cette situation. Qui plus est, le rôle que Fidesz s'attribue en tant que seule force démocratique hongroise depuis 1956, empêche le parti d'agir par la force contre la volonté « du peuple ». Le fait que les deux pays soient sous l'œil de plusieurs organisations internationales, qui scrutent d'éventuels dérapages, incite certainement le pouvoir en place à la plus grande mesure et discrétion.[12] De la part de régimes qui réfutent les critiques qui leur sont adressées, l'utilisation de la violence n'est guère possible car elle pourrait produire des « effets de boomerang »[13]. La surveillance de l'UE peut être perçue, à cet égard, comme l'un des éléments qui empêche les forces de l'ordre d'étouffer les mobilisations par la contrainte et la force. Pour ce qui concerne la

12 Zimmermann, Ekkart (2011): Violence, dans: Badie, Bertrand / Berg-Schlosser, Dirk / Morlino, Leonardo (eds.): International Encyclopedia of Political Sciences. Volume I. Thousands Oaks: Sage, pp. 2708-2711.

13 Zimmerman, Ekkart (1983 / 2011): Political Violence, Crises and Revolutions. Theories and Research. New York: Routledge, p. 432. On se réfère, ici, à la socialisation internationale des acteurs étatiques, ainsi qu'aux effets d'exposition à un public mondial, qui diminuent la probabilité de répression (voir Munch, Richard (1992): Die Dialectik der Kommunication Geselschaft. 2. Auflage, Frankfurt /Main: Surkamp, p. 114.).

Roumanie, on peut aussi avancer que le potentiel violent des protestataires est très bas et limité à certains supporteurs de clubs de foot. Mais le « hooliganisme »[14] reste un phénomène rare – contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays de la région, comme la Pologne ou surtout les pays de l'ex-Yougoslavie – surtout pour des événements à caractère politique[15]. Il arrive par ailleurs fréquemment que les organisateurs des manifestations coopèrent avec la police, notamment pour identifier des « éléments perturbateurs », comme le dit Cristian. [16]

4.4. Les obstacles culturels.

Tous les entretiens avec les activistes insistent sur les caractéristiques d'une culture politique défavorable à l'engagement civique. La mobilisation sociale dépend toujours de l'action d'une poignée d'activistes engagés, qui ont accumulé un capital social suffisant leur permettant de formuler une critique cohérente du pouvoir politique et institutionnel. La passivité de la masse de la population, qui n'a pas le même degré de conscientisation des problèmes sociaux, éprouve au contraire de grandes difficultés à s'engager, comme le soulignent la plupart des récits.

4.4.1. La révolution télévisée en Roumanie et son impact sur la mobilisation sociale.

Les repères d'une nouvelle conscience sociale ne sont pas encore consolidés dans la société et les médias traditionnels, qui sont les principaux responsables de la dissémination de l'information, ont du mal à influer sur l'agenda politique. Ces médias ont perdu leur crédibilité, selon des statistiques internes et internationales[17], Leur association avec la fin du communisme, au moment où de nouveaux moyens de communication se libéralisent, expliquent le comportement distant et peu impliqué de la plupart des citoyens à leur égard. Plus concrètement, la « coïncidence historique [de l'apparition de la télévision par câble et

14 Pendant les protestations contre les mesures d'austérité uniquement, un nombre limité d'incidents, d'émeutes ou de faits de hooliganisme ont été reportés.
15 Pleyers, 2015, op. cit., p. 132.
16 Cristian, activiste de Rosia Montana et organisateur du festival pour la culture urbaine « Street Delivery » [entretien].
17 Comme celles de Transparency International Romania (2010): National Integrity System Study, ActiveWatch Romania, 2012.

satellite] a joué un rôle décisif dans la formation des structures de perception, du champ discursif et des régimes de visibilité du postcommunisme. L'histoire matérielle des moyens de diffusion de la télévision se révèle être extrêmement importante pour la compréhension généalogique des relations entre pouvoir et culture dans la période postcommuniste ».[18]

L'association entre la sortie du système oppressif et la liberté sentie et mise en évidence par les « nouveaux médias capitalistes » en dehors de l'influence visible des anciennes forces politiques, ainsi que l'accès aux valeurs occidentales par l'entremise de ces mêmes médias ont contribué à un environnement dans lequel l'activité de suivre les événements est synonyme à la participation sociale. La discussion entre des proches, la divergence d'opinions dans un cercle très restreint satisfont les besoins des couches importantes de la population roumaine d'exprimer leur mécontentement envers les politiques, envers les politiciens ou envers le régime politique. L'engagement civique ou l'attitude critique envers de divers événements politiques ne transcende pas le foyer personnel et la participation à partir de la télévision est alors perçue comme participation à toute révolte et, par conséquent, comme participation aux protestations – obstacle principale à l'engagement pour un bien communautaire, idée résumée par Arnold, activiste dans nombre de réseaux militants focalisés sur le droit de logement à Bucarest: « C'est la révolution télévisée continue. Les gens font le lien entre la révolution et comme ils l'ont regardé à la télé. Ils ne deviennent pas actifs. Ils regardent, tout simplement, le spectacle. »[19]

4.4.2. « Romanul Rabda » ou l'influence de la génération des parents.

Les conséquences du scepticisme envers l'implication civique per se n'affectent pas les individus de manière isolée. Un facteur explicatif de ce type de comportement politique peut être identifié, à partir d'une perspective plus socio-anthropologique, dans la nature docile des roumains qui, au cours de leur histoire, ont été plutôt les récepteurs des influences externes, que des émetteurs autonomes ayant la capacité de se mobiliser pour leurs droits. [20] Les vagues

18 Ţichindeleanu, Ovidiu / Petrovszky, Konrad (2011): Revolutia televizata: Tranzitia prin satelit si cablu, CriticAtac.ro, le 22 décembre 2011 (http: / /www.criticatac.ro /12581 /revolutia-televizata-tranzitia-prin-satelit-si-cablu /).

19 Arnold [entretien].

20 Draghicescu, Dumitru (1907): Din Psicologia Poporului Roman. Bucuresti: Libraria Leon Alcalay; Zamfirescu, Vasile Dem (2012): Nevroză balcanică. Bucuresti: Editura Trei.

de l'évolution de la société roumaine se sont déroulées d'une manière plutôt mécanique qu'organique, avec les macrostructures superposées sur un corpus d'individus qui n'étaient pas encore préparés, au niveau de l'intériorisation des valeurs, pour un changement profond. Nous pouvons retrouver, au cours de l'histoire contemporaine de la Roumanie, plusieurs moments cruciaux qui confirment cette hypothèse du décalage entre les valeurs de l'individu et le type de système politique: le passage, au début du XXème siècle, d'un système féodale à une société démocratique, qui a basé sa première constitution sur un modèle allogène, celui de la Belgique, en 1923, peut être considéré équivalent au passage d'un système oppressif communiste à la « démocratie libérale », importée des États-Unis, en 1990. Ces décisions, prises au niveau des élites, sans aucune consultation ou participation des citoyens, ont préparé l'attitude distante de ceux-ci, qui se sont habitués à être exclus par les décideurs politiques. L'aphorisme « Romanul rabda » (le roumain subit), mis en avant par une partie de nos interlocuteurs, est souvent utilisé pour décrire, même si d'une manière très généralisatrice et englobant, l'état d'esprit qui entoure ce blocage de l'agir indépendant:

> « Nous n'avons pas la capacité de nous mobiliser en absence d'un message ou d'un problème politique clairement définis. La société roumaine n'est pas comme une voiture en marche, elle a besoin du combustible donné par les politiciens. Nous avons peu de combustible de nous-mêmes. »[21]

Cette propension – historiquement ancrée dans les codes d'implication sociale des Roumains, d'accepter et de tolérer les décisions politiques et de reporter d'autres mesures dans l'espoir d'un contexte social plus favorable – est, ensuite, par un phénomène de transmission des valeurs politiques par l'entremise du cercle restreint de la famille ou de l'entourage, transférée aux générations suivantes. Les activistes apprécient que la déception des roumains envers tout achèvement des régimes politiques a stimulé les gens d'influencer leurs proches contre la prise des mesures, considérant que toute initiative est sujette à l'échec:

> « La révolution de 1989 est un moment fondamental. Tous les roumains l'ont quelque part en arrière, dans leurs vies, dans leurs mentalités, dans la manière dont ils voient les choses. Ce qui se passe est que la

21 Claudiu [entretien].

> génération de nos parents, des gens qui sont maintenant dans leur cinquantaines-soixantaines, qui étaient jeunes à la révolution et qui ont vraiment cru à la libération, ils sont tellement déçus et tellement désillusionnés avec la dynamique de protestations, et ils ont le droit de le faire. Mais il est essentiel de ne pas l'interpréter comme un dysfonctionnement ou un retard à l'Occident le fait que les gens ne font pas confiance aux protestations et aux mobilisations ».[22]

Même si des précédents de mobilisation existent, notamment dans la période qui suit la révolution de 1989, nous ne pouvons pas parler des mouvements cohérents, surtout sur une échelle temporelle, qui préparent les vagues de mobilisation à partir de 2011. Ceci pourrait être, comme mentionné par les activistes, une conséquence des rapports entre les individus et les institutions qui ont instrumentalisés les résultats du capitalisme roumain comme la seule solution d'avancement de la société. La construction d'une culture de la participation et de l'activisme a eu, donc, besoin d'un point de tournure dans la perception des leaders d'opinion du côté des activistes, qui se sont délimités de plus en plus de cette perspective occidentaliste et qui ont commencé de mettre en question les démarches institutionnelles et d'analyser leurs possibilités de changer les règles du jeu.

4.4.3. Passivité et démoralisation civiques : raisons et effets de la chute de l'activisme hongrois.

Contrairement à ce que les analyses dédiées à la Hongrie nous suggèrent, notamment celles publiées avant 2006, les militants soulignent que la majorité de la population ne se mobilise pas, même dans une situation menaçante pour le cheminement du système politique. Une phrase d'une activiste hongroise nous rappelle aux narratives des militants roumains :

> « En Hongrie nous sommes confrontés à ce type de socialisation bizarre. Ils [les Hongrois] ont cette image de soi, qu'ils ne se révoltent jamais et qu'ils ne protestent jamais. »[23]

22 Veda [entretien].
23 Tessa [entretien].

Dans cet environnement où il apparaît difficile de provoquer un changement à partir de la rue, ou au moins un changement de la perception des citoyens non-impliqués sur les politiques et dans lequel un régime dans les franges de l'autoritarisme était installé, il est difficile pour les activistes de garder leur élan. Ayant une perspective qui dénonce la passivité du reste de la population et la fermeture du système politique, nombre d'activistes se confronte avec une certaine consternation :

> « Dans la plupart des cas, il suffit [pour le gouvernement] d'attendre que les protestataires se fatiguent et s'ennuient, parce que la grande majorité de la population reste toujours inactive. »[24]

Les activistes réclament, alors, une responsabilité pour le succès de la droite des couches importantes de la population, qui ne votent pas en faveur du Fidesz. Les analyses sur l'état de la consolidation démocratique au niveau du citoyen et les estimations des grands indices, datées avant 2010, doivent être mises à nouveau en question. Le chemin de la transition hongroise semble valider ce point, autant que les déceptions exprimées par les leaders de l'UE ou par les chercheurs, dans les derniers cinq ans.

24 Eszter [entretien].

Chapitre III: Spécificités et différences de mobilisation entre les deux pays.

I. Identité collective « englobante » versus fracturation idéologique.

Un élément constant, tout au long du processus de mobilisation sociale en Roumanie, réside dans l'absence de véritables clivages idéologiques internes, comme l'ont montré les protestations de Rosia Montana et contre les mesures d'austérité. Dans ces deux cas, nous avons simplement observé un élargissement des cadres, c'est-à-dire une évolution de demandes initialement très concrètes et spécifiques - que nous avons dénommées des « initiatives à problème unique » - vers des cadres englobants. Ces vagues de protestations, sont portées par des acteurs très différents, mais qui sont mobilisés par le même point de départ, à savoir la dénonciation de la classe politique corrompue. Les revendications des mouvements roumains subsument des sujets très divers et parfois même antagoniques, regroupés sous le thème générique de l'« amélioration du pays ». Même si les demandes sont différentes, elles sont exprimées à travers un prisme global, qui porte sur la dénonciation d'un système politique défaillant, incapable de rendre des comptes à ses citoyens.

Par contraste, la cohérence des visions du monde affichée par les activistes hongrois et leur capacité à problématiser l'état actuel de leur société, les placent dans une logique qui vise à conserver leurs positions idéologique de départ. Outre la division qui en résulte, une autre crispation provient de la question du traitement des autres acteurs de l'opposition, ceux appartenant à l'ancienne élite politique d'avant 2006. Ces tensions se sont traduites par des scissions au sein des mouvements écologique et altermondialiste, des querelles incessantes à l'intérieur du LMP, l'éclatement de Milla et sa transformation en parti politique, et expliquent également en grande partie la faible capacité de coopération de HaHa.

L'absence de préférences idéologiques clairement établies en Roumanie est la raison essentielle au dynamisme des protestations du pays, tandis que la fracturation des opposants au pouvoir en Hongrie, face à un système politique fermé, nuit fortement à leur coopération.

II. La rue versus le système politique.

Conformément aux enseignements de la littérature disponible sur la mobilisation sociale dans les deux pays, le point de départ de notre analyse consistait à opposer une vive culture de protestation en Hongrie, appuyée sur une sphère civique active et l'existence d'une sous-culture militante forte, notamment à Budapest, à une mobilisation quasi-atone en Roumanie. Les analyses sur le sujet insistaient généralement sur le rôle prépondérant que la société civile pourrait jouer dans les transformations des systèmes politiques et dans la consolidation de leur fonctionnement démocratique.

Notre travail ne confirme pas ces résultats. En Roumanie, l'adoption d'un nouveau style de vie, « le militantisme récréationnel » ou « l'activisme de canapé des hipster »[25] trouve probablement ses racines dans la simultanéité de la consommation culturelle et de l'implication civique. L'inter-connectivité en ligne et hors ligne des nouveaux arrivants dans des espaces culturels est un signe de cette tendance. La socialisation dans « la rue » – un espace inexploré auparavant - est devenu la source première de la montée de l'activisme roumain. Les manifestations dans l'espace public ont progressivement été le creuset où les mécontentements de toute origine se rencontrent et se renforcent mutuellement et où la solidarité s'exprime pleinement, interpellant un champ politique de plus en plus vulnérable.

Contrairement à l'élan militant roumain, en Hongrie « l'entêtement idéologique » a contribué à éroder l'enthousiasme civique. Confrontés à un pouvoir politique stable, soutenu par la majorité de la population, autoritaire et capable de s'opposer aux initiatives éventuelles de la société civile, les mouvements sociaux hongrois n'ont pas réussi à déstabiliser la position dominante de Fidesz dans le débat public. Cette relation asymétrique entre challengeurs et pouvoir politique nuit à la cohésion des réseaux militants. Les lignes de clivage internes sont renforcées par l'inefficacité et la faiblesse des mobilisations, alors que l'arène politique attire au contraire certains des membres de ces réseaux. La transformation de mouvements sociaux en partis politiques - comme dans le cas de LMP, Jobbik, Együtt ou Fidesz - témoigne de la volonté de certains activistes de quitter leur position d'acteurs externes au système, ce qui ne leur permet pas de participer directement à la prise de décision, pour intégrer le champ de pouvoir politique.

25 Mihnae, activiste de Rosia Montana et chanteur du groupe « Luna Amara ».

III. Les générations d'activistes post-1989 et la re-autonomisation civique.

La mobilisation sociale en Roumanie marque l'apparition d'une première génération d'activistes post-communistes, qui a transformé ce pays connu pour sa culture politique apathique. Depuis lors, les protestations sont devenues presque une constante de l'engagement politique. Ces réseaux militants, dont les membres sont assez peu nombreux, ont contribué de façon impressionnante à la déstabilisation du champ politique, provoquant la chute de trois gouvernements de sensibilités politiques différentes. A la suite des manifestations apparues durant la période de notre analyse, les gouvernements de centre-droite d'Emil Boc et de Mihai Razvan Ungureanu – du Parti Démocrate-Libérale (PDL) – le gouvernement de Victor Ponta – de l'alliance de centre-gauche entre le Parti Social-Démocrate (PSD) et l'Union Nationale pour le Progrès de la Roumanie (UNPR) – ont en effet démissionné. La diversité des motifs de mobilisation - de la réforme du système de santé aux mesures d'austérité jusqu'à la lutte contre l'exploitation minière de Rosia Montana en passant par les protestations massives qui ont suivies l'incendie d'un boite de nuit à Bucarest - est un signe de l'incapacité des institutions politiques à répondre aux besoins des citoyens, au moment où ces derniers descendent dans la rue. En même temps, l'hétérogénéité des revendications reflète la faible teneur politique et idéologique des demandes des manifestants, dont l'esprit civique a été revitalisé surtout grâce à leur mise en réseau. Nous avons déjà souligné, à propos des campagnes contre l'OTAN et contre l'exploitation de Rosia Montana, la concomitance entre événements ludiques ou culturels, comme des concerts ou des petites « happenings », et la mobilisation sociale proprement dite. Cette association est un puissant moteur de production de connaissances et d'un savoir-faire militant particulier.

Cette évolution de la culture protestataire roumaine s'accompagne d'un processus d'accumulation du capital social relationnel et cognitif qui est, lui-même, à la base des vagues de protestations successives que nous avons analysées. Si nous parlons de l'apparition d'un style de vie militant ou de l'évolution de carrières d'activistes, il est évident que l'un et l'autre ne se limitent pas à trois événements. Les protestations contre le sommet d'OTAN, contre les mesures d'austérité et contre l'exploitation minière de Rosia Montana sont des cas paradigmatiques, utiles pour l'analyse, mais qui s'inscrivent dans un continuum d'activités militantes. Parmi ces dernières, citons l'occupation de la faculté d'histoire en 2012, qui a

rassemblé presque cent personnes, l'occupation du « Centre National de la Danse » la même année, ainsi que des manifestations devant l'office d'immigration roumaine ou des ateliers consacrés au « squatting » et au savoir-faire militant. « La politique » entre dans le discours et le comportement quotidien de ce groupe.

1. L'implication politique de la nouvelle génération d'activistes en Roumanie.

Les militants ont bénéficié de la valorisation de l'image de l'activisme politique et du fait que les causes qu'ils défendaient transcendaient leurs réseaux constitutifs. Le cercle des primo-activistes était assez restreint. Du coup, la coopération entre les réseaux militants, qui était à ce moment-là plus ou moins des réseaux d'amis, était fondée sur une vision du monde relativement homogène. Nous avons démontré, pour les trois vagues de protestations analysées, qu'une collaboration entre des groupes qui seraient perçus comme idéologiquement antagoniques dans les pays ouest-européens ainsi que dans d'autres pays d'Europe de l'Est, a été essentielle pour la dynamique des mobilisations. Au sein des réseaux d'activistes, une telle cohérence, ainsi qu'un haut degré de confiance étaient réunis, ce qui n'est pas possible lorsque le mouvement gagne en ampleur. Dans notre travail, nous avons voulu comprendre comment protestations après protestations les sympathisants devenaient des participants et des activistes, bien au-delà des réseaux habituels pour attirer « de nouveaux arrivants ». L'accès à cette population élargie s'est effectué principalement à travers les réseaux sociaux en ligne, notamment Facebook.

2. La simultanéité des générations de protestataires.

Les grandes vagues de mobilisations qui ont surgit en Roumanie depuis 2008 ont été portées par un groupe qui se définit à la fois comme une jeune élite urbaine et comme la première génération de protestataires postcommunistes. En Hongrie, l'ancienne et la nouvelle génération de protestataires sont mêlés. Les activistes ont souvent eu des expériences militantes avant le changement de régime et ont continué ensuite. Kristof évoque en ce sens

l'émergence d'une nouvelle génération au milieu des années 2000:

> « A cette époque, nous sommes tous dans la trentaine, c'est ça la génération qui conduit toutes les initiatives. Entre 28 et 36 ans. En termes d'éducation, nous sommes souvent issus de cette école d'élite qu'est l'Université Corvinus, qui a été le berceau de ce bloc gauchiste émergeant. »[26]

« L'élitisme » dont les activistes parlent souvent à propos d'eux-mêmes mérite être souligné. On le retrouve dans la description du réseau de Tessa:

> « Nous, le groupe de base, nous sommes le groupe le plus éduqué qu'on puisse s'imaginer. Nous sommes tous allés dans des Universités à l'étranger, tout le monde parle de nombreuses langues, tout le monde connaît beaucoup de choses en dehors de la Hongrie. »[27]

Outre des activistes ayant de longues carrières militantes, une hausse de la participation de la nouvelle génération peut être remarquée depuis l'arrivée au pouvoir de Fidesz. Margarit voit dans ce phénomène une transformation des citoyens trentenaires qui deviennent des candidats idéaux pour l'activisme civique, leur engagement dans des actions de protestations contrastant avec leur apathie pour les formes conventionnelles de participation politique.[28] Heindl, qui a commencé à militer sous le régime communiste, estime que cette génération de protestataires - qui ne s'était pas mobilisée auparavant - est apparue en 2011, soit une année après que le Fidesz ait remporté les élections nationales:

> « Depuis 2011, vous trouverez des gens de ma génération et même des gens plus jeunes. Le fait que les jeunes aillent aux manifestations est un phénomène très nouveau. Au début des années 2000, il n'y avait pas de jeunes dans les rues, parce qu'il n'y avait pas d'alternatives. »[29]

Quel que soit leur âge, les activistes rencontrent les mêmes problèmes de coopération

26 Kristof [entretien].
27 Tessa [entretien].
28 Margarit, 2015, op. cit., p. 69.
29 Heindl [entretien].

que toute la sphère civique en Hongrie. La crispation autour de la question de la relation à entretenir avec les anciennes élites, ainsi que celle de l'institutionnalisation des mouvements de protestations, rend difficile la création d'une plate-forme efficace anti-Fidesz. Les différences concernant le modus operandi de ces organisations peuvent par ailleurs créer, dans quelques cas, des conflits de génération, comme le souligne Matyas, une activiste de longue date:

> « Il y a des conflits de génération, certains de ces jeunes gens n'ont pas de respect pour l'ancienne génération et ils montrent un certain comportement anarchique. La plupart des jeunes sont très axés sur l'action, ils veulent une action tous les jours, mais ils ne sont pas en mesure de mener ces actions à leur terme sans se ridiculiser. »[30]

Un écart entre générations peut également être observé dans l'approche et l'utilisation des nouvelles technologies. Même si les actions de rues, représentent (toujours) le modèle prédominant de mobilisation, nous avons vus que les réseaux sociaux en ligne devenaient de plus en plus importants, Milla étant l'exemple par excellence d'un mouvement dont la dynamique doit beaucoup à l'utilisation de Facebook. D'autres réseaux plus militants dans leurs revendications font un usage abondant des réseaux en ligne, ainsi que des campagnes d'information et de mobilisation dans les médias. Les branches indépendantes des réseaux étudiants ont ainsi pu se coordonner grâce aux groupes de discussions, souvent fermés, de Facebook. Il en a été de même pour la mobilisation contre l'amendement de la Constitution, tandis que le groupe « d'Attac Hongrie » qui est composé « majoritairement par des vieux »[31], comme le dit Matyas, a lui aussi eu recours, dans une moindre mesure, à Internet.

30 Matyas [entretien].
31 Matyas [entretien].

Conclusion générale : Perspectives d'une analyse comparative des réseaux militants en Roumanie et en Hongrie pour les pays *d'Europe de l'Est.*

I. La détérioration des conditions démocratiques.

Nous l'avons évoqué tout au long de ce travail, les développements politiques récents en Roumanie et en Hongrie, ainsi que dans d'autres pays de l'Est mettent en question la continuité de la transition démocratique. Rien n'est jamais acquis et l'appartenance à l'UE n'entraîne pas automatiquement un approfondissement de ce processus.

Les efforts de restructuration constitutionnelle du régime politique hongrois, ou les tentatives de circonvenir la Constitution pendant le referendum de 2012 contre le président roumain Basescu, sont allés de pair, dans les deux cas, avec des campagnes populistes menées par les principales formations politiques. Un parti de droite en Hongrie (Fidesz) et social-démocrate en Roumanie (PSD) ont fait un usage systématique de thématiques nationalistes ayant un fort relent anti-européen. La montée du populisme, notamment celui de centre-droit et la remise en cause des principes constitutionnels vantés par les élites de l'UE ou par les principaux dirigeants des pays de l'Ouest, semble devenir la norme en Europe de l'Est. Ce phénomène, que nous avons analysé dans deux pays, correspond à une évolution décelable dans bien d'autres de la région, à commencer par la Pologne, la République Tchèque, la Bulgarie ou la Macédoine. A chaque fois, l'autonomie des institutions ou des sphères sociales indépendantes du pouvoir politique (cela concerne notamment les médias et la société civile) est mise à mal, des tentatives pour réformer les plus hautes juridictions nationales - notamment la Cour Suprême ou la Cour Constitutionnelle - sont mises en œuvre, tandis que le pouvoir est concentré dans les mains des partis au gouvernement. Ces évolutions sont suivies par des critiques sévères de l'UE et, en réaction, par des campagnes de mobilisation « nationalistes », dirigées contre cette dernière. L'enchaînement de ces différents éléments peut être observé pour le cas de la Pologne et de son gouvernement du parti populiste de droite « Droit et Justice » (Prawo i Sprawiedliwość), pour les tentatives de contrôle du « Parti des Droits Civiques » de centre-gauche de Zeman en République Tchèque, ou encore pour le gouvernement de centre-droite de Gruevski, en Macédoine. Si certains médias occidentaux

évoquent une « fragilité de la démocratie dans certains États membres d'Europe centrale et orientale »[1], nous voudrions souligner que la montée des régimes autocrates, ainsi que la tendance à exalter les sentiments d'appartenance et d'homogénéité nationale, notamment dans les discours anti-européens, ne se limitent pas à deux ou trois pays de l'Europe de l'Est. Elle est actuellement à l'œuvre dans presque tous les pays de cette région, mais aussi dans d'autres pays de l'UE qui n'appartiennent pas à cette zone géographique. Un peu partout en Europe, on assiste à une droitisation du pouvoir gouvernemental, y compris lorsque des partis de gauche sont en place, qui repose souvent sur la valorisation de la communauté nationale et du « patriotisme ». Même si elle exprime son mécontentement, l'UE est obligée de reconnaître que les gouvernements en question puisant leur légitimité d'élections démocratiques et tente généralement d'exercer une influence sur eux au travers de pressions économiques et financières. Sans préjuger de l'efficacité de cette stratégie, pour l'instant celle-ci semble surtout aboutir à une consolidation négative, au sens de Pridham, des institutions et des régimes visés, ce qui renforce leurs penchants autoritaires.[2]

Les vagues de protestations que nous avons analysées en Roumanie et en Hongrie, ainsi que les mobilisations sociales en opposition aux tentatives de réforme constitutionnelle en Pologne, indiquent en revanche que l'esprit civique dans ces pays se développe et, par conséquent, qu'une consolidation démocratique citoyenne est en cours.

II. Le caractère artificiel de la société civile.

Le processus de consolidation démocratique des citoyens connait bien des limites et s'accompagne en particulier d'un développement souvent artificiel de la société civile, qui a débuté immédiatement après le changement de régime, mais qui semble s'être aggravé au cours des cinq dernières années. Plusieurs évolutions doivent ici être distinguées. D'un côté, la société civile organisée tend à s'éloigner des besoins des citoyens depuis le début de la transition démocratique. L'apparition ou la montée en puissance d'ONG spécialisées exclusivement dans la collecte de fonds est un signe de ce phénomène. D'un autre côté, des

1 Fragilité de la démocratie dans certains États-membres d'Europe centrale et orientale. Les Echos, le 2 avril 2013 (http: / /archives.lesechos.fr /archives /cercle /2013 /04 /02 /cercle_69146.htm).

2 Voir le chapitre « La transition démocratique ».

associations proches du pouvoir se mobilisent et manifestent également, pour exprimer leur soutien à ce dernier. Cette situation est évidemment directement liée à l'instrumentalisation que les gouvernements font des acteurs de la société civile et se traduit par la création d'ONG soutenues par le pouvoir en place, ou encore des « GONGO », qui ont souvent vocation à critiquer l'UE. Le Fidesz comme le PSD ont ainsi réussi à orchestrer d'importantes protestations contre l'ingérence de l'UE dans des affaires internes de leur pays. En Roumanie, les protestations en soutien au gouvernement ont pris souvent la forme d'initiatives organisées par la chaîne de télévision « Antena 3 », très proche du PSD.

Dans le cas roumain, la société civile organisée, confrontée à des problèmes internes, minée par des querelles et des intérêts personnels nuisant à sa capacité d'action et éloignée des besoins des citoyens, n'a pas véritablement contribué à la mobilisation sociale. Les réseaux militants ont généralement refusé de coopérer avec elle, notamment en raison de sa proximité avec la sphère politique institutionnelle. En Hongrie, la société civile n'a pas été en mesure de faire face à la poussée de la droite extrême et aux tendances autocratiques du Fidesz. Le fait que, suite à la pression exercée par Fidesz, la société civile ait autant souffert du départ de nombreuses ONG appartenant à des réseaux d'action transnationaux - comme Transparency International - ou de la raréfaction d'initiatives sponsorisées par Soros ou par d'autres acteurs étrangers - montre sa faiblesse institutionnelle. En effet, nous sommes tentés d'interpréter la baisse de mobilisation sociale et le déclin de l'esprit civique en Hongrie comme une cause de la détérioration des conditions démocratiques, qui a rendu possible l'arrivée au pouvoir de Fidesz et l'application de son programme. Les évaluations positives que la société civile des deux pays a obtenues de la part des organisations internationales et de la communauté scientifique avant 2010 ne semblent plus correspondre à la situation actuelle. Il est significatif à cet égard que le terme « GONGO » ait initialement été introduit pour décrire les développements dans la Russie de Poutine et soit de plus en plus adapté aux caractéristiques d'un nombre grandissant de pays de la région est-européenne. Si la faiblesse de la société civile institutionnalisée en Hongrie, depuis l'arrivée de Fidesz, s'explique surtout par les tentatives de contrôle du gouvernement, ses limites structurelles ont débuté bien avant. En Roumanie, c'est surtout l'insuffisance de l'activisme de base qui est en cause. Dans les deux cas, la société civile institutionnalisée s'est « auto-délégitimée » face à ses interlocuteurs politiques. Il s'agit ici d'un phénomène déjà observé par Tarrow et Petrova en 2006:

« Si les citoyens d'Europe Centrale et de l'Est ne développent pas un

> potentiel de militantisme participatif, les ONG, les groupes d'intérêt et les mouvements sociaux qui prétendent agir au nom d'un mandat populaire manqueront de légitimité pour convaincre les responsables politiques qu'ils doivent être pris au sérieux. »[3]

Ce potentiel semble être en plein développement dans les deux pays. Nous avons ainsi évoqué une renaissance de l'esprit civique en Hongrie et la volonté de la première génération d'activistes postcommunistes en Roumanie de s'approprier le sens de l'action politique.

III. La corruption de la classe politique – les expressions massives de mécontentement et les vagues de protestations.

En dépit de différences de thématiques revendicatives, les récentes vagues de mobilisation sociale en Hongrie et en Roumanie contestent principalement l'autorité de leurs classes politiques respectives, au motif qu'elles seraient corrompues et décrédibilisées. Un mécontentement de même nature peut être observé dans d'autres pays de la région, en premier lieu en Bulgarie, si bien qu'à propos des protestations de 2013 que le pays a connues, Margarit voit les mêmes griefs que ceux que nous avons identifiés en Hongrie et en Roumanie: « le mécontentement et la désapprobation des citoyens » à l'égard des dirigeants politiques.[4]

La contemporanéité de ces mouvements tient en partie à la crise économique de 2008, mais ces derniers prennent des formes spécifiques selon les contextes nationaux. Nous avons affaire à « différentes constellations d'un même grand processus », comme le dit Gagyi.[5] Tarrow fait le même diagnostic quand il souligne que si la crise financière de 2008 a

3 Tarrow, Sidney / Petrova, Tsveta (2006): Transactional and Participatory Activism in the Emerging European Polity. The Puzzle of East-Central Europe, dans: Comparative Political Studies, Vol. XX, No. X, pp. 1-21, p. 15.

4 Margarit, Diana (2015): Ideology and Sociale Movements. A Comparative Analysis of the 2013 Protests in Bulgaria, Hungary and Romania, dans: Pleyers, Geoffrey / Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Europe. Dynamics of protes 25 years after the fall of communism. Bucarest: editura universitatii din bucuresti, p. 68.

5 Agnes Gagyi [entretien].

provoqué « beaucoup de mobilisations », leur importance et leur degré de conflictualité a varié en fonction notamment des structures d'opportunités politiques de chaque pays.[6] Pour notre part, nous considérons également que la crise financière a constitué le contexte dans lequel s'inscrivent les cadres englobants que nous avons identifiés en Roumanie et en Hongrie: les mobilisations de masse ont surtout eu pour but ultime de défier classe politique institutionnelle. Si en Europe de l'Ouest l'indignation des citoyens s'est focalisée contre « le capitalisme sauvage » et les protestations ont été portées par des « citoyens en colère » ('Wutbürger') ou par des activistes de gauche habitués à critiquer les travers de la société actuelle, la crise financière en Europe de l'Est a eu pour effet de démystifier le système capitaliste et démocratique aux yeux de larges segments de la population. Le décalage entre les attentes que la chute du communisme a suscité et les résultats perçus par la majorité des citoyens a été en quelque sorte brutalement mis en exergue par la crise financière, qui a en quelque sorte et a mis en évidence les frustrations et les déceptions du postcommunisme. L'indignation en Europe de l'Est, suite à la crise financière, s'est dirigée, par conséquent, surtout contre la classe politique postcommuniste – perçue comme notoirement corrompue dans tous les pays de cette région – qui est vue comme responsable des échecs de la transition.

IV. Les cultures de protestations en formation.

La détérioration des conditions démocratiques dans nombre de pays d'Europe de l'Est s'accompagne de nouvelles cultures de protestation. Nous avons montré, pour le cas de la Roumanie et de la Hongrie, comment des initiatives à problème unique se transformaient souvent en véritables mouvements sociaux ou, au moins, en vagues de protestations assez durables. Nous avons attribué un effet de catalyseur à ces initiatives, même si elles sont très peu nombreuses et avons particulièrement insisté sur les effets des protestations sur les protestations. Dans un contexte de transition démocratique, l'accumulation d'expériences de mobilisation nourrit les mouvements suivants, qui sont ainsi devenus de plus en plus nombreux et visibles au cours de la période analysée. « L'expérience vécue et

6 Tarrow, Sidney (2011): Global, conventional and warring movements and the suppression of contention. Themes in contentious politics research, dans: Politica & Sociedade, Vol. 10, No. 18, pp. 25-49.

l'expérimentation […] occupent une place centrale » dans les mouvements de 2010 en Europe de l'Ouest, selon Pleyers[7] ; elles sont encore plus importantes dans des sociétés où les réseaux militants sont à peine émergeants. Nous avons en ce sens attribué une haute importance à l'accumulation de capital social relationnel et cognitif. Le fait d'être engagé dans une mobilisation facilite la mise en réseau, l'accumulation des liens interpersonnels et donc l'élargissement de la population mobilisable.

La scène activiste de Budapest et les réseaux protestataires en Roumanie sont les lieux privilégiés de cette accumulation. Ils facilitent la production d'expériences individuelles et collectives qui sont au fondement de la production d'un savoir-faire militant spécifique. L'un des objectifs de notre recherche est de comprendre ces « cultures de protestations en formation », telles qu'elles se développent au moment de l'analyse. La mobilisation sociale dans les sociétés d'Europe de l'Ouest est elle aussi le résultat d'un processus constant de réinvention[8] Dans le cas de la Roumanie, cependant, nous avons montré qu'il ne s'agissait pas d'une réinvention de la mobilisation sociale ou d'une renaissance de l'esprit civique, comme nous l'avons décrit pour la Hongrie, mais d'une première expérience inédite et authentique de participation et d'engagement, sur un mode protestataire, pour une cause politique.

En Europe de l'Est, les fortes tendances à la concentration de médias contrôlés par quelques acteurs politiques ou économiques et les avantages que procurent les réseaux sociaux en ligne pour sensibiliser la population, comptent encore plus qu'à l'Ouest. En revanche, la distance que les activistes manifestent envers les institutions de façon générale, dans un contexte où le primat du politique, imposé par l'Etat communiste, était inévitable dans un passé encore récent, n'est ni étonnante ni spécifique[9]. Une certaine similitude avec les caractéristiques dominantes des mouvements sociaux contemporains peut être notée, en particulier à propos de la défiance à l'égard des élites politiques, économiques, médiatiques, ou même de la société civile. Mais ce qui nous semble plus remarquable et pour le coup inédit réside dans le fait que les mobilisations que nous avons analysées ont vu émerger un style de vie activiste qui n'existait pas auparavant, hormis dans quelques cercles dissidents extrêmement restreints de Budapest. Si la mobilisation sociale en Europe de l'Ouest et aux

7 Pleyers, Geoffrey (2015): Les mouvements des années 2010: au delà de la nouveauté et des spécificités nationales, dans: Lojkine, Jean (ed.): dir. "Nouveaux mouvements sociaux, partis politiques et syndicats: une nouvelle donne", Paris: Gabriel Peri, p. 124.

8 Ibid.

9 Nous nous référons, ici, à la négation de la concurrence dans la formation de la volonté politique, qu'on retrouve dans tous les systèmes totalitaires (voir les analyses de Friedrich Przezinsky, Martin Drath ou Hannah Arendt).

Etats-Unis s'est basée sur des sous-cultures fortement développées - le punk rock par exemple - souvent ancrées dans des « ilôts de résistance », notamment des squats ou des centres autonomes, ce style de vie se réinvente en Hongrie et voit le jour en Roumanie.

V. La mobilisation en ligne.

Dans ce que nous avons appelé l'accumulation de capital social relationnel et cognitif, la communication entre les réseaux militants et les participants à la mobilisation sociale joue un rôle primordial. Les mouvements sociaux modernes, qu'en suivant Neidhart nous avons définis dès le début de ce travail comme des « réseaux des réseaux », dépendent étroitement des flux de communication.[10] L'attractivité des mobilisations à problème unique vient surtout de l'enchâssement social, souvent médié par les réseaux sociaux en ligne, sur lequel elles reposent. Il s'agit d'un phénomène que Pleyers a observé de façon générale: les participants « se mobilisent autour de projets précis et reliés entre eux par des réseaux informels et des affinités personnelles ».[11] Les réseaux sociaux en ligne facilitent, ensuite, la dynamique et l'élargissement du mouvement: ils fournissent un espace politique dans lequel une identité collective peut être construite par le simple partage des idées et des opinions[12] et où le besoin de valorisation sociale de l'activisme civique peut être satisfait par un environnement gratifiant les actions militantes[13]. Les réseaux en ligne donnent donc aux activistes la possibilité d'accéder à une population plus large, initialement moins active et moins mobilisée. Cette sensibilisation et cette intégration dans l'action de protestation est le résultat de la fonction que Bennet attribue aux médias en ligne, c'est-à-dire la possibilité de « communiquer avec des 'publics de style de vie' plus larges [broader « lifestyle publics »] » à partir d'une « simplification du discours idéologique »[14]. En Roumanie, les « nouveaux

10 Castells, Manuel (2012): Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age. Cambridge: Polity Press, p. 229.
11 Pleyers, Geoffrey (2016): Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes, dans: AGORA DÉBATS / JEUNESSES, No. 72, p. 111.
12 Bakarjieva, Maria (2012): Reconfiguring the Mediapolis: New Media and Civic Agency, dans: New Media & Society, Vol. 14, No. 1, pp. 63-79.
13 Park, Namsu / Kee, Kerk F. / Valenzuela, Sebastián (2009): Being Immersed in Social Networking Environment: Facebook Groups, Uses and Gratifications, and Social Outcomes, dans: Cyber Psychology & Behavior, Vol. 12, No. 6, pp. 729-733.
14 Bennett, Lance W. (2003): New Media Power, dans: Couldry, Nick / Curran, James (eds.): Contesting Media

arrivants », qui ne s'étaient souvent jamais mobilisés ni même simplement impliqués politiquement, ont pu s'intégrer à un cadre cognitif et identitaire qui ne soit pas surchargé d'argumentations idéologiques ou philosophies, raison pour laquelle nous avons qualifié ce type d'engagement civique de « militantisme récréationnel ». L'appartenance au groupe est alors souvent essentiellement basée sur des affinités individuelles, culturelles ou sociales, plutôt que sur des considérations profondément politiques. La dimension festive de l'action et une idéologisation très modérée des protestations a permis l'apparition de ce style de vie, commun à une jeune génération civiquement engagée, mais qui n'a pas forcement une vision du monde très cohérente. Dans un pays comme la Roumanie, où la culture de protestation est à peine émergeante, mais aussi en Hongrie où certains milieux activistes ne sont pas tombés sous l'influence de la sphère politique institutionnalisée, Facebook et plus largement Internet constituent le support indispensable à ce type d'engagement civique. Ici, « les plateformes technologiques et les applications prennent le pas sur le rôle des organisations politiques »[15] et permettent le partage d'expériences ou d'émotions vécues sur un mode personnel. Ce que nous avons décrit, dans les deux pays, comme une forme fluide de mise en forme des mobilisations est alors le résultat d'un processus dans lequel les médias digitaux deviennent les principaux agents d'organisation.[16]

VI. L'accumulation du capital social.

Tout au long de ce travail nous avons souligné l'importance des phénomènes d'enchâssement social et de l'effet des protestations sur les protestations.[17] La mise en réseau des réseaux et des activistes – souvent à partir de chevauchements de mouvements ou d'organisations - ainsi que l'élargissement de la population mobilisable sont les principales raisons de la dynamique des protestations dans les deux pays, et en constituent également une conséquence. Ces observations ne sont pas surprenantes si on se rappelle que nombre d'analyse du capital social

Power. Alternative Media in a Networked World. London: Rowman & Littlefield, p. 31.

15 Bennet, Lance W. / Segerber, Alexandra (2012): The Logic of Connective Action. Digital Media and the Personalization of Contentious Politics, dans: Information, Communication & Society. Vol. 15, No. 5, p. 742.

16 Ibid., p. 752.

17 Rojas, Fabio / Heaney, Michael T. (2008): Social Movement Mobilization in a Multi-Movement Environment: Spillover, Interorganizational Networks, and Hybrid Identities, p. 7 (http: / /www.hks.harvard.edu /netgov /files /NIPS /Paper_M_Heaney.pdf).

sont construites d'une façon circulaire, c'est-à-dire que les facteurs explicatifs interagissent entre eux et se renforcent mutuellement. C'est en tout cas l'approche de Putnam. Malgré les critiques dont il a fait l'objet et que nous avons présentées dans la partie théorique de cette recherche[18], ses travaux restent théoriquement extrêmement stimulants pour l'analyse des mouvements sociaux, notamment les éléments relatifs à la « confiance généralisée » et aux « réseaux associatifs ». En revanche, une fertilisation avec d'autres disciplines des sciences sociales s'avère plus problématique, comme Norris l'avait déjà remarqué en 2002, compte tenu des « difficultés à passer de la théorie normative du capital social à une évaluation systématique des preuves empiriques »[19]. C'est aussi le problème que nous avons rencontré. Dans le sillage de Badescu, nous avons voulu intégrer dans notre réflexion la question de la distribution régionale du capital social structurel et nous avons à cet égard pu rendre visibles des différences importantes de mobilisation sociale. En travaillant uniquement à partir des données du WVS, ces contrastes auraient difficilement pu être mis en évidence.

En Roumanie comme en Hongrie, deux pays qui se trouvent encore dans une phase de transition (ou de déconsolidation) démocratique, les effets des protestations sur les protestations ne peuvent être sous-estimés. Dans le premier cas notamment, auquel nous avons attribué l'apparition d'un nouveau style de vie embrassé par les « nouveaux arrivants », l'expérience de l'action collective est décisive. C'est par elle que la sensibilisation au militantisme s'effectue, dans les rues, sur Internet, pour que le savoir-face nécessaire soit diffusé, approprié et partagé. L'accumulation de contacts, l'ouverture croissante des réseaux militants et la mobilisation de plus en plus large d'individus va de pair avec l'accumulation de capital social relationnel et cognitif. Pour ce qui concerne la Hongrie, nous avons souligné l'importance du mouvement écologiste-altermondialiste dans les développements récents. Plus concrètement, l'enchâssement social des activistes de ce mouvement a contribué à établir de nouveaux réseaux militants. L'accumulation de capital social relationnel au sein de ce mouvement a fourni un stock de liens personnels entre participants, qui a par la suite grandement facilité la coopération entre de nouveaux activistes et de nouveaux réseaux, participant alors à la production et à l'accumulation d'un capital social cognitif à partir duquel une identité collective et une vision commune du monde ont pu voir le jour. Presque tous les

18 Voir le sous-chapitre « c) Les critiques envers la conception du capital social de Putnam » du chapitre 2.1. « Le capital social structurel ».

19 Norris, Pippa (2002): Democratic Phoenix. Reinventing Political Activism. Cambridge: Cambridge University Press, p. 166.

activistes interviewés ont eu, d'une façon ou d'une autre, un lien avec ce mouvement, qui englobait des réseaux militants, comme le « cercle du Danube » ou le « mouvement Zengö », mais aussi des ONG, comme « Védegylet ». Le « cercle du Danube » nous est apparu être le « berceau de l'activisme hongrois», affirmation proche des conclusions de Piotrowski., pour qui « après le changement de régime, le capital social des groupes écologistes en Hongrie en aurait fait des acteurs dominants sur la scène de l'activisme social »[20]. Une différence importante avec la Roumanie doit ici être soulignée: l'existence de réseaux, d'une culture civique et d'un enchâssement social préalable à la période d'analyse. Contrairement à la deuxième génération de protestataires post-communistes en Hongrie, qui a pu bénéficier du capital social généré auparavant par des activistes, la première génération roumaine a su accumuler du capital social au fur et à mesure des protestations qu'elle a portées et impulser elle-même une dynamique de mobilisation. Dans les deux cas, les effets des protestations sur les protestations dans la création de réseau de réseaux, dans l'émergence d'un style de vie militant en Roumanie et dans la renaissance de l'esprit civique en Hongrie, ne peuvent être sous-estimés.

20 Piotrowski, Grzegorz (2009): Civil society, un-civil society and the social movements, dans: Interface: a journal for and about social movements. Vol. 1, No. 2, p. 173.

Bibliographie

Bibliographie scientifique

Alexandresu, Filip M. (2012): Human Agency in the Interstices of Structure: Choice and Contigency in the Conflict over Rosia Montana, Romania, thèse de doctorat.

Alexanandrescu, Filip M. (2011): Gold and Displacement in Eastern Europe: Risks and Uncertainty at Rosia Montana, dans: Revista Romana de Sociologie, Vol. 22, No. 1-2, pp. 78-101.

Amenta, Edwin/ Young, Michael P. (1999): Making an Impact: Conceptual and Methodological Implications of the Collective Goods Criterion, dans: Giugni, Marco/ McAdam, Doug/ Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter, Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. 22-41.

Badescu, Gabriel (2006): Historical and cultural borderlines in Eastern Europe, dans: Klingemann, Hans-Dieter/ Fuchs, Dieter/ Zielonka, Jan (eds.): Democarcy and Political Culture in Eastern Europe. New York: Routledge, pp. 85−98.

Badescu, Gabriel (2005): Historical legacies, social capital and civil society: comparing Romania on a regional level, dans: Europe-Asia Studies, Vol. 57, No. 1, pp. 117−133.

Badescu, Gabriel/ Sum, Paul E. / Uslaner, Erik M. (2004): Civil Society Development and Democratic Values in Romania and Moldova, dans: East European Politics & Societies, Vol. 18, No. 2, pp. 316-341.

Badescu, Gabriel/ Sum, Paul E. (2003): Historical legacies and social capital: comparing Romania and Germany on a regional level. Conference paper for the annual meeting of the American Political Science Association, August 28- August 31, 2003.

Bakarjieva, Maria (2012): Reconfiguring the Mediapolis: New Media and Civic Agency, dans: New Media & Society, Vol. 14, No. 1, pp. 63-79.

Bakardjieva, Maria/ Svensson, Jakob/ Skoric, Marko (2012): Digital citizenship and activism: Questions of Power and Participation Online.Special Issue of eJournal of eDemocracy & Open Government, Vol. 4, No. 1.

Balme, Richard / Chabanet, Didier (2008): European Governance and Democracy. Power and Protest in the EU. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

Becker, Howard S. (1986): Writing for Social Scientists: How to Start and Finish Your Thesis, Book, or Article. Chicago: University of Chicago Press.

Bennett, Lance W. (2003): New Media Power, dans: Couldry, Nick/ Curran, James (eds.): Contesting Media Power. Alternative Media in a Networked World. London: Rowman & Littlefield, pp. 17-38.

Bennett, Lance W. / Segerberg, Alexandra (2012): The Logic of Connective Action, dans: Information, Communication & Society, Vol. 15, No. 5, pp. 739-768.

Benson, Michelle/ Rochon, Thomas R, (2004): Interpersonal trust and the magnitude of protest, dans: Comparative Political Studies, Vol. 37, No. 4, pp. 435-457.

Bertelsmann Stiftung (2014): BTI 2014 — Romania Country Report. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.

Bertelsmann Stiftung (2012a): BTI 2012 - Hungary Country Report. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.

Bertelsmann Stiftung (2012b): BTI 2012 — Romania Country Report. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.

Beutelmeyer, Werner/ Kaplitze, Gabriele: Sekundäranalyse, dans: Roth, Erwin (Ed.): Sozialwissenschaftliche Methoden. Lehr- und Handbuch für Forschung und Praxis. München/ Wien: R. Oldenbourg Verlag.

Blee, Kathleen M. / Taylor, Verta (2002): Semi-Structured Interviewing in Social Movement Research., dans: Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 92-117.

Borgatti, Stephen P. / Foster, Pacey C. (2003): The Network Paradigm in Organizational Research: A Review and Typology, dans: Journal of Management, Vol. 29, No. 6, pp. 991-1013.

Botcheva, Liliana (1996): Focus and Effectiveness of Environmental Activism in Eastern Europe: A Comparative Study of Social Movements in Bulgaria, Hungary, Slovakia and Romania, dans: The Journal of Environment Development, Vol. 5, No. 3, pp- 292-308.

Brady, Henry E. / Collier, David (2004): Rethinking Social Inquiry: Diverse Tools, Shared Standards. Plymouth: Rowman & Littlefield Publishers.

Brandl-Gherga, Mariana (2013): Mişcările de protest din ianuarie-februarie 2012, un ritual

urban de exorcizare politică, dans: Cultură şi Comunicare.com, Publicaţie a Comisiei de Comunicare şi Jurnalism, Academia Română, Filiala Timişoara Anul VII.

Branea, Cristian (2013a): Models of Contention and Participation of Civil Society in Rosia Montana Environmental Conflict, dans: The Romanian Journal of Society and Politics, Vol. 8, No. 2, pp. 87-113.

Branea, Cristian (2013b): Politics of Green/ Gold. Environmental Justice and Social Movements in Romania. These de Doctorat, SNSPA Bucharest, RezumatEng.

Breuer, Anita/ Groshek, Jacob (2014): Slacktivism or efficiency-increased activism? Online political participation and the Brazilian Ficha Limpa anti-corruption campaign, dans: Breuer, Anita/ Welps, Yanina (eds.): Digital technologies for democratic governance in Latin America: opportunities and risks. Abingdon: Routledge, pp. 165-182.

Brunsting, Suzanne/ Postmes, Tom (2002): Social Movement Participation in the Digital Age: Predicting Offline and Online Collective Action, dans: Small Group Research, Vol. 33, No. 5, pp. 525-554.

Brusis, Martin (2014): BTI 2014 - Regionalbericht Ostmittel- und Südeuropa. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.

Bunce, Valerie (2002): The Return of the Left and Democratic Consolidation in Poland and Hungary, dans: Bozoki, Andras/ Ishiyama, John T. (eds.): The Communist Successor Parties of Central and Eastern Europe. New York: M. E. Sharp Inc., pp. 303-322.

Burean, Toma/ Badescu, Gabriel (2013): Online Activism and Protest in Romania. ECPR Conference paper (http://ecpr.eu/filestore/paperproposal/68bdb17a-2367-4fea-8616-5fa1e6b681ce.pdf),

Carothers, Thomas (2002): The end of the transition paradigm, dans: Journal of Democracy Vol. 13 No. 1, pp. 5-21.

Castells, Manuel (2012): Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age. Cambridge: Polity Press.

Cavaye, Jim (2004): Social Capital: a Commentary on Issues, Understanding and Measurement. Observatory PASCAL, Hot Topics Paper May 2004, pp. 1-27.

Cefai, Daniel (2007): Pourqui se mobilise-t-on? Les theories de l'action collective. Paris: La Decouverte, MAUSS.

Chazel, Francois (2003): Du pouvoir à la contestation. Paris: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

Chiper, Sorina (2012): Rosia Montana and Its Publics: Governance and Participatory Democracy at Community and Corporate Level, dans: Argumentum, Vol. 1, pp. 82-105.

Cohen, Jean (1999): Trust, voluntary association and workable democracy: the contemporary American discourse of civil society, dans: Warren, Mark E. (1999) Democracy and Trust. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 208-249.

Collier, David (1999): Data, Field Work and Extracting New Ideas at Close Range, dans: Newsletter of the Organized Section in Comparative Politics of the American Political Science Association, Vol. 10, No. 1, pp. 1-6.

Collier, David (1979): Overview of the Bureaucratic-Authoritarian Model, dans: Collier, David (ed.): The new Authoritarianism in Latin America. New Jersey: Princeton University Press, pp. 19-32.

Croissant, Aurel/ Lauth, Hans-Joachim/ Merkel, Wolfgang (2000): Zivilgesellschaft und Transformation: ein internationaler Vergleich, dans: Merkel, Wolfgang (2000): Zivilgesellschaft und Transformation., Opladen: Leske + Budrich, pp. 9-50.

Crossley, Nick (2003): From Reproduction to Transformation: Social Movement Fields and the Radical Habitus, dans: Theory Culture Society Vol. 20, No. 6, pp. 43–68.

Crowther, William (2004): Romania, dans: Berglund, Sten/ Ekman, Joakim/ Aarebrot, Frank H. (eds.): The Handbook of Political Change in Eastern Europe. Northhampton: Edward Elgar Publishing Inc., pp. 363-415.

Cugleşan, Natalia/ Nicula, Alin/ Herbel, Mihaela (2011): The politics of deliberative space in Romania. Social movements in the context of governance changes. Paper presented at Central European Political Science Association (CEPSA) Annual Conference 2011, Vienna Multilevel Politics: Intra- and Inter-level Comparative Perspectives 27-29 October 2011, Vienna.

della Porta, Donatella (2008): Eventful Protests, Global Conflicts, dans: Distinktion, No. 17, pp. 27-56.

della Porta, Donatella/ Fillieule, Olivier (2004): Policing Social Protest, dans: Snow, David A/ Soule, Sarah A. / Kriesi, Hanspeter (eds.): The Blackwell Compendium to Social

Movements. Malden: Blackwell Publishing, pp. 221-241.

della Porta, Donatella (2002): Comparative Politics and Social Movements, dans: Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 286-313.

della Porta, Donatella (1999): Protest, Protesters, and Protest Policing: Public Discourses in Italy and Germany from the 1960s to the 1980, dans: Giugni, Marco/ McAdam, Doug/ Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. 66-96.

della Porta, Donatella/ Diani, Mario (1999): Social Movements: An Introduction. Oxford: Blackwell.

Denzin, Norman K. / Lincoln, Yvonna S. (2011): Introduction. The Discipline and Practice of Qualitative Research., dans: Norman K. Denzin/ Lincoln, Yvonna S. (eds.): The SAGE Handbook of Qualitative Research, Thousand Oaks: SAGE Publications, Inc., pp. 1-32.

Diamond, Larry (2003): Can the whole world become democratic? Democracy, Development and international Policies. Paper 03-05, Center for the study of Democracy - University of California, Irvine (http://repositories.cdlib.org/csd/03-05/).

Diamond, Larry (1999): Developing Democracy. Toward Consolidation.Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

Diamond, Larry (1994): Causes and Effects, dans: Diamond, Larry et. al. (eds.): Political Culture and Democracy in developing countries. Boulder Col. / London: Lynne Rienner Publishers, pp. 229-249.

Diamond, Larry (1992): The democratic Revolution. Struggles for freedom and pluralism in the developing world, New York: Freedom House.

Diamond, Larry / Linz, Juan / Lipset, Seymour Martin (1988/89): Introduction, dans: Diamond, Larry/ Linz, Juan/ Lipset, Seymor Martin (eds.): Politics in developing Countries. Comparing Experiences with Democracy, Boulder Col. / London: Lynne Rienner Publishers, pp.1-24, p. 16.

Diani, Mario (2003): Introduction: Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks: 'From Metaphor to Substance'?, dans: Diani, Mario/ McAdam, Doug (eds.): Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action. Oxford:

Oxford University Press, pp. 1-20.

Diani, Mario/ Cisař, Ondřej (2014): The Emergence of a European Social Movement Research Field, dans: Koniordos, Sokratis/ Kyrtsis, Alexandros-Andreas (eds.): Routledge Handbook of European Sociology. New York: Routledge, pp. 172-195.

Dillman, Don, 2007: Mail and Interview Surveys. The tailored design method 2007 update with new internet, visual, and mixed-mode guide. Hoboken, New Jersey: John Wiley & Sons, Inc.

Dimulescu, Valentina/ Iordache, Adriana/ Lupea, Ioana (2014): Nations in Transit 2014. Country profile Romania. Freedom House: Nations in Transit.

Di Palma, Giuseppe (1991): Legitimation from the Top to Civil Society: Politico-Cultural Change in Eastern Europe, dans: World Politics Vol. 44, No. 1, pp. 9-80.

Dohotaru, Adi (2012): Protestatarul. O istorie participativa. Bucharest: Tracus Arte.

Doyle, Timothy/ McEachern, Doug (2008): Environment and Politics, 3rd edition. New York: Routledge.

Draghicescu, Dumitru (1907): Din Psicologia Poporului Roman. Bucuresti: Libraria Leon Alcalay.

Dubois, Anna/ Gadde, Lars-Erik (2002): Systematic Combining: an abductive approach to case research, dans: Journal of Business Research, Vol. 55, pp. 553-560.

Due Lake, Ronald/ Huckfeldt, Robert (1998): Social Capital, Social Networks, and Political Participation., dans: Political Psychology, Vol. 18, No. 3, pp. 567- 584.

Durlauf, Stephen N. (2002): On the Empirics of Social Capital., dans: The Economic Journal, Vol. 112, pp. F459-F479.

Edwards, Bob (2013): Social Capital and Social Movements, dans: Snow, David/ della Porta, Donatella/ Klandermans, Bert/ McAdam, Doug (eds.): The Blackwell Encyclopeda of Social & Political Movements. Oxford, UK: Blackwell Publishing, pp. 1173-1176.

Epstein, David/ Bates, Robert / Goldstone , Jack/ Kristensen, Ida/ O'Halloran, Sharyn (2006): Democratic Transitions, dans: American Journal of Political Science, Vol. 50, No. 3, pp. 551-569.

Eyerman, Ron/ Jamison, Andrew (1991): Social Movements. A cognitive Approach. University

Park: Penn State University Press.

Fillieule, Olivier/ Agrikoliansky, Eric/ Sommier, Isabelle (2010): Introduction, dans: Fillieule, Olivier/ Agrikoliansky Eric/ Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, Paris: La Decouverte, pp. 7-18.

Fillieule, Olivier/ Pudal, Bernard (2010): Sociologie du militantisme. Problématisation et déplacement des méthodes d'enquête, dans: Fillieule, Olivier/ Agrikoliansky, Eric/ Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétes contemporaines, Paris: La Decouverte, pp. 163-184.

Fine, Ben/ Green, Francis (2000): Economics, Social Capital, and the Colonization of the Social Sciences, dans: Baron, Stephen/ Field, John/ Schuller, Tom (2000): Social Capital. Critical Perspectives. Oxford: Oxford University Press, pp. 78-93.

Flap, Henk (2002): No man is an island: The research programme of a social capital theory, dans: Favereau, Olivier/ Lazega, Emmanual (eds.): Conventions and Structures in Economic Organization. Markets, Networks and Hierarchies. Northampton: Edgar Elgar Publishing, pp. 29-59.

Flick, Uwe (2002): An Introduction to Qualitative Research, London: Sage Publishing.

Flyvberg, Bent (2006): Five Misunderstandings About Case-Study Research., dans: Qualitative Inquiry, Vol. 12, No. 2, pp. 219-245.

Foley, Michael W. / Edwards, Bob (1996): The Paradox of Civil Society, dans: Journal of Democracy, Vol. 7, No. 3, pp. 38-52.

Folkestad, Bjarte (2008): Analysing interview data: Possibilities and challenges, dans: EUROSPHERE ONLINE WORKING PAPER SERIES, Working Paper No.13.

Gabanyi, Anneli Ute (1990): Die unvollendete Revolution. Rumänien zwischen Diktatur und Demokratie. München: Piper.

Gabriel, Marian C. (2004): Participare politica si abilitati civice: o scurta istorie, dans: Studia Universitatis Babes-Bolyai, Vol. 49, No. 1, pp. 72−87.

Gagyi, Agnes (2015a): East European movements for democracy: a story of expansion? Three Hungarian case studies, dans: Pleyers, Geoffrey/ Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Europe. A renewal of protests and democracy.

Bucharest: editura universitatii din Bucurest, pp. 87-106.

Gallagher, Tom (2001): Building Democracy in Romania. Internal Shortcomings and External Neglect, dans: Zielonka, Jan/ Pravda, Alex (eds.): Democratic Consolidation in Eastern Europe. Volume 2. International and Transnational Factors. Oxford: Oxford University Press. pp. 383-412.

Gamson, William (1992): Talking Politics. Cambridge: Cambridge University Press.

Gamson, William A. / Meyer, David S. (1996): Framing political opportunity, dans: McAdam, Doug/ McCarthy, John D. / Zald, Mayer N. (eds.), 1996: Comparative Perspectives on Social Movements: Political Op-portunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 275-290.

Gamson, William/ Fireman, Bruce/ Rytina, Steven (1982): Encounters with Unjust Authority. Homewood: Dorsey Press.

Ganev, Evelin I. (2013) Post-Accession Hooliganism: Democratic Governance in Bulgaria and Romania after 2007, dans: East European Politics and Societies, Vol. 27, No. 3. pp. 26-44.

George, Alexander L. / Bennett, Andrew (1979): Case Study and Theory Development in the Social Sciences., Cambridge: MIT Press.

Giugni, Marco G. (2002): Explaining Cross-National Similarities among Social Movements, dans: Smith, Jackie/ Johnston, Hank (eds.): Globalization & Resistance: Transnational Dimensions of Social Movements. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, Inc., pp. 13-30.

Giugni, Marco G. (1999): Introduction. How Social Movements Matter: Past Research, Present Problems, Future Developments, dans: Giugni, Marco/ McAdam, Doug/ Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. Xiii-xxxiii.

Giugni, Marco G. / McAdam, Doug/ Tilly, Charles (1999): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Glaser, Barney G. / Strauss, Anselm L. (1967): The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research. New York: Aldine.

Goffman, Erving (1980): Rahmen-Analyse. Ein Versuch über die Organisation von

Alltagserfahrungen. Frankfurt/ Main: Suhrkamp.

Granovetter, Mark (1983): The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited, dans: Sociological Theory Vol. 1, pp. 201–233.

Grzegorz, Ekiert/ Kubik, Jan (1998): Contentious Politics in New Democracies: East Germany, Hungary, Poland, and Slovakia, 1989-93, dans: World Politics, Vol. 50, No. 4, pp. 547-581.

Habdank-Kolaczkowska, Sylvana (2014): Nations in Transit 2014: Eurasia's Rupture with Democracy. Freedom House: Nations in Transit.

Habdank-Kolaczkowska, Sylvana (2013): Nations in Transit 2013: Authoritarian Agression and the Pressures of Austerity. Freedom House: Nations in Transit.

Häder, Michael (2006): Empirische Sozialforschung. Eine Einführung. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Haerpfer, Christian W. (2006): Hungary. Structure and Dynamics of Democratic Consolidation, dans: Klingemann, Hans-Dieter/ Fuchs, Dieter/ Zielonka, Jan (eds.): Democarcy and Political Culture in Eastern Europe. New York: Routledge, pp. 148-171.

Hampton, Keith N. (2011): Comparing Bonding and Bridging Ties For Democratic Engagement. Everyday use of communication technologies within social networks for civic and civil behaviors, dans: Information, Communication & Society, Vol. 14, No. 4, pp. 510-528.

Harper, Krista (2006): Editorial: Two Hungarian Uprisings: 1956 and 2006, dans: Anthropology of East Europe Review, Vol. 24, No. 2, pp. 4-5.

Harper, Krista (1999): Citizens or Consumers? Environmentalism and the Public Sphere in Postsocialist Hungary, dans: RADICAL HISTORY REVIEW No. 74, pp. 96-111.

Hipsher, Patricia L. (1998): Democratic Transitions as Protest Cycles: Social Movement Dynamics in Democratizing Latin America, dans: Meyer, David S. / Tarrow, Sydney G. (eds.): The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century. Oxford: Rowman & Littlefield Publisher Inc., pp. 153-172.

Howard, Marc Morje (2003): The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe, Cambridge: Cambridge University Press.

Huntington, Samuel P. (1992): The Third Wave. Democratization in the late twentieth Century,

Oklahoma: University of Oklamoma Press.

Jakubowicz, Karol (2008): Finding the right Place on the Map: Prospects for Public Service Broadcasting in Post-communist Countries, dans: Jakubowicz, Karol/ Sükösd, Miklós (eds.): Finding the right Place on the Map. Central and Eastern European Media Change in a Global Perspective. Chicago: Intellect Books.

Jarosz, Katarzyna (2015): Rosia Montana in Romania: Roman Gold Mines and the Power of Protests, dans: Journal of Community Archaeology & Heritage, Vol. 2, No. 1, pp. 57-71.

Johansson, Rolf (2003): Case Study Methodology, key note speech, Royal Institute of Technology, Stockholm.

Johnston, Hank (2002): Verification and Proof in Frame and Discourse Analysis, dans: Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 62-91.

Kerény, Szabina/ Szabó, Máté (2006): Transnational influences on patterns of mobilization within environmental movements in Hungary: dans: Environmental Politics, Vol. 15, No. 5, pp. 803-820.

Keyes, Langley C. (2005): Housing, Social Capital, and Poor Communities, dans: Saegert, Susan/ Thompson, J. Phillip/ Warren, Mark (2005): Social Capital and Poor Communities, New York: Russel Sage Foundation, pp. 136-164.

Kamarás, István (2001): Civil Society and Religion in Post-Communist Hungary, dans: Journal of Interdisciplinary Studies. 2001. Vo. 13. No. 1/2. pp. 117-134.

Karácsony, Gergely/ Róna, Dániel (2011): The Secret of Jobbik. Reasons behind the rise of the Hungarian radical right, dans: Journal of East European and Asian Studies, Vol. 2, No. 1, pp. 61-93.

Klandermans, Bert (1997): The social Psychology of Protest. Oxford: Blackwell.

Klandermans, Bert/ Oegema, Dirk (1987): Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps Towards Participation in Social Movements, dans: American Sociological Review, Vol. 52, No. 4, pp. 519-531.

Klandermans, Bert/ Smith, Jackie (2002): Survey Research: A Case for Comparative Designs, dans: Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 3-32.

Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (2002): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press

Klandermanns, Bert/ Staggenborg, Suzanne/ Tarrow, Sidney (2002): Conclusion: Blending Methods and Building Theories in Social Movement Research, dans: Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 314-350

Klandermans, Bert/ van Stekelenburg, Jaquelien/ van der Toorn, Jonanneke (2008): Embeddedness and Identity: How Immigrants Turn Grievances into Action, dans: American Sociological Review, Vol. 73, No. 6, pp. 992-1012.

Kopstein, Jeffrey S. / Reilly, David A. (2000): Geographic Diffusion and the Transformation of the Post-Communist World, dans: World Politics, Vol. 53, No. 1, pp. 1-37.

Korkut, Umut (2010): More Reform, Less Action. Dilemmas of Economic Europeanization in Hungary, dans: Problems of Post-Communism, Vol. 57, No. 1, pp. 17-27.

Kovávcs, András (2013): The Post-Communist Extreme Right: The Jobbik Party in Hungary, dans: Wodak, Ruth/ KhosraviNik, Majid/ Mral, Brigitte (eds.): Right-Wing Populism in Europe. Politics and Discourse. London: Bloomsbury, pp. 223-234.

Kovacz, Balasz Aron (2014): Nations in Transit 2014. Country profile Hungary, Freedom House: Nations in Transit.

Kovacs, Balazs Aron (2013): Nations in Transit 2013. Country profile Hungary. Freedom House: Nations in Transit.

Kriesi, Hanspeter/ Koopmans, Ruud/ Duyvendak, Jan W. / Giugni, Marco G. (1997): New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe, dans: McAdam, Doug / Snow, David A. (eds.): Social Movements: Readings on their Emergence, Mobilization and Dynamics. Los Angeles: Roxbury, pp. 52-65.

Koopmans, Ruud and Rucht, Dieter (2002): Protest Event Analysis, dans: Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 231-259.

Kopecky, Petr/ Mudde, Cas (2003): Rethinking Civil Society, dans: Democratization, Vol. 10, No. 3, pp. 1-14.

Kubik, Jan (1998): Institutionalization of Protest during Democratic Consolidation in Central

Europe, dans: Meyer, David S. / Tarrow, Sidney (1998): The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century. London: Rowman & Littlefield, pp. 131-152.

Kunz, Volker (2002): Vergleichende Sozialkapitalforschung. In: Lauth, Hans-Joachim (2006): Vergleichende Regierungslehre. Eine Einführung., Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, pp. 332-352.

Lauth, Hans-Joachim/ Merkel, Wolfgang: Zivilgesellschaft und Transformation. Ein Diskussionsbeitrag in revisionisticher Absicht dans: Forschungsjournal Neue Soziale Bewegungen, Jg. 10, Heft 1, pp. 15-49.

Lave, Jean/ Wenger, Etienne (1991): Situated Learning: Legitimate Peripheral Participation. Cambridge: Cambridge University Press.

Letki, Natalia (2003): Explaining political participation in East-Central Europe: social capital, democracy and the communist past. In: Nuffield College Politics Working Paper, 2003-W2.

Levy, Jack S. (2007): Qualitative Methods and Cross-Method Dialogue in Political Science, dans: Comparative Political Studies, Vol. 40, No. 2, pp. 196-214.

Lijphart, Arend (1971): Comparative Politics and the Comparative Method., dans: American Political Sciences Review, Vol. 65, No. 3, pp. 682-693.

Lin, Nan (2008): A Network Theory of Social Capital, dans: Castiglione, Dario/ van Deth, Jan/ Wolleb, Guglielmo (eds.): Handbook on Social Capital. Oxford: Oxford University Press, pp. 50-69.

Lin, Nan (1999): Building a Network Theory of Social Capital, dans: Connections Vol. 22, No. 1, pp. 28-51.

Linz, Juan/ Stepan, Alfred (1996): Problems of Democratic Transition, Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Lipset, Seymore Martin (1994): The Social Prerequisites of Democracy Revisited., dans: ASR Vol. 59, February, pp. 1-22.

Lipset, Seymor Martin (1981): Political Man. The social Basis of Politics. Baltimore: Hohns Hopkins University Press.

Liu, Amy Q. / Besser, Terry (2003): Social Capital and Participation in Community Improvement Activites by elderly Residents in Small Towns and Rural Communities,

dans: Rural Sociology, Vol. 68, No. 3, pp. 343-365.

Machado, Fabiana/ Scartascini, Carlos/ Tommasi, Mariano (2011): Political Institutions and Street Protests in Latin America, dans: Journal of Conflict Resolution, Vol. 55, No. 3, pp. 340-365.

Maftei, Stefan-Sebastian (2014): The Paradigm Shift? Rosia Montana between Industrialization and Post-Industrialization, dans: International Journal of Industrial Engineering and Management (IJIEM), Vol. 5, No. 1, pp. 23-28.

Mahoney, James (2007): Qualitative Methodology and Comparative Politics., dans: Comparative Political Studies, Volume 40, No. 2, pp. 122-144.

Manea, Alexandra (2014): Public Health and the Environment: The Gold War of Romania: Sustainable Development or Irreversible Damage?, dans: Sustainable Law & Policy, Vol. 14, No. 3, pp. 22-52.

Mansfeldova, Zdenka/ Szabó, Máté (2000): Zivilgesellschaft im Transformationsprozess Ost-Mitteleuropas: Ungarn, Polen und die Tschechoslowakei, dans: Ahrenhoevel, Mark/ Henkes, Christian (eds.): Zivilgesellschaft und Transformation. Opladen: Leske + Budrich, pp. 89−114.

Margarit, Diana (2015): Ideology and Social Movements. A Comparative Analysis of the 2013 Protests in Bulgaria, Hungary and Romania, dans: Pleyers, Geoffrey/ Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Europe. Dynamics of protest 25 years after the fall of communism. Bucharest: Editura Universitatii din Bucuresti, pp. 63-76.

Marino, Adrian (2005): Libertate şi cenzură în România. Iaşi: Polirom.

Marius, Julian (2004): Remarks on cultural transition and civil society after the fall of communism in Romania, dans: Studia Universitalis Babes-Bolyai Studia Europea, Vol. XLIX, pp. 17-50.

Mathieu, Lilian (2010): Context politique et opportunites, dans: Fillieule, Olivier/ Agrikoliansky, Eric/ Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, Paris: La Decouverte, pp. 39-54.

Mathieu, Lilian (2007): L'espace des mouvements sociaux, dans: Politix, No. 77, pp. 131-151.

Mayer, Nonna/ Favre, Pierre/ Fillieule, Olivier (1997): La fin d'une étrange lacune de la

sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants: fondements théoriques et solution techniques, dans: Revue française de science politique. Vol. 47, No. 1, pp. 3-28.

McAdam, Doug (1996): Conceptual origins, current problems, future directions, dans: McAdam, Doug/ McCarthy, John D. / Zald, Mayer N. (eds.), 1996: Comparative Perspectives on Social Movements: Political Op-portunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 23-40.

McAdam, Doug/ Tarrow, Sidney/ Tilly, Charles (2001): Dynamics of Contention. Cambridge: Cambridge University Press.

McAdam, Doug/ McCarty, John D. / Zald, Mayer N. (1996): Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements, dans: McAdam, Doug/ McCarthy, John D. / Zald, Mayer N. (eds.), 1996: Comparative Perspectives on Social Movements: Political Op-portunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 1 – 20.

McCarthy, John D. (1996): Constraints and opportunities in adopting, adapting and inventing, dans: McAdam, Doug/ McCarthy, John D. / Zald, Mayer N. (eds.), 1996: Comparative Perspectives on Social Movements: Political Op-portunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 141-151.

McCarthy, John/ Zald, Mayer N. (1977): Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory, dans: The American Journal of Sociology, Vol. 82, No. 6, pp. 1212-1241.

Mercea, Dan (2014) Towards a Conceptualization of Casual Protest Participation: Parsing a Case from the Save Roşia Montană Campaign, dans: East European Politics & Societies, Published online before print January 31, 2014.

Merkel, Wolfgang (1999):Systemtransformation. Opladen: Leske + Budrich.

Merkel, Wolfgang (1998): The consolidation of post-autocratic democracies: A multi-level model, dans: Democratization, Vol. 5, No. 3, pp. 33-67.

Merkel, Wofgang (1996): Institutionalisierung und Konsolidierung der Demokratie in Ostmitteleuropa, dans: Merkel, Wolfgang/ Sandschneider, Eberhard/ Segert, Dieter (1996): Systemtransformation, Opladen: Leske + Budrich, pp. 73-112.

Merkel, Wolfgang/ Croissant, Aurel (2004a): Introduction: Democratization in the early twenty-first century, dans: Democratization Vol. 11 No. 5, pp. 1-9.

Merkel, Wolfgang/ Croissant, Aurel (2004b): Conclusion: Good and Defective Democracies, dans: Democratization, Vol. 11, No. 5, pp. 199-213.

Merkel, Wolfgang/ Croissant, Aurel (2000): Formale und informale Institutionen in defekten Demokratien, dans: Politische Vierteljahresschrift, Vol. 41, No. 1, pp. 3-30.

Merkel, Wolfgang/ Puhle, Hans-Jürgen (1999): Von der Diktatur zur Demokratie: Transformationen, Erfolgsbedinungen, Entwicklungspfade. Wiesbaden: Westdeutscher Verlag.

Meuser, Michael/ Nagel, Ulrike (1991): ExpertInneninterviews - vielfach erprobt, wenig bedacht: ein Beitrag zur qualitativen Methodendiskussion, dans: Garz, Detlef/ Kraimer, Klaus (eds.): Qualitativ-empirische Sozialforschung: Konzepte, Methoden, Analysen. Opladen: Westdeutscher Verlag, pp. 441-471.

Meyer, David S. / Whittier, Nancy (1994): Social Movement Spillover, dans: Social Problems, Vol. 41, No. 2, pp. 277-298.

Mihálik, Jaroslav (2014): The Rise of Anti-Roma Positions in Slovakia and Hungary: A New Social and Political Dimension of Nationalism, dans: Baltic Journal of Law & Politics, Vol. 7, No. 2, pp. 179-208.

Mitchell O. Hopkins (2012): Romania's Civil Society and its Moral Underpinnings: The Symbolic Discourse of a Post-Socialist State, dans: Multilingual Discourses, Vol. 1.1, pp. 21-32.

Mondak, Jeffrey J. / Gearing, Aadam F. (1998): Civic Engagement in a Post-Communist State, dans: Political Psychology, Vol. 19, No. 3, pp. 615-637.

Moore, Barrington (1966): Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World, Harmondsworth.

Morris, Aldon D. / Staggenborg, Suzanne (2001): Leadership in Social Movements, dans: Snow, David A. / Soule, Sarah A. / Kriesi, Hanspeter (eds.): The Blackwell Companion to Social Movements. Malden/ Oxford: Blackwell Publishing, pp. 171-196.

Morse, Janice M. / Richards, Lyn (2002): Readme First for a User's Guide to Qualitative Methods. Thousand Oaks, London, New Delhi: Sage.

Munch, Richard (1992): Die Dialectik der Kommunication Geselschaft. 2. Auflage, Frankfurt/Main: Surkamp.

Mungiu-Pippidi, Alina (2010): Twenty Years of Postcommunism. The Other Transition, dans: Journal of Democracy, Vol. 21, No. 1, pp. 120-127.

Mungiu-Pippidi, Alina (2008): How Media and Politics shape each other in the new Europe, dans: Romanian Journal of Political Science, Vol. 8, No. 1, pp. 69-78.

Mungiu-Pippidi, Alina (2006): Romania. Fatalistic political cultures revisited, dans: Klingemann, Hans-Dieter/ Fuchs, Dieter/ Zielonka, Jan (eds.): Democarcy and Political Culture in Eastern Europe. New York: Routledge, pp. 308-335.

Mungiu-Pippidi, Alina (2005): Deconstructing Balkan Particularism: The Ambiguous Social Capital Of Southeastern Europe, dans: Southeast European and Black Sea Studies, Vol. 5, No. 1, pp. 49-68.

Mungiu-Pippidi, Alina (2002a): The Romanian Postcommunist Parties: A Story of Success, dans: Bozóki, András/ Ishiyama, John T (eds.): The Communist Successor Parties of Central and Eastern Europe. New York: M. E. Sharp Inc.pp. pp. 188-205.

Mungiu-Pippidi, Alina (2002b): Romania's End of Transition Deconstructed, dans: Romanian Journal of Political Science, Vol. 2. No 1, pp. 186-195.

Mudde, Cas (2003): Civil Society in Post-Communist Europe: Lessons from the 'Dark side', dans: Kopecky, Petr/ Mudde, Cas (eds.): Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe. London: Routledge, pp. 157-185.

Nagy, András Bíró/ Boros, Tamás/ Vasali, Zoltán (2013): More Radical than the Radicals: The Jobbik Party in International Comparison, dans: Melzer, Ralf/ Serafin, Sebastian (eds.): Right-Wing Extremism in Europe. Country Analyses, Counter Strategies and Labor-Market oriented Exit Strategies. Berlin: Friedrich Ebert Stiftung, pp. 228-253.

Nahpiet, Janine/ Ghoshal, Sumantra (1998): Social Capital, Intellectual Capital and the Organizational Advantage, dans: The Academy of Management Review, Vol. 23, No. 2, pp. 242-266.

Neidhardt, Friedhelm (1985): Einige Ideen zu einer allgemeinen Theorie sozialer Bewegungen, dans: Hradil, Stefan (Ed.): Sozialstruktur im Umbruch. Leverkusen: Leske + Budrich, pp. 193-204.

Newton, Kenneth (1999): Social and Political Trust in Established Democracies, dans: Norris, Pippa (Ed.): Critical Citizens: Global Support for Democratic Governance. Oxford: Oxford University Press, pp. 169-187.

Nicolescu, Valentin Quintus (2012): Occupying a Post-Communist Country. The Case of Romania, dans: European Journal of Science and Theology, Vol. 8, No. 4, pp 97-106.

Norris, Pippa (2002): Democratic Phoenix. Reinventing Political Activism. Cambridge: Cambridge University PressNorris, Pippa (1999): Critical Citizens: Global Support for Democratic Government. Oxford: Oxford University Press.

North, Douglas C. (1990): Institutions, Institutional Change, and Economic Performance. Cambridge: Cambridge University Press.

O'Donnell, Guillermo (1986): Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

O'Donnell, Guillermo (1973): Modernization and Bureaucratic Authoritarianism. Berkley: University of California.

Osa, Maryjane/ Corduneanu-Huci, Cristina (2003): Running Uphill: Political Opportunity in Non-democracies, dans: Comparative Sociology, Vol. 2, No. 4, pp. 605-629.

Paldam, M. / Svendsen, G. T. (2001): Missing Social Capital and the Transition in Eastern Europe, dans: Journal for Institutional Innovation, Development and Transition, Vol. 5, pp. 21-34.

Parau, Chrisina Elena (2003): Impaling Dracula: How EU Accession Empowered Civil Society in Romania, dans: West European Politics, Vol. 32, No. 1, pp. 119-141.

Park, Namsu/ Kee, Kerk F. / Valenzuela, Sebastián (2009): Being Immersed in Social Networking Environment: Facebook Groups, Uses and Gratifications, and Social Outcomes, dans: Cyber Psychology & Behavior, Vol. 12, No. 6, pp. 729-733.

Passy, Florence/ Giugni, Marco (2001): Social Networks and Individual Perceptions: Explaining Differential Participation in Social Movements, dans: Sociological Forum Vol. 16, pp. 123-153.

Paxton, Pamela (2002): Social Capital and Democracy: An Interdependent Relationship, dans: American Sociological Review, Vol. 67, No. 2, pp. 254-277.

Paxton, Pamela (1999): Is Social Capital Declining in the United States? A Multiple Indicator

Assessment, dans: American Journal of Sociology, Vol. 105, No. 1, pp. 88-127.

Peters, Guy (2002): Comparative Politics: Theory and Method. Basingtonstoke: Palgrade.

Pickvance, Katy (2003): The diversity of Eastern European social movements: urban movements, new social movements and nationalist movements in post-socialist societies, dans: Hamel, Pierre/ Lustiger-Thaler, Henri/ Mayer, Margit (eds.): Urban Movements in a Globalising World. New York: Routledge, pp. 191-210.

Piersson, Paul (2007): The Costs of Marginalization: Qualitative Methods in the Study of American Politics., dans: Comparative Political Studies, Vol. 40, No. 2, pp. 145-169.

Pierson, Paul (2004): Politics in Time: History, Institutions and Social Analysis, Princeton: Princeton University Press.

Pirro, Andrea L. P. (2014): Populist Radical Right Parties in Central and Eastern Europe: The Different Context and Issues of the Prophets of the Patria, dans: Government and Opposition, Vol. 49, No. 4, pp. 600-629.

Piotrowski, Grzegorz (2009): Civil society, un-civil society and the social movements, dans: Interface: a journal for and about social movements, Volume 1, No. 2, pp. 166 – 189.

Pleyers, Geoffrey (2016): Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes, dans: AGORA DÉBATS/ JEUNESSES, No. 72, pp. 107-122.

Pleyers, Geoffrey (2015): Les mouvements des années 2010: au delà de la nouveautéet des spécificités nationales, dans: Lojkine, Jean (Ed.): Nouveaux mouvements sociaux, partis politiques et syndicats: une nouvelle donne. Paris: Gabriel Peri, pp. 123-136.

Pope, Jeanette (2003): Social capital and social capital indicators: A reading list. Public Health Information Development Unit, Working Paper Series No. 1.

Portes, Alejandro (1998): Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Society, dans: Annual Review of Sociology, Vol. 24, pp. 1-24.

Preda, Oana (2011): New Paths to Activism – an overview about activism in Romania. The Resource Center for Public Participation, CeRe, November 2011.

Preda, Oana/ Olteanu, Sinziana/ Presada, Florina (2007): Public Participation in Romania – Reality or Fairy Tale? Public Participation between legislation and efficiency, The Resource Center for Public Participation, CeRe

Presada, Florina (2012): Case study on the Romanian protests. The Resource Center for Public Participation, CeRe, September, 2012.

Pridham, Geoffrey (1995): The International Context of Democratic Consolidation: Southern Europe in Comparative Perspective, dans: Gunther, Richard/ Diamandouros, Nikiforos P. / Puhle, Hans-Jürgen (eds.): The Politics of Democratic Consolidation. Southern Europe in Comparative Perspective, Baltimore: Johns Hopkins University Press, pp. 166-203.

Przeworski, Adam (2004): Democracy and economic development, dans: Mansfield, Edward D. / Sisson, Richard (eds.): The evolution of political knowledge: Democracy, Autonomy and the conflict in comparative and international politics. Ohio: Thomson-Shore, pp. 300-324 www.http:// pdf.as.nyu.edu/docs/IO/2800/sisson.pdf. p. 7ff.

Przeworski, Adam (2003): Capitalism, Democracy and Science. Interview with Adam Przeworski, conducted and edited by Gerardo L. Munck (http://as.nyu.edu/docs/IO/2800/munck.pdf).

Przeworski, Adam (1991): Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America, Cambridge: Cambridge University Press.

Przeworski, Adam (1988): Democracy as a contingent outcome of conflicts, dans: Elster, Jon/ Slagstad, Rune (eds.): Constitutionalism and Democracy. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 59-81.

Przeworski, Adam/ Alvarez, Michael E. / Cheibub, Jose Antonio/ Limongi, Fernando (2000): Democracy and development. Political Institutions and Well-being in the World, 1950-1990. Cambridge: Cambridge University Press.

Putnam, Robert (2000): Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community. New York: Simon + Schuster.

Putnam, Robert (1993): Making Democracy Work. Civic Traditons in modern Italy, Princeton.

Ragin, Charles/ Becker, Howard S. (1992): What Is A Case? Exploring the Foundations of Social Inquiry. Cambridge: Cambridge University Press.

Roissard de Bellet, Marc (2001): La “societe civile’ roumaine des annees 90. Un rapport ambigu au politique, dans: Transitions 2001-2, pp. 99-110.

Rojas, Fabio/ Heaney, Michael T. (2008): Social Movement Mobilization in a Multi-Movement

Environment: Spillover, Interorganizational Networks, and Hybrid Identities. Mimeo.

Rose-Ackermann, Susan (2005): From Elections to Democarcy. Building Accountable Government in Hungary and Poland. Cambridge: Cambridge University Press.

Rose, Richard (1999): Getting things done in an Antimodern Society: Social Capital Networks in Russia. Worldbank: Social Capital Initiative Working Paper No. 6.

Rossi, Frederico M. (2012/2013): From the Coup to the Escalation of Violence: the Transition to Democracy in Romania. COSMOS Working Papers (http://cosmos.eui.eu/Documents/Publications/WorkingPapers/2012WP13COSMOS.pdf).

Rossi, Frederico M. / della Porta, Donatella (2009): Social Movements, Trade Unions, and Advocacy Networks, dans: Haerpfer, Christian W. / Bernhagen, Patrick/ Ingelhart, Ronald F. / Welzel, Christian (eds.): Democratization. Oxford: Oxford University Press, pp. 172-185.

Rucht, Dieter/ Neidhardt, Friedhelm (2001): Soziale Bewegungen und kollektive Aktionen, dans: Joas, Hans (Ed..): Lehrbuch der Soziologie. Frankfurt/ Main: Campus, pp. 533-556.

Ryen, Anne (2002): Det Kvalitative Intervjuet: fra Vitenskapsteori til Feltarbeid, Bergen: Fagbokforl.

Sadowski, Christine M. (1994): Autonomous Groups as Agents of democratic change in communist and post-communist Eastern Europe, dans: Diamond, Larry et. al. (eds.): Political Culture and Democracy in developing Countries, pp. 155-187.

Saltman, Erin Marie (2014): Social movements v political parties in Hungary, dans: Policy Network, le 6 novembre 2014 (http://www.policy-network.net/pno_detail.aspx?ID=4765&title=Social-movements-v-political-parties-in-Hungary).

Shively, Philips W. / Mezey, Michael (1995): Review on: King, Gary/ Keohane, Robert O. / Verba, Sidney (1994): Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Social Research, dans: Journal of Politics, Vol. 57, No. 4, pp. 1192-1194.

Schmidt, Manfred (1995): Demokratietheorien. Eine Enführung, Opladen: Leske + Budrich.

Selle, Per / Stromsnes, Kristin (2001): Membership and Democracy, dans: Dekker, Paul/

Uslaner, Erik M. (2001): Social Capital and Participation in Everyday Life. New York: Routledge, pp. 134-147.

Simeant, Johanna (2010): La Transnationalisation de l'action collective, dans: Fillieule, Olivier/ Agrikoliansky, Eric/ Sommier, Isabelle (eds.): Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, Paris: La Decouverte, pp. 121-144.

Simon, János (2011): Mass Political Culture and Participation in Hungary, dans: A 50 Anos de la Cultura Cívica. Pensamientos y reflexiones. En honor al Prof. Sidney Verba. Seminario Internacional. Flores Dávila, Julia I. (coord.) México, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM-Tribunal, pp. 233-282

Smithey, Lee/ Kurtz, Lester R. (1999): 'We have bare hands': Nonviolent social movements in the Soviet Bloc, dans: Zunes, Stephen/ Kurtz, Lester R. / Asher, Sarah Beth (eds.): Nonviolent Social Movements: A geographic perspective. Malden: Blackwell, pp. 96-124.

Snow, David A. / Anderson, Leno (1991): Researching the Homeless: The Characteristic Features and Virtues of the Case Study., dans: Feagin, Joe R. / Orum, Anthony M. / Sjoberg, Gideon (eds.): A Case for the Case Study, Chapel Hill: University of North Carolina Press., pp. 148-173.

Snow, David A. / Benford, Robert D. (1988): Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization, dans: Klandermans, Bert/ Kriesi, Hanspeter/ Tarrow, Sidney (eds.): From Structure to Action: Social Movement Participation Across Cultures. Greenwich: JAI Press, pp. 197-217.

Snow, David E. / Rochford Jr., E. Burke/ Worden, Steven K. / Benford, Robert D. (1997): Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation, in: McAdam, Doug/ Snow, David E. (eds.): Social Movements: Readings on their Emergence, Mobilization, and Dynamics. Los Angeles: Roxbury, pp. 235-251.

Snow, David A. / Trom, Danny (2002): The Case Study and the Study of Social Movements, dans: Klandermans, Bert/ Staggenborg, Suzanne (eds.): Methods of Social Movement Research. Minneapolis: Minnesota University Press, pp. 146-172.

Stake, Robert E. (1995): The Art of Case Study Research, UK: Sage Publications.

Stake, Robert E. (1998): Case Studies, dans: Denzin, Norman/ Lincoln, Yvonna. (eds.): Strategies of Qualitative Inquiry. Thousand Oaks, London, New Delhi: Sage.

Stan, Lavinia (2010): Romania: in the Shadow of the Past, dans: Ramet, Sabrina (eds.): Central and Southeast European Politics since 1989. New York: Cambridge University Press (http://www.faithineurope.org.uk/stan.pdf).

Szabó, Andrea (2013): Political Orientations, Values and Activities of Hungarian University and College Students. Praque: Heinrich-Böll-Stiftung.

Szabó, Andrea/ Mikecz, Dániel (2015): After the Orbán-revolution: the awakening of civil society in Hungary?, dans: Pleyers, Geoffrey/ Sava, Ionel N. (eds.): Social Movements in Central and Eastern Europe. A renewal of protests and democracy. Bucharest: editura universitatii din Bucuresti, pp. 34-43.

Szabó, Máté (2011): From a Suppressed Anti-Communist Dissident Movement to a Governing Party: The Transformations of Fidesz in Hungary, dans: Corvinus Journal of Sociology and Social Policy, Vol. 2, No. 2, pp. 47-66.

Szabó, Máté (2006): Mobilization and protest strategy of the Fidesz-MPP within and after the electoral campaign in Hungary 2002. Paper presented at ECPR Joint Session. Workshop 9: 'Competitors to Partises in Electoral Politics: The Rise of Non-party actors' Nicosia/ Cyprus, 25-30 April 2006.

Szabó, Máté (2005): Hungary between the last elections and the New Government (2002-2004) dans: Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös Nominatae Sectio Iuridica, Tomus XLVI, Annus 2005, pp. 157-180.

Szabó, Máté (2000): External Help and the Transformation of Civic Activism in Hungary, dans: The Public, Vol. 7, Issue 1, pp. 55-70.

Szabó, Máté (1998): New Social Movements in Hungary, dans: soundings, issue 9, http://banmarchive.org.uk/collections/soundings/index_frame.htm.

Szabó, Máté (1988): New Factors in the Political Socialization of Youth in Hungary: The Alternative Social Movements and Subcultures, dans: PRAXIS International, No. 1 / 1988, pp. 26-33.

Takács, Ádám (2013): Student Movement and the Question of Political Emanzipation in Hungary, dans: Divinato, No. 37, pp. 203-210.

Tarrow, Sidney (2011): Global, conventional and warring movements and the suppression of contention. Themes in contentious politics research, dans: Politica & Sociedade, Vol. 10, No. 18, pp. 25-49.

Tarrow, Sidney (1998): Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics. 2nd edition. Cambridge: Cambridge University Press.

Tarrow, Sidney (1996): Making Social Science work across Time and Space, dans: The American Political Science Review, Vol. 90, No. 2, pp. 389-397.

Tarrow, Sidney/ Petrova, Tsveta (2006): Transactional and Participatory Activism in the Emerging European Polity. The Puzzle of East-Central Europe, dans: Comparative Political Studies, Vol. XX, No. X, pp. 1-21.

Tilly, Charles (1999): Conclusion: From Interactions to Outcomes in Social Movements, dans: Giugni, Marco G. / Mc Adam, Doug/ Tilly, Charles (eds.): How Social Movements Matter. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. 253-270.

Tilly, Charles (1981): Britain creates the social movement, dans: CRSO working paper, No. 232.

Tilly, Charles (1978): From Mobilization to Revolution. Reading: Addison-Wesley Publishing.

Timberlake, Michael (1989): Review on: Ragin, Charles: The Comparative Method: Moving Beyond Qualitative and Quantitativ Strategies., dans: Social Forces, Vol. 67, No. 3, pp. 827-829.

Thomson, Wayne C. (2015): The World Today Series. 2015-2016. 15th edition, Lanham: Rowman & Littlefield.

Tóka, Gábor/ Popa, Sebastian (2013): Hungary, dans: Berglund, Sten/ Ekman, Joakim/ Deegan-Krause, Kevin/ Knutsen, Terje (Dds.): The Handbook of political Change in Eastern Europe. 3rd Edition, Northampton: Edward Elgar Publishing Inc., pp. 291-338

Tóka, Gábor (2004): Hungary, dans: Berglund, Sten/ Ekman, Joakim/ Aarebrot, Frank H. (eds.): The Handbook of Political Change in Eastern Europe. Northhampton: Edward Elgar Publishing Inc., pp. 289-336.

Ulrich, Dirk Claas (2016): Chimäre einer Globalen Öffentlichkeit. Internationale Medienberichterstattung und die Legitimationskrise der Vereinigten Nationen. Bielefeld: transcript Verlag.

Uslaner, Eric M. (2004): Bowling Almost Alone. Political Participation in a New Democracy. Paper prepared for presentation at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Emerging Repertoires of Political Action: Toward a Systematic Study of Postconventional Forms of Participation, Uppsala, Sweden, Avril 13-18.

Uslaner, Eric M. (1999): Democracy and social capital, dans: Warren, Mark E. (1999): Democracy and Trust. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 121-150.

Valencia, Jose F. / Cohen, Erik H. / Hermosilla, Daniel (2010): Social Trust and Political Protest. The mediating role of the value of Power Distance, dans: Psicología Política, No. 40, pp. 61-80.

Van der Gaag, Martin/ Snijders, Tom (2004): Proposals for the measurment of individual social capital. Dans: Flap, Henk/ Völker, Beate (eds.): Creation and Returns of Social Capital. A new research project. London: Routledge, pp. 154-169.

Van Laer, Jeroen (2010): Activists « online » and « offline »: The Internet as an Information Channel for Protest Demonstrations, dans: Mobilization: An International Journal, Vol. 15, No. 3, pp. 407-417.

Van Stekelenburg, Jaquelien/ Klandermans, Bert (2010): The social psychology of protest, dans: sociopedia.isa, http://www.surrey.ac.uk/politics/research/researchareasofstaff/isppsummeracademy/instructors/Social%20Psychology%20of%20Protest,%20Van%20Stekelenburg%20%26%20Klandermans.pdf.

Vasi, Ion Bogdan (2004): The Fist of the Working Class: The Social Movements of Jiu Valley Miners in Post-Socialist Romania, dans: East European Politics & Society, Vol 18, No. 1, pp. 132-157.

Velicu, Irina (2014): Moral versus Commercial Economies: Transylvanian Stories, dans: New Political Science, Vol. 36, No. 2, pp. 219-237.

Velicu, Irina (2012): To Sell or Not to Sell: Landscapes of Resistance to Neoliberal Globalization in Transylvania, dans: Globalizations, Vol. 9, No. 2, pp. 307-321.

Verba, Sydney (1967): Some dilemmas in comparative research, dans: World Politics, Vol. 20, No. 1, pp. 111-127.

Verba, Sidney/ Schlozman, Kay Lehman/ Brady, Henry (1995): Voice and Equality: Civic

Voluntarism in American Politics. Cambridge: Harvard University Press.

Voicu, Bogdan (2008): Riscurile politicilor de dezvoltare bazate pe formarea capitalului social, dans: Sociologie Românească, No. 1/ 2008, pp. 11-25.

Voicu, Bogdan (2005): Social Capital: Bonding or Bridging Europe, dans: Rusu, Horatio/ Voicu, Bogdan (eds.): EU Integration Process from EAST to EAST: Civil Society and Ethnic Minorities in a Changing World. Sibiu: Psihomedia, pp. 77-98.

Voicu, Bogdan/ Basina, Tania (2005: Social capital and civic participation in Ukraine and Romania, dans: Rusu, Horatio/ Voicu, Bogdan (eds.): EU Integration Process from EAST to EAST: Civil Society and Ethnic Minorities in a Changing World. Sibiu: Psihomedia, pp. 75-96.

Von Zweck, Claudia/ Paterson, Margo/ Pentland, Wendy (2008): The Use of Hermeneutics in a Mixed Method Design., dans: The Qualitative Report, Vol. 13, No. 1, pp. 116-134.

Waack, Christoph (2005): Tara Motilor – A Regional Term between Economic and Ecological Interests. Some Explorations in the Romanian Periphery, dans: Romanian Review of Regional Studies, Vol. 1, No. 1, pp. 19-26.

Wagner, Andrea/ Iancu, Bogdan/ Dimulescu, Valentina (2013): Nations in Transit 2013. Country profile Romania. Freedom House: Nations in Transit.

Walker, Christopher (2011): The Authoritarian Dead End: The Arab Spring's Implications for the former Soviet Union. Freedom House, Nations in Transit.

Walker, Christopher/ Habdank-Kolaczkowska, Sylvana (2012): Fragile Frontier. Democracy's growing vulnerability in central and southeastern Europe. Freedom House: Nations in Transit.

Wiesenthal, Helmuth (1999): Interessenverbaende in Ostmitteleuropa – Startbedinungen und Entwicklungsprobleme, dans: Merkel, Wolfgang/ Sandschneider, Eberhard (eds.):Systemwechsel 4: Die Rolle von Verbänden im Transformationprozess, Opladen: Leske&Budrich, pp. 83-112.

Wieviorka, Michel (1992): Case studies: History or sociology?, dans: Ragin, Charles/ Becker, Howard S. (eds.): What is a case? Exploring the foundations of social Inquiry. Cambridge, UK: Cambridge University Press, pp. 159-172.

Willemez, Laurent (2013): Apprendre en militant: contribuer à une économie symbolique de

l'engagement, dans: Vendramin, Patricia (eds.): L'engagement militant. Presses Universitaires de Louvain, pp. 51-65.

Woolcock, Michael (1998): Social capital and economic development: Toward a theoretical synthesis and policy framework, dans: Theory and Society, Vol. 27, No. 2, pp. 151-208.

Yamagishi, Toshio/ Yamagishi, Midori (1994): Trust and Commitment in the United States and Japan, dans: Motivation and Emotion, No. 18, pp. 129-166.

Yin, Robert K. (1994): Case study research: Design and methods (2nd ed.). Thousand Oaks, CA: Sage Publishing.

Zamfirescu, Vasile Dem (2012): Nevroză balcanică. Bucuresti: Editura Trei.

Zimmerman, Ekkart (1983/ 2011): Political Violence, Crises and Revolutions. Theories and Research. New York: Routledge.

Zimmermann, Ekkart (2011): Violence, dans: Badie, Bertrand/ Berg-Schlosser, Dirk/ Morlino, Leonardo (eds.): International Encyclopedia of Political Sciences. Volume I. Thousands Oaks: Sage, pp. 2708-2711.

Médias, rapports politiques et productions militantes

ActiveWatch/ Agentia de Monitorizare a Presei (2008): Freeex Program. Media Freedom in Romania 2008 (http://activewatch.ro/Assets/Upload/files/Freeexeng_2008_dtp(1).pdf).

BBC: Excerpt: Hungarian 'lies' speech. BBC, le 19 septembre 2006 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/5359546.stm).

Benyik, Matyas (2015): Mapping the Hungarian Left: parties and movements. LeftEast le 30 septembre 2015 (http://www.criticatac.ro/lefteast/mapping-the-hungarian-left-parties-and-movements/).

Benyik, Matyas (2013): The situation of social movements in Europe with special attention to Hungary, dans: ATTAC Magyarország, le 25 novembre 2015 (http://www.attac.hu/2012/11/the-situation-of-social-movements-in-europe-with-special-attention-to-hungary/).

Berly, Max: Victor Orbans Dismantling of Hungarian Democracy. Bloomberg, 13 Mars 2013, http://www.bloomberg.com/news/2013-03-13/viktor-orban-s-dismantling-of-hungarian-democracy.html.

Besliu, Raluca: 'The Arab Spring, The Turkish Summer, The Romanian Autumn': Romanian protests as a model of peacefull demonstration. 6 septembre 2013, cnn ireport. (http://ireport.cnn.com/docs/DOC-1032434).

Billout, Michel M. (Sénateur): Rapport d'information (n°406 2013-2014), Commission des affaires européennes (1) sur les relations entre la Hongrie et l'Union européenne, Sénat, Session ordinaire de 2013-2014, Enregistré à la Présidence du Sénat le 26 février 2014.

Both, Stefan (2013): Manifestatiile pentru Rosia Montana se suspenda, dupa ce au fost vandalizate corturile protestatarilor din Piata Unirii, dans: Adevarul, 17 novembre 2013(http://adevarul.ro/locale/timisoara/rosia-montana-1_5288a503c7b855ff5605c9e4/index.html)).

Bouniol, Judith (2013): Scramble for land in Romania: an iron fist in a velvet glove, dans: Franco, Jennifer/ Borras, Saturino M. (eds.): Land Concentration, land grabbing and people's struggles in Europe. Transnational Institute (TNI) for European Coordination Via Campesina and Hands off the Land network, pp. 132-153.

Bulai, Alfred (2012): Lumile diferite ale protestelor din Piata Universitatii 2012 si « ambasadorii » lor: constructia dramaturgicaa cadrelor de protest, dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucharest: Editura Paideia, pp. 80-111.

Ciobanu, Claudia (2013): « The Revolution begins with Rosia Montana », dans: opendemocracy.net, 4 septembre 2013.

Copilas, Emanuel (2012): Flexilizarea structurilor prin resurgenta agentilor sociali? O analiza socio-constructivistaa protestelor din Timisoara, dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucharest: Editura Paideia, pp. 112-160.

Craciun, Claudiu (2015): Saving Rosia Montana: Romania's New Face, dans: Green European Journal, Vol. 11, pp. 14-20.

Deoanca, Adrian (2012): Suspendarea consensului in «Pietele » Universitatii: technopolitica, anticomunism si hegemonia neoliberalismului, dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucharest: Editura Paideia, pp. 161-197.

Dumitrache, Marian (2013): Diversiunea zilei: protestarii din 2012, platiti de PSD?, dans: objectiv.info, le 27 mai 2013. (http://www.obiectiv.info/diversiunea-zilei-protestatarii-din-2012-platiti-de-psd_12584.html).

Dunai, Marton/ Koranyi, Balazs (2014): Hungary raids NGOs, accuses Norway of political meddling. Reuters le 2 juin 2014 (http://www.reuters.com/article/2014/06/02/us-hungary-norway-funding-ngo-idUSKBN0ED1QW20140602).

European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) (2013): Draft Opinion on the Fourth Amendment to the Fundamental Law of Hungary. Opinion 720/ 2013, Strasbourg, le 29 mai 2013. (http://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL(2013)023-e).

Füzessi, Károly (2013): Higher Education under Threat in Hungary. OpenDemocracy le 11 février 2013 (https://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/k%C3%A1roly-f%C3%BCzessi/higher-education-under-threat-in-hungary).

Gardner, Andrew (2014): Hungary raids Norwegian-funded groupes. European Voice le 6 mai

2014 (http://www.politico.eu/article/hungary-raids-norwegian-funded-groups/).

Gagyi, Agnes (2014): Smartphones and the European flag: the new Hungarian demonstrations for democracy. CriticAtac le 31 octobre 2014 (http://www.criticatac.ro/lefteast/smartphones-and-eu-flag-hungarian-demos-for-democracy/).

Gipfelsoli.org Summit Protests Archive (2008): timeline of antiNATO days, Bucharest. Gipfelsoli.org, le 9 avril 2008 (http://www.gipfelsoli.org/Home/Bukarest_2008/4955.html).

Goina, Calin (2012): « Cine nu sare, nu vrea schimbare ! »: o analiza a miscarilor de protest din ianuarie-februarie 2012 din Cluj, dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucarest: Editions Paideia, pp. 198-231.

Grassroots Activist Guild (2013): Student Occupation of ELTE, Budapest, Balogh Kata Interview (https://www.youtube.com/watch?v=oCIWZeBbPow).

Grupo Libertario Acción Directa, Glad (2013): Una breve mirada al movimiento estudiantil húngaro. Estudioslibertarios le 25 juillet 2013 (https://estudioslibertarios.wordpress.com/2013/07/25/una-breve-mirada-al-movimiento-estudiantil-hungaro/).

Heltai, Sara (2015a): En Hongrie, le gouvernement Orban joue avec le feu xénophobe. L'Obs Rue89, 31 mai 2015. http://rue89.nnouvelobs.com/2015/05/31/hongrie-gouvernement-orban-joue-feu-xenophobe-259459).

Heltai, Sara (2015b): En Hongrie, l'humour contre le message xénophobe du pouvoir. L'Obs Rue89.fr, le 9 juillet 2015. http://rue89.nnouvelobs.com/2015/07/09/hongrie-lhumour-contre-message-xenophobe-pouvoir-260188).

HírhatárOnline (2013): Körözik a "savas" bácsit, HírhatárOnline le 16 mai 2013 (http://www.kiskunhalasi-hirhatar.hu/index_cikk.php?hh=korozik-a-savas-bacsit))

Kehrer, Patrick (2014): Interview PD Dr. Christoph Waack, 28. April 2014. Dans: Growing Roots, le 23 mai 2014.

Kiss your enemy blog (http://kissyourenemy.blogspot.ro/); premières entrées les 10 mars 2008.

LeftEast (2013): Hungary's « democracy » problem – a concept and its background.

(http://www.criticatac.ro/lefteast/hungarys-democracy-problem-a-concept-and-its-background/).

Les Echos (2013): Fragilité de la démocratie dans certains États membres d'Europe centrale et orientale. Les Echos, le 2 avril 2013 (http://archives.lesechos.fr/archives/cercle/2013/04/02/cercle_69146.htm).

Lupea, Ionana (2013): Controversializarea lui Claudiu Craciun, dans: Adevarul, le 27 octobre 2013 (http://adevarul.ro/news/politica/controversializarealui-claudiu-craciun-1_526d6a91c7b855ff56883339/index.html)).

Magdin, Radu/ Seyrek, Demir Murat (2013): #OccupyGezi and #RosiaMontana: Turkish and Romanian lessons for Europe 2.0. Dans: Euractiv.com, le 9 octobre 2013 (http://www.euractiv.com/general/occupygezi-rosiamontana-turkish-analysis-530953).

Martell, Allison/ Patran, Ioana (2014): Analysis: Social Media empowers anti-minig activists, dans: Reuters, le 7 janvier 2014 (http://www.reuters.com/article/2014/01/07/us-mining-media-analysis-idUSBREA060OA20140107).

Maxim, Ionut: Aurul, Rosia Montana si eficienta campaniilor de comunicare, IQads, le 19 septembre 2013 (http://www.iqads.ro/articol/26999/aurul-rosia-montana-si-eficienta-campaniilor-de-comunicare).

Mediafax: Anti-NATO Militants Lease Space In Bucharest Factory To Protest, Security Intervenes. Mediafax, le 2 avril 2008 (http://www.mediafax.ro/english/anti-nato-militants-lease-space-in-bucharest-factory-to-protest-security-intervenes-2509282).

Mihailescu, Vintila (2012a): Piata Universitatii nici n-a inceput – Interviu cu Claudiu Craciun, dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucharest: Editura Paideia, pp. 281-292.

Mihailescu, Vintila (2012b): Generatia revoltei creative, dans: Delimma veche, No. 416, 2-8 février 2012.

Militia Spirituala: Miliţia Spirituală cere autorităţilor statului să renunţe la practicile de poliţie politică, le 5 mars 2012 (https://www.militiaspirituala.ro/detalii.html?tx_ttnews%5Btt_news%5D=332&cHash=186a7af9c6c02e9bfd5ee47d83299520).

Mitan, Madalina (2013): CNN: Protestele Rosia Montana, un model de rezistenta non-violent,

dans: Ziare, le 4 octobre 2013 (http://www.ziare.com/rosia-montana/protest/cnn-protestele-rosia-montana-un-model-de-rezistenta-non-violenta-1260541).

Mixich, Vlad: Cat de anti-capitalisti, daci, traci sau dreptaci sunt protestatarii Rosia Montana. HotNews.ro, le 16 septembre 2013. http://www.hotnews.ro/stiri-esential-15586566-cat-anti-capitalisti-daci-traci-sau-dreptaci-sunt-protestatarii-rosia-montana.htm).

Mogavero, Daniela (2014): Romania: il capitale sociale, dans: Osservatorio Balcani e Caucaso (http://www.balcanicaucaso.org/aree/Romania/Romania-il-capitale-sociale-150724).

Naím, Moisés (2007): Democracy's Dangerous Impostors. Washington Post le 21 avril 2007 (http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/04/20/AR2007042001594.html).

Nielsen, Nikolaj (2014): EU commission lashes out at Hungary's internet tax plan. EuObserver le 29 octobre 2014 (https://euobserver.com/justice/126294).

Niculescu, Luca: Analiză RFI România: Violenţele din timpul protestelor sunt instrumentalizate ulterior de forţele politice, Radio France Internationale, le 16 janvier 2012 (http://www.rfi.ro/articol/stiri/social/analiza-rfi-romania-violentele-timpul-protestelor-sunt-instrumentalizate).

Office of the Parliament, Document number T/ 9929, « Fourth Amendment to Hungary's Fundamental Law » (http://lapa.princeton.edu/hosteddocs/hungary/Fourth%20Amendment%20to%20the%20FL%20-Eng%20Corrected.pdf).

Panait, Gabriela: Piata Universitatii este peste tot. Jurnalul.ro le 15 mars 20125 (http://jurnalul.ro/special-jurnalul/piata-universitatii-este-peste-tot-607199.html).

Plantade, Yidir, En Roumanie, manifestations contre l'austérité, les privatisations et le gouvernement. Le Monde, le 17 janvier 2012.

Piras, M. Bernard (Sénateur): Rapport d'information (n° 684 2011-2012), Commission des affaires européennes: Démocratie, finances, Europe: les déficits hongrois, Sénat, 19 juillet 2012.

Pop, Valentina (2012): Hungarian PM to EU: 'We won't be a colony'. EuObserver, le 16 mars 2012 (https://euobserver.com/political/115613).

Pop, Valentina, (2013): Hungarian Leader accused of 'dictatorship' over new constitution.

EuObserver, le 03 Janvier 2013, http://euobserver.com/political/114746.

Profile: Hungarian Prime Minister Victor Orban. BBC, 3 Janvier 2013, http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-16390574.

Richardson, Joanne/ Len, Nadia (2009): Reconstruction: Anti-NATO. Documentaire en collaboration entre D Media, Anti-NATO Initiative 2008 et h.arta (https://www.youtube.com/watch?v=w9aOzNPn_lY).

Rosia Montana Gold Corporation (2014): Protest in favor of mining in Rosia Montana. (http://en.rmgc.ro/events/protest-in-favor-of-mining-at-rosia-montana.html).

Rupnik, Jacques (2013): Régression post-démocratique en Hongrie, dans: Esprit, 2013/5, pp. 109-117.

Stoica, Catalin A. (2012): Fatetele multiple ale nemultumirii populare: o schitã sociologicã a protestelor în Piata Universitãtii din ianuarie 2012, dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucharest: Editura Paideia, pp. 19-79.

Stoica, Victoria (2013): De ce a devenit Rosia Montana problema tuturor, dans: Romania Curata – Cu Ocoii pe voi, le 3 septembre 2013 (http://www.romaniacurata.ro/de-ce-a-a-devenit-rosia-montana-problema-tuturor/).

Stoica, Victoria (2012): Cine protesteaza in Romania de azi ? dans: CriticAtac le 22 février 2012.

StudentprotestHungary (2013): Arrest of Activists Before Protest, StudentprotestHungary le 29 mars 2013 (http://studentprotesthungary.tumblr.com/post/46581779767/arrest-of-activists-before-protest).

Sutour, Simon/ Billout, Michel/ Bourzai, Bernadette/ Humbert, Jean-François/ Morin-Desailly, Catherine (Sénateurs): Rapport d'information (n°717 2011-2012), Commission des affaires européennes (1) sur la Bulgarie et la Roumanie: la transition inachevée, Sénat, Session Extraordinaire de 2011-2012, Enregistré à la Présidence du Sénat le 26 juillet 2012.

Tanacs, Gabor (2015): Hungary: PM Orban describes as semen by former ally. Euronews, le 7 février 2015 (http://www.euronews.com/2015/02/07/internal-war-in-hungary-ex-ally-oligarch-against-pm-orban/).

Taranu, Andrei (2012): Considerati cu privire la unele aspecte globale si locale ale protestelor din Piata Universitatii (januarie 2012), dans: Stoica, Catalin A. / Mihailescu, Vintila (eds.): Iarna vrajbei noastre: protestele din Romania ianuarie-febrarie 2012. Bucharest: Editura Paideia, pp. 248-265.

Ţichindeleanu, Ovidiu/ Petrovszky, Konrad (2011): Revolutia televizata: Tranzitia prin satelit si cablu, CriticAtac.ro, le 22 décembre 2011 (http://www.criticatac.ro/12581/revolutia-televizata-tranzitia-prin-satelit-si-cablu/).

Toma, Mircea (2008a): Editorial, dans: indymedia, avril 2008 (http://admin.romania.indymedia.org/ro/2008/04/2519.shtml).

Toma, Mircea (2008b): Terorismul antiterorismului, dans: indymedia, avril 2008 (http://lists.indymedia.org/pipermail/imc-romania/2008-April/0401-io.html).

Traynor, Ian: Eastern European autocrats pose new test for democracy. The Guardian, 13 Aout 2013 (http://www.theguardian.com/world/2013/aug/13/eastern-europe-autocrats-return-test-democracy(.

Ursulean, Vlad (2013): Stopping Europe's biggest gold mine. After ten weeks of nationwide protests, Romanian senators rejected bill to open the mega-mine. Al Jazeera, le 27 novembre 2013 (http://www.aljazeera.com/indepth/features/2013/11/stopping-europe-biggest-gold-mine-20131117102859516331.html).

Voinea, Mihai (2013a): Adevarul despre noii revolutionari. Claudiu Craciun si primavara esteuropeana, dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http://adevarul.ro/news/societate/serial-adevarul-despre-noii-revolutionari-claudiu-craciun-primavara-est-europeana-1_52b1da22c7b855ff56d2f874/index.html).

Voinea, Mihai (2013b): Adevarul despre noii revolutionari. Cine sunt se ce vor liderii protestelor care au cuprins Romania, dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http://adevarul.ro/news/societate/adevarul-despre-noii-revolutionari-vor-liderii-protestelor-cuprins-romania-1_52b08cc1c7b855ff56c8802b/index.html).

Voinea, Mihai (2013c): Adevarul despre noii revolutionari. Alexandru Alexe, portretul unui protestatar de meserie. Dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http://adevarul.ro/news/societate/alexandru-alexe-adevarul-despre-noii-revolutionari-1_52b47b19c7b855ff56e2b2ec/index.html).

Voinea, Mihai (2013d): Adevarul despre noii revolutionari. George Epurescu, liderul rezistentei anti-sist, isi face partid. Dans: Adevarul, 18 décembre 2013 (http://adevarul.ro/news/societate/george-epurescu-partid-1_52b46cf2c7b855ff56e267f3/index.html)).

Wilson, James (2015): Gold Explorer Gabriel Resources seeks arbitration with Romania, dans: Financial Times, 20 janvier 2015 (http://www.ft.com/cms/s/0/81da52ae-a094-11e4-8ad8-00144feab7de.html#axzz3dQBNMNpV).

Yussuf Khalid (2012): Nu sunt huligan, dans: CriticAtac le 18 janvier 2012.

Médias fréquemment cités

Roumanie: Adevarul, Gandul, Hotnews, Jurnalul, Stiri de Cluj, Stiripescurt, Ziare, Mediafax, Nasul TV

Hongrie: 444, Index.hu, Hungarian Spectrum, Politics.hu, Politika

Anglosaxon: BBC, CNN, Reuters, The Guardian, The Huffington Post, The New York Times, USA Today

France: La Croix, Libération, Le Monde

Russia Today

Annexes

Liste des sigles

ACTA – Anti-Counterfeiting Trade Agreement/ Accord commercial anti-contrefaçon

APADOR-CH – Asociația Pentru Apărarea Drepturilor Omului în România – Comitetul Helsinki/ L'association pour les droits de l'Homme en Roumanie – Comité de Helsinki

BTI – Bertelsmann Transformation Index

CEU – Central European University/ Université d'Europe centrale

COS/ SOC – Cultural Opportunity Structures/ Structures d'opportunités culturelles

ELTE – Eötvös Loránd Tudományegyetem/ Université Loránd Eötvös

EPCD – European Protest and Coercion Data

EVZ/ SVE – European Values Study

Fidesz – Fidesz-Magyar Polgári Szövetség/ Fidesz-Union civique hongroise

GONGO – Government organized non-governmental organization/ organisation non-gouvernementale organisées par le gouvernement

HaHa – Hallgatói Hálózat /Réseau étudiant

ICDER – The Independent Centre for the Development of Environmental Resources

Jobbik – Jobbik Magyarországért Mozgalom/ L'Alliance des Jeunes de Droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie

LGBT – Lesbian, gay, bisexual, and transgender/ Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres

LMP – Lehet Más a Politika/ La politique peut être différente

Milla – Egymillióan a Magyar Sajtószabadságért Egyesület/ Un million pour la liberté de la presse

MSzP – Magyar Szocialista Párt/ Parti socialiste hongrois

NIT – Nations in Transit

ONG – Organisation non gouvernementale

OTAN – Organisation du traité de l'Atlantique nord

RMGC – Rosia Montana Gold Corporation

SMO – Social Movement Organization

SMURD – Serviciul Mobil de Urgenţă, Reanimare şi Descarcerare/ Service Mobile d'Urgence, Réanimation et Désincarcération

TTIP – Transatlantic Trade and Investment Partnership/ Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

UE – Union Européenne

USL – Uniunea Social-Liberale/ Union Sociale-Libérale

PDL – Parti Démocrate-Libérale (Roumanie)

PEA – Protest Event Analysis/ Analyse des évènements de protestation

PNL – Parti Nationale Libérale (Roumanie)

PSD – Parti Social-Démocrate (Roumanie)

POS/ SOP – Political Opportunity Structures/ Structures d'opportunités politiques

UDMR – Uniunea Democrată Maghiară din România/ Union démocrate magyare de Roumanie

UNESCO – United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization/ Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNPR – Union Nationale pour le Progrès de la Roumanie

WVS – World Values Survey

Sondage auprès des experts

Conditions

Pour le sondage des experts, nous avons essayé de bénéficier des connaissances de spécialistes de la société civile, de la mobilisation sociale et de la sociologie politique des deux pays. L'identification des interlocuteurs pertinents s'est faite en deux phases. Une première vague d'invitations a été adressée aux auteurs fréquemment cités dans cette thèse. Nombre de chercheurs de l'Institut pour la Qualité de la Vie de l'Académie Roumaine, spécialisés sur les questions de capital social et de société civile, mais aussi d'autres institutions, ont répondu positivement, parmi lesquels Bogdan Voicu, Ana Maria Preoteasa, Christian Branea et Irina Velicu. Ces répondants ont été invités à suggérer d'autres chercheurs, qui ont été également invités à remplir le questionnaire. La même procédure a été suivie pour la Hongrie, où les chercheurs de l'Université Loránd Eötvös et de l'Université d'Europe centrale ont été contactés. Parmi les premiers répondants, Mate Szabo. Ce questionnaire a aussi servi de base à la réalisation du guide utilisé pour interroger des activistes.

Questionnaire (exemple de la Roumanie)

1. The law provides basic requisites for social mobilization to which degree?
a) Freedom of association
• Fully Provided (5)
• 4
• 3
• 2
• Hardly Existent (1)
• NA
b) Freedom of communication
• Fully Provided (5)
• 4
• 3
• 2
• Hardly Existent (1)
• NA

2. Please define briefly, in accordance to your perception, the elite actors in the Romanian society, with a significant impact on social movements actions (political parties, institutions, intermediaries, donors, etc.):

3. Towards which type of social movement is the political system most open to?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights

• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

4. Towards which type of social movement is the political system least open to?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

5. Leaving aside questions about the diversity of the government's response to social demands, can you please rate the average degree of institutional access to the political system. The institutionalized political system can be described as:
• Not at all favorable to the activity of social movements (5)
• 4
• 3
• 2
• Fully favorable to the activity of social movements (1)
• NA

6. In what concerns elite alignements within the political system, would you describe it as being "Fully static with no possibilities of repositioning and negociation" or "Very volatile and subject to permanent political bargaining"? Please rate bellow:
• Fully static (5)
• 4
• 3
• 2
• Very volatile (1)
• NA

7. For what type of social movement is it easiest to find elite-allies?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

8. For what type of social movement is it hardest to find elite-allies?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

9. Could you please rate the average degree of social movements' access to elite allies in Romania? Within the

political system it is:
• Almost impossible to find elite allies (5)
• 4
• 3
• 2
• Easily possible to find elite allies (1)
• NA

10. Towards what type of social movement, the State is least likely to make use of force?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

11. Towards what type of social movement, the State is most likely to make use of force?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

12. Could you please rate the average degree of the State's capacity and propensity for repression? The State is:
• Highly capable/ willing to make use of repression
5
• 4
• 3
• 2
• Not able/ willing to make use of repression
1
• NA

13. The relationship between salient cultural values and conventional social practices. At this moment in Romania one will find:
• A clear value-practice contradictions
5
• 4
• 3
• 2
• No value-practice contradictions
1
• NA

14. Conflicts create a framework and a ground for social mobilization. Would you describe the Romanian environment as one where:
• Only a few conflicts can generate social mobilization
5
• 4
• 3
• 2
• A large number of conflicts can generate social mobilization
1
• NA

15. For what type of social movement is it very easy to mobilize?
• Environmentalist
• Anti-Corruption

• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

16. For what type of social movement is it very hard to mobilize?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

17. In accordance to your assessment of the system's vulnerability or illegitimacy, what trend is observable?:The system's vulnerability or illegitimacy:
• Shrunk drastically in last years
5
• 4
• 3
• 2
• Grew dramatically in last years
1
• NA

18. What type of social movement is the most visible in Romania?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

19. What type of social movement is the least visible in Romania?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

20. Agenda-setting Movements in Romania:
• Mostly use public trends in order to promote their goals
5
• 4
• 3
• 2
• Usually try to impose their goals in the public agenda
1
• NA

21. What sector of social movements' activity in Romania is the least competitive (referring to competition

among movements as well as competition with other social actors, such as political parties etc.)?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

22. What sector of social movements' activity in Romania is the most competitive (referring to competition among movements as well as competition with other social actors, such as political parties etc.)?
• Environmentalist
• Anti-Corruption
• Anti-Globalization
• Feminists
• Gay-Rights
• Nationalists
• Civil-Rights/ More Democracy
• Peace Movement
• Others

23. In what concerns general tendencies of mobilization within the movement sector, would you say that it is rather competitive or not? Movements in Romania:
• Are not in competition with each other (5)
• 4
• 3
• 2
• Are in continuing competion with each other or civil society actors (1)
• NA

24. Leadership selection.The intermediary sector in Romania:
• Provides no activists willing and capable to steer mobilization
5
• 4
• 3
• 2
• Provides activists capable and willing to steer mobilization
1
• NA

25. Types of available resources.Movements in Romania usually lack:
• Financial Resources
• Activists and their Time
• Both of them
• None of them
• NA

26. Internal organization.Movements in Romania usually are:
• Highly hierarchically structured without any democratic decision-making procedures
5
• 4
• 3
• 2
• Horizontally structures and democratically organized
1
• NA

27. In general, do you believe that there is a contraditction between goals promoted by movements in Romania and their internal structures/ settings (question filtre)?
• Yes
• No

28. Can you please provide an example for such a discrepancy between promoted goals and internal settings? *(question ouverte, uniquement dans le cas de 'Yes' a question 27)*

29. In what concerns social Mobilization are there regional differences within Romania (question filtre)?
• Yes
• No

30. What regional differences, and with what tendency *(question ouverte, uniquement dans le cas de 'Yes' a* question 29) ?

31. Do you think that the persistence of friendship-networks - built up under communism - poses a problem to the activity of the intermediary sector? If yes to what degree:
• Big Problem
5
• 4
• 3
• 2
• No Problem
1
• I don't agree

32. Do you think that there is a lack of Social Capital in Romania (question filtre)?
• Yes
• No

33. Single factors explaining the lack of social capital: Choose the three most important. (uniquement dans le cas *de 'Yes' a question 32)*
• Corruption provided sources of mistrust
• Religion provided models of interaction incompatible with self-engagement
• Inequality provided sources of mistrust
• State directed economy influenced social capital in a negative way
• The arbitrariness of the sultanistic Ceausescu-Regime destroyed social capital
• Securitate destroyed societal trust
• The long lasting influence of Ottoman-Style-Despotism
• For many centuries Romania was a subject rather than an object of history

34. In what concerns Social Capital, are there regional differences within Romania (question filtre)?
• Yes
• No

35. What regional differences, and with what tendency? *(question ouverte, uniquement dans le cas de 'Yes' a* question 34)

36. Please classify Romania along the three classic types of political culture.
• Parochial
• Subject
• Participative
• Evenly distributed
• NA

37. Do you consider that the political system in Romania lacks:
• Legitimacy and effectiveness
• Legitimacy
• Effectiveness
• None
• NA

38. In what concerncs the political culture, are there regional differences within Romania (question filtre)?
• Yes
• No

39. What regional differences, and with what tendency *(question ouverte, uniquement dans le cas de 'Yes' a* question 38) ?

40. Do you think that Religion has an influence on the degree and on the manner of social Mobilization? (question de filtre)
• Yes
• No

41. Can you please define (briefly) what influence Religion might have on social Mobilization (question ouverte, *uniquement dans le cas de 'Yes' a question 40)*?

42. Can you please indicate: Name Academic title University (not mandatory)

43. Would you like to be informed about the results of this research?

44. Since expert surveys are hard to realize without a reliable source, we rely on the principle of snowball sampling:)

Could you please indicate three other experts working on 'social movements', 'civil society', 'social capital' and/ or 'political culture' in Romania?

Liste des personnes interrogées

Nom	Mouvement	Age	Niveau d'éducation	Pays	Date de l'entretien
Alina	Rosia Montana ; Uniti Salvam	25-30	Master	Roumanie	Juin 2014
Anca	Altermondialisme ; RodicaAncaMaria (collective d'artiste)	30-40	Pas connue	Roumanie	Juillet 2012
Arnold	Droit au logement	30-40	Master	Roumanie	Juillet 2012
Claudiu Craciun	Anti-Austerité ; Rosia Montana	30-40	Doctorat	Roumanie	Octobre 2012
Cristian	Rosia Montana; Street Delivery	30-40	Master	Roumanie	Juin 2014
Diana	Rosia Montana	30-40	Master	Roumanie	Décembre 2013
Flori	Komunitas; Kiss your enemy	30-40	Master	Roumanie	Juin 2012
George	Biblioteca Alternativa; Anti NATO-days (maintenant Amnesty International)	30-40	Master	Roumanie	Avril 2012
Mihnae	Rosia Montana ; chanteur du band « Luna Amara »	30-40	Maitrise	Roumanie	Juin 2014
Miruna	Komunitas; Kiss your enemy	30-40	Master	Roumanie	Avril 2012
Dolores Neagoe	Analyste de CEE Trust	40+	Master	Roumanie	Mai 2012

Ruxi	Biblioteca Alternativa; Anti NATO-days	30-40	Doctorat	Roumanie	Avril 2012
Simina	Biblioteca Alternativa; Anti NATO-days	30-40	Master	Roumanie	Avril 2012
Victoira Stoicu	Activiste et essayiste ; Anti-Austérité ; directeur de programme à Friedrich Ebert Stiftung	40+	Master	Roumanie	Octobre 2012
Veda	Droit au logement	30-40	Doctorat	Roumanie	Juillet 2012

Nom	Activisme	Age	Education	Pays	Date d'entretien
Agnes	Activiste, essayiste et analyste	30-40	Doctorat	Hongrie	Novembre 2014
Balint	La Constitution n'est pas un jeu	30-40	Master	Hongrie	Octobre 2014
Matyas Benyik	Attac	50+	Master	Hongrie	Janvier 2015
Daniel	Environnementalisme ; Maintenant membre du Parlement Européen (Parti vert européen)	30-40	Master	Hongrie	Février 2013
Eszter	HaHa	20-30	Maitrise	Hongrie	Octobre 2014
Gergö	Parti hongrois du chien à deux queues	30-40	Pas connue	Hongrie	Février 2013
Peter Heindl	Activiste depuis 1988	50+	Pas connue	Hongrie	Janvier 2015
Kristof	Ecologisme ; LMP	30-40	Doctorat	Hongrie	Janvier 2013
Nandor	Ecologisme ; LMP	30-40	Maitrise	Hongrie	Janvier 2013
Tamas	Activiste, essayiste	40+	Pas Connues	Hongrie	Janvier 2015

Tessa	Droit au logement	30-40	Doctorat	Hongrie	Octobre 2014

Liste des bases de données et des indices utilisés

APADOR-CH – public gatherings in Romanian municipalities	L'association pour les droits de l'Homme en Roumanie – Comité de Helsinki a mis à notre disposition des données sur les rassemblements publics dans presque toutes les municipalités de Roumanie. Les données manquantes ont été distribuées à travers les régions de manière équilibrée. Il n'existe pas d'informations centralisées sur ce sujet et les institutions locales n'ont ni la capacité ni l'obligation de fournir de telles informations. Pour les obtenir, l'association s'est lancée depuis longtemps dans une campagne de demande d'information auprès de toutes les mairies des villages ou des villes.
Bertelsmann Transformation Index	Le Bertelsmann Transformation Index (BTI) est une étude comparative internationale sur le niveau de développement et de gouvernance dans 129 pays en voie de développement et de transition politique et économique.
Democracy Barometer	Le projet « Baromètre de la démocratie » combine les efforts des chercheurs de l'Université de Zurich (UZH) et du Social Science Research Center de Berlin (WZB). Il a été développé dans le cadre de « NCCR Democracy » et il est financé par le Fonds National Suisse (FNS), Merkel et Bochsler étant les deux principaux responsables du projet..
European Protest and Coercion Data	« Manifestation et Coercion européenne » est un site Web réalisé par l'Université du Kansas et parrainé par le Fonds général de recherche de la « National Science Foundation » et l'Université de Kansas. La base de données comprend toutes les protestations (ou actes de dissidence) et les événements répressifs de l'Etat quelle que soit leur importance à condition que leur lieu et leur taille soient identifiables. Les données sont en libre accès pour

	des buts de recherche.
European Value Survey	Le SVE est l'étude la plus vaste des valeurs en Europe. Elle est conduite dans 33 pays européens par des experts de chaque pays. Loek Halman et Malina Voicu en sont les coordinateurs et principaux responsables.
Nations in Transit (Freedom House)	Publié à partir de 2003, cette série d'études porte sur la gouvernance des pays de l'ex-Union soviétique. Elle se présente sous la forme d'un rapport annuel édité par Freedom House, une organisation fondée en 1941 et basée à Washington, qui étudie l'étendue de la démocratie dans le monde.
The Economist's Intelligence Unit	L'Economist Intelligence Unit (EIU) du The Economist Group, fournit des prévisions et différents services utiles à la recherche et à l'analyse (par exemple la publication de rapports nationaux mensuels, de prévisions économiques pour chaque pays tous les cinq ans, d'évaluations des risques financiers, etc. L'EIU compte plus de 100 experts et économistes employés à temps plein.
The Gallup Organization Romania: Public Opinion Barometer	Le « baromètre de l'opinion publique (BOP) » est un programme de recherche et d'analyse de l'opinion publique roumaine, inauguré en 1994. Il a pour mission de contribuer à la consolidation des liens entre les structures de pouvoir et la société dans son ensemble. Pour cela, l'un de ses objectifs est de mettre à disposition des parties intéressées les données nécessaires au bon développement des politiques publiques et de fournir des analyses rigoureuses utiles au débat public.
The Gallup Organization Romania: Being Young in Romania	« Being Young in Romania » est une série d'études sur les valeurs et les attitudes des jeunes en Roumanie. Elle a été financée par le British Council Romania et conduite par The Gallup Organization.
World Value Survey	Le « World Values Survey (WVS) » est un projet de recherche qui explore l'évolution des valeurs et des croyances au niveau mondial. Il est conduit par un réseau mondial de chercheurs en sciences sociales qui, depuis 1981, dirige des enquêtes nationales statistiquement représentatives dans près de 100 pays. Ronald

	Inglehart, Christian Haerpfer et Pippa Norris sont les principaux membres du comité.